

CONTRETEMPS

CONTRETEMPS

Capitalisme, crises et développement

Le capitalisme, c'est la crise ! Dérèglement climatique, pollution des océans, déforestation, urbanisation sauvage ; dans ses manifestations écologiques, cette crise constitue un péril majeur pour l'humanité et pour la planète que nous voulons habiter. Une affaire bien trop sérieuse pour être laissée au pilotage aveugle des marchés.

Quelles menaces se dessinent en ce début de XXI^e siècle ? Quel développement alternatif à la croissance destructrice pourrait promouvoir une gauche digne de ce nom ? De quels outils d'analyse et d'intervention devrait-elle se doter ? À travers la diversité des contributions, ce dossier explore une politique émancipatrice respectueuse des contraintes de la biosphère.

Aussi dans ce numéro de Contretemps :

- L'autonomie des femmes en pays d'Islam
- L'origine et l'usage de la notion de développement « soutenable »
- Fétichisme, réification, aliénation
- Castoriadis corrige Marx ?



9 782845 972575

ISBN : 978-2-84597-257-5

ISSN : 1633-597X

Numéro vingt et un

février 2008

19 euros

Capitalisme, crises et développement

- └ L'autonomie des femmes en pays d'Islam
- └ Castoriadis critique de Marx ?

Emmanuel Barot
Walden Bello
Daniel Bensaïd
Jacques Bournay
Robert Boyer
Sonia Dayan-Herzbrun
Jean Ducange
Cédric Durand
Vincent Gay
Jean-Marie Harribey
Stéphane Lavignotte
Michael Löwy
José Manuel Naredo
Jamila Mascát
Clément Mouhot
Daniel Tanuro
Stravros Tombazos
Stéphanie Treillet

 textuel

 textuel

Capitalisme, crises et développement

- └ L'autonomie des femmes en pays d'Islam
- └ Castoriadis critique de Marx ?



numéro

un, mai 2001 — Le retour de la critique sociale Marx et les nouvelles sociologies
deux, septembre 2001 — Seattle, Porto Alegre, Gênes Mondialisation capitaliste et dominations impériales
trois, février 2002 — Logiques de guerre Dossier: Émancipation sociale et démocratie
quatre, mai 2002 — Critique de l'écologie politique Dossier: Pierre Bourdieu, le sociologue et l'engagement
cinq, septembre 2002 — Propriétés et pouvoirs Dossier: Le 11-Septembre, un an après
six, février 2003 — Changer le monde sans prendre le pouvoir? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes
sept, mai 2003 — Genre, classes, ethnies: identités, différences, égalités
huit, septembre 2003 — Nouveaux monstres et vieux démons: Déconstruire l'extrême droite
neuf, février 2004 — L'autre Europe: pour une refondation sociale et démocratique
dix, mai 2004 — L'Amérique latine rebelle. Contre l'ordre impérial
onze, septembre 2004 — Penser radicalement à gauche
douze, février 2005 — À quels saints se vouer? Espaces publics et religions
treize, mai 2005 — Cité(s) en crise. Ségrégations et résistances dans les quartiers populaires
quatorze, septembre 2005 — Sciences, recherche, démocratie
quinze, février 2006 — Clercs et chiens de garde. L'engagement des intellectuels
seize, avril 2006 — Postcolonialisme et immigration
dix-sept, septembre 2006 — Lumières, actualité d'un esprit
dix-huit, février 2007 — Société de l'information. Faut-il avoir peur des médias?
dix-neuf, mai 2007 — L'engagement en questions. Regards sur les pratiques militantes
vingt, septembre 2007 — Marx hors limites
vingt et un, février 2008 — Capitalisme, crises et développement

© Les éditions Textuel, 2008
48, rue Vivienne 75002 Paris
www.editionstextuel.com
ISBN: 978-2-84597-257-5
ISSN: 1633-597X
Dépôt légal: février 2008

numéro vingt et un, février 2008

Capitalisme, crises et développement

- L'autonomie des femmes en pays d'Islam
- Castoriadis critique de Marx ?

Ouvrage publié avec le concours
du Centre national du livre.

Directeur de publication :

Daniel Bensaïd

Comité de rédaction :

Gilbert Achcar, Antoine Artous, Sophie Bérout, Emmanuel Barot, Sebastien Budgen, Véronique Champeil-Desplat, Vincent Charbonnier, Sébastien Chauvin, Philippe Corcuff, Jean Ducange, Jacques Fortin, Isabelle Garo, Fabien Granjon, Janette Habel, Michel Husson, Samuel Johsua, Razmig Keucheyan, Sadri Khiari, Stathis Kouvélakis, Thierry Labica, Sandra Laugier, Stéphane Lavignotte, Claire Le Strat, Michaël Löwy, Alain Maillard, Lilian Mathieu, Braulio Moro, Olivier Pascual, Sylvain Pattieu, Willy Pelletier, Philippe Pignarre, Nicolas Qualander, Violaine Roussel, Sabine Rozier, Ivan Sainsaulieu, Catherine Samary, Paul Sereni, Patrick Simon, Francis Sitel, André Tosel, Josette Trat, Enzo Traverso, Sophie Wahnich

Conseil éditorial international

Arturo Anguiano (Université autonome de Mexico),
 Paolo Arantes (USP Sao Paolo, Brésil),
 Uraz Aydin (Université de Marmara, Istanbul),
 Attilio Boron (Buenos Aires),
 Alex Callinicos (King's College, Londres),
 Carine Clément (Moscou),
 Roland Denis (Caracas),
 Fabio Frosini (Université Urbino, Italie),
 Claudio Katz (Buenos Aires),
 Zbigniew Kowalewski (directeur de la revue *Revolucja*, Lodz),
 Michael Krätke (Université d'Amsterdam),
 Francisco Louça (Lisbonne),
 Warren Montag (Philosophe, Los Angeles),
 Miguel Romero (directeur de la revue *Viento Sur*, Madrid),
 Spyros Sakelleropoulos (Université Panteion, Athènes),
 Maria-Emilia Tijoux (Sociologue, Santiago du Chili),
 Stavros Tombazos (Université de Chypre)

VisitezLe site de Contretemps <<http://www.contretemps.ras.eu.org>>Le site partenaire Europe-solidaire <<http://www.europe-solidaire.org>>**06 actuelles****Daniel Bensaïd :** La Mai Pride, ou le retour du spectre**11 dossier : capitalisme, crises et développement****12 Cédric Durand et Vincent Gay :** Présentation générale du dossier**22 Robert Boyer :** Capitalisme(s) du XXI^e siècle**36 Daniel Tanuro :** Comment les mécanismes de marché pourrissent le climat**44 Jacques Bournay :** Au-delà du PIB, à la recherche d'indicateurs pour l'éco-socialisme**58 Michael Löwy :** Publicité vs Environnement**63 Walden Bello :** Le mouvement écologiste dans le Sud global : acteur central contre le changement climatique**75 Stéphanie Treillet :** Les bases de reconstruction de la pensée développementaliste**85 Jean-Marie Harribey :** Que faire? Croître et décroître?**96 Stéphane Lavignotte :** Quelle politique des modes de vie? L'écologie adolescente entre contrainte et réveil du désir**105 INTERVENTIONS****106 José Manuel Naredo :** Sur l'origine, l'usage et le contenu du terme « soutenable »**120 Sonia Dayan-Herzbrun :** De l'autonomie des femmes en pays d'Islam. Perspectives postcoloniales**131 Daniel Bensaïd :** Politiques de Castoriadis (Castoriadis corrige Marx?)**143 RÉPLIQUES ET CONTROVERSES****144 Emmanuel Barot :** Marx « révélé » par Spinoza : l'enjeu politique d'une relecture**155 Stavros Tombazos :** Fétichisme et réification**169 LU D'AILLEURS****170 Clément Mouhot :** La dialectique peut-elle casser les briques... en mathématiques?**180 Jamila Mascot :** Kant, Benjamin et la possibilité de la justice**187 Jean Ducange :** Le chemin vers le bas. Considérations d'un révolutionnaire allemand sur une grande époque (1900-1950)**189 Livres reçus**

Daniel Bensaïd

La Mai Pride, ou le retour du spectre

Le discours versaillais de Nicolas Sarkozy, le 28 avril à Bercy, avait le ton de la revanche sociale : « Mai 68 nous avait imposé un relativisme intellectuel et moral... Le culte de l'argent roi et du profit à court terme a été porté par les valeurs de mai 1969... Je propose aux Français de rompre réellement avec l'esprit, avec les comportements, avec les idées de Mai 68. Je propose aux Français de rompre réellement avec le cynisme de Mai 68. Je propose aux Français de renouer en politique avec la morale, avec l'autorité, avec le travail, avec la nation. » Travail, famille, patrie : la trilogie vichyste au grand complet.

Ce discours expiatoire, qui prétend faire porter au péché originel de Mai 68 la responsabilité du chômage et des misères du présent, s'inscrit pleinement dans la tradition versaillaise qui érigea le Sacré-Cœur pour expier les « crimes » de la Commune, ou de Vichy qui imputa « l'étrange défaite » aux effets délétères du Front populaire. Avec l'oraison funèbre sarkozienne, la boucle de la révision historique est bouclée. 1978, c'était déjà la cérémonie des adieux : l'ordre était rétabli au Portugal et la gauche divisée avait perdu les élections législatives. 1988, en prélude aux fastes dépolitisés du bicentenaire, c'était la réécriture mitterrandienne de Mai 68 comme prémisses à la modernisation et tremplin vers la gloire d'une génération hédoniste. Un an avant le quarantième anniversaire, Sarkozy escamote d'un tour de bonneteau la plus grande grève générale et fait de Mai 68 le bouc émissaire des dégâts de... la contre-réforme libérale ! Pourquoi Mai 68 trouble-t-il encore les nuits de Sarkozy au point de vouloir à tout prix en exorciser le spectre ?

S'il ne s'était agi que d'une explosion juvénile, on en parlerait comme on évoque le mouvement des campus américains ou la révolte des provos dans les rues d'Amsterdam. Dans la plupart des pays capitalistes développés, les mœurs ont évolué, l'individualité s'est affirmée, le droit à l'avortement a été conquis, sans qu'il y eût besoin pour cela de la grève générale la plus longue et la plus massive de l'histoire de France. Était-ce la der des der des luttes ouvrières du XIX^e et du XX^e siècle ? L'ultime baroud du monde de Zola, du Front pop et de la Libération ? Ou la première grève du XXI^e siècle, dans un pays à large majorité urbaine, où la classe travailleuse rassemble sous son hégémonie la petite paysannerie, la jeunesse scolarisée, une fraction importante des techniciens et cadres, et où des équipes de foot se déclarent en autogestion ?

Sans doute un peu des deux : une grève entre déjà-plus et pas-encore, entre ce qui s'efface doucement et ce qui s'annonce à peine.

Mai 68 n'est pas une affaire nationale franco-française. C'est un événement global, un moment de convergence des résistances et des révoltes. On en parlerait bien différemment, s'il ne faisait pas aussi écho aussi à l'offensive du Têt de février 1968 au Vietnam, au printemps de Prague, à l'agitation des étudiants polonais, à la révolte de la jeunesse pakistanaise, au mouvement anti-guerre aux États-Unis, aux braises de la révolution culturelle en Chine, au massacre de Tlatelolco et aux poings levés gantés de noir sur le podium olympique.

Mai 68 apparaît enfin, rétrospectivement comme le foyer symbolique d'une révolution culturelle qui s'est propagée tout au long des années 1970, avec l'essor du mouvement des femmes, l'apparition du mouvement des homosexualités, la contestation de l'ordre familial, carcéral, ou psychiatrique.

Un collectif s'est donc créé, pour conjuguer cet héritage au présent : en quoi le triple événement social, international, culturelle, résonne encore. Il se propose d'organiser une série d'initiatives, du 10 au 25 mai, autour desquelles puissent se démultiplier les initiatives les plus diverses dans les villes et les quartiers. Que cent fleurs printanières s'épanouissent. Le bouquet sera consultable sur le site créé à cet effet : www.mai-68.org.

Appel : Mai 68, ce n'est pas qu'un début

Un spectre hante les tenants de l'ordre établi : le spectre de Mai 68. Toutes les puissances du vieux monde se sont unies en une saine alliance pour traquer ce spectre. Ne manque à l'appel aucun(e) de ceux et celles qui n'ont comme horizon indépassable que le monde tel qu'il est, voire la fin de l'histoire.

Pour la France bien-pensante, Mai 68 est responsable de tout. Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à la faire frémir en agitant à nouveau le spectre. Il s'agit, selon lui, « de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une bonne fois pour toutes ». Dans cette liquidation seraient visés non seulement les droits syndicaux, le Smic, le salaire socialisé, mais aussi les avancées obtenues, entre autres, par les luttes féministes.

Tel un ludion, le spectre de Mai 68 ressort du placard tous les dix ans. C'est l'occasion des exorcismes et des oraisons funèbres, des enterrements de première classe et des cérémonies des adieux, des célébrations compassées, des imprécations et des repentances de tous les ralliés.

Il est grand temps de se réapproprier Mai 68, les réalités derrière les mythes, le Mai des prolétaires (de la grève générale et des occupations d'usines), le Mai de la Commune étudiante, le Mai des murs qui prirent la parole, le Mai des

barricades qui ferment la rue et ouvrent la voie, le Mai qui a pavé le chemin des libérations et des transformations sociales et sociétales arrachées au cours de la décennie suivante, le Mai qui a soufflé sur Berlin, Prague, Mexico ou Turin, soulevant l'espoir tout autant que la critique du monde réellement existant, des normes et des évidences. Ce qu'il en est advenu n'était pas le seul possible. Des retours critiques collectifs et discordantes permettront de retrouver les able chaud sous les grèves et les espérances, à la lumière d'une formidable expérience dont les traces marquent notre temps.

Des éditeurs, des revues, des journaux, des sites internet, des librairies, des instituts, des fondations, de lieux et de espaces culturels tentent d'interpréter le monde pour transformer l'ordre des choses. Ils se sont réunis et proposent d'organiser ensemble au printemps prochain, un « Mai 68, ce n'est pas qu'un début c'est une actualité urgente ». C'est à cette fin qu'ils lancent cet appel, ici et au-delà des frontières.

(consulter le site www.mai-68.org)

Signatures collectives (au 18 décembre) :

À Babord (revue, Montréal), Actuel Marx (revue, Paris), Alternative libertaire (journal), Alternatives Sud (revue, Louvain-la Neuve), Amis de Tribune socialiste, Éditions Amsterdam (éditeur, Paris), Association pour la coopération des radios libres (Coral), Autres voix de la planète (revue, Bruxelles), Bez Dogmatu (revue, Varsovie), Brumes et Blondes (revue, Alkmaar), Bulletin du Réseau Féministe « Ruptures », CADAC, CeDInCI (Centro de Documentación, Buenos Aires), Colères du présent (Arras), Collectif national pour les droits des femmes, ContreTemps (revue, Paris), Critique (revue, Grande-Bretagne), Critique communiste (revue, Montreuil), Dissidences (revue), École émancipée (revue, Paris), Écologie & Politique (revue, Paris), Éditions Aden (Bruxelles), Éditions Après la Lune, Éditions du Monde libertaire, Espaces Marx (Paris), Les Empêcheurs de penser en rond (éditeur, Paris), Europe solidaire sans frontières, Fondation Copernic (Paris), Infosurr (revue), Inprecors (revue, Paris), Institut d'histoire sociale de la CGT, Institut de recherche de la FSU (Paris), Jour Fixe Initiative (Berlin), Les Mondes du travail (revue, Amiens), Librairie La Brèche, Librairie du Monde libertaire, Lux Editeur (Montréal), Le Monde libertaire (journal), Observatoire des mouvements de la société (Paris), Page Deux (éditeur, Lausanne), Politis (journal, Paris), Punctum (éditeur, Paris), Quaderni Pietro Tresso (Florence), Raisons d'agir (Poitiers), Regards, Revue internationale des livres et des idées (revue, Paris), Rewolucja (revue, Varsovie), Rouge (journal, Paris), Rouge et Vert (journal, Paris), SolidaritéS (journal, Suisse), La Somme et le reste (revue, Paris), Support Transgenre (Strasbourg), Syllepse (éditeur, Paris), TaPaGes (Strasbourg), Théâtre des Rues (compagnie de théâtre-acteurs), Union syndicale Solidaires, Varcarme (revue, Paris), La Vache bleue (compagnie de théâtre, Lille), Variations (revue, Paris), Viento Sur (revue, Madrid)

Signatures individuelles (au 18 décembre) :

Serge Aberdam, Étienne Adam, Eduardo Aibar (Buenos-Aires), Tariq Ali (Londres), Guillermo Almeyra (Buenos Aires), Louis Aminot, Mouloud Aounit, Antoine Artous, Armand Ajzenberg, Paul Alliès, Samir Amin (Dakar), Jean-Pierre Anselme, Clémentine Autain, Claude Bailblé, Jean Batou (Lausanne), Francine Bavay, Tarek Ben Hiba, Nicolas Bénéès, Hamida Ben Sadia, Daniel Bensaïd, Denis Berger, John Berger, Gilles Bernard, Sophie Bérout, Alain Bertho, Jacques Bidet, Jean Bigot, Pierre Bleibtreu, Jean-Jacques Boislaroussie, Pascal Boisset, Christian Bonnaud, Anne-Marie Bonnissieu, Sylvie Bosserelle (Puebla), Jean-Yves Boulin, Elisabeth Bourgain, Michel Bourgain, Jean Brafman, Patrick Braouezec (Saint-Denis),

Élyane Bressol, Michel Cahen, François Calaret, Renato Campana (Foligno), María del Carmen Fernández (Buenos-Aires), Paolo Casciola (Florence), Heloisa Castellanos, Dora Coledesky (Buenos-Aires), Dominique Collignon Maurin, Matthieu Colloghan, Eduardo Colombo, Marie-Agnès Combesque, Ricardo Coronado, Annie Couëdel, Annick Coupé, Pierre Cours-Salies, Maurice Courtois, Thomas Coutrot, Gilbert Dalgalian, Jean-Pierre Debourdeau, Jean-Paul Deléage, Rémy Douat, Bruno Della Sudda, Christine Delphy, Jean Delval, Monique Dental, Her de Vries (Alkmaar), Christian von Dittfurth (Berlin), Marnix Dressen, Guy Ducornet, Alain Dugrand, Bernard Dutorme (Louvain-la-Neuve), Bernard Elman, Philippe Enclos, Didier Epsztajn, Angel L. Fanjul (Buenos-Aires), Mireille Fanon-Mendès France, Alain Faradji, Sam Farber (New York), Louissette Fareniau, Gérard Filoche, Anne Flipo, Philippe Floury, Yves Frémion, Franca Galasso, Andréia Galvão (São Paulo), Manuel Garí (Madrid), David Garibay, Cinzia Garolla (Brescia), Vincent Gay, Dominique Gérardin, Guy Giani, Marc Gicquel, Adolfo Gilly (Mexico), Daniel Grason, Jérôme Gleizes, Vincent Glenn, Hall Greenland (Sydney), Denis Guedj, Jacques Guilhaumou, Janette Habel, Jean-Marie Harribey, Jean-Paul Hébert, Rémy Herrera, Robert Hirsch, François Houtart (Louvain-la-Neuve), Michel Husson, Carlos Figueroa Ibarra (Mexico), Rémi Jean, Raoul-Marc Jennar, Isaac Johsua, Pierre Khalifa, Michel Kokoreff, Stathis Kouvelakis, Claude Kowal, Zbigniew M. Kowalewski (Lodz), Isabelle Krzykowski, Georges Labica, Jean-Marc Lachaud, Bernard Langlois, François Laroussinie, Bernard Lefort, Jean-Philippe Legois, Gilles Lemaire, Michel Lequenne, Jacques Lerichomme, Brigitte Le Haque, Patrick Le Tréhondat, Stéphane Lhomme, Michael Löwy, Pablo F. Luna, Céline Malaisé, Henri Maler, Jan Malewski, Jean Malifaud, Philippe Marlière (Londres), Roger Martelli, Gilles Martin, Jean-Pierre Martin, Annie Masse, Bernard Masséra, Fernando Matamoros (Puebla), Savas Michael Matsas (Athènes), Gérard Mauger, Jean-Luc Mercier, Fabienne Messica, Jean-Claude Meyer, Tamás Gáspár Miklós (Budapest), Damien Millet, Robi Morder, René Mouriaux, Hugo Moreno, Roque Moyano (Buenos-Aires), Elfriede Müller (Berlin), Jean-Michel Nathanson, Alexander Neumann, Olivier Neveux, Vladimir Nieu, Bertell Ollman (New York), Michel Onfray, Gilbert Pago (Fort-de-France), Jean-Jacques Papo, Jaime Pastor (Madrid), Sylvain Pattieu, Willy Pelletier, Gilles Perrault, Gérard Perreau Bezouille, Didier Peyrat, Roland Pfefferkorn, Michel Picard (Mexico), Christian Picquet, Pierre-Yves Pira, Jean-Jacques Reboux, Michelle Riot-Sarcey, Claude Rioux (Montréal), Alan Roberts (Melbourne), Évelyne Rognon, Suzy Rojzman, Miguel Romero, Pierre Rousset, Hélène Roux, André Rosevègue, Dominique Rousseau, Patrick Rozenblatt, Ody Saban, Lucia Sagradini, Monique Sené, Spyros Sakellaropoulos (Athènes), Yves Salesse, Victoria Salterelli, Ilario Salucci (Brescia), Catherine Samary, Riza Saygılı (Istanbul), Janick Schaufelbuehl, Paquito Schmidt, Cornelia Schneider, Jacques Serieys, Patrick Silberstein, François Simon, Jeanne Singer, Évelyne Sire-Marin, Francis Sitel, Nicolas Smilévitch, Jacques Sincin, Gilles de Staal, Maya Surduts, Emilio Taddei (Buenos Aires), G. M. Tamás (Budapest), Ouarda Tamine, Horacio Tarcus (Buenos Aires), Jean-Michel Tarrin, Emmanuel Terray, Jacques Testart, Nicole-Édith Thévenin, Hillel Ticktin (Écosse), Maria Emilia Tijoux (Santiago du Chili), Stavros Tombazos (Nicosie), Jacques Tourtaux, Eric Toussaint (Bruxelles), José Tovar, Josette Trat, Olivier Tric, Catherine Tricot, Marcel Trillat, Aurélie Trouvé, Pierre Vanbeughen, Laurens Vancrevel (Bloemendaal), Patrick Vassallo, Daniel Vey, Jérôme Vidal, Charles-André Udry (Lausanne), Gilles Viali, Gérard Vidal, Richard Walter, Max Watts (Sydney), Claudie Weill, Suzi Weissman (Los Angeles), Charles Wolfe (Sydney), Karel Yon, Dariusz Zalega (Varsovie), Ricardo Zambrano (Buenos-Aires), Pierre Zarka

le site : <http://www.mai-68.org/>

contact : contact@mai-68.org

Dossier : Capitalisme, crises et développement

Conçu et coordonné par
Cédric Durand et Vincent Gay



Cédric Durand et Vincent Gay

Économiste CEMI-EHESS/CEPN-Paris-XIII

Commission écologique de la LCR.

Présentation générale du dossier

Le capitalisme c'est la crise! Si ce constat n'est pas nouveau, il n'a rien perdu de son acuité.

Économique, sociale la crise renvoie à des traits constants du capitalisme dans la longue durée : instabilité intrinsèque, exploitation et aliénation, conflit. À ces caractéristiques répond une impressionnante capacité des relations productives et de classe à se reconfigurer. Pour surpasser chocs et contradictions, cette plasticité ne cesse d'être sollicitée, débouchant sur une variété géographique et historique des configurations nationales du capitalisme.

Écologique, la crise actuelle par son ampleur constitue un défi inédit. Elle met en cause, pour certains, le principe même de la croissance tandis que d'autres questionnent la qualité de celle-ci. Les débats soulevés traversent pleinement tant les milieux militants que les milieux académiques envers qui la demande sociale d'alternatives se fait de plus en plus pressante.

L'objectif du présent dossier de *Contretemps* est de proposer une multiplicité d'approches des problèmes de la croissance et du développement économique. Les contributions réunies ne forment pas a priori une cohérence d'ensemble. Elles partagent cependant une vision émancipatrice des rapports sociaux des être humains entre eux et vis-à-vis de la biosphère. La diversité des points de vue proposés permet ainsi de poser une série de jalons qui esquissent l'espace des possibles d'une construction économico-politique non capitaliste.

Crise économique

Déclenchée par la hausse des non remboursements des prêts accordés aux ménages étasuniens non solvables, la tempête financière qui a secoué les bourses en août 2007 et s'est propagée à l'automne au système bancaire, menace désormais de se prolonger dans l'économie réelle. Celle-ci n'est que la plus récente d'une série de violentes crises qui secouent un système financier rendu de plus en plus instable par son unification au niveau mondial, sa libéralisation et la complexification des instruments utilisés : crise « tequila » en 1994 au Mexique, crise asiatique en 1997, crise russe en 1998, éclatement de la bulle internet et crise argentine en 2001, scandales financiers en série

entre 2001 et 2003 (Enron, Worldcom, Ahold, Tyco, Parmalat)¹. À chaque fois ce sont les salariés qui paient les pots cassés : au Mexique les salaires réels ont mis dix ans avant de retrouver leur niveau d'avant la crise ; en Corée, c'est la fin de la garantie de l'emploi à vie avec l'explosion du travail précaire et de la sous-traitance ; en Argentine, le chômage et la pauvreté explosent. La bulle internet ? les travailleurs des pays du Nord l'ont payée de plusieurs années de gel des salaires et d'une nouvelle vague de précarisation tandis que le capital s'appropriait les gains de productivité.

Ces crises à répétition se doublent de forts déséquilibres structurels. Pour de nombreux analystes l'endettement abyssal des États-Unis n'est pas soutenable : combien de temps les monarchies pétrolières du Moyen-Orient et les pays asiatiques vont-ils accepter de financer le fol appétit de consommation des Étasuniens et le coût budgétaire exorbitant de la politique pro-riches et guerrière de leur gouvernement ?

Crise sociale

Y compris dans ses phases d'expansion le capitalisme néolibéral, c'est la crise au quotidien pour les travailleurs. Aux États-Unis, depuis la fin des années 1960 le niveau de vie de la grande masse des Américains n'a pas progressé. Ce sont les plus riches qui ont accaparé la quasi totalité des fruits de la croissance par le biais des marchés financiers et par la hausse vertigineuse des très hauts salaires réservés à une élite managériale. En Europe comme aux États-Unis, le capitalisme rejette au minimum 8 à 9 % de la population en âge de travailler : cette réalité ne se reflète que très imparfaitement dans les chiffres du chômage ; aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, c'est dans les statistiques d'invalidité que l'on retrouve les exclus du travail puisque le système d'assurance chômage ne leur permet plus de survivre. À l'échelle internationale, entre la fin des années 1970 et le début des années 2000 les inégalités entre pays et au sein des pays ont significativement augmenté². En France, le BIP40³, l'indicateur agrégé de mesure des inégalités, met en évidence une hausse forte et presque continue des inégalités depuis le début des années 1980. La bride mise à la violence capitaliste après la Seconde Guerre mondiale semble désormais complètement lâchée.

Face à l'accumulation de nuages, les lueurs d'espoirs sont bien maigres. Dans le cadre du capitalisme financier dominé par la création de valeur pour les actionnaires, il n'y a pas de place pour l'amélioration des revenus salariaux ni pour de nouveaux droits sociaux. Au contraire, pour faire face à chaque turbulence financière, les entreprises exercent un peu plus de pression sur leurs salariés. Face aux contraintes de ce type de capitalisme, il n'existe plus nulle part dans les pays développés une offre politique authentiquement progres-

siste qui soit en position de gouverner. C'est le constat que fait Robert Boyer dans l'entretien qu'il nous a accordé lorsqu'il évoque « *l'encéphalogramme plat des socialistes* » et l'autolimitation de politiques qui en sont réduits à faire appel au sens éthique des entreprises pour assumer leur « *responsabilité sociale* » de manière non contraignante !

Crise écologique

Au delà de la crise économique et sociale, le capitalisme actuel semble nous entraîner vers une profonde crise de civilisation dont la dimension écologique est aujourd'hui la plus spectaculaire. Épuisement des ressources, catastrophes, dérèglements climatiques, appauvrissement du vivant... les indicateurs alarmants se multiplient et renvoient directement à un mode de développement mortel pour la planète.

La dégradation de la moitié des sols de la planète est provoquée par une agriculture productiviste à courte vue : déforestation, surpâturages, exploitation sans vergogne et assèchement des terres produisent en retour ruissellements de l'eau, baisse de la fertilité des sols et, au final, destruction de surfaces agricoles. Du Torrey Canyon à l'Erika, de Three Mile Island à Tchernobyl, de Bhopal à Metaleurop, de Seveso à AZF, la liste est longue des pollutions catastrophiques qui depuis les années 1970 ont répandu leur poison, parfois pour des centaines d'années.

Mais si la logique court-termiste de la recherche du profit est souvent en cause, ces désastres écologiques ne sont pas l'apanage des seuls pays capitalistes avancés. Engagée dans une logique productiviste de rattrapage et de confrontation militaire, l'expérience soviétique s'est traduite par un bilan écologique particulièrement désastreux : face aux objectifs stratégiques, la sécurité des travailleurs et de l'environnement était la cinquième roue du carrosse.

À l'échelle de la planète, la responsabilité des dommages faits à l'environnement, notamment en terme de stock de CO₂ dans l'atmosphère, revient essentiellement à l'essor du capitalisme dans les pays riches. Cependant, dans les pays du Sud, les pollutions sont aussi légion. Industrialisation insoutenable, stratégies de croissance rapide par les exportations, accueil du capital international qui fit volontiers de ces territoires peu regardants ses poubelles, exploitation des ressources minières... dans tous les cas de figure la préoccupation environnementale n'a émergé que timidement et tardivement dans la seconde moitié des années 1990. Aujourd'hui encore, d'après le classement annuel de l'institut Blacksmith, les 30 sites les plus pollués au monde se situent dans les pays de la périphérie : ex-URSS, Inde, Chine, Amérique latine, Afrique⁴.

L'accélération des changements climatiques met aujourd'hui en évidence le caractère global de la crise écologique. Hausse du niveau des mers, dérègle-

ment des pluies, phénomènes climatiques extrêmes... le consensus scientifique qui reconnaît la responsabilité humaine renvoie à un choix politique : le choix d'une économie basée sur les énergies fossiles et les gaspillages qui conduit la planète et l'humanité vers des dérèglements profonds. Les premières victimes de ce bouleversement sont les pauvres des pays du Sud ; le nombre de réfugiés climatiques s'élèvera selon des chercheurs de l'université des Nations unies à Bonn (UNU-EHS) à 50 millions dès 2010 et 150 millions en 2050. De manière moins immédiatement perceptible mais tout aussi inquiétante, l'extinction des espèces animales et végétales s'accélère. Au-delà des cas emblématiques d'espèces rares (le tigre du Bengale, l'ours polaire...), le rythme de l'extinction en cours est de 100 à 1000 fois supérieur à celui des périodes pré-humaines ; un quart des espèces connues, soit un million d'espèces, sont menacées à l'horizon 2050. Les activités humaines sont là aussi à l'origine de cette hécatombe, les transformations du climat, les pollutions des sols et des eaux et la déforestation se traduisant par un bouleversement destructeur des écosystèmes.

La gauche face au développement capitaliste

La réémergence des débats sur le développement et la croissance interroge la capacité des mouvements progressistes au XXI^e siècle à imaginer un autre développement, non productiviste. Car en la matière, le bilan passé est globalement négatif.

Du fait du retard industriel de la Russie pré-soviétique et de la rareté des analyses sur la nature parmi les marxistes du début du XX^e siècle, les bolcheviques ont cherché avant tout à reproduire des modes d'industrialisation propres au capitalisme. Lénine écrivait ainsi : « Nous n'inventons pas une forme d'organisation du travail, nous l'empruntons toute faite au capitalisme : banques, cartels, usines modèles, stations expérimentales, académies, etc. ; il nous suffira d'emprunter les meilleurs types d'organisation à l'expérience des pays avancés. »⁵ Le slogan « Dognat'i Peregnat' », rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés, comme leitmotiv de l'industrialisation semble même un moment en passe de devenir réalité⁶. Faire autant, voire mieux, mais pas différemment des pays capitalistes avancés. Il y a là une forme de fétichisme de l'accroissement des forces productives qui rend aveugle à l'insoutenable de ce développement industriel en matière de destruction de la nature, comme d'ailleurs d'aliénation au travail. Au final, comme le montre Moshe Lewin, l'histoire économique et sociale de l'URSS est celle d'une modernisation via l'industrialisation et l'urbanisation⁷. Cette logique trouve son expression paroxysmique dans les déclarations de Deng Xioping, l'initiateur des réformes économiques en Chine, pour qui il importait peu que les politiques soient

« *socialistes ou capitalistes* » pourvu qu'elles contribuent au développement des forces productives. Avec le recul, la fascination pour la puissance du développement capitaliste de la part de la majorité du mouvement ouvrier apparaît comme un handicap politique en partie responsable des retards pris en matière de réponses à la crise écologique.

Aveugle aux contradictions écologiques du capitalisme, l'aspiration au rattrapage se retrouve également dans les pays du Sud dans la seconde moitié du *xx^e* siècle. Comme le montre **Stéphanie Treillet**, les débats ont à l'époque porté essentiellement sur les rapports avec le centre du capitalisme et sur les capacités de développements autocentrés mais beaucoup plus rarement sur les conséquences de telle ou telle orientation industrielle ou agricole sur l'environnement. C'est d'ailleurs un problème qui se pose dans de nouveaux termes aujourd'hui avec les expériences vénézuélienne ou, dans une moindre mesure, bolivienne : jusqu'où une politique sociale, posant la question du socialisme, peut-elle se réduire à une redistribution progressiste des richesses, la rente pétrolière dans le cas du Venezuela ?

Après 1945, dans les pays riches, la gauche ne s'est pas non plus illustrée par une prise en charge des thématiques antiproductivistes et environnementalistes. Un large consensus droite-gauche existait sur la nécessité de la croissance réellement existante, les divergences portant sur le partage des fruits de cette croissance. Avec l'accès massif aux biens de consommation, la croissance économique de l'époque était assimilée à un bien-être en constant progrès. L'accord de la gauche avec un tel présupposé fut la marque de l'absence de prise en compte des questions non seulement environnementales mais aussi des modes de vie, la marque d'un anticapitalisme réducteur qui ne pouvait voir le caractère aliénant de la société de consommation. Aujourd'hui, ce caractère aliénant se double de dégradations environnementales. Michaël Lowy montre comment s'articulent ces deux dimensions autour du système publicitaire en tant que mode d'imposition de la définition des besoins en fonction des nécessités mercantiles du capital. De telles thématiques, dont l'actualité est évidente, ont été introduites dans la gauche par des courants ou des personnalités souvent extérieurs au mouvement ouvrier, particulièrement après mai 1968, comme l'illustrent les débats qui traversent les écologistes sur les modes de vie et l'individualisme décrits par Stéphane Lavignotte. De telles approches sont aujourd'hui réactivées essentiellement par des réseaux qui se reconnaissent dans le mot d'ordre de la décroissance. Alors, que faire ? Croître et décroître ? C'est la question qu'explore Jean-Marie Harribey dans sa contribution où il propose de surmonter l'apparente opposition croissance/décroissance en engageant une dynamique de démarchandisation.

La bourgeoisie entre opportunisme et inconséquence

Face à l'ampleur de la crise, politiques, grandes entreprises et institutions internationales sont contraints de réagir. L'attitude du pouvoir sarkozyste sur la question environnementale illustre bien de nouveaux positionnements de la part de la bourgeoisie. Le Grenelle de l'environnement tenu en France en octobre 2007 combine trois éléments : 1/ volontarisme de façade, 2/ constance des grandes orientations qui structurent le rapport de la société à la nature notamment dans le domaine agricole, des transports et de l'énergie, 3/ encouragement à l'émergence de nouveaux business verts dans des secteurs tels que le bâtiment, les énergies renouvelables – sans remettre en cause le nucléaire – ou l'agrobusiness afin de constituer de nouvelles niches compétitives permettant l'accumulation de profits. Certes, si le moratoire sur les OGM devait se confirmer, il s'agirait bien d'une victoire pour les mouvements sociaux et notamment pour les « faucheurs volontaires ». Mais pour le reste, l'inconséquence est flagrante.

C'est au moment où se tenait le Grenelle que la commission Attali a rendu publiques ses premières conclusions. Son ambition : « libérer la croissance » afin de l'élever à 5 %. Ses recettes : intensifier la concurrence et donc mettre encore davantage sous pression les droits sociaux et les salaires. Sans oublier un peu de provocation : supprimer le principe de précaution, considéré comme un frein à la compétitivité des entreprises ! Comme l'a souligné Jean Gadrey⁸, viser 5 % de croissance est aberrant du point de vue écologique car l'accélération de la croissance du PIB implique mécaniquement une augmentation des externalités négatives vis-à-vis de l'environnement. Par ailleurs, c'est un objectif inaccessible dans un pays développé où l'essentiel de l'activité économique relève du secteur des services. En effet, dans les services bien plus que dans l'industrie les progrès de la productivité sont limités et beaucoup moins souhaitables : qu'est-ce qu'accroître la productivité dans l'enseignement ou la santé ? Autre exemple, l'engouement actuel pour les agrocarburants cherche à concilier l'inconciliable : verdifier l'économie et réduire la dépendance par rapport au pétrole sans réorganisation d'ampleur. Le prix à payer est à la hauteur du mirage. Déjà 15 milliards de dollars de subventions sont alloués à l'agrobusiness dans les pays de l'OCDE pour une réduction de l'émission nette de gaz à effet de serre par rapport au pétrole de 18 % au mieux⁹. Le différentiel est plus élevé dans des pays comme l'Indonésie ou le Brésil mais au prix d'une expulsion des petits paysans et d'une déforestation qui contribue massivement à l'augmentation de la présence de gaz à effet de serre dans l'atmosphère¹⁰. Enfin, la fièvre autour des agrocarburants se traduit par la hausse des prix des denrées agricoles, qui pénalise d'abord les pauvres, et par un stress accru sur les ressources en eau et sur les sols incompatible avec une utilisation soutenable des terres arables.

Au niveau mondial, la question du changement climatique apparaît de plus en plus comme la question centrale. Le rapport Stern commandé par le gouvernement britannique et présenté fin 2006 pose les jalons d'une réponse bourgeoise aux changements climatiques dont il évalue le coût économique à celui des deux guerres mondiales et de la dépression de 1929 cumulées. Mais la réponse de cet ancien économiste de la Banque mondiale tend à reporter le coût de l'ajustement qu'implique la réduction des gaz à effet de serre sur les pays du Sud et sur les populations les plus pauvres plutôt que de faire payer les grands groupes énergétiques, automobiles, pétrochimiques ou d'armement. Prenons d'abord l'exemple des taxes sur le carbone. Leur assiette reposerait sur les ménages et sur les entreprises mais, pour celles-ci, des réductions de cotisations patronales devraient alléger la facture. De telles taxes sont conçues comme des outils pour réorienter les modes de consommation mais, en terme distributifs, elles conduisent à exonérer les entreprises tout en offrant l'opportunité d'une nouvelle diminution du coût du travail. Autre mécanisme pervers, la non circonscription géographique de l'effort : la possibilité offerte aux multinationales du Nord de faire des investissements propres au Sud ou de contribuer à l'arrêt de la déforestation permettrait la délocalisation de 50 % des réductions des émissions de CO₂ du Nord vers le Sud¹¹. La peur du réchauffement donne ainsi une opportunité pour les gouvernements d'approfondir la marchandisation. On retrouve la logique décrite par Naomi Klein dans son ouvrage *The Shock Doctrine-The Rise of Disaster Capitalism* : guerres, effondrements économiques, catastrophes écologiques sont autant d'opportunités de faire avancer l'agenda néolibéral, la capacité de résistance des populations en état de choc étant réduite¹².

Dès 2003, le Pentagone soulignait dans un rapport les implications militaires du changement climatique¹³. Tablant sur un refroidissement brutal du climat lié au ralentissement voire à l'arrêt des courants océaniques, ce rapport explicitait les conséquences d'un scénario extrême qui, selon les auteurs, n'est pas le plus probable mais est plausible : 1/ un manque de nourriture dû à une baisse de la production agricole mondiale ; 2/ une baisse de la disponibilité et de la quantité d'eau potable dans des régions-clés, due au déplacement des précipitations, entraînant des sécheresses et des inondations plus fréquentes ; 3/ une perturbation dans l'accès aux ressources énergétiques, due à l'étendue des glaces dans la mer et aux tempêtes.

L'accroissement brutal des difficultés des sociétés à assurer leur approvisionnement en denrées alimentaires et en énergie se traduit par une augmentation significative des conflits armés liés d'une part à l'accès aux ressources et d'autre part aux déplacements massifs de population. On retrouve ici la question des réfugiés climatiques dans une perspective sécuritaire, le contrôle de

ces populations et la maîtrise des tensions aux frontières étant présentés comme des éléments primordiaux.

Dans un rapport plus récent, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) présente quatre scénarios à l'horizon 2050¹⁴ correspondant à quatre types de logiques sociales dominantes : la marchandisation et la privatisation des ressources, une intervention centralisée des États visant à limiter les dégradations écologiques, le tout-sécuritaire et la soutenabilité. La marchandisation à outrance et les logiques sécuritaires débouchent sur les deux pires scénarios pour l'environnement mais aussi pour la société avec une explosion des inégalités. En revanche, la priorité donnée aux politiques publiques et surtout la démarche orientée vers la soutenabilité à travers la participation citoyenne aboutissent aux meilleurs résultats pour l'environnement et pour l'égalité sociale. En pointant ainsi la grande diversité des réponses possibles des sociétés humaines aux défis du changement climatique, ce rapport permet de réintroduire du politique dans les débats sur la crise environnementale.

La bataille politique autour du postKyoto

L'agenda politique de cette urgence écologique s'intensifie. La principale échéance concerne les réponses au réchauffement climatique avec les négociations sur les suites à donner au protocole de Kyoto après 2012. Il y a en effet urgence à organiser une transition économique et énergétique permettant de stabiliser le climat global. Or, comme le montre Daniel Tanuro, les mécanismes de marché privilégiés dans les négociations internationales ne sont pas en mesure d'enclencher la réorganisation des systèmes productifs indispensable pour parvenir à la réduction des gaz à effet de serre.

L'intervention des mouvements sociaux en marge de la conférence de Bali de décembre 2007 souligne les différentes dimensions de la bataille politique qui s'engage¹⁵. D'abord du point de vue des rapports Nord-Sud. Un effort de réduction des gaz à effet de serre de 80 % d'ici à 2050 par rapport à leur niveau de 1990 est nécessaire ; mais cet effort doit reposer principalement sur les pays les plus riches et sur les segments les plus riches des populations de tous les pays. De plus, les coûts du réchauffement climatique correspondent aussi à ses conséquences directes. Déplacements des populations, inondations et désertification vont toucher en premier lieu les pays du Sud qui sont aussi ceux qui disposent de moindres capacités d'adaptation. Les pays du Nord doivent donc commencer dès maintenant à rembourser leur dette écologique et ainsi limiter la vulnérabilité des pays en première ligne.

Un second aspect de cette réorganisation concerne la redéfinition des indicateurs de richesse. Comme l'explique Jacques Bournay dans sa contribution, le quasi-monopole du PIB – et de sa croissance – comme agrégat roi du gouver-

nement de nos sociétés ne peut perdurer. C'est une évolution qui va conduire à une modification substantielle des termes du débat politique. Davantage qu'à un débat croissance/décroissance parfois un peu figé, la question des indicateurs est clé : pour les batailles immédiates d'abord, mais aussi pour renforcer une réflexion, concrète, sur la question des performances recherchées dans le cadre d'une société écosocialiste.

Troisième aspect, l'inévitable révolution énergétique va avoir des conséquences massives en terme de réorganisation des appareils productifs et, en conséquence, de reconfiguration des rapports de classes et des rapports internationaux. Dans ce cadre, pour les pays riches, la préoccupation principale va être de réduire l'énergie utilisée dans le cadre des dispositifs techno-sociaux existants ; pour les pays de la périphérie en revanche, l'enjeu est d'inventer directement un autre mode de développement, propre, qui ne relève pas d'une logique de rat-trapage du développement, sale, des pays riches. L'importance des mobilisations écologistes dans les pays du Sud dont fait part Walden Bello dans sa contribution est ainsi un point d'appui décisif. Il l'est d'autant plus que ces mobilisations s'articulent fréquemment, dans une logique auto-renforçante, avec des thématiques sociales et démocratiques.

On le voit, la crise écologique ouvre une période de fluidité au cours de laquelle une bataille politique se livre. Les gouvernements du Nord et les grandes firmes vont en profiter pour tenter d'accroître leur puissance et accélérer la marchandisation du monde. Sous peine de subir un revers durable, les mouvements sociaux et les forces anticapitalistes doivent faire émerger un scénario de gestion de crise. Relocalisation des relations économiques, désindividualisation d'une partie des consommations, démarchandisation, transformations des technologies propres en biens publics... les pistes explorées peuvent esquisser une nouvelle cohérence écologique, sociale et démocratique¹⁶.

- 1 Sur la logique implacable pour les salariés et la profonde instabilité du capitalisme dominé par la valeur actionnariale voir par exemple les deux premiers chapitres de l'ouvrage de Michel Aglietta et Laurent Berrebi, *Désordres dans le capitalisme mondial*, Odile Jacob, coll. « économie », Paris, 2007, 438 p. Voir également, F. Chesnais (dir.), *La Finance mondialisée*, La Découverte, coll. « textes à l'appui », Paris, 2004.
- 2 I. Bensidoun et A. Chevallier, « Les inégalités dans le monde :

- poids et mesure », *La Lettre du CEPII*, n° 242, février 2005, <http://www.cepii.fr/francgraph/publications/lettre/resumes/2005/let242.htm>.
- 3 Réseau d'Alerte sur les Inégalités, <http://www.bip40.org>.
 - 4 The Blacksmith Institute, "The World's Worst Polluted Places", sept. 2007. <http://www.blacksmithinstitute.org>.
 - 5 Lénine, « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? », *Prosvéchtchénié*, n° 1-2, octobre 1917. Traduction disponible en

ligne : <http://www.marxists.org/français/lenin/works/1917/10/bol-pou/vil19171001-21.htm>.

- 6 Voir les pronostics de Raymond Aron ou de Samuelson au début des années 1960. Jean-Charles Asselain, « Comment le capitalisme a remporté le conflit du siècle : le basculement des années 1956-1968 » in Bernard Chavance, Éric Magnin, Ramine Motamed-Nejad et Jacques Sapir, *Capitalisme et socialisme en perspective*, La Découverte et Syros, coll. « Recherches », Paris, 1999, p. 93-121.
- 7 Voir par exemple Moshe Lewin, « Anatomie d'une crise », in R. Motamed-Nejad, *URSS et Russie : rupture historique et continuité économique*, PUF, coll. « Actuel Marx Confrontation », Paris, 1997, p. 41-80.
- 8 J. Gadrey, « Les objectifs insoutenables de la commission Attali », *Le Monde*, 18 septembre 2007 et J. Gadrey, « Attali : après lui l'herbe ne repousse pas », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2007/10/23/attali-apres-lui-l-herbe-ne-repousse-pas/>
- 9 Martin Wolf, « Biofuels : a Tale of Special Interests and Subsidies », *Financial Times*, 30 octobre 2007, http://www.ft.com/cms/s/0/40a71f96-8702-11dc-a3ff-0000779fd2ac.html?nclck_check=1.
- 10 The International Forum on Globalization, the Institute for Policies Studies, "the false promise of biofuels", Special report, sept 2007, 35 p. http://ips-dc.org/reports/070915_biofuels_report.pdf.
- 11 Voir Daniel Tanuro, « Défense du climat et anticapitalisme » et « L'après-Kyoto risque d'être très libéral », *Inprecor*, n° 525, février-mars 2007.
- 12 Naomi Klein, *The Shock Doctrine – The Rise of Disaster Capitalism*, Metropolitan Books, 207, 576 p.
- 13 Peter Schwartz and Doug Randall, « An Abrupt Climate Change Scenario and Its Implications for United States National Security », A report commissioned by the U.S. Defense Department, octobre 2004, traduction française en ligne : http://paxhumana.info/IMG/pdf/rapportpentagone_climat-2.pdf.
- 14 United Nations Environment Programme, « Global Environment Outlook : Environment for Development », chap. 9, 2007 ; voir la recension de ce rapport dans *Le Monde* : Hervé Kempf, « Selon les Nations unies, la privatisation des marchés serait le pire scénario pour l'écologie », *Le Monde*, 30 octobre 2007.
- 15 Village de solidarité pour une planète fraîche organisé à Bali du 7 au 10 décembre durant la conférence de l'Organisation des Nations unies sur le changement climatique par une coalition de mouvements sociaux. Voir www.viacampesina.org/.
- 16 Pour une entrée stimulante dans cette discussion voir par exemple « The International Forum on Globalization, the Institute for Policies Studies and Global Project on Economic Transitions », *Manifesto on Global Economic Transitions*, sept. 2007, 40 p., <http://www.ifg.org/pdf/manifesto.pdf>.

Robert Boyer

Économiste à Paris-Jourdan Sciences Économiques (PSE).

Capitalisme(s) du XXI^e siècle

Propos recueillis par Cédric Durand et Xavier Ragot

Tes travaux mettent l'accent sur l'existence de différents types de capitalisme.

Tu utilises dans tes travaux récents le terme anthropogénétique pour décrire le modèle de croissance actuel dans les pays de la triade (UE, USA, Japon).

Quels sont les éléments communs que tu veux désigner par cet adjectif ?

Il convient de distinguer entre détection des différentes formes de capitalisme et nature des régimes de croissance émergents. Il faut par exemple se souvenir que le modèle fordiste de l'après-guerre se déclinait selon des formes institutionnelles sensiblement différentes, qu'il s'agisse du rapport salarial, des relations État-économie ou encore de la couverture sociale. À priori, une diversité équivalente devrait s'observer pour le modèle anthropogénétique, même si son possible établissement est encore lointain. Sa détection par les régulationnistes tient à la conjonction des recherches sur la nature des systèmes nationaux de protection sociale et des analyses des avatars de la nouvelle économie comme régime d'accumulation émergent du début du présent siècle. Fondamentalement, il s'agit d'un régime dans lequel une fraction croissante de la production et de la consommation porte sur l'éducation, la formation, la santé, les loisirs. Autant d'activités qui sont intensives en travail, y compris qualifié, et dont le but n'est autre que de reproduire l'homme par le travail humain, d'où son nom.

Il est remarquable qu'il soit, pour l'instant et en général, perçu comme un dysfonctionnement du régime macroéconomique contemporain. Aux États-Unis, de façon très marquée, mais dans la plupart des autres pays aussi, n'observe-t-on pas une croissance permanente du prix relatif de la santé au point d'apparaître comme un facteur d'inflation ? Simultanément, dans les pays de vieille industrialisation, la croissance de l'emploi des dernières décennies s'est portée, certes sur la finance et les services aux entreprises, mais tout

aussi massivement encore sur les services à la personne, la santé, les loisirs. Troisième indice d'émergence du modèle anthropogénétique, quelle que soit leur forme d'organisation, tous les systèmes de couverture sociale rencontrent des problèmes récurrents de financement, que ce soit sous la forme de déficits des systèmes publics, comme c'est le cas en Europe, ou de renégociation à la baisse de cette couverture dans les grandes entreprises américaines, par exemple de l'automobile. De façon plus analytique, les statistiques de la comptabilité nationale confortent cette hypothèse d'une croissance séculaire de la part des dépenses anthropogénétiques en valeur dans le PIB.

Il est une différence importante par rapport au fordisme : ce modèle ne suffit pas à résumer l'ensemble de la dynamique macroéconomique, ne serait-ce que parce qu'elle dérive pour une large part de la financiarisation et l'internationalisation. À partir de ces traits communs, ce régime potentiel se décline très différemment selon les formes de capitalisme.

Dans le capitalisme social-démocrate, au-delà de réformes visant à assurer une fourniture des services correspondants par le secteur privé, le financement demeure essentiellement public et la couverture universelle.

Dans le capitalisme de marché financier de type anglo-saxon, c'est de la multiplication des intermédiaires et de leur mise en concurrence que l'on a longtemps attendu la stabilisation des dépenses anthropogénétiques. Or du fait de la particularité du changement technique dans le secteur de la santé, qui augmente les moyens nécessaires au soin de maladies de plus en plus difficiles à surmonter, comme les États-Unis qui sont aux avant-postes de ce régime anthropogénétique enregistrent de façon précoce les tensions propres à ce modèle.

Les capitalismes à forte impulsion étatique du Nord de l'Europe s'inscrivent dans une position intermédiaire alors que les pays de la périphérie de l'Europe, en particulier de l'Europe du Sud, continuent à dépendre très largement de la solidarité familiale entre générations qui garantit une certaine sécurité de l'individu.

Enfin, le capitalisme méso-corporatiste de type japonais ou coréen manifeste une variante encore différente dans laquelle la grande entreprise joue un rôle déterminant tant dans la formation des compétences que dans la couverture sociale, ce que complète la densité des réseaux sociaux opérant au niveau local. Dernier argument en faveur du travail silencieux mais puissant de ce régime : il s'applique tout autant aux pays en voie de développement puisque les théories aussi bien que les stratégies contemporaines insistent sur la formation des capacités comme condition tout autant que résultat du développement, par l'intermédiaire de l'élargissement de l'accès à l'éducation, à la santé et à la culture. Mais dans ce cas encore, les régimes de croissance se déclinent de

façon variée selon les pays et ils sont extrêmement différents de ceux à l'œuvre dans les pays de vieille industrialisation.

Ce modèle de croissance peut-il se généraliser ou assiste-t-on à une reconfiguration/rehiérarchisation des relations centre-périphérie ou Nord-Sud à la faveur d'une nouvelle division internationale du travail ?

Au-delà de ces traits communs, il faut souligner que les relations Nord-Sud ont changé mais que l'opposition entre les deux ensembles continue à s'exprimer de façon différente.

En premier lieu, alors que l'on croyait le club des pays industrialisés définitivement fermé aux pays suiveurs du fait de la barrière des rendements croissants et des effets d'hystérésis, la percée du Japon puis des pays du Sud-Est asiatique, et plus récemment de la Chine et de l'Inde a ouvert une phase de l'économie mondiale. Les rendements croissants dans l'industrie manufacturière sont maintenant du côté de la Chine du fait de son énorme réservoir de main-d'œuvre et des potentialités de son marché intérieur. Mais il s'agit là de successeurs du régime fordiste comme modèle productif manufacturier et non pas du modèle anthropogénétique, tant la couverture sociale demeure extrêmement modeste en Chine comme en Inde.

En second lieu, la dernière décennie a été marquée par un changement dont on perçoit aujourd'hui à peine la portée. Les crises financières des années 1990 ont eu un coût extrêmement élevé dans les pays de la périphérie, du fait de la fragilité de leur système bancaire et de leur dépendance à l'égard du flux et du reflux des capitaux internationaux. Depuis lors, la plupart de ces pays ont choisi d'accumuler des réserves de change à travers un fort excédent commercial afin de prévenir les risques de dévaluation de la monnaie nationale, de crise financière majeure et par voie de conséquence d'imposition par le FMI de plans d'ajustement structurel. Précaution d'autant plus justifiée que pour la plupart, ces plans ont contribué à l'aggravation de la situation sociale et même, dans certains cas, économique.

Les macroéconomistes américains se sont aperçus de ce changement puisque les plus avisés d'entre eux élaborent des modèles à deux pays dans lesquels la conjoncture mondiale ne dépend plus seulement des décisions unilatérales des États-Unis mais de la stratégie du reste du monde. L'ampleur du déficit commercial américain conduit alors à se focaliser sur les relations États-Unis/Chine et la question du régime de change chinois du côté américain, l'insuffisance de l'épargne et de compétitivité américaine du côté chinois. Une nouvelle configuration de l'économie internationale est en train d'émerger et les théoriciens n'ont pas encore développé les outils permettant d'analyser clairement et complètement ses conséquences sur la stabilité de l'économie mondiale.

L'économiste américain Kenneth Rogoff affirmait récemment que les dépenses de santé vont entraîner un basculement du capitalisme au socialisme¹.

Que penses-tu de ce « sens de l'histoire » ?

Un autre indice significatif est intervenu concernant la reconnaissance du rôle des dépenses de santé dans la dynamique économique américaine. Au début de l'année 2007, a été organisée une conférence dans laquelle spécialistes de l'économie de la santé et macroéconomistes se sont interrogés sur la possibilité d'enrayer la croissance des dépenses de santé et leur conséquences macroéconomiques. Ainsi, s'est ouvert un concours entre économistes pour essayer de concevoir la meilleure organisation du financement et de la gestion du système de santé qui permettrait de concilier efficacité économique et équité. Si la tentation est grande de multiplier la concurrence entre tous les types d'intervenants (les assureurs, les offreurs de soins, les entreprises, les autorités d'évaluation de la qualité, etc.), il ressort que c'est précisément la stratégie de marchandisation qui conduit au paradoxe américain, à savoir le système le plus dispendieux et passablement inégalitaire puisqu'une fraction croissante des Américains n'est plus couverte par une assurance santé.

Si on lit correctement le cœur des arguments échangés entre les trois principaux programmes de réforme, l'économiste, dès lors qu'il s'affranchit de ses préjugés et penchants idéologiques, est condamné à reconnaître que l'équivalent d'un système national de santé serait une meilleure solution que celui qui s'est progressivement développé aux États-Unis. Kenneth Rogoff fait partie de ces derniers. Pour autant, il ne s'agit pas de socialisme mais de gestion collective de la santé, car c'est la forme qui évite les luttes concurrentielles pour attirer les individus les mieux portants et elle engrange les bénéfices d'une adhésion obligatoire à un même régime quels que soient le risque et le statut. D'un strict point de vue théorique, en effet, le modèle anthropogénétique, tout comme en son temps celui de l'économie de la connaissance, est un défi à la marchandisation et une incitation à une prise en charge collective. Un héritier de Marx ne manquerait pas de souligner l'ironique confirmation de l'un des pronostics de ce dernier, dans le contexte nouveau du XXI^e siècle : le capitalisme porte en germe une forme de collectivisation. Mais attention, nul déterminisme ne prévaut en la matière car le critère de l'efficacité sociétale ne conditionne en rien l'émergence effective d'un régime anthropogénétique à forte connotation collective. Tout dépend de la lutte des idées, des programmes et des intérêts... et finalement du politique. Or, en la matière l'encéphalogramme plat des socialistes au niveau mondial est des plus inquiétants.

Du point de vue de la relation salariale, quelles sont les implications de ce nouveau modèle de croissance ? La précarisation des statuts observée est-elle à mettre en lien avec cette mutation de l'activité ?

On se souvient d'un résultat central de l'analyse des transformations du rapport salarial au cours des deux dernières décennies. En rupture avec la tendance antérieure à une certaine convergence, par mimétisme, de la relation salariale fordienne, l'internationalisation, le changement de paradigme technologique et plus encore la rupture de fait des alliances politiques antérieures ont conduit à l'éclatement de la relation salariale selon trois modalités contrastées : la stabilité polyvalente, la flexibilité de marché et le modèle du professionnel. C'est ainsi la diversification des formes d'organisation du travail – la taylorisation n'est-elle pas en train de se développer dans le travail intellectuel, y compris de conception et plus encore dans les services ? – plus que l'émergence du modèle anthropogénétique qui façonne l'évolution des institutions du travail et les inégalités sociales. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est si difficile de détecter une logique de l'accumulation aussi claire que l'était celle de la production et de la consommation de masse. Aux États-Unis par exemple, les évolutions macroéconomiques sont façonnées par la conjonction de la financiarisation, de l'ouverture internationale et de la montée des dépenses anthropogénétiques. C'est un défi adressé à la théorie de la régulation et une prime donnée à une conception néohayekienne de l'évolution du capitalisme. Pour leur part, les théoriciens néoclassiques continuent à plaider pour des réformes visant à l'implantation de leur modèle fétiche, celui dans lequel le travail se réduit à n'être qu'une marchandise comme les autres, sous l'égide d'une unification du contrat de travail. Or, les évolutions contemporaines vont dans la direction d'une hétérogénéité croissante, tant de l'organisation du travail que des formes du contrat d'emploi.

L'intégration de la contrainte écologique. La question écologique se présente comme une nouvelle contrainte pour le capitalisme. Gouvernements et grandes firmes semblent pris d'une frénésie écologique tardive. D'un point de vue systémique comment d'après toi les différents types de capitalisme peuvent-ils intégrer et gérer cette nouvelle contrainte ?

Une remarque générale d'abord : la conjoncture intellectuelle et politique actuelle n'est pas sans rappeler celle consécutive au premier choc pétrolier. Déjà à cette époque les politiques conseillaient aux citoyens d'abandonner l'automobile et de ne se déplacer qu'à bicyclette. Plus sérieusement, le caractère fini des ressources naturelles jouait déjà le rôle du pic de production pétrolière que nombre d'experts anticipent pour la décennie à venir. Autre

analogie, les économistes se divisaient entre des malthusiens pour lesquels la croissance était condamnée à terme et les optimistes pour lesquels l'innovation technologique était supposée résoudre à terme tous les problèmes de pénurie des matières premières. Aujourd'hui ce même espoir est mis sur la puissance d'une grappe d'innovations qui seraient suscitées par les contraintes écologiques (pollution, réchauffement climatique, pénurie d'eau, pénurie de terrains agricoles).

Comment expliquer que ces vertueuses intentions des années 1970 soient restées en jachère si longtemps ? C'est que probablement le temps de l'économie n'est pas celui de l'écologie : l'impératif de profit peut conduire à épuiser des ressources naturelles avant même que la flambée des prix permette de corriger les excès des prélèvements sur la nature. Lorsque le signal des prix se manifeste, il est déjà trop tard.

Or, les quatre ou cinq formes de capitalisme, fondées sur des logiques différentes – le marché, l'État, la négociation entre partenaires sociaux, l'internationalisation par la firme du plus grand nombre possible d'externalités tant économiques que sociales ou encore le recours à la solidarité familiale – sont susceptibles de donner des réponses très contrastées à l'impératif écologique. Confiance (naïve, on l'a vu) dans l'efficacité des signaux de marché, contrainte étatique et recours à la fiscalité, internalisation par les acteurs économiques de l'impératif écologique ou encore recherche de leur intérêt bien compris des entreprises constituent autant de réponses à ce même défi. Tout porte donc à penser qu'un futur modèle de croissance tirée par l'innovation écologique se déclinera encore selon les modalités aussi diverses que celles déjà observées dans le passé. Sans oublier que les capitalismes dits émergents (Brésil, Chine, Inde) ont toute chance de converger vers une forme originale : ils apporteront sans doute une autre solution à la question des ressources naturelles et de l'écologie.

En outre, il ne faut pas oublier que la flambée des prix relatifs des ressources naturelles est en elle-même porteuse d'un ralentissement de la croissance, dans la mesure où elle limite l'offre compétitive et déplace le revenu vers les économies rentières, à fort taux d'épargne. On ne saurait négliger ce régulateur endogène des relations entre écologie et macroéconomie. C'est lorsque les prix flambent que s'amorcent les stratégies qui vont conduire à leur ajustement à la baisse et réciproquement, c'est lorsque le pétrole est extrêmement abondant que se nouent les évolutions qui vont conduire au relâchement des efforts d'économie. Bref, il faut se souvenir que l'accumulation ne coule pas comme un fleuve tranquille mais qu'elle est marquée par des phases d'euphorie puis de grippage et de stagnation. La perception des problèmes écologiques met au jour un cycle équivalent.

Mais la contrainte écologique est aussi une contrainte individuelle en termes de nuisances au niveau de la santé ou des loisirs. Dans le cadre du modèle anthropogénétique, sa prise en charge est donc une source d'activité économique extrêmement vaste... Doit-on pour autant en conclure que s'annonce un scénario optimiste qui se traduirait par une réorientation du progrès technologique vers la croissance écologique ?

On dispose pour l'instant de peu d'évaluations quantifiées de l'impact par exemple de la pollution sur certaines maladies et les effets de santé publique du réchauffement climatique n'ont été perçus en France qu'incidemment lors de la multiplication des décès consécutifs à la canicule d'août 2003. L'impact de ce même réchauffement climatique sur les sports d'hiver commence à se poser mais n'est pas encore un problème central. Il est peut-être éclairant de se référer à l'expérience japonaise car c'est dans ce pays que sont intervenus les premiers scandales écologiques de l'ère fordienne, ce qui a suscité en retour l'édiction de règles beaucoup plus strictes... à partir desquelles les industriels ont dû innover pour proposer ensuite au marché mondial des biens plus respectueux des préoccupations écologiques.

Par contre jusqu'à une date récente, tant les États-Unis que la Chine, dont on connaît le poids dans l'économie mondiale, ont fort peu pris en compte cet impératif. C'est un dilemme typique du bien public mondial qu'est la stabilité climatique. On serait tenté d'avancer qu'une inflexion significative de la trajectoire antérieure ne peut intervenir que sous l'effet d'une multiplication des interventions publiques à travers les normes, la fiscalité, les subventions. Ces interventions se situent à priori à des niveaux très différents selon que l'on traite de la gestion de l'eau, de la pollution atmosphérique ou du réchauffement climatique. À cet égard, le succès actuel de la « responsabilité sociale des entreprises » montre la mollesse des contraintes qui pèsent sur les grandes entreprises internationales dont les bonnes actions sont supposées volontaires car dérivant d'une éthique.

Enfin, l'histoire écologique longue du processus d'industrialisation montre que le système a dû buter sur un effondrement de la niche écologique pour que soient prises en compte *de facto* les contraintes environnementales. On songe par exemple à la quasi-disparition de certaines forêts lors de la première industrialisation anglaise. Sur un horizon plus long encore, les travaux archéologiques montrent que des civilisations entières se sont effondrées en particulier sous l'effet de l'épuisement des ressources naturelles sur lesquelles elles étaient basées. Bref, il n'est pas sûr que le scénario optimiste – l'innovation va permettre de surmonter les contraintes écologiques – soit le plus vraisemblable, en dépit même des efforts des scientifiques pour développer les instruments nécessaires à un diagnostic et d'éventuelles thérapies.

Demeure en effet la glorieuse incertitude des modèles physiques permettant de cerner l'impact des activités humaines sur l'écosystème.

L'essentiel de la contrainte écologique résulte de l'industrialisation, dès lors la tertiarisation des pays du Nord pourrait sembler rendre relativement simple l'intégration de la contrainte écologique. La principale interrogation viendrait alors des pays du Sud. Leur développement économique actuel s'inscrit-il dans une logique de rattrapage qui implique une prochaine tertiarisation ? Ou s'agit-il d'une nouvelle spécialisation durable sur les produits industriels dans la division internationale du travail, beaucoup plus préoccupante d'un point de vue écologique ?

Il faut peut-être se défier de l'idée séduisante selon laquelle la tertiarisation de l'économie suffirait par elle-même à atténuer très largement la butée de la croissance sur la contrainte écologique. Un rappel historique est éclairant : à l'époque de la nouvelle économie, à la fin des années 1990, certains experts avaient émis le pronostic que la demande d'énergie et de matières premières allait se réduire considérablement puisque l'essentiel de l'activité économique tiendrait aux échanges d'informations entre individus collés derrière leurs écrans d'ordinateur qui n'auraient plus à se déplacer ni à prélever sur la nature autant que par le passé. Hélas, la flambée des prix de l'immobilier dans la Silicon Valley, terre d'élection de la nouvelle économie, est venue rappeler la pertinence du mécanisme ricardien, à savoir la croissance des rentes lorsque sont mobilisés les rendements d'échelle et de gamme de l'industrie. Deuxième limite à cette vision irénique du tertiaire, c'est une illusion d'optique des pays du Centre que de conclure à la contraction de l'emploi et de la production industrielle. En effet, la désindustrialisation du Nord est compensée et au-delà, par l'essor rapide des nouveaux pays industrialisés (NPI) aux premiers rangs desquels le Sud-Est asiatique d'abord, la Chine aujourd'hui, et peut-être demain l'Inde. Il faut aussi relativiser l'idée que ces pays « rattrapent » car cela serait supposer que la cible et le point d'aboutissement des « économies émergentes » seront la configuration actuelle des pays du Nord. Or le modèle des étapes de la croissance de Rostow est dépassé car dans la nouvelle configuration de l'économie mondiale, le fait que les pays entrant dans la modernité peuvent se doter des technologies mondiales et la taille même de ces derniers vont induire une série de trajectoires originales. Il y a une dizaine d'années une célèbre prise de position de Larry Summers² envisageait qu'effectivement les industries polluantes soient exportées vers le Sud. Mais aujourd'hui les problèmes d'environnement et de pénurie des ressources sont tels que les autorités du Sud envisagent d'édicter des normes au moins aussi sévères que celles des pays développés... même si cela s'avère difficile à appliquer. Situation complexe donc qui dépasse les dichotomies usuelles entre industrie et tertiaire ou entre Nord et Sud.

Au niveau global, la croissance actuelle s'accompagne de mouvements de capitaux inédits à l'échelle historique. Au niveau des individus des pays riches, la financiarisation est également de plus en plus présente avec la multiplication d'instruments financiers individualisés. Penses-tu que la crise financière qui a débuté en août remette en cause cette évolution ? Ou bien s'agit-il plutôt de ce que les régulationnistes appellent une « petite crise » ?

Il faut resituer la crise actuelle des produits dérivés des marchés hypothécaires dans la longue histoire des innovations financières. On est en effet frappé de détecter une séquence quasiment invariante dans la totalité des épisodes historiques de spéculation. Un inventeur propose un nouvel instrument financier dont le rendement privé, initial, apparaît prometteur. Frappés par ce succès, les suiveurs se précipitent pour exploiter ce bon filon et pour ce faire utilisent toutes les facilités que présente l'accès au crédit. Tant et si bien que les gains initiaux s'érodent, pis même, ils en viennent à déstabiliser l'ensemble du système financier du fait de la multiplicité des interdépendances entre entités et instruments financiers.

De façon plus précise, pour avoir voulu financer des ménages américains qui n'avaient pas a priori les moyens d'accéder à la propriété de leur logement et diffuser le risque à un grand nombre d'autres acteurs, le système de ces produits dérivés a fini par buter sur l'évidence : le risque avait été transféré et diffusé mais il n'avait pas été éliminé. Il fait même retour sur les banques qui avaient cru s'en débarrasser puisque ces dernières avaient titrisé leurs crédits, même les plus risqués. Or elles avaient aussi accordé leur crédit à ceux des agents qui acceptaient de détenir ces titres et produits dérivés. Comme par ailleurs, ils sont extrêmement différenciés et par conséquent difficiles à comptabiliser, le système financier bute sur l'opacité du bilan effectif des créances et des dettes. D'où une crise financière majeure.

Crise de régulation ou crise du mode de développement ? Sur ce point les théories régulationnistes introduisent une distinction clé. Jusqu'à présent, à l'automne 2007, il s'agit d'une crise de régulation du système financier au sens où les règles et institutions publiques qui l'encadrent se sont avérées incapables de surmonter rapidement la crise de confiance qui frappe la plupart des établissements financiers. L'édiction de nouvelles règles du jeu – vigoureuse action publique en vue de créer un organisme de défaisance des créances douteuses, interdiction des hors bilans, des Structured Investment Vehicles (SIV), retour sur la réforme du système comptable dit de market-to-market,... – pourrait a priori éviter qu'une crise du système financier se transforme en une crise du système économique mondial.

Il s'agit donc d'une crise intermédiaire entre une petite crise cyclique et une grande crise du régime d'accumulation. Mais il n'est pas exclu que la para-

doxale complexité des interdépendances entre instruments financiers d'une part et entre pays d'autre part, et l'incapacité des pouvoirs publics à intervenir débouchent sur une grande crise. Cependant, toutes les crises financières ne sont pas sur le modèle de celle de 1929-1932. De plus, compte tenu du fait que l'économie américaine n'est plus la seule à déterminer la dynamique mondiale, puisque la conjoncture chinoise tend à jouer un rôle de plus en plus important, existent des sources de stabilisation dans les facteurs réels de l'économie mondiale, en particulier le dynamisme des BRIC³. Dans la course du lièvre et de la tortue, c'est la finance qui réagit le plus rapidement et l'économie réelle qui a la plus grande inertie. Cette contradiction, déjà soulignée par John-Maynard Keynes, continue à marquer la crise du subprime dont l'éclatement date d'août 2007, mais dont les signes précurseurs étaient discernables dès mars 2006. Cela conduit à relativiser la capacité de prévision et d'anticipation des marchés financiers.

Quelles sont les implications en termes de redistribution des richesses de la gestion de cette crise par les banques centrales ? N'est-ce pas les agents les plus riches, ceux qui ont pris des risques inconsidérés, qu'on est venu sauver ?

En fait, le processus de transfert de richesses associé au déroulement et à la sortie des crises financières demeure particulièrement obscur car rares sont les recherches qui parviennent à obtenir et traiter les données pertinentes. Bien malin serait l'économiste qui serait capable par exemple de faire un bilan de ces transferts après l'éclatement de la convertibilité peso/dollar en Argentine ou même de rendre compte de la redistribution des richesses au Japon, après l'éclatement de la bulle spéculative des années 1980.

La situation est un peu plus claire concernant les crises de la dette souveraine. En effet dans ce cas, les organisations financières internationales, aux premiers rangs desquelles le FMI, jouent le rôle de défenseur actif des intérêts des crédateurs. À grands traits les transferts vont des citoyens de la périphérie qui ont payé par l'impôt la recapitalisation du système financier vers les grandes institutions financières du Nord. Sur ce point, la démonstration de Joseph Stiglitz est éclairante et ne manque pas de rejoindre celle élaborée de longue date par les analystes radicaux et les altermondialistes. Il est une exception : à certaines époques, dans les années 1980 par exemple, la dette extérieure de certains pays était si importante qu'elle donnait un pouvoir de négociation à leurs dirigeants puisque l'arrêt de leur refinancement aurait signifié une crise du système financier des pays du Nord. Mais la crise argentine a changé la donne.

La plus grande probabilité d'une crise économique catastrophique induite par la financiarisation est-elle contrebalancée par une meilleure capacité des autorités monétaires et des gouvernements à faire face aux déséquilibres financiers majeurs ? Peut-on s'attendre à une autodiscipline du capitalisme par un renforcement de la réglementation et des mécanismes pruden- tiels ?

C'est en quelque sorte la dialectique de l'arme et de la cuirasse : très générale- ment c'est l'innovation financière qui précède le renforcement des règles, en par- ticulier prudentielles, qui en assurent la viabilité à long terme. Ceci est donc un facteur de répétition des crises, bien qu'elles aient pour support des instruments financiers toujours renouvelés. D'un autre côté, l'impact des grandes crises finan- cières passées se traduit dans l'évolution des règles du jeu, des méthodes d'éva- luation des risques et l'implication des autorités publiques dans la stabilité financière, alors même qu'elles ne cessent d'invoquer le risque d'aléa moral si elles sauvent systématiquement les spéculateurs imprudents. Mais plus la spé- culation a été massive, plus les autorités monétaires et fiscales sont contraintes d'intervenir car il leur faut préserver le système des paiements, base de toute économie. Voilà pourquoi Mervyn King, gouverneur de la Banque d'Angleterre, a finalement été contraint d'approvisionner en liquidité le système bancaire pour éviter un effondrement en chaîne suscité par la crise de la Northern Rock. De même, Ben Bernanke a été contraint de chausser les bottes d'Alan Greenspan et d'alimenter le marché financier au-delà même de sa conception théorique en vertu de laquelle c'est une cible d'inflation qui devrait guider la politique du ban- quier central pour garantir la prévisibilité de sa politique.

Aujourd'hui donc, le banquier central a aussi, et surtout en situation de crise, pour fonction d'assurer la stabilité financière globale. Nous entrons donc dans un nouvel âge de la politique monétaire. Pendant les Trente Glorieuses, le ban- quier était keynésien au sens où il visait à stabiliser l'activité économique à la lumière de l'optimisation de l'arbitrage entre inflation et chômage. Avec l'accé- lération de l'inflation qui marque la crise du fordisme, s'affirme, à partir de 1979, la figure du banquier central conservateur qui considère que sa seule fonction est de lutter contre l'inflation, ne serait-ce que parce qu'il considère qu'à long terme il n'y a plus d'arbitrage inflation/chômage. Le succès de cette stratégie, souvent douloureuse en termes de capacité de production et de chômage se tra- duit, à partir du milieu des années 1990, par la persistance de taux d'intérêt bas. Associé à de bas taux d'inflation, ce changement suscite l'essor de la spécula- tion qui se porte tantôt sur les actions, tantôt sur l'immobilier comme aux États- Unis, voire les deux simultanément comme au Japon dans les années 1980.

Qu'il le reconnaisse ou non, le banquier central est – directement ou indirecte- ment – à l'origine de la répétition des bulles spéculatives. Comme un observa- teur aussi avisé qu'Alan Greenspan se déclare incapable de détecter une bulle

financière – alors même qu'il avait su blâmer l'exubérance irrationnelle des mar- chés en 1997 –, une fois la crise ouverte, il lui appartient d'intervenir pour ali- menter en liquidité les agents financiers et permettre tant de rouvrir la Bourse que de soutenir les acteurs du marché immobilier. Ce mouvement se répète d'octobre 1987 à l'automne 2007, sans oublier la spectaculaire intervention au titre du sauvetage de LTCM en 1998. Ainsi le banquier central n'est plus prison- nier du compromis capital – travail fordiste mais il a partie liée avec la finance, ce qui fait tout à la fois sa force et sa faiblesse. On serait tenté d'avancer que banquier central et milieu financier sont dans le rapport du yin et du yang.

La fréquence et l'ampleur des interventions publiques face aux grandes crises financières relativisent beaucoup l'espoir que certains analystes mettent périodiquement dans la capacité d'autodiscipline des financiers eux-mêmes. Il suffit de songer au scandale d'ENRON pour percevoir combien les acteurs privés vont utiliser de façon opportuniste les possibilités d'esquive par rap- port à l'idéal, tant célébré mais peu pratiqué, de transparence. L'opacité – à l'égard des tiers tout au moins – des sources de profit n'est-elle pas le secret de la réussite ? Or la stabilité financière globale exigerait que les autorités publiques aient les informations nécessaires pour cerner la réalité de la posi- tion des firmes en termes de liquidité et de rentabilité. À nouveau l'exemple des subprimes est éclairant : les acteurs financiers étaient très fiers d'être les seuls à même de juger du risque des actifs qu'ils titrisaient, mais lorsque cette pratique s'est généralisée, l'incertitude de tout un chacun à l'égard des autres a bloqué le principe de la confiance. Seules des autorités publiques peuvent alors tenter de surmonter la défiance par l'ouverture de crédits exceptionnels, les déclarations de soutien à la stabilité financière ou encore de socialisation des pertes. Enfin, il n'est pas anodin de noter que la crise de la Northern Rock vient montrer les limites d'un système financier très largement fondé sur l'auto-organisation de la communauté financière elle-même. Par parenthèse, cela devrait discréditer les recherches contemporaines qui postulent que l'in- térêt bien compris d'agents rationnels devrait les inciter à des comportements responsables, c'est-à-dire incapables de déboucher sur une crise financière. Les effets de réputation et la capacité d'auto-organisation ont des limites cer- taines en matière de prévention des grandes crises financières.

Quelles sont les conséquences pour les salariés de l'affaiblissement des garanties collectives, de la financiarisation et de l'individualisation de l'exposition aux risques ? Quels peuvent être, dans ce contexte, les nouveaux points d'appuis pour l'action collective ?

Les recherches régulationnistes s'accordent sur un diagnostic central : depuis environ deux décennies, la recherche de rendements financiers élevés et stables

a impliqué un report du risque économique sur les autres acteurs, tout particulièrement les salariés, mais aussi les sous-traitants et les PME. L'internationalisation de la production et la globalisation financière renforcent les effets de ce mécanisme devenu central. Dans la sphère politique, la plupart des gouvernements des Trente Glorieuses traduisaient une alliance de fait entre une fraction moderniste des entreprises et les salariés. Avec la crise du fordisme, les gouvernements tendent à devenir schumpétériens au sens où ils doivent encourager l'établissement sur leur territoire d'entreprises créatrices de valeur ajoutée. Mais dans une troisième étape, la déréglementation financière, tant interne qu'externe, et la multiplication des innovations qui en résultent, donnent un pouvoir sans précédent à la finance. Dans ce contexte devenu très défavorable, les salariés ont eu à développer des stratégies nouvelles, sans jusqu'à présent avoir retrouvé le pouvoir de négociation qu'ils avaient sous le fordisme.

La première stratégie consiste à utiliser les armes de la finance au bénéfice des salariés à travers la création de fonds d'épargne d'entreprises, la cogestion de fonds de pension par capitalisation, dans la lignée des stratégies antérieures de partage du profit et d'intéressement. Cette stratégie est estimable dans la mesure où les salariés compensent ainsi par l'accès à la rémunération du capital une partie de l'érosion de leur salaire. Pourtant, ceci n'a pas rétabli leur pouvoir de négociation faute de pouvoir implanter des fonds d'investissement direct dans l'économie, sans transiter par le marché financier et ses règles d'optimisation du rendement de courte période. Ceci n'enraye donc pas la logique financière et ses effets de déstabilisation des relations salariales.

Une seconde stratégie, certes beaucoup plus difficile à mettre en pratique, consisterait à utiliser l'arène politique et en particulier le processus électoral pour peser sur les gouvernants afin que soient votées des lois renforçant la représentation et le pouvoir des salariés au sein même des entreprises. À bien y regarder, la cogestion allemande est loin de nuire à la compétitivité du capitalisme rhénan et l'implication des salariés dans la grande entreprise japonaise continue à montrer son efficacité une fois surmontée la longue période de consolidation bancaire. Tout le problème est alors d'établir un tel rapport de forces dans les pays où ce principe n'a pu s'établir dans la période de forte croissance et de plein-emploi... alors même que le chômage et l'incertitude sur la pérennité de l'emploi salarié pèsent en permanence sur les stratégies syndicales.

Une troisième stratégie, moins ambitieuse mais intéressante, consisterait à construire de nouvelles bases du syndicalisme tant dans les nouveaux secteurs que dans ceux caractérisés par la flexibilité du marché. On note un mouvement dans ce sens aux États-Unis par exemple, tout particulièrement en Californie. En France, la taylorisation d'une partie des tâches de conception affecte direc-

tement des catégories de salariés hier privilégiés, tels les ingénieurs, qui pourraient constituer les bases d'un renouveau syndical. Enfin, l'emploi dans l'avant-garde du secteur financier fait ressortir une tendance paradoxale : par exemple les traders de haut vol sont parvenus à imposer un partage de la valeur ajoutée, prélevant ainsi sur la rémunération des rentiers. Au cœur même de la finance apparaissent donc des principes d'une socialisation – certes toute relative – des gains du capitalisme. Mais hélas, la recherche effrénée du rendement financier a les conséquences opposées sur les salariés dans les secteurs non financiers et ils sont la majorité. Dans ces conditions, est-il réaliste d'imaginer une alliance entre les *working rich* et les *working poor* ?

- 1 Kenneth Rogoff, « Santé : plutôt rouge que mort ? », *Les Échos*, 3 septembre 2007, <http://www.lesechos.fr/info/analyses/4616922.htm>.
- 2 Secrétaire au Trésor de Bill Clinton, l'économiste Lawrence Summers a aussi été président de Harvard de 2001 à 2006.
- 3 Acronyme utilisé pour désigner les quatre grands pays émergents : Brésil, Russie, Inde et Chine.

Daniel Tanuro

Ingénieur agronome, collaborateur du journal *La Gauche* (Belgique).

Comment les mécanismes de marché pourrissent le climat

Les équilibres écologiques peuvent-ils être rétablis sans sortir des mécanismes de marché ?

Les thuriféraires du capitalisme veulent y croire et citent des exemples d'application réussie de leurs recettes libérales, notamment aux États-Unis. À les entendre, l'octroi de « droits de polluer » échangeables sur le marché mondial permettrait même de relever sans douleur le grand défi de ce siècle : le changement climatique. Dans les associations environnementales, on compte sur les doigts d'une main celles et ceux qui contestent fondamentalement cette stratégie. Le contexte idéologique tend plutôt à favoriser les courants qui, au nom du réalisme et de l'urgence, misent sur l'émergence d'un « capitalisme vert ». Lorsqu'on prend la peine d'examiner les expériences concrètes, c'est pourtant dans l'autre sens que pointent les conclusions : les mécanismes de marché sont non seulement socialement injustes, mais aussi écologiquement moins efficaces que les mesures de contingentement, et ce pour des raisons structurelles qui tiennent à la nature même de la marchandise.

Deux types de mécanismes de marché peuvent être mis en œuvre dans le cadre d'une politique environnementale : les écotaxes et le commerce de droits d'émission contingentés. Les deux systèmes font intervenir la notion d'externalité, autrement dit la nuisance environnementale dont le coût pour la collectivité n'est pas pris en compte par les propriétaires de moyens de production. Les deux systèmes impliquent aussi que l'État fixe les règles du jeu. Dans le cas de la taxe, l'État détermine le coût de l'externalité et le résultat environnemental dépend du comportement des acteurs économiques (ils peuvent choisir de payer la taxe plutôt que d'investir pour réduire les émissions). Dans le cas de l'échange de droits d'émission, c'est le contraire : l'État fixe les plafonds d'émission, distribue les droits aux pollueurs, et le prix de l'externalité varie sur le marché en fonction de divers facteurs tels que l'efficacité des procédés, la conjoncture économique, la météo, etc.

En principe, la fixation de plafonds d'émission est préférable du point de vue environnemental. Les néolibéraux purs et durs plaident d'ailleurs en faveur de

la taxe, en faisant valoir notamment que la gestion des quotas est lourde, nécessite des contrôles en entreprises, etc., tandis que la taxe « travaille toute seule ». Dans un certain nombre de dossiers comme le réchauffement global, où le sérieux de la menace écologique ne pouvait décemment pas ne pas être pris en compte, l'incertitude sur le résultat environnemental de la taxe a pourtant fait pencher la balance en faveur des quotas. Cependant, le dogme néolibéral étant allergique à toute approche qui ressemblerait de près ou de loin au « command and control », on imagina de combiner la fixation de quotas avec la distribution de droits d'émission échangeables sur le marché ce qui, quoi qu'en disent les textes officiels, revient bel et bien à distribuer des droits de propriété semi-permanents sur les ressources¹. Nous nous concentrerons ici sur l'analyse de ce mécanisme (dit « cap and trade »), tel qu'il a été mis en œuvre aux États-Unis d'abord, en Europe ensuite, et tel qu'il pourrait être déployé demain au niveau mondial.

Le vrai bilan du « cap and trade » aux USA

Une des premières expériences de « cap and trade » outre-Atlantique avait pour but d'éliminer le plomb dans l'essence. Comme on le sait, le plomb pose de graves problèmes de santé publique : hypofertilité, avortement spontané, malformation du fœtus, atteintes au système cérébral. Les avocats du marché peuvent certes affirmer que l'objectif a été atteint : les voitures aux USA, comme ailleurs, roulent dorénavant à l'essence sans plomb. Mais cet exemple ne démontre pas vraiment l'efficacité du marché puisqu'il a fallu pas moins de vingt-trois ans pour parvenir à ce résultat. À titre de comparaison, le plomb a été éliminé de l'essence en dix ans au Japon et en trois ans... en R.P. de Chine, par des mécanismes de régulation classiques².

C'est surtout dans la lutte contre les pluies acides que le système des droits échangeables a acquis ses titres de noblesse aux yeux des libéraux. Très dommageables aux écosystèmes, les pluies acides sont dues largement aux émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'azote (NO_x) par les centrales électriques utilisant le charbon comme combustible : les oxydes réagissent avec la vapeur d'eau des nuages pour former des acides qui retombent en pluie sur les reliefs. En 1990, le législateur américain adopta un « Plan pluie acide » (« Acid Rain Program », ARP)³, stipulant que les producteurs d'électricité devaient réduire leurs émissions de SO_x et de NO_x de 50 % par rapport à 1980, par le truchement de permis d'émission échangeables. En 1995, une série de grandes unités très polluantes reçurent leurs permis en même temps que l'obligation de parvenir en cinq ans à un premier seuil de réduction agrégée. Cinq ans plus tard, des permis étaient distribués à toutes les centrales, avec obligation de ne plus émettre que 9 millions de tonnes de polluants (à peu près 50 % du

volume de 1980). Chaque producteur pouvait vendre les permis d'émission dont il n'avait pas besoin, ou les capitaliser pour les vendre plus tard. Aucune norme technologique n'était imposée.

Les défenseurs du marché crient victoire : non seulement les émissions ont diminué de 50 %, mais en plus le marché aurait permis de réduire le coût de la désacidification de 30 % par rapport à un scénario de contingentement classique. On serait donc en présence d'un bilan « win-win-win » – profitable à l'économie, à la collectivité et à l'environnement. Pourtant, cette image est trompeuse. Premièrement, une partie substantielle de la réduction s'explique par le fait que, dès avant le lancement du plan, le charbon du Midwest, à faible teneur en soufre, était devenu plus compétitif que le charbon à haute teneur en soufre. Deuxièmement, un cinquième des réductions attribuées au programme ARP avaient déjà été réalisées dans la décennie 1980-1990, notamment grâce à ce changement au niveau des caractéristiques du combustible. Troisièmement, les permis attribués la première année donnaient aux compagnies le droit d'émettre 8,7 millions de tonnes alors qu'elles n'en émettaient que 5,3 : le respect des quotas n'a donc pas été trop difficile!⁴ Quatrièmement, dans plusieurs États le système d'échange de droits a remplacé des législations... plus sévères, de sorte que les émissions, en réalité, auraient reculé plus vite sans l'ARP⁵. D'autant plus que, cinquièmement, de nombreux producteurs ont capitalisé leurs permis dans le but de faire monter les prix.

L'échange de droits est donc loin d'avoir prouvé sa supériorité environnementale à travers la lutte contre les pluies acides. Qu'en est-il du point de vue des coûts ? L'économie de 30 % qui est revendiquée est très contestable, car elle est calculée par rapport aux évaluations *ex ante* des compagnies. L'American Power Electric Company avait ainsi misé sur un prix de 500 \$/t de SO_x alors que, pendant la plus grande partie du plan, ce prix oscilla entre 115 et 300 \$/t, par suite de la baisse du cours du charbon⁶. Quant au volet social, parlons-en : le volume de permis offerts la première année représentait environ deux milliards de dollars ; la loi interdisait certes aux compagnies de répercuter cette valeur sur les prix de l'électricité (c'eût été un comble, les permis étaient gratuits !), mais les achats de permis et autres dépenses relatives à l'exécution du programme ont été mis à charge du public, via une augmentation des tarifs, tandis que le patronat recevait un joli cadeau.

Le système européen d'échange de droits, ou l'assiette au beurre libérale

C'est par pure idéologie néolibérale que les négociateurs du Protocole de Kyoto (1997) ont voulu voir dans ce bilan un succès des mécanismes de marché et ont décidé en conséquence de recourir au « cap and trade » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cette décision, jusqu'à présent, ne s'est

concrétisée qu'à travers le système européen d'échange de droits d'émission (ETS) lancé en 2005 par l'Union. Mais, dans l'esprit de ceux qui l'ont conçu, cet ETS a pour vocation de s'élargir à la planète entière et la probabilité est grande qu'il en soit ainsi, moyennant certains aménagements. Voyons donc son fonctionnement de plus près.

L'ARP concernait 445 unités de production, l'ETS englobe 11 500 grandes entreprises (centrales thermiques, cimenteries, verreries, usines sidérurgiques). Mais le dispositif est très semblable. En début de période, chaque entreprise reçoit – gratuitement – un certain nombre d'unités d'émission de CO₂. Ce nombre est négocié avec les gouvernements. Une fois validé par la Commission, il constitue le plafond des émissions autorisées. Ensuite, les entreprises informent annuellement les autorités de la quantité de CO₂ émis et font vérifier ce chiffre par un auditeur indépendant. Pour chaque tonne de CO₂, l'entreprise doit délivrer une unité d'émission. Si la quantité de CO₂ dépasse le plafond, une pénalité est imposée (40 euros/tonne en 2005-2007, 100 euros en 2008-2012). Pour l'éviter, les entreprises en dépassement peuvent acheter les unités d'émission mises en vente par les entreprises qui sont restées au-dessous de leur plafond.

L'ETS couvre deux périodes : 2005-2007 et 2008-2012. La seconde coïncide avec la première période d'engagement du Protocole, au cours de laquelle l'UE devrait réduire ses émissions de 8 % par rapport à 1990. La première, qui vient de se terminer, était cruciale pour la mise en place du mécanisme. On peut déjà en dresser le bilan.

Comme dans le cas américain, la première année de l'ETS a été marquée par une sur-allocation de droits. Les industries concernées ont en effet émis 1 785,3 millions de tonnes de CO₂ en 2005, alors qu'elles avaient reçu un quota global de 1 848,6 millions de tonnes. La Commission a feint de croire que la différence découlait des efforts du patronat, mais tout le monde sait que les gouvernements ont été laxistes dans l'attribution des quotas, pour ne pas nuire à la compétitivité. De ce fait, le prix de la tonne de carbone s'est effondré début 2006, passant en une semaine de 30 à 10 euros/tonne environ. Selon la doctrine, l'efficacité du système découlerait d'un prix du carbone élevé, incitant à investir pour réduire les émissions. Dans la pratique, les entreprises qui en avaient besoin ont acheté à bon marché des droits de polluer tandis que celles qui avaient des droits à vendre ont réalisé une juteuse opération financière.

La sur-allocation est estimée à quelque 10 %, ce qui signifie que des droits pour 170 Mt ont été distribués qui n'auraient jamais dû l'être. En 2005, la vente de ces droits aurait rapporté 800 millions de livres sterling aux seuls électriciens britanniques⁷. Le producteur allemand d'électricité RWE aurait empoché de son

côté 1,8 milliards d'euros⁸. La libéralisation du marché de l'énergie a augmenté les possibilités de profit, en permettant aux entreprises de transférer leurs coûts sur les consommateurs. Selon la banque d'investissement UBS, la première phase de l'ETS a « probablement contribué à une hausse des prix de l'électricité de 10 à 20 euros/mégawatt.heure, avec une redistribution très significative de richesse des consommateurs vers les producteurs, et entre les compagnies »⁹. L'ETS, c'est vraiment l'assiette au beurre. On comprend que de plus en plus de patrons américains espèrent pouvoir y tremper leur cuillère¹⁰.

Le marché du carbone, politique de gribouille

Et le climat dans tout ça ? Il est d'ores et déjà exclu que l'UE respecte l'objectif de 8 % de réduction des émissions autrement qu'en achetant massivement des droits de polluer générés au Sud par les prétendus « mécanismes de développement propre » (MDP)¹¹. Au-delà de ce constat, et plus fondamentalement, il convient de noter que l'ETS ne peut qu'être encore moins performant écologiquement que l'ARP, parce que les architectes du système, dans leur zèle libéral, n'ont pas voulu admettre que l'élimination des SO_x et des NO_x d'une part, et celle du CO₂ d'autre part, sont deux entreprises complètement différentes. Expliquons-nous.

L'élimination des oxydes est surtout un problème technique et, à la limite, tous les moyens sont bons. Peu importe donc qu'un droit X d'émettre une tonne de soufre provienne de la mise en œuvre d'un procédé A ou B. Mais il n'en est pas de même dans le cas du CO₂ fossile : éliminer les émissions implique l'abandon à terme du charbon, du pétrole et du gaz naturel, donc une véritable révolution énergétique et une réorganisation sociale, donc un plan stratégique. Dans le cadre de celui-ci, on ne peut exclure a priori de recourir sous certaines conditions à des mesures non structurelles (puits de carbone ou stockage géologique du CO₂). Mais une tonne de CO₂ absorbée par un puits de carbone (par exemple une plantation d'arbres) et une tonne de CO₂ fossile non émise grâce à l'utilisation de l'énergie solaire en remplacement d'une centrale thermique n'ont pas du tout la même signification écologique : la première résulte d'une mesure temporaire qui ne résout rien fondamentalement, la seconde d'une mesure structurelle cohérente avec l'axe de la révolution énergétique, et par conséquent prioritaire. Or, cette priorité, le marché ne permet tout simplement pas de la formaliser. La raison est simple et découle de la nature même de la marchandise, donc de la loi de la valeur : en tant que marchandises, deux permis d'émettre une tonne de CO₂ sont strictement équivalents en valeur et ne laissent rien transparaître de la qualité des processus qui les ont générés.

Le lien avec l'efficacité écologique ? Le voici : vu que planter des arbres est beaucoup moins coûteux et compliqué que de remplacer des centrales élec-

triques par des dispositifs décentralisés de production électrique basés sur l'énergie solaire, le marché du carbone tend à orienter les investissements vers des mesures non structurelles, productrices de droits à bon marché, plutôt que vers la révolution énergétique indispensable. En d'autres termes, au lieu de favoriser la transition maîtrisée vers un nouveau système énergétique à bas carbone, et d'organiser cette transition selon une vision globale à moyen et long terme, l'ETS aiguillonne à l'aveuglette une ruée fébrile vers les droits d'émission les moins chers, qui sont aussi les moins pertinents du point de vue stratégique. Avec le risque que de pseudo solutions de court terme viennent encore compliquer le problème climatique à résoudre dans les 50 ans. On ne peut exclure totalement que le capitalisme parvienne ainsi à stabiliser le climat, mais le chemin par lequel il y arriverait serait assurément le plus absurde qui se puisse imaginer, de sorte que le niveau de stabilisation serait fort éloigné de celui qui pourrait être atteint par une politique rationnelle. Inutile de dire que les travailleurs, les pauvres et les peuples du Sud feront les frais de cette gabegie.

Le recours au marché du carbone est une lamentable politique de gribouille. Cette réalité a été reconnue à mots couverts au terme d'une table ronde rassemblant des industriels et des politiques, en marge du sommet du G8 de 2005. La résolution adoptée à cette occasion dit en effet que « les scénarios d'échange d'émission sont moins susceptibles de stimuler des changements ou des percées technologiques majeurs » que de favoriser une plus grande « efficacité dans l'utilisation de l'énergie ou dans les processus de fabrication » de sorte que « d'autres programmes publics et privés sont nécessaires pour stimuler le développement et la commercialisation de technologie à bas carbone »¹². Ce jugement est assez proche de la vérité, à condition d'ajouter que le marché du carbone représente en soi un énorme gaspillage de compétences, de travail social et de ressources naturelles, de sorte qu'on ne peut vraiment pas créditer l'ETS du moindre mérite en matière d'efficacité énergétique.¹³

Le désarroi théorique du libéralisme

Le réchauffement de la planète étant une affaire extrêmement sérieuse, certains porte-parole du système commencent à craindre que l'actuel bricolage climatique à la petite semaine finisse par soulever une vague de contestation du libéralisme, voire du capitalisme en tant que tel. On cherche donc des issues. À notre connaissance, la tentative la plus ambitieuse dans ce sens est celle du rapport Stern sur l'économie du changement climatique¹⁴. Le danger des propositions avancées dans ce document ayant été analysé ailleurs¹⁵, on se contentera de pointer ici les contradictions théoriques inextricables dans lesquelles se débattent l'auteur et la « science économique » en général.

Comment amener le marché à prendre en compte des externalités dont le résultat catastrophique se déploiera pleinement dans un siècle ou plus ? Telle est la question que se pose Stern. La solution, selon lui, passerait par l'instauration d'un prix mondial du carbone reflétant le coût des dégâts attendus dans les deux siècles à venir en cas de scénario « business as usual ». Pour éviter que ce coût soit sous-estimé, comme il l'est généralement, Stern introduit trois innovations : 1°) il opte pour un taux d'actualisation extrêmement bas ; 2°) il estime vaille que vaille le coût des dégâts infligés aux écosystèmes naturels ; 3°) il augmente le coût relatif des dégâts dans les pays du tiers-monde, en corrigeant arbitrairement les montants déterminés par la méthode de la « disposition à payer ». Ces innovations ont évidemment soulevé une tempête de contestations chez les économistes : Stern gonflerait la facture du changement climatique, selon eux. Écrite à l'intention des décideurs politiques, une note de synthèse de ces débats vigoureux exprime bien le désarroi théorique de ces milieux : « Les incertitudes qui entourent le changement climatique et les horizons de long terme qu'implique l'estimation de ses impacts signifient qu'il est quasiment impossible de prendre une décision purement "économique" concernant le niveau de stabilisation à atteindre et les actions à entreprendre pour y arriver. »¹⁶ C'est le moins qu'on puisse dire ! En réalité, c'est l'absurdité du calcul capitaliste basé sur le profit, en d'autres termes l'inadéquation complète de la loi de la valeur, qui transparait à travers ces lignes. Cette loi n'est pas une loi naturelle mais une loi sociale. Il suffit de la rejeter et la voie générale à suivre pour sortir du traquenard climatique apparaît comme une évidence. C'est ce qu'exprime à sa manière un physicien connu pour ses travaux sur les technologies climatiquement soutenables : « On me demande systématiquement ce que je peux dire de la faisabilité de tel ou tel projet, dit Robert Socolow. Je crois sincèrement que ce n'est pas la bonne question. Songeons à des problèmes comparables auxquels nous avons été confrontés dans le passé : des problèmes qui, comme celui-ci, semblaient si difficiles que chercher à les résoudre ne semblait même pas en valoir la peine. Prenez le travail des enfants par exemple. Nous avons décidé que nous ne l'accepterions plus. (...) Il y a cinquante ans, l'esclavage présentait aussi des caractéristiques de ce genre. (...) Puis un dé clic s'est produit : tout le monde a reconnu que c'était intolérable (...). Cette décision avait bien entendu un coût social. Je suppose qu'elle a renchéri le cours du coton. Mais nous avons admis que, à partir du moment où nous voulions en finir avec ce système d'exploitation, c'était le prix à payer. »¹⁷

Vice-président de la Carbon Mitigation Initiative fondée et financée par BP, Robert Socolow n'avait certainement aucune intention subversive en prononçant ces paroles. On perçoit d'ailleurs son plaidoyer pour que nous admet-

tions tous de « faire un effort ». Mais le parallèle avec l'abolition de l'esclavage ou du travail des enfants est tout à fait pertinent : les discours sur la faisabilité du sauvetage du climat ne recouvrent en effet rien d'autre que l'acharnement « intolérable » à sauver les profits d'un « système d'exploitation » du travail et de la nature qui devrait être jeté aux poubelles de l'Histoire.

- 1 David Victor, *The Collapse of the Kyoto Protocol and the Struggle to Slow Global Warming*, Princeton University Press, 2001. Les détenteurs de droit ont une autorisation légale d'émission ce qui implique, dans le cas du CO₂, une forme d'appropriation semi-permanente sur le cycle du carbone.
- 2 Curtis A. Moore, « Marketing Failure : the Experience With Air Pollution Trading in the US », *Health and Clean Air*, 2004, http://healthandcleanair.org/emissions/marketing_failure.html.
- 3 Titre IV du Clean Air Act Amendments.
- 4 Denny Ellerman et al. « Emission Trading under the US Acid Rain Program », Centre for Energy and Environmental Research, MIT, <http://web.mit.edu/ceep/www/napap.pdf>.
- 5 Lire l'excellent dossier réalisé par Larry Lohman : *Carbon Trading. A Critical Conversation on Climate Change, Privatisation and Power*, en particulier le chapitre III « Lessons Unlearned » dont de nombreuses données sont utilisées ici : The Corner House <http://www.thecornerhouse.org.uk/summary.shtml?x=544225>.
- 6 Larry Lohman, *op. cit.*
- 7 *The Economist*, 9 septembre 2006.
- 8 Larry Lohman, *op. cit.* (selon Point Carbon).
- 9 Cité par Larry Lohman, *op. cit.*
- 10 *The Economist*, 2 juin 2007.
- 11 Rappelons que la fraude, la corruption et les effets d'aubaine sont tels sur ce marché qu'au moins 20 % des droits ne correspondent à aucune réduction réelle. Lire Nick Davies, « Truth about Kyoto : Huge Profits, Little Carbon Saved », *The Guardian*, 2 juillet 2007. Des droits acquis à 1 euro/t sont revendus à 10 euros/t.
- 12 Larry Lohman, *op. cit.*
- 13 Dans le domaine de l'efficacité énergétique des bâtiments, par exemple, la Commission Européenne reconnaît les « imperfections du marché » mais n'en tire évidemment aucune conclusion, hormis l'intensification des mesures libérales : COM (2001) 226 final, Exposé des motifs.
- 14 Nicholas Stern, « The Economics of Climate Change ». Consultable sur internet.
- 15 Daniel Tanuro, « Le rapport Stern ou la stratégie néolibérale face au changement climatique », <http://www.lcr-lagauche.be>.
- 16 Simon Kyte, « The Economics of Climate Change », Current Issues Note 15, Greater London Authority, mars 2007.
- 17 Cité dans « Quinze idées pour sauver le monde », article publié sur www.planetpositive.ch.

Jacques Bournay

Statisticien-Économiste, a travaillé à l'Insee sur les méthodes de la comptabilité nationale.

Au-delà du PIB, à la recherche d'indicateurs pour l'éco-socialisme

Au-delà du PIB, à la recherche d'indicateurs pour l'éco-socialisme

Parmi les conséquences du réchauffement climatique, il en est une qu'il convient de saluer : celle du retour, au niveau des institutions, des discussions sur les objectifs et les limites de la comptabilité nationale. En témoignent le « Grenelle de l'environnement » en octobre 2007 en France, au cours duquel le ministre Jean-Louis Borloo a demandé la construction d'un « PIB vert », ou l'organisation par le Parlement européen en novembre 2007 d'un colloque « Beyond GDP » (Au-delà du PIB). Et il faut espérer que l'on n'en restera pas aux discours et qu'une nouvelle étape du développement de la comptabilité nationale va s'ouvrir.

Après une présentation rapide de ce qu'est la comptabilité nationale (et notamment son plus célèbre agrégat le PIB) et un rappel des circonstances historiques de son évolution, on mentionnera les principales insuffisances du système, puis on passera en revue diverses propositions de calcul d'indicateurs alternatifs au PIB en tant qu'indicateur global. Ces indicateurs, souvent spécifiques dans différentes directions (économique, sociale, écologique) sont issus des travaux de diverses équipes de chercheurs et sont restés jusqu'à présent pour la plupart en dehors des instituts de statistiques officiels. Ces discussions doivent nous intéresser particulièrement en tant que militants pour une planification démocratique et un éco-socialisme à construire.

La comptabilité nationale comme construction statistique

La définition traditionnelle est la suivante : « La comptabilité nationale est une technique statistique qui donne une vision synthétique, complète et équilibrée, de l'économie d'un territoire donné pendant une période donnée ». Elle est le résultat d'opérations plus ou moins complexes, à partir de l'ensemble des diverses sources statistiques indépendantes existantes (sur la production, l'emploi, les prix, la consommation, les échanges extérieurs...) qu'il s'a-

git de rendre cohérentes. L'activité économique d'un pays est faite de millions de transactions élémentaires entre les acteurs microéconomiques, la comptabilité nationale résume en quelques chiffres cette multitude d'actes économiques. Pour cela, il faut tout regrouper en quelques grandes catégories :

- les acteurs élémentaires sont regroupés en quelques *secteurs institutionnels* (sociétés, ménages, administrations... ou, pour l'analyse spécifique de la production, en quelques *branches* (agriculture, industrie automobile, construction...);
- les transactions élémentaires sont regroupées en quelques *opérations* parmi lesquelles on distingue les *opérations sur les produits* (production, consommation, investissement, exportations, importations...), les *opérations de répartition* (salaires, excédents d'exploitation, revenus financiers, redistribution au moyen des impôts et cotisations sociales d'un côté et des subventions et des prestations sociales de l'autre...), les *opérations financières* (dépôts, crédits, actions...) et les *autres éléments de variation de patrimoine* (notamment les plus et moins values).
- ces opérations sont regroupées dans une séquence ordonnée de comptes qui permettent de calculer des soldes, par exemple la *valeur ajoutée*, puis pour l'ensemble de l'économie des *agrégats*, dont le plus connu est le *PIB* (le produit intérieur brut, somme des valeurs ajoutées), mais aussi le *RN*, le revenu national, ou le *Patrimoine National*, une mesure de la richesse nationale.

Le schéma général est le suivant :

- L'activité de production crée d'une part des produits et d'autre part des revenus.
 - Les revenus sont distribués à ceux qui ont directement participé à la production, en y apportant du travail ou du capital : c'est la distribution primaire du revenu.
 - Des mécanismes sociaux (impôts, cotisations sociales, transferts sociaux, subventions) redistribuent le revenu primaire entre les secteurs institutionnels : c'est la distribution secondaire du revenu.
 - L'utilisation du revenu qui reste disponible après redistribution, est la consommation finale, c'est-à-dire l'acquisition de produits pour la satisfaction des besoins de la population, ou l'épargne, c'est-à-dire la mise en réserve du revenu pour une utilisation ultérieure.
 - L'épargne se traduit par l'accumulation d'actifs physiques ou financiers. Il existe d'autres formes d'accumulation, notamment lorsque les variations de prix entraînent la réévaluation des actifs possédés par chaque secteur.
 - L'accumulation totale fait varier le patrimoine de chaque secteur institutionnel, entre le début et la fin de la période observée.
- Le tableau ainsi établi donne une représentation keynésienne de l'économie, autour du triangle production/revenu/demande.

Quelle réalité la comptabilité nationale décrit-elle ?

On peut dire que, sous certaines conventions et selon certaines nomenclatures, la comptabilité nationale donne une représentation complète de l'ensemble de la sphère marchande/monétaire, en définissant comme productive toute activité rémunérée. Il faut noter le rôle clé de la production, source à la fois du revenu primaire et des produits consommés. La délimitation conceptuelle des activités productives est donc cruciale. Elle ne va pas de soi : ainsi la Comptabilité du Produit Matériel en vigueur dans l'ex-URSS excluait tous les services du champ de la production, le système français jusqu'en 1975 excluait les services financiers et ceux des administrations. Il y a toutefois une constante : la référence à l'intervention humaine et aux rapports sociaux entre unités distinctes. Et il n'y a pas de jugement « moral » sur ladite activité, qu'elle soit légale ou non (commerce de drogues, prostitution, fraude fiscale), qu'elle soit « utile » ou non (pollutions résultant des activités économiques).

Mais symétriquement, la référence à une activité rémunérée exclut en particulier les activités domestiques effectuées dans les ménages (soins aux enfants, préparation des repas, entretien du logement...), activités qui sont pour plus de 80 % à la charge des femmes. Cette exclusion est expliquée par deux types de raison. Premièrement pour des raisons conceptuelles : dans l'organisation de notre société, la caractéristique du travail domestique est d'être non rémunéré et il est donc contradictoire de vouloir en donner une valeur monétaire. Et deuxièmement pour des raisons pratiques de qualité statistique : selon les différentes méthodes, à partir des enquêtes sur les emplois du temps, on peut l'évaluer à un tiers ou à deux tiers du PIB, estimations à la fois très importantes et très floues, qui « expliquent » les réticences officielles.

La restriction à la sphère marchande/monétaire est par ailleurs une nécessité technique du système. En effet, pour pouvoir additionner la production de blé et celle d'automobiles, il faut les convertir en une unité commune, monétaire, par l'intermédiaire de prix. La pratique habituelle est d'utiliser les prix de marché, sans trop se poser de questions sur leur pertinence, qui est admise par hypothèse. Et là où il n'existe pas de prix de marché, il faut recourir à des approximations conventionnelles, ou bien exclure ce domaine du champ de la comptabilité nationale. C'est ce qui explique l'incapacité du système à aborder, au delà du travail domestique, tout le domaine de la gratuité, aujourd'hui (bénévolat par exemple) et demain dans des domaines beaucoup plus nombreux.

Le PIB et la mesure de la croissance

Le PIB, somme des valeurs ajoutées, est une mesure de l'augmentation de la richesse nationale due à la production. Son évolution annuelle est l'instrument habituel de mesure de la croissance. Plus précisément, on calcule deux PIB :

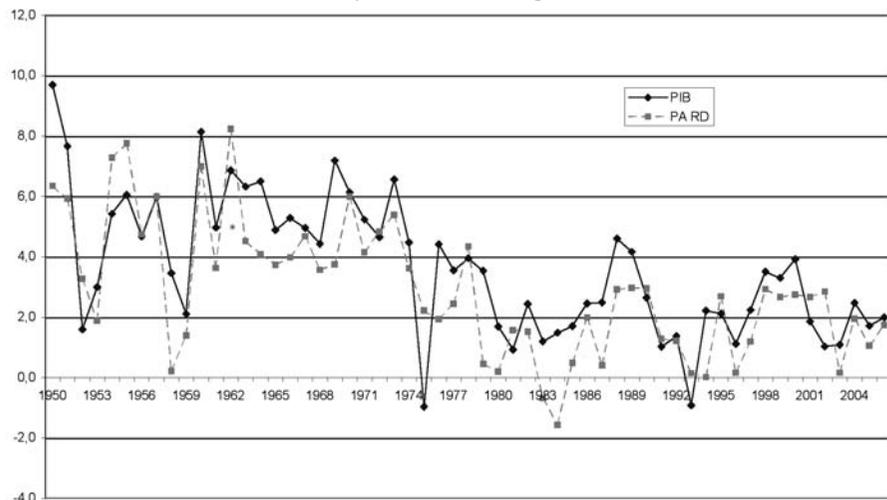
l'un dit PIB en valeur, ou aux prix courants, c'est-à-dire avec les prix de l'année considérée, et l'autre dit PIB en volume, aux prix de l'année précédente. Pour mesurer la croissance, on se réfère à l'évolution du PIB en volume, c'est-à-dire qu'on élimine l'augmentation qui n'est due qu'à la hausse des prix.

On sait que cette mesure de la hausse des prix est un exercice difficile. Il s'agit de comparer les prix d'un même produit à deux périodes différentes. Mais justement la plupart des produits se modifient au cours du temps et il faut estimer dans cette éventuelle modification, ce qui relève d'un changement qualitatif de ce qui est la hausse de prix « pure » : on dit qu'un indice de prix doit se référer à la variation du prix d'un produit « à qualité constante ». Par exemple, la puissance des micro-ordinateurs augmente très rapidement, alors que leurs prix restent stables, voire diminuent. On tient compte de l'amélioration des performances en enregistrant en fait, et depuis plusieurs années, une baisse de prix annuelle d'environ 20 % par an, c'est-à-dire une augmentation en volume du même montant. Dans les comptes nationaux, une augmentation des performances (des micros ou des téléviseurs ou des voitures) se traduit donc par une baisse des prix et une croissance en volume. La difficulté pratique est de bien mesurer cette augmentation des performances.

De tout l'ensemble du système de comptabilité nationale, ce chiffre de la croissance (du PIB) est souvent le chiffre unique retenu par les médias et les décideurs politiques. Il est certes plus facile de citer UN chiffre : c'est, en général, pour le comparer à celui d'autres pays, ou d'autres périodes. Et il faut être prudent dans l'utilisation de ces comparaisons d'indicateurs macroéconomiques, d'une part entre pays de niveau de développement différent (comparer le PIB des États-Unis et celui du Burkina-Faso ?) et d'autre part dans le temps (comparer le PIB français de 1950 et celui de 2006 ?).

Mais le système de comptabilité nationale ne se réduit pas au PIB. Il fournit des informations importantes pour alimenter le débat social. Par exemple, et malgré les réserves exprimées ci-dessus à propos des séries longues, il n'est pas sans intérêt de constater que l'économie « administrée » des Trente Glorieuses a connu un taux de croissance moyen de 5 % jusqu'en 1973, mais que depuis, l'économie « libéralisée » peine à dépasser les 2 %, et que cette évolution suit de près celle du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages.

Graphique 1: Évolution comparée depuis 1950 du PIB en volume et du Pouvoir d'achat du Revenu disponible des ménages



Dans la planification « à la française » des Trente Glorieuses, comme dans un (futur) régime de planification démocratique (ce qui nécessite dans les deux cas un système de comptabilité nationale), les discussions ne portent pas sur le montant du PIB, mais sur tout un ensemble d'éléments bien plus détaillés, par branche, produit, secteur, région. Dans le même esprit, le débat sur la « croissance » (et la décroissance!) ne doit pas se réduire à un débat « pour ou contre le PIB », mais doit porter sur des données plus détaillées : qu'est-ce qui doit décroître, qu'est-ce qui doit croître ?

La comptabilité nationale comme instrument des pouvoirs publics

Lorsqu'on s'interroge sur la comptabilité nationale, il faut toujours l'envisager sous ses deux aspects, d'une part comme construction statistique, et d'autre part comme instrument des pouvoirs publics. Et les interactions entre les deux expliquent assez bien l'histoire de son développement (lire par exemple celle de sa création en France, rédigée par F. Fourquet, qui s'intitule justement *Les Comptes de la puissance*, 1980, Éditions Encres).

L'idée de présenter une vision synthétique de l'économie nationale est ancienne. On la trouve dès le XVIII^e siècle. Toutefois, la véritable naissance de la comptabilité nationale moderne a eu lieu entre les deux guerres, notamment au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves et en Union Soviétique (1928 premier plan quinquennal, établi par une administration spécifique le Gosplan).

Après la Deuxième Guerre mondiale, la nécessité pour les gouvernements (et d'abord celui des États-Unis, principal financeur) de suivre l'utilisation des crédits du Plan Marshall en Europe donnera une impulsion décisive au développement de comptes nationaux harmonisés dans les pays bénéficiaires. Des normes communes sont créées par l'Organisation européenne de coopération économique (OECE, devenue en 1961 OCDE), puis étendues à l'ensemble des pays membres de l'Organisation des Nations unies, au début des années 1950. C'est le premier système de comptabilité nationale (SCN).

En parallèle, d'autres systèmes voient le jour. En Union Soviétique et dans tous les pays d'Europe centrale subordonnés à l'URSS, le système des « balances de l'économie nationale », ou comptabilité du produit matériel (CPM), est codifié et généralisé.

En France, la mise en place d'un système de planification indicative pour aider à la reconstruction de l'après-guerre suscite dès le début des années 1950 un système de comptabilité nationale plus détaillé et plus intégré que la norme ONU-OECE. Ce système français restera en vigueur jusqu'en 1975.

Le SCN est révisé à la fin des années 1960. La Communauté européenne, qui a besoin d'un système de référence commun à ses pays membres, adapte le SCN de 1968 pour le rendre plus proche des spécificités de l'Europe occidentale. C'est le système européen de comptes économiques intégrés (SEC), publié en 1970. Il est utilisé comme norme nationale dans plusieurs pays membres, dont la France qui abandonne son système national au profit du SEC.

L'évolution des structures économiques et des besoins des utilisateurs conduit à une révision du SCN de 1968. Le SCN 93 (en anglais « System of National Accounts », ou SNA 93) est la nouvelle norme de référence mondiale. Il a été élaboré par les cinq organisations internationales : l'ONU, le FMI, l'OCDE, EUROSTAT et la Banque mondiale.

L'Union européenne en a fait l'adaptation, baptisé SEC 95. Un règlement communautaire de l'Union européenne en rend l'usage obligatoire pour la transmission à EUROSTAT des comptes nationaux des États membres de l'Espace économique européen. Par ailleurs, l'utilisation des concepts et des agrégats de la comptabilité nationale dans les arrangements au sein de l'Union européenne a des effets contradictoires. C'est peut-être cela qui a sauvé son existence administrative, mais au prix d'une stricte adaptation à la politique de la Commission européenne. Deux exemples :

- Depuis 1989, la contribution des États membres au budget communautaire est déterminée par la part de chaque PNB dans le PNB total, calculés selon le SEC (avec l'exception britannique).
- Le protocole annexé au traité de Maastricht sur la procédure de déficit excessif est crucial pour le développement de l'Union monétaire et la surveillance

des politiques budgétaires des États membres. Les deux principaux indicateurs, le ratio de déficit public et le ratio de dette publique, sont définis par référence aux concepts du SEC.

Les changements de régime dans tous les pays de l'Europe centrale et l'effondrement de l'Union soviétique, ont fait disparaître la Comptabilité du produit matériel. Depuis le début des années 1990, tous les pays d'Europe centrale et de l'ex-URSS construisent des comptes nationaux selon les normes SCN ou SEC. Mais le passage des pays de l'Est au SCN ne résulte pas d'une réflexion sur sa « supériorité théorique », mais bien d'un choix politique : à système économique unique, système statistique unique.

La situation actuelle est une nouvelle démonstration du poids des pouvoirs publics sur la comptabilité nationale. L'accent mis récemment sur les problèmes écologiques par les politiques va peut-être conduire à une phase nouvelle du développement de celle-ci, qui intégrera alors des éléments proposés depuis quelques années par des équipes de chercheurs indépendants mais restés jusqu'à présent en dehors du système officiel.

Limites de la comptabilité nationale

Les limites de la comptabilité nationale portent tout d'abord sur la délimitation de son cadre actuel. En plus des problèmes déjà soulignés, le système présente des insuffisances notables, tant méthodologiques que pratiques. Sur le premier aspect, on mentionnera les difficultés à traiter l'économie de l'immatériel, par exemple la recherche-développement ou les logiciels. Des discussions sont en cours à propos du traitement de certains « droits » nouveaux : droit à produire (les quotas laitiers), droit à utiliser les bandes de fréquence (pour les fournisseurs de téléphonie mobile), les « droits à polluer » présentés comme l'application du principe pollueur-payeur. Sur le plan pratique, il faut revenir encore et toujours sur la mauvaise connaissance de la répartition des revenus et notamment des revenus non-salariaux et des revenus financiers. On détaille les comptes des sociétés en une centaine d'activités, mais il n'y a qu'une catégorie unique « ménages », alors que les rares études récentes montrent un net accroissement des inégalités parmi ceux-ci. En ce qui concerne le champ du système, la position officielle est la suivante : la nécessité de maintenir la cohérence du système exclut, tout au moins pour l'instant, toute extension vers un PIB « élargi », par exemple au travail domestique ou à l'environnement. Ce problème des PIB « corrigés » préoccupe beaucoup les comptables nationaux qui, dans leur grande majorité, sont réticents à ces ajouts : si l'on calcule un « PIB vert », pourquoi pas aussi un « PIB corrigé des dépenses militaires », voire un « PIB corrigé du chômage »... Oui en effet, pourquoi pas ? Et nous voilà dans la politique, c'est-à-dire dans le débat,

dans les choix. Or on connaît bien l'horreur des économistes officiels pour la politique, et leur prétention à faire seulement de la science. Il faut au contraire rappeler que, si la délimitation actuelle du système a sa légitimité, ce n'est pas la seule possible. Cette question, notamment vis-à-vis des activités domestiques et des relations avec l'environnement, est un des principaux points du débat entre PIB et « nouveaux indicateurs » dont il sera question maintenant.

De nouveaux indicateurs de bien-être ?

Sur ce point, il est indispensable de lire « Les nouveaux indicateurs de richesse » de Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice (*Repère* n° 404, Éditions La Découverte). Et pour comprendre et apprécier les commentaires et les critiques des auteurs, il est utile d'avoir lu « La comptabilité nationale » de Jean-Paul Piriou (*Repère* n° 57, Éditions La Découverte). Le présent article s'inspire largement de ces deux ouvrages.

Le livre de Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice (auquel plusieurs tableaux et graphiques sont empruntés) est consacré à la présentation d'un grand nombre de travaux qui visent, à partir de points de vue différents et donc avec des méthodes distinctes, à « adapter » ou à « dépasser » le champ actuel de la comptabilité nationale, voire à s'en écarter complètement. Ils ont pour la plupart comme objectif de construire un indicateur global « alternatif » au PIB. (Jean Gadrey a lui-même écrit dans le journal *Le Monde* daté du 23 janvier 2002 un article intitulé « À bas la dictature du PIB ! »). Mais il y a plusieurs manières d'envisager ce « dépassement » : sur le plan social, ou dans la perspective d'un indicateur de bien-être, ou vis-à-vis de l'environnement. Et aucune des propositions actuelles n'est parvenue à associer véritablement ces trois aspects.

D'abord sur le plan social et dans le cadre même du système actuel, il est nécessaire de faire apparaître la question des inégalités, c'est-à-dire la répartition des revenus et de leur évolution, notamment au sein des ménages. Et aussi d'intégrer une évaluation du travail domestique non rémunéré. Dans ce dernier cas, l'ancienne distinction (aujourd'hui abandonnée) des comptes français entre PIB marchand et PIB non marchand retrouverait toute son utilité. Celle-ci permettrait aussi de suivre le développement de la gratuité dans la société que nous voulons.

Sur le second aspect, l'idée générale est que le PIB doit être modifié sur différents points pour se rapprocher d'un « indicateur de bien-être global de la population ». Il n'est qu'un indicateur de moyens, de coûts, mais pas de résultats : par exemple, les dépenses de santé, qui sont incluses dans le PIB, ne renseignent pas directement sur l'état de santé de la population. Et il faut donc reconstruire un autre agrégat rendant mieux compte du bien-être de la

population, avec un aspect nouveau et fondamental : on introduit explicitement des choix politiques dans la délimitation du champ de la comptabilité nationale et on élargit celui-ci en introduisant des aspects sociaux et environnementaux dans l'optique du développement durable.

Le modèle le plus simple de ces nouveaux indicateurs est l'IDH (indice de développement humain) que le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) publie depuis 1990, et qui est la moyenne de trois indicateurs, relatifs respectivement à l'espérance de vie, au niveau d'éducation et au PIB par habitant. Bien qu'il ait été qualifié de simpliste par certains, il est parvenu à faire sa place dans les indicateurs de comparaison entre pays. Et comme on peut le voir dans le tableau 1, il permet de faire émerger une hiérarchie des pays les plus avancés assez différente de celle du PIB.

Tableau 1 : Différence de classement selon le PIB et l'IDH pour quelques pays développés en 2006 (source <http://hdr.undp.org>, 2007)

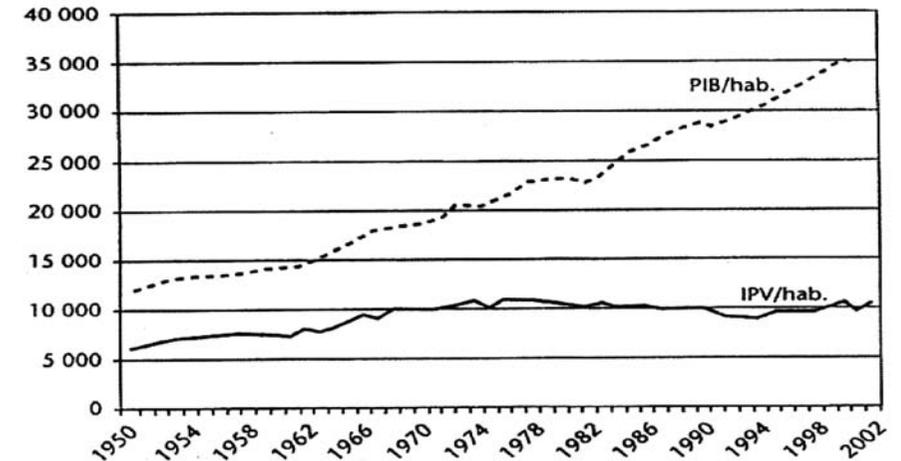
Pays	rang IDH	Rang PIB/hab	différence
Norvège	1	4	3
Australie	3	14	11
Suède	5	16	11
Japon	7	18	11
États-Unis	8	2	-6
Luxembourg	12	1	-11
France	16	17	1
Royaume-Uni	18	13	-5

En 1973 déjà, Nordhaus et Tobin (oui celui de la taxe) avaient proposé un indicateur du bien-être économique durable, construit à partir de la consommation et du stock de capital et qui excluait, sous l'intitulé de « regrettables » la plupart des dépenses publiques, sauf celles d'éducation et de santé, et notamment toutes les dépenses militaires, ainsi que certaines dépenses liées à l'urbanisation (trajets domicile-travail). Mais comme leur indicateur avait à peu près la même évolution que celle du PIB, ils avaient conclu à la validité de la mesure de l'évolution du PIB dans sa définition actuelle.

Ils ont eu de nombreux successeurs qui ont allongé la liste des « regrettables » : embouteillages routiers, dépenses de santé suite aux accidents du travail, voire toutes les dépenses de santé sauf la médecine préventive, toutes les dépenses de dépollution. Des aspects sociaux (inégalités des revenus, chômage, travail domestique, bénévolat) et environnementaux (ressources non renouvelables, coûts de la pollution) sont introduits. Ce travail aboutit à

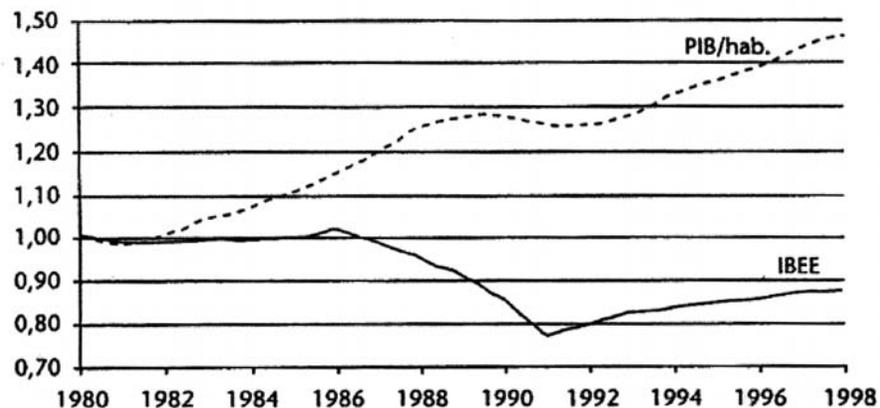
des résultats extrêmement intéressants sur la longue durée. Ainsi, la comparaison de l'indice de progrès véritable (IPV) qui retranche ces « regrettables » et du PIB aux États-Unis fait apparaître depuis le début des années 1970 une complète déconnexion entre ces deux variables.

Graphique 2 : PIB et IPV par habitant, USA, 1950-2002 en dollars 1996 (source Gadrey, d'après Cobb, Venetoulis, 2004)

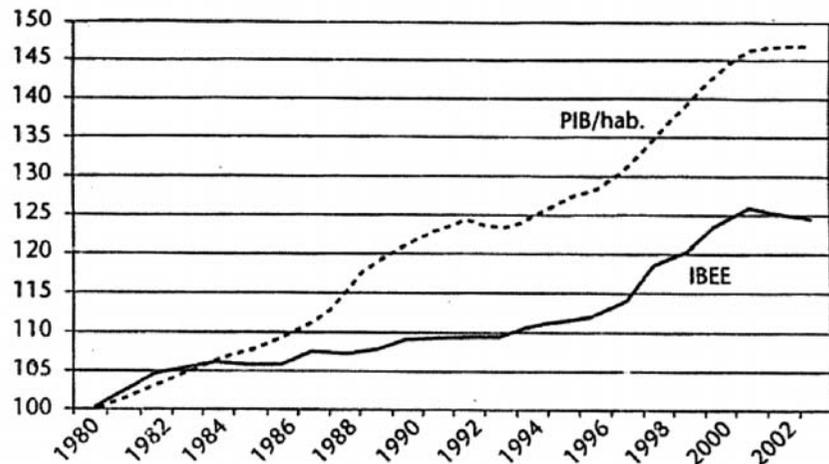


L'indice de bien-être économique (IBEE) de Osberg et Sharpe intègre, en plus de certains des nouveaux éléments précédents, un indicateur de sécurité économique calculé à partir des risques de chômage, de maladie, de pauvreté et de vieillesse. Il fait apparaître dans le cas du Royaume-Uni le même décalage qu'aux États-Unis entre PIB et bien-être (graphique 3). La chute brutale de l'IBEE dans les années 1986-1991 au Royaume-Uni est due principalement à la composante « accroissement des inégalités » et correspond au règne de Margaret Thatcher. Pour la France, l'évolution est moins catastrophique (graphique 4), mais on note une dégradation en fin de période, due au ralentissement économique et à l'accroissement des inégalités.

Graphique 3 : IBEE et PIB/hab au Royaume-Uni, 1980-1999, indices 1 en 1981 (source Gadrey, d'après Osberg et Sharpe)



Graphique 4 : IBEE et PIB/hab en France, 1980-2003, indices 100 en 1980 (source Gadrey, d'après Kampelmann 2006).

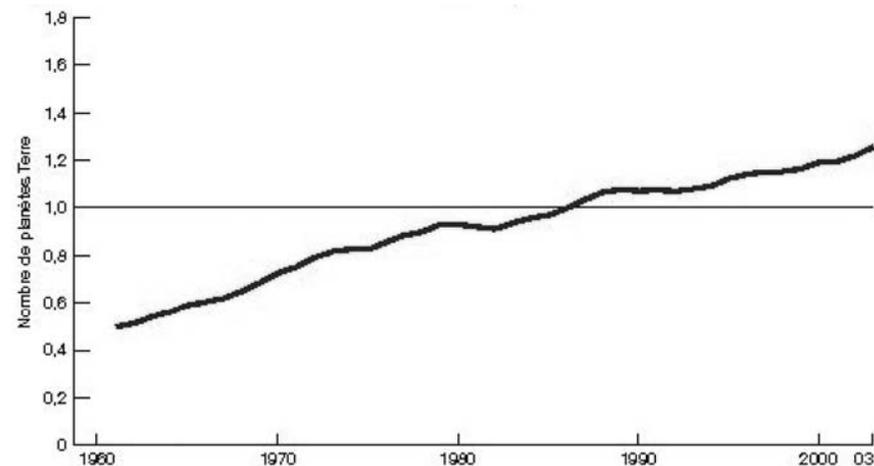


L'empreinte écologique

Dans tous les indicateurs précédents, la principale difficulté de mesure réside dans la prise en compte (partielle) des effets environnementaux, tant positifs (stocks de ressources disponibles) que négatifs (dommages à l'environnement). La notion d'empreinte écologique est au contraire consacrée uniquement à cet aspect environnement. Plus précisément elle se préoccupe des ressources renouvelables et des moyens de leur renouvellement effectif. Par exemple, pour une population donnée avec un niveau de consommation de fruits et légumes donné, on peut calculer le nombre d'hectares nécessaires pour satisfaire cette consommation. On convertit aussi la consommation de viandes en hectares de pâturages, celle de bois en hectares de forêts, celle de poissons en hectares de zones de pêche, celle de logement en hectares de terrains bâtis. L'unité de référence commune à ces calculs de conversion est « l'hectare mondial » (un peu comme la TEP « tonne équivalent pétrole » est l'unité qui permet l'additivité des diverses formes d'énergie).

Le graphique ci-dessous montre que l'humanité, qui utilisait environ la moitié des capacités de la planète au début des années 1960, les utilise complètement vers la fin des années 1980 et les dépasse de presque un tiers aujourd'hui.

graphique 5. Empreinte écologique de l'humanité en nombre de planètes Terre. 1961-2003 (WWF, 2006, <http://assets.panda.org/downloads/lpr2006fr.pdf>)



Des indicateurs de développement durable ?

Mais on manque actuellement d'un cadre conceptuel achevé (sans même aborder les difficultés de chiffrage) pour traiter dans toute sa généralité la question des relations avec la nature. Elles sont traitées par les économistes sous le nom d'« externalités », mais il est urgent de se rendre compte qu'elles doivent être « internalisées » ! Depuis son apparition, l'humanité accumule une dette vis-à-vis de la nature. Par exemple, la biodiversité est certainement un « intrant », ignoré car apparemment sans coût, dans la production agricole. De même on peut se demander si l'Arabie saoudite « produit » du pétrole ou bien « vend » du pétrole : dans ce dernier cas la mesure de sa production ne devrait comprendre que les coûts d'extraction, le pétrole lui-même étant enregistré comme une diminution des réserves naturelles du pays. Ce genre de question est traité, dans certaines études de caractère théorique, en introduisant explicitement dans les tableaux un agent économique « nature » en plus des différents agents habituels de la comptabilité nationale. Celle-ci fournit (apparemment gratuitement) les ressources non renouvelables, contribue aux ressources renouvelables, et reçoit la pollution qu'elle absorbe en partie. Dans ce domaine, la comptabilité-matière, c'est-à-dire en quantité et non pas en valeur monétaire, devrait reprendre tous ses droits.

Un projet de rapport ONU/OCDE/Eurostat (encore en discussion fin 2007) esquisse un cadre de référence pour la construction d'indicateurs de développement durable. Parmi les 14 indicateurs retenus, il y a 5 indicateurs monétaires ou monétarisables (par tête et à prix constants : richesse économique, capital productif, capital humain, capital naturel, capital social) et 9 indicateurs « en quantités physiques » (climat, qualité de l'air, qualité/quantité de l'eau, intégrité écologique, intégrité biologique, productivité des sols, niveau d'instruction, état de santé, impact du pays considéré sur la richesse mondiale).

Ces indicateurs sont calculés par pays ou par zone géographique, mais sans tenir compte des inégalités dans la population. On remarquera aussi que le rapport ne propose pas d'indicateur synthétique unique, car cela supposerait de choisir (comment ?) des pondérations entre les différents éléments. Du point de vue théorique, on retient ainsi une notion de « soutenabilité forte », dans laquelle il n'y a pas d'indicateur synthétique et où chaque indicateur doit avoir une valeur optimale, et non pas une « soutenabilité faible » avec un indicateur synthétique et dans laquelle un indicateur insuffisant peut être compensé par un indicateur en excédent (exemple schématique : une mauvaise qualité de l'air peut être compensée par une excellente qualité de l'eau).

À part les deux premiers indicateurs, qui sont tirés directement de la comptabilité nationale, les autres sont encore à définir précisément (notamment le capital social), et à évaluer... ce qui ne sera pas simple.

Quelle comptabilité pour quel développement ?

Finalement, la question n'est pas « pour ou contre le développement », ni « pour ou contre le PIB », mais « quel développement ? », qu'est-ce qui doit croître (l'éducation, la santé...) et qu'est-ce qui doit diminuer et disparaître (l'armement, la pub et les autres activités polluantes...)? Évidemment, ce développement humain et écologique sera source de croissance (maîtrisée et souhaitable !). Et à partir de ce point de départ, le débat peut être ouvert avec les partisans de la « décroissance globale ».

Recenser les besoins et choisir les moyens d'y répondre en fonction des ressources disponibles, c'est l'objectif d'une planification démocratique, et l'outil en sera une comptabilité nationale modifiée et élargie. Il faut d'abord définir un projet éco-socialiste, bien sûr. Mais il faut ensuite en trouver les moyens (en économie, il n'y a pas de gratuité, il faut décider qui paye et qui bénéficie de la dépense) et en suivre la réalisation. Traiter les questions politiquement d'abord, oui, mais nécessairement ensuite comptablement, avec un système adapté.

Michael Löwy

Sociologue CNRS, militant du réseau de Résistance à l'Agression Publicitaire.

Publicité vs Environnement

La crise écologique planétaire a atteint un tournant décisif avec le phénomène du changement climatique. Premier constat : tout s'accélère bien plus vite que prévu. L'accumulation de gaz carbonique, la montée de la température, la fonte des glaciers polaires et des « neiges éternelles », les sécheresses, les inondations : tout se précipite et les bilans des scientifiques, à peine l'encre des documents séchée, se révèlent trop optimistes. On penche maintenant, de plus en plus, pour les fourchettes les plus élevées, dans les prévisions pour les dix, vingt, trente prochaines années. À cela il faut ajouter certains dangers, encore peu étudiés, mais qui risquent de provoquer un saut qualitatif dans l'effet de serre et un dérapage incontrôlable du réchauffement de la planète : les 400 milliards de tonnes de CO₂ pour le moment emprisonnés dans le pergélisol (permafrost), cette toundra congelée qui s'étend du Canada à la Sibérie, peuvent accélérer les changements climatiques. Il existe peu de scénarios où le pire est envisagé, c'est-à-dire si hausse de la température dépasse les 2 ou 3 °C. Les scientifiques évitent de dresser des tableaux catastrophiques, mais on sait déjà les risques encourus : montée du niveau de la mer, avec inondations, non seulement de Dacca et autres villes maritimes asiatiques, mais aussi peut-être de... Londres et New York ; désertification des terres, à une échelle gigantesque ; manque d'eau potable ; catastrophes « naturelles » en série... On pourrait allonger la liste. À partir d'un certain niveau de la hausse de la température – 6° par exemple – la terre sera-t-elle encore habitable par notre espèce ? Malheureusement, nous ne disposons pas en ce moment d'une planète de rechange dans l'univers connu des astronomes...

Responsabilité humaine ou mise en cause du mode de production capitaliste ?

Qui est responsable de cette situation, inédite dans l'histoire de l'humanité ? C'est l'homme, nous répondent les scientifiques. La réponse est juste, mais un peu courte : l'homme habite sur Terre depuis des millénaires, la concentration de CO₂ a commencé à devenir un danger depuis quelques décennies seulement. En tant que marxistes, nous répondons ceci : la faute en incombe au sys-

tème capitaliste, à sa logique absurde et irrationnelle d'expansion et d'accumulation à l'infini, son productivisme obsédé par la recherche du profit. La rationalité bornée du marché capitaliste, avec son calcul immédiatiste des pertes et des profits, est intrinsèquement contradictoire avec une rationalité écologique, à même de prendre en compte la temporalité longue des cycles naturels. Il ne s'agit pas d'opposer les « mauvais » capitalistes écicides aux « bons » capitalistes verts : c'est le système lui-même, fondé sur l'impitoyable compétition, les exigences de rentabilité, la course au profit rapide qui est destructeur des équilibres naturels.

Contre le fétichisme de la marchandise et l'autonomisation réifiée de l'économie par le néolibéralisme, l'enjeu de l'avenir c'est la mise en œuvre d'une « économie morale » au sens que donnait E.P. Thompson à ce terme, c'est-à-dire une politique économique fondée sur des critères non-monnaïres et extra-économiques : en d'autres termes, la « réimbrication » de l'économie dans l'écologique, le social et le politique¹.

Les réformes partielles sont totalement insuffisantes : il faut remplacer la microrationalité du profit par une macrorationalité sociale et écologique, ce qui exige un véritable changement de paradigme de civilisation². Cela est impossible sans une profonde réorientation technologique, visant au remplacement des sources actuelles d'énergie par d'autres, non-polluantes et renouvelables, telles que l'énergie éolienne ou solaire³.

La première question qui se pose est donc celle du contrôle sur les moyens de production, et surtout sur les décisions d'investissement et de mutation technologique, qui doivent être arrachés aux banques et entreprises capitalistes pour devenir un bien commun de la société.

Une consommation modelée par le marché

Cela dit, le changement radical concerne non seulement la production, mais aussi la consommation. Cependant, le problème de la civilisation capitaliste/industrielle n'est pas – comme prétendent souvent les écologistes – la « consommation excessive » de la population, et la solution n'est pas une « limitation » générale de la consommation, notamment dans les pays capitalistes avancés. C'est le type de consommation actuel, fondé sur des « faux besoins », c'est-à-dire l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation marchande, l'obsession accumulatrice, qui doit être mis en question.

Il s'agit donc d'orienter la production vers la satisfaction des besoins authentiques, à commencer par ceux qu'on peut désigner comme « bibliques » : l'eau, la nourriture, le vêtement, le logement...

Comment distinguer les besoins authentiques de ceux artificiels et factices ? Ces derniers sont induits par le système de manipulation mentale qu'on désigne

sous le vocable de « publicité ». Contrairement à ce que prétend l'idéologie du marché, ce n'est pas la demande qui commande l'offre, ce sont les entreprises capitalistes qui, très souvent, par les différentes méthodes du marketing, par la manipulation publicitaire et par l'obsolescence programmée des produits, créent le marché pour leurs produits. La publicité joue un rôle essentiel dans la production consumériste de la demande, en inventant des faux « besoins » et en stimulant des habitudes de consommation compulsives, totalement contradictoires avec le maintien de l'équilibre écologique de la planète. Le critère pour distinguer un besoin authentique d'un autre artificiel, c'est sa persistance après la suppression de la publicité...

Certes, répondront les pessimistes, mais les individus sont mus par des désirs et des aspirations infinies, qu'il faut contrôler et refouler. Or, le changement de paradigme civilisationnel est fondé sur un pari, qui était déjà celui de Marx : la prédominance, dans une société émancipée du capital, de l'« être » sur « l'avoir », c'est-à-dire la réalisation personnelle, par des activités culturelles, ludiques, érotiques, sportives, artistiques, politiques, plutôt que le désir d'accumulation à l'infini de biens et de produits. Ce dernier est induit par le fétichisme de la marchandise inhérent au système capitaliste, par l'idéologie dominante et par la publicité : rien n'indique qu'il constitue une « nature humaine éternelle ».

Si le capitalisme – notamment sous sa forme actuelle, néolibérale et globalisée – tend à la marchandisation du monde, à la transformation en marchandises de tout ce qui existe – la terre, l'eau, l'air, les espèces vivantes, le corps humain, les rapports sociaux entre les individus, l'amour, la religion... –, la publicité vise à vendre ces marchandises, en soumettant les besoins des individus aux nécessités mercantiles du capital. Les deux systèmes participent du fétichisme de la marchandise, de la quantification monétaire de toutes les valeurs, de la logique d'accumulation à l'infini de biens et de capitaux et de la culture mercantile de la « société de consommation ». La publicité pollue non seulement les paysages urbains et ruraux, mais aussi les mentalités ; elle bourre non seulement les boîtes aux lettres mais aussi les crânes des individus. Rien n'échappe à son influence dissolvante : on assiste, à notre époque, à la soumission du sport, de la religion, de la culture, du journalisme, de la littérature et de la politique à la logique publicitaire. Le style, la méthode, les arguments, l'attitude publicitaires sont omniprésents. Mais cette publicité n'est pas autre chose qu'un outil, un instrument du capital pour écouler ses produits, vendre ses camelotes, rentabiliser ses investissements, élargir ses marges de profit et gagner des parts de marché. La publicité n'existe pas dans le vide : elle est une pièce essentielle, un rouage indispensable dans le fonctionnement du système capitaliste de production et consommation. Sans le capitalisme, la publicité

n'aurait aucune raison d'être : elle ne pourrait subsister un seul instant dans une société postcapitaliste. Et inversement : un capitalisme sans publicité serait comme une machine sans huile dans ses engrenages.

Soit dit entre parenthèses : la publicité n'existait pas dans les pays à économie bureaucratiquement planifiée – disparus après la chute du mur de Berlin en 1989 – mais elle avait été remplacée par une propagande politique mensongère, non moins oppressive et inhumaine. Ce n'est pas un hasard si le plus grand adversaire intellectuel du totalitarisme soviétique, l'écrivain anglais George Orwell, était aussi un adversaire intraitable de la publicité capitaliste. Rappelons que ce sont les entreprises capitalistes qui sollicitent, financent et profitent des campagnes publicitaires et qui « sponsorisent » – c'est-à-dire polluent par la publicité – la presse, la télévision, les compétitions sportives ou les événements culturels. La publicité joue le rôle de rabatteur, d'entre-metteur, de serviteur zélé des intérêts du capital. Capitalisme et publicité sont inséparablement et indissociablement les responsables et les promoteurs actifs de la mercantilisation du monde, de la commercialisation des rapports sociaux, de la monétarisation des esprits.

Impacts publicitaires sur l'environnement

Quel est donc l'impact de la publicité sur l'environnement ? L'Alliance pour la planète s'inquiète, à juste titre, de l'utilisation mensongère d'arguments « écologiques » par la publicité, qui a la fâcheuse tendance à peindre tout en vert : centrales nucléaires, OGM, voitures et, pourquoi pas, demain, le transport routier et aérien. Pour les adversaires de la publicité, ce n'est pas précisément une nouveauté. Nous savons, depuis longtemps, que la publicité ment comme elle respire : tout naturellement. Cela n'est pas dû à un déficit moral de ces Messieurs, mais au caractère *intrinsèquement pervers* du système publicitaire. La mystification, la manipulation des consciences sont, hélas, sa seule raison d'être : une publicité non mensongère est un animal aussi difficile à trouver qu'un crocodile végétarien. Quant au BVP, bureau de vérification de la publicité, composé uniquement de représentants de la corporation publicitaire, sa crédibilité et son efficacité sont à peu près équivalentes à ce que serait un BVP, bureau de vérification des poulaillers, composé exclusivement de dignes représentants de la confrérie des renards. Cependant la publicité pseudo-verte n'est que la pointe visible de l'iceberg. C'est pour des raisons plus fondamentales, structurelles, que la machine publicitaire est un dangereux ennemi de l'environnement. En voici deux parmi d'autres :

- 1) La publicité est un formidable, immense, gaspillage des ressources limitées de la planète. Combien de centaines de milliers, ou de millions, d'hectares de

Walden Bello

Professeur de sociologie à l'Université des Philippines (Diliman).¹

Le mouvement écologiste dans le Sud global acteur central dans la lutte contre le changement climatique

forêts sont abattus tous les ans dans le monde pour imprimer la masse croissante de prospectus publicitaires qui encombrant nos boîtes à lettres et d'affiches qui couvrent les murs de nos rues et cachent nos paysages ? Combien de centaines de milliers ou de millions de kWh d'électricité sont dépensés annuellement par les publicités en néon qui embellissent nos villes, de Shanghai à New York, en passant par Paris ? Combien de tonnes de déchets sont produits par cette activité ? Et ainsi de suite. Les dégâts sont difficiles à calculer, mais sont sans doute gigantesques. Et à quoi sert cet énorme gaspillage ? À convaincre le public que la savonnette X lave plus blanc que la savonnette Y. Est-ce raisonnable ? Certainement pas, mais c'est... rentable (pour les publicitaires).

- 2) Comme nous l'avons vu, la publicité est un des principaux responsables de l'obsession consummatrice des sociétés modernes, de la tendance de plus en plus irrationnelle à l'accumulation de biens (le plus souvent inutiles), bref d'un paradigme de consommation parfaitement non-soutenable. Comment convaincre les gens de changer leurs habitudes de consommation incompatibles avec la sauvegarde des équilibres écologiques si l'on ne met pas un frein au matraquage publicitaire qui les incite et stimule à acheter encore et encore ? Dans la spirale infernale capitaliste/néolibérale de production/consumption/accumulation toujours croissante, toujours en *expansion* – c'est le nom d'une prestigieuse revue économique patronale – qui conduit à la dégradation, à une échelle planétaire, de l'environnement et nous mène, par le moyen du changement climatique, à des catastrophes monumentales, la publicité est un rouage indispensable. Ou, si l'on veut, elle est l'huile dans laquelle baignent ces engrenages terriblement efficaces qui broient la planète et risquent, dans quelques décennies, de la rendre invivable.

Morale de l'histoire : mettre des limites à l'agression publicitaire – en attendant de pouvoir, un jour, s'en passer entièrement – est un devoir écologique, un impératif moral et politique pour tous ceux qui voudraient sauver de la destruction notre environnement naturel.

1 Cf. Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif*, p. 385-386, 396, et Jorge Riechman, *Problemas con los frenos de emergencia?*, Madrid, Editorial Revolución, 1991, p. 15.

2 Voir à ce sujet le remarquable essai de Jorge Riechman, « El socialismo puede llegar solo en bicicleta », Papeles de la Fundación de Investigaciones Marxistas, Madrid, n° 6, 1996.

3 Certains marxistes rêvent déjà d'un « communisme solaire ». Voir David Schwartzman, « Solar Communism », *Science and Society*. Special issue « Marxism and Ecology », vol. 60 ; n° 3, Fallu, 1996.

L'attitude du monde en développement par rapport à la question écologique a souvent été assimilée aux commentaires pugnaces de l'ancien Premier ministre malaisien Mahamad Mahatir qui déclarait, en juin 1992, lors de la conférence de Rio sur l'environnement et le développement :

« Quand les riches hachèrent leurs forêts, construisirent leurs usines cracheuses de poison et écumèrent le monde à la recherche de ressources bon marché, les pauvres n'ont rien dit. Ils payèrent pour le développement des riches. Et maintenant les riches exigent de réguler le développement des nations pauvres... Comme colonies nous fûmes exploités. Maintenant, en tant que nations indépendantes nous sommes également exploités. »²

Mahatir a été perçu au Nord comme porte-parole d'un Sud qui cherche à effectuer son rattrapage à n'importe quel prix et où le mouvement écologiste est faible ou inexistant. La Chine serait aujourd'hui exemplaire de cette obsession d'industrialisation rapide sans considération pour l'environnement.

Cette perception est une caricature. Dans les faits, les coûts environnementaux de l'industrialisation rapide constituent un sujet majeur de préoccupation pour des secteurs significatifs de la population des pays en développement et le mouvement écologiste y joue un rôle important. De plus, des débats intenses ont actuellement lieu sur les alternatives au modèle déstabilisant de croissance rapide. Bien que dans cet article l'accent soit mis sur l'Asie, cette tendance s'observe en Amérique latine et dans d'autres régions du Sud global.

L'émergence du mouvement écologiste dans les nouveaux pays industriels

En Corée et à Taiwan, pays autrefois appelés les nouveaux pays industriels, les mouvements écologistes sont parmi les plus avancés. Cela n'est pas surprenant puisque le processus de développement industriel rapide dans ces deux sociétés de 1965 à 1990 s'est effectué avec très peu ou pas du tout de contrôle environnemental. En Corée, les fleuves Han et Nakdong qui traversent respectivement

Séoul et Pusan ont été tellement pollués par les rejets de déchets industriels non contrôlés qu'ils furent sur le point d'être classifiés comme biologiquement morts. Les rejets de déchets toxiques atteignirent des proportions critiques. En 1978, Séoul obtint la distinction peu enviable d'être la ville avec la plus haute concentration en dioxyde de soufre dans l'air, des niveaux élevés étant également enregistrés à Incheon, Busan, Ulsan, Masan, Anyang et Changwon³.

À Taïwan, l'industrialisation rapide a également eu sa face obscure. La version taïwanaise de l'industrialisation équilibrée visait à limiter la concentration industrielle et encourageait les industriels à installer leurs ateliers à la campagne. Le résultat fut qu'une part substantielle des 90 000 hectares qu'ils occupent se situe dans les champs de riz, le long des cours d'eau et à proximité des zones d'habitation. Avec trois usines par mile carré (2,6 km²), la densité industrielle à Taïwan est 75 fois supérieure à celle des États-Unis. Résultat, 20 % des terres arables sont polluées par les eaux usées des industries et 30 % du riz cultivé sur l'île est contaminé par des métaux lourds tels que le mercure, l'arsenic et le cadmium⁴.

Dans ces deux pays, les paysans, les travailleurs et l'environnement ont supporté les coûts de l'industrialisation accélérée. Il n'est donc pas surprenant que dans les deux on assiste à l'émergence d'un mouvement écologiste spontané, très militant et qui attire des participants de différentes catégories sociales tout en faisant le lien entre les revendications environnementales et les questions d'emploi, de santé au travail, de crise agricole. Pour ce mouvement l'action directe est devenue une arme de choix car, comme l'indique Michale Hsiao : « Les gens ont appris que les luttes peuvent produire des résultats ; la plupart des actions dont on peut faire un bilan ont atteint leurs objectifs. Les usines polluantes ont été soit contraintes d'apporter des améliorations immédiates soit de payer des compensations aux victimes. Certaines usines ont été obligées de fermer ou ont dû être déplacées. Quelques actions préventives ont même empêché la construction d'unités polluantes. »⁵

Dans les deux pays les mouvements écologistes ont obligé leur gouvernement à adopter des règles restrictives concernant les produits toxiques, les déchets industriels et la pollution de l'air.

Cependant, de manière ironique, ces succès enregistrés par les mobilisations de citoyens ont créé de nouveaux problèmes avec la migration des industries polluantes depuis Taïwan et la Corée vers la Chine et le Sud-Est asiatique. Tout comme les firmes japonaises, les firmes coréennes et taïwanaises se sont implantées en Asie du Sud-Est principalement pour deux raisons : une main d'œuvre bon marché et des normes environnementales laxistes.

Les luttes écologistes en Asie du Sud-Est

Dans de nombreux pays du Sud-Est asiatique, à la différence de la Corée et de Taïwan, le mouvement écologiste existait avant même la période d'industrialisation rapide du milieu des années 1980 au milieu des années 1990. Les mouvements ont émergé dans les années 1970 dans le cadre de luttes contre des centrales nucléaires (Philippines), ou contre des centrales hydroélectriques géantes, la déforestation et les pollutions marines (Thaïlande, Indonésie, Malaisie et Philippines). Certaines de ces luttes donnèrent lieu à des batailles épiques. Ainsi, les mobilisations contre les barrages sur les fleuves Chico aux Philippines et Pak Mun dans le Nord-Est de la Thaïlande contraignirent la Banque mondiale à renoncer à soutenir ces projets hydroélectriques géants. Cela fut également le cas pour le barrage de Narmada en Inde (cf. *infra*). Un autre front de la lutte pour la préservation de l'environnement a été le combat contre les firmes étrangères qui se sont implantées pour bénéficier de normes environnementales moins strictes que dans leur pays d'origine.

Plus encore qu'en Asie du Nord-Est, la question environnementale en Asie du Sud-Est est une préoccupation qui, au-delà des classes moyennes, touche largement les masses. Ainsi, dans la mobilisation contre le barrage de Chico, l'opposition principale était celle des peuples indigènes alors que dans le cas du barrage de Park Mun, le noyau de la contestation était formé de petits paysans et de pêcheurs. La question environnementale était aussi intégrée de manière plus cohérente dans une critique globalisante. Dans le cas des Philippines, par exemple, la déforestation était perçue comme une conséquence inévitable de la stratégie de croissance tirée par les exportations imposée par les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI : les exportations de bois, d'autres matières premières et de biens manufacturés produits avec du travail bon marché devaient générer les recettes en devises permettant de rembourser l'énorme dette extérieure du pays. La classe moyenne, les travailleurs, les pauvres urbains et les écologistes ont ainsi été poussés à s'allier face à l'axe antiécologique constitué par le capital transnational, le capital local monopolistique et le gouvernement central.

Les mouvements écologistes en Asie du Sud-Est jouèrent un rôle non seulement en sabordant des projets tels que celui d'une centrale nucléaire à Bataan mais également en évinçant les dictatures des années 1970-1980. En effet, puisque la question environnementale n'était pas perçue comme « politique » par les régimes autoritaires, s'organiser autour de ces questions comme autour des questions de santé n'était pas initialement proscrit. Ainsi, les luttes écologistes constituèrent-elles un des axes à partir duquel le mouvement antidictatorial se structura et toucha de nouvelles personnes. La destruction de l'environnement devenant une illustration supplémentaire de l'irresponsabi-

lité des régimes. En Indonésie par exemple, l'organisation environnementale WALHI a été jusqu'à engager des poursuites pour pollution et destruction de l'environnement contre six institutions gouvernementales, y compris le ministère de l'environnement et de la population⁶. Lorsque les dictatures comprirent ce qui était en train de se jouer, il était souvent trop tard pour elles : écologie et antifascisme s'étaient nourris l'un l'autre.

Mobilisations écologistes en Chine

Un processus similaire pourrait se dérouler aujourd'hui en Chine. La crise environnementale est profonde. Par exemple, le niveau hydrographique souterrain dans la plaine de la Chine du Nord diminue de 1,5 mètre/an. Cette région produit 40 % des céréales du pays. L'écologiste Dale Wen remarque : « On ne peut que se demander comment la Chine se nourrira une fois que les nappes phréatiques seront épuisées. »⁷ La pollution de l'eau, sa raréfaction, la pollution et la dégradation des sols, la désertification, le réchauffement climatique et la crise énergétique à venir constituent autant de produits dérivés de l'industrialisation rapide en Chine et de l'expansion massive de la consommation.

Bien que l'essentiel de la déstabilisation environnementale de la Chine résulte d'entreprises locales ou de gigantesques entreprises publiques telles que le barrage des Trois-Gorges, la contribution des investisseurs étrangers est loin d'être négligeable. Profitant de la mise en application peu rigoureuse des normes environnementales, de nombreuses multinationales occidentales ont délocalisé leurs usines les plus polluantes dans le pays, créant et exacerbant des problèmes environnementaux. Wen indique que les deltas des fleuves Perle et Yangzi où se situent les zones économiques spéciales où sont implantées la plupart des multinationales sont les régions les plus affectées par la pollution aux métaux lourds et aux polluants organiques persistants⁸.

Le réchauffement climatique ne constitue pas une menace lointaine. La première étude détaillée de l'impact de la hausse du niveau des mers effectuée par Gordon McGranahan, Deborah Balk et Bright Anderson considère que la Chine est le pays d'Asie le plus menacé par la hausse de 10 mètres du niveau des mers attendue au cours du siècle prochain⁹. 144 millions de Chinois vivent dans des zones côtières de basse altitude et ce nombre devrait s'accroître en raison de la stratégie de développement des exportations engagées par le gouvernement qui inclue la création de nombreuses zones économiques spéciales. L'étude avertit : « Du point de vue de l'environnement, il n'y a aucun doute sur le double désavantage d'un développement côtier excessif (et potentiellement rapide). Premièrement, un développement côtier non contrôlé risque de dégrader des écosystèmes fragiles et d'autres ressources importantes. Deuxièmement, la construction d'habitations dans ces zones expose les rési-

dents aux dangers venus de la mer tels que l'élévation du niveau des eaux et les tempêtes tropicales qui constituent des risques croissants avec le réchauffement climatique »¹⁰. La récente vague de super typhons descendus du continent asiatique vers le Pacifique Ouest souligne la gravité de cette observation. En ce qui concerne la santé publique, l'infrastructure sanitaire rurale périclité d'après Dale Wen. Le système a été privatisé avec l'introduction d'un mécanisme d'honoraires pour services rendus qui participe du programme de réforme néolibéral. Une conséquence de cette évolution est la résurgence de maladies qui avaient été en partie résorbées telles que la tuberculose et la schistosomiase. Cuba, au contraire, est reconnu pour la qualité de son système de santé rural alors que, comme le souligne Wen, il est basé sur le système du médecin aux pieds nus de l'époque maoïste¹¹.

La sécurité alimentaire constitue une autre question de santé publique d'importance. La combinaison de l'industrialisation de la production alimentaire et de l'allongement des chaînes d'approvisionnement du producteur au consommateur est fortement suspectée d'être à l'origine de la grippe aviaire qui partie de Chine s'est étendue à d'autres pays. Le gouvernement ne s'est pas montré fiable dans la gestion des nouvelles maladies telles que la grippe aviaire et le SRAS, en cherchant à minimiser la menace voire à l'escamoter dans le cas du SRAS.

Comme à Taïwan ou en Corée quinze ans plus tôt, l'industrialisation orientée vers l'exportation à tout va s'est traduite simultanément par la migration d'une main d'œuvre bon marché, l'appropriation ou la dégradation de terres des communautés paysannes et, en réaction, l'émergence de mouvements écologistes et de partisans d'un changement majeur en matière d'économie politique qui constituent la « nouvelle gauche ». Les émeutes, manifestations et conflits écologiques se sont accrus de 30 % en Chine en 2005 – qui a compté plus de 50 000 événements ; l'agitation sociale relative aux pollutions – est devenue selon un rapport « *une source contagieuse d'instabilité dans le pays* ». En effet, un grand nombre de mobilisations mêlent questions environnementales, sociales et politiques. Ce que le ministère de la Sécurité publique appelle « *les incidents en réunion* » est passé de 8 700 en 1995 à 87 000 en 2005, pour la plupart dans les campagnes. De plus le nombre de participants est passé d'une moyenne de 10 personnes ou moins au milieu des années 1990 à 52 personnes par événement en 2004¹². En avril 2005, à Huashui, dix mille policiers affrontèrent des villageois désespérés qui réussirent à remettre en cause des droits acquis à polluer leur terre.

Comme à Taïwan, les gens ont découvert dans les campagnes chinoises l'efficacité de l'action directe. « *Sans émeutes, rien n'aurait changé* » déclare Wang Xiaofang, un paysan de 43 ans. « *Les gens ont finalement atteint un point de rupture* »¹³. Comme en Asie du Sud-Est, les luttes pour la défense de

l'environnement et de la santé publique peuvent conduire à un élargissement de la conscience politique.

La force du mouvement écologiste en Chine ne doit pas être exagérée. Le nombre de ses échecs excède très largement le nombre de ses succès. Les alliances sont souvent spontanées et ne s'étendent pas au-delà du niveau local. Ce que Dale Wen appelle une coalition nationale « rouge-vert » pour le changement reste pour le moment une force potentielle qui doit être construite. Néanmoins, le mouvement écologiste n'est plus un acteur marginal. Il est devenu quelque chose avec lequel l'État et le capital doivent compter. En effet, le ferment rural est un facteur clé qui est réputé rendre l'actuelle direction du pays plus ouverte aux suggestions de « la nouvelle gauche » : un changement de la politique économique rompant avec la croissance rapide orientée vers les exportations au profit d'une stratégie de croissance soutenable, plus lente et orientée vers la demande domestique.

Le mouvement écologiste en Inde

Comme en Chine, l'environnement et la santé publique ont été des thèmes de combat. Au cours des vingt-cinq dernières années, le mouvement pour la défense de l'environnement et de la santé publique a explosé. Il est devenu une des forces vives qui travaillent à l'approfondissement de la démocratie indienne.

Le combat pour l'environnement et la santé publique remonte à loin, mais un seul grand événement a peut-être réellement permis au mouvement d'atteindre une masse critique : la fuite de gaz de Bhopal le 3 décembre 1984 qui a laissé échapper 40 tonnes d'isocyanate de méthyle, tuant immédiatement 3 000 personnes et causant entre 15 000 et 20 000 morts au total. La lutte pour une juste indemnisation des victimes de Bhopal se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

On observe actuellement une prolifération de luttes dans ce vaste pays. Il y a la campagne nationale contre les usines Coca Cola et Pepsi Cola car elles puisent dans les eaux souterraines et polluent les champs avec leurs épandages. Il y a des luttes locales contre l'aquaculture intensive dans des fermes du Tamil Nadu, d'Orissa et d'autres états côtiers. Il y a également la campagne non-violente mais déterminée menée par les fermiers contre les OGM, avec par exemple des pratiques d'arrachage ou de mise à feu des champs de riz OGM. Et bien sûr, il y a des mouvements contre les barrages comme le mouvement Narmada Bachao Andolan. Ces luttes ont fait émerger de grands leaders, dont certains sont devenus des figures clés de la lutte écologiste à l'échelle mondiale.

En matière de santé publique, le problème central vient de l'énorme pression des firmes pharmaceutiques étrangères pour que l'Inde adopte une législation sur les brevets serait cohérente avec l'accord sur la propriété intellectuelle

(ADPIC) de l'OMC. L'inquiétude porte sur le risque de voir disparaître la possibilité de produire des médicaments génériques à bas prix à la fois pour le marché intérieur et pour l'exportation. Que le pays choisisse de se plier ou pas à cet accord est devenu une question de vie ou de mort pour les 2 à 3,6 millions de personnes qui vivent avec le VIH en Inde – soit moins que l'Afrique du Sud ou le Nigeria – mais aussi pour la large frange de la population de nombreux pays africains infectée par le virus et qui dépend des importations de médicaments à bas prix pour être soignée.

Il y a deux ans, des amendements clés défendus par des forces progressistes ont été incorporés à la « loi sur les brevets indiens ». Il en a résulté, comme l'a écrit un journal influent, « *un régime de brevets relativement souple pour le moment* »¹⁴. Un de ces amendements déclarait que les firmes indiennes pouvaient continuer à produire et à mettre sur le marché les médicaments qu'elles produisaient avant le 1^{er} janvier 2005, après avoir payé des « royalties raisonnables » au détenteur du brevet. Sous le régime antérieur elles ne pouvaient pas faire cela. Un autre amendement important a permis que le processus d'exportation des médicaments vers un autre pays soit moins difficile car il n'est plus nécessaire de demander une licence à ce pays. Certains ont considéré que ces amendements n'ont pas été d'une grande utilité pour contrer l'offensive des multinationales visant à privatiser la connaissance au détriment de la santé publique. D'autres soutiennent que si les amendements peuvent sembler mineurs, ils ont leur importance car dans le monde byzantin des ADPIC, le diable est dans les détails.

Il faut aussi s'intéresser au mouvement écologiste indien le plus massif et le plus influent : le mouvement antibarrage. Les barrages sont une illustration de ce qu'était pour de nombreux gouvernements du tiers-monde la modernisation dans l'après-guerre : le rattrapage du niveau de développement de l'Occident. Dans le domaine de l'énergie, le projet technologique consistait à créer un nombre limité de centrales électriques – barrages gigantesques, usines fonctionnant au charbon ou au pétrole ou bien centrales nucléaires –, positionnées stratégiquement de manière à approvisionner en électricité les quatre coins du pays. Les sources d'électricité locales ou traditionnelles qui permettaient un certain degré d'autosuffisance étaient considérées comme arriérées. Si vous n'étiez pas relié à un réseau central, vous étiez arriéré.

L'électrification centralisée avec ses grands barrages, ses usines marchant au charbon et ses centrales nucléaires faisait fureur. Il y avait quasiment un ferveur religieuse dans cette vision des chefs et des technocrates qui qualifiaient leur travail quotidien d'« *électrification missionnaire* » : il s'agissait de connecter le village le plus éloigné au réseau central. Nehru, la figure dominante de l'Inde de l'après-guerre mondiale, a qualifié les barrages de « temples de

l'Inde moderne ». Une affirmation qui, comme le pointe l'auteure indienne Arundhati Roy, a réussi à s'imposer jusque dans les manuels d'école primaire dans toutes les langues de l'Inde. Les grands barrages sont devenus un objet de foi inextricablement lié au nationalisme. « *Questionner leur utilité c'est quasiment se rendre coupable de sédition* »¹⁵.

Dans son essai *The Cost of Living*, Roy observe brillamment qu'au nom de l'électrification missionnaire les technocrates indiens n'ont pas seulement construit « de nouveaux barrages et des plans d'irrigation... [mais ont aussi] pris le contrôle de petits systèmes traditionnels d'approvisionnement en eau qui existent depuis des milliers d'années et les ont laissés périr »¹⁶. Ici Roy nous fait part d'une vérité essentielle : l'électrification centralisée a empêché le développement de systèmes alternatifs qui auraient pu être plus décentralisés, plus orientés vers les besoins des gens, moins problématiques pour l'environnement et moins coûteux en capital.

De puissantes coalitions locales constituées de technocrates de l'énergie, des milieux d'affaire et des élites urbaines et industrielles ont porté le projet d'électrification centralisée. Malgré la rhétorique sur « *l'électrification rurale* », l'électrification centralisée était essentiellement acheminée vers les villes et les industries. De plus, dans le cas des barrages, cela a impliqué d'utiliser le capital naturel des campagnes et des forêts pour subventionner la croissance des industries basées dans les zones urbaines. L'industrie était le futur. L'industrie était ce qui produisait de la valeur ajoutée. L'industrie était synonyme de pouvoir national. L'agriculture était le passé.

Pendant que certains intérêts recueillaient des bénéfices, d'autres en payaient les coûts. Ce sont particulièrement les zones rurales et l'environnement qui ont subi les coûts de la centralisation de l'électrification. Des crimes immenses ont été commis au nom de la production d'électricité et de l'irrigation, dit Roy, mais ils sont cachés parce que les gouvernements ne les ont jamais enregistrés. En Inde Roy calcule que les gros barrages ont causé le déplacement d'environ 33 millions de personnes dans les cinquante dernières années, 60 % d'entre elles seraient des intouchables ou des peuples indigènes.

L'Inde n'a pas de politique nationale de réinstallation pour les populations déplacées à cause de ces barrages. Les coûts en matière d'environnement ont été gigantesques. Roy pointe le fait que « les preuves contre les grands barrages sont de plus en plus nombreuses : désastres dans l'irrigation, inondations causées, davantage de zones arides et de zones inondables qu'en 1947. Le fait est que pas une seule rivière en plaine n'est potable »¹⁷.

Les choses ont changé quand le gouvernement a annoncé ses projets de barrage sur la grande Narmada River à la fin des années 1970. Au lieu d'accepter tranquillement l'entreprise soutenue par la Banque mondiale, les populations

affectées se sont organisées pour résister et la mobilisation continue jusqu'à ce jour. Les mouvements Narmada Bachao Andolan menés par Medha Patkar sur le barrage Sardar Sarovar et par Alok Aggarwal et Silvi sur le barrage Maheshwar ont été soutenus dans toute l'Inde et internationalement. La résistance populaire menée principalement par des *adivasis* et des indigènes a réussi à faire plier la Banque mondiale qui a renoncé à son soutien financier au projet. De plus, les mobilisations ont fait prendre tellement de retard que l'achèvement du barrage est devenu incertain. La Cour suprême a ordonné l'indemnisation de tous ceux qui ont été affectés par la construction du barrage de Sardar Sarovar et, en mars 2005, a exigé l'arrêt de la construction du barrage jusqu'à ce qu'ils soient effectivement indemnisés. La construction du barrage a été arrêtée à 110,6 mètres, bien plus haut que les 88 mètres proposés par les militants, et plus bas que les 130 mètres que le barrage est supposé atteindre. L'issue du conflit n'est pas claire aujourd'hui et nous ne savons ce qu'il en sera, si la construction reprendra et quand, bien que le projet dans son entier soit censé être terminé en 2025¹⁸. Le destin du barrage Maheshwar est tout aussi peu clair.

L'impact politique de la lutte de Narmada a été aussi très important. Cette lutte s'est positionnée à la pointe des mouvements sociaux qui ont fait avancer la démocratie indienne et transformé la scène politique. La bureaucratie d'État et les partis politiques doivent maintenant écouter ces mouvements sous peine de se heurter à une opposition et, dans le cas des partis, de perdre le pouvoir. Les mouvements sociaux dans les zones rurales ont joué un rôle clé dans l'émergence d'une conscience de masse qui a permis la défaite en 2004 de la coalition néolibérale menée par le Parti nationaliste hindou (Bharatiya Janata Party – BJP) et dont le slogan pro-globalisation de campagne était : « *L'Inde brille* ». Son successeur, la coalition menée par le Parti du Congrès, a tourné le dos aux protestations rurales qui ont permis son élection et mis en place les mêmes politiques antiagriculture et pro-globalisation. Ce qui risque d'entraîner un retour de bâton dans un futur proche.

Le mouvement écologiste est aujourd'hui devant le plus gros défi de son histoire : le réchauffement climatique. Comme en Chine, la menace n'est pas loin, ni en termes de temps ni en termes d'espace. Le déluge que la ville de Bombay a connu en 2005 est dû à des précipitations exceptionnelles qui n'arrivent normalement qu'une fois par siècle¹⁹. Les glaciers himalayens perdent du terrain et l'un des plus grands recule à une vitesse qualifiée par un journal d'« *alarmante, et influençant le débit des fleuves descendant de l'Himalaya* »²⁰. 6 % de la population indienne, c'est-à-dire 63,2 millions de personnes, vivent dans des zones inondables vulnérables aux raz-de-marée²¹. Sur la côte du Gujarat, la hausse du niveau de la mer déplace des villages. C'est aussi le cas dans de

très nombreux endroits le long des 7 500 km de côtes indiennes. Un rapport indique que dans les « Sunderbans, deux îles ont déjà disparu de la carte, causant le déplacement de 7 000 personnes. Douze autres îles sont susceptibles de disparaître car la mer monte chaque année de 3,14 mètres. Cela créerait 70 000 réfugiés. Cinq villages dans le parc national de Bhitarkanakina dans l'Orissa, très connu pour ses tortues de type Olive Ridley, ont été submergés et dix-huit autres devraient connaître le même sort.²² »

Comme en Chine, le grand défi est de construire un mouvement de masse qui puisse mettre en cause non seulement l'élite mais aussi des secteurs de la classe moyenne urbaine qui ont été les principaux bénéficiaires de la stratégie économique de croissance élevée poursuivie depuis le début des années 1990.

Élites nationales et tiers-mondisme

J'ai voulu retracer l'évolution du mouvement écologiste de masse en Asie de l'Est et en Inde pour m'opposer à l'image répandue selon laquelle les masses asiatiques sont des éléments inertes qui acceptent sans critique les modèles d'industrialisation par les exportations destructeurs de l'environnement tels que promus par les élites gouvernantes. Il est de plus en plus clair pour les gens ordinaires dans toute l'Asie que ce modèle a ruiné l'agriculture, amplifié les inégalités de revenus, entraîné une augmentation de la pauvreté après les crises financières asiatiques et causé partout de très grands dommages à l'environnement.

Ce sont les élites nationales qui professent la ligne ultra tiers-mondiste selon laquelle le Sud a encore un gros quota de pollution alors que le Nord a dépassé son quota. Ce sont elles qui appellent à l'exonération des limites obligatoires d'émission de gaz à effet de serre du nouveau Protocole de Kyoto pour les pays en voie d'industrialisation rapide. Quand l'administration Bush dit qu'elle ne respectera pas le Protocole de Kyoto parce qu'il n'a pas d'effet en Chine et en Inde, et que les gouvernements chinois et indien disent qu'ils ne toléreront pas de limites à leurs émissions de gaz à effet de serre parce que les États-Unis n'ont pas ratifié le Protocole, ils forment en fait une alliance peu avouable pour permettre à leurs élites économique de continuer à éluder leurs responsabilités en matière d'environnement aux dépens du reste du monde. Cette alliance est désormais formalisée à travers le « Partenariat Asie Pacifique » créée en 2006 par la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée et les États-Unis pour concurrencer le Protocole de Kyoto négocié dans le cadre des Nations unies. Ce groupe a récemment recruté le Canada, désormais gouverné par le clone de Bush, Stephan Harper, et cherche à introduire la notion de limites volontaires, et non pas imposées, sur les émissions de gaz à effet de serre. C'est une dangereuse bande de pays qui n'ont pas grand-chose d'autre sur

leur agenda que de rejeter du carbone là où bon leur semble, car c'est ce que signifie réellement « *poser des limites volontaires* ».

Un besoin d'ajustement global

Il n'y a aucun doute que l'ajustement au réchauffement climatique pèsera largement sur le Nord et que cet ajustement devra avoir lieu dans les dix à quinze prochaines années. Cet ajustement nécessaire sera certainement plus important que les 50 % de réduction en 2050 par rapport aux émissions des années 1990 (ce qui est préconisé par le G8). Pour certains experts, c'est 90 à 100 % de réduction par rapport aux niveaux actuels qui pourraient être requis – ce qui voudrait dire zéro émission²³. Quel que soit le taux réel, il est évident que le Sud aura aussi besoin de s'ajuster, proportionnellement moins que le Nord, mais également de façon assez stricte.

L'ajustement du Sud n'aura pas lieu si le Nord n'en prend pas le chemin. Mais il n'aura pas non plus lieu si les leaders du Sud ne mettent pas à la poubelle le paradigme de forte croissance orientée vers les exportations promu par la Banque mondiale et la plupart des économistes auquel les élites et de nombreuses couches moyennes sont accros.

Les gens dans le Sud sont ouverts à une alternative au modèle de développement qui a échoué à la fois pour l'environnement et pour la société. Par exemple, en Thaïlande, un pays dévasté par la crise financière asiatique et englué dans de nombreux problèmes écologiques, globalisation et croissance tirée par les exportations sont devenus des gros mots. À la consternation du magazine *The Economist*, les Thaïlandais sont de plus en plus réceptifs à l'idée d'« économie de suffisance » promue par le monarque populaire King Bhumibol. C'est une stratégie tournée vers l'intérieur qui insiste sur l'autosatisfaction au niveau local et sur la création de liens plus forts entre réseaux économiques domestiques tout en « *travaillant modérément avec la nature* »²⁴.

La Thaïlande est peut-être une exception en ce qui concerne l'engagement d'une partie de l'élite en faveur d'une voie plus durable. Et même dans ce cas, l'orientation de ce groupe en faveur d'une alternative est questionnée par beaucoup. Ce qui est clair, c'est qu'on ne peut pas, dans la plupart des pays du Sud, dépendre des élites et de certains secteurs des classes moyennes pour changer de façon décisive le cours des choses. Au mieux ils tergiveront. La lutte contre le réchauffement climatique global aura besoin d'être menée par une alliance qui passera avant tout par les sociétés civiles progressistes du Nord et les mouvements de masse du Sud.

Comme au Nord, les mouvements écologistes au Sud ont connu des hauts et des bas. Il semblerait, comme dans tous les mouvements sociaux, qu'il faille une conjonction particulière de circonstances pour donner de la visibilité aux

mouvements écologistes après des phases de moindre activité ou pour transformer diverses luttes locales en un mouvement à l'échelle nationale. Dans le cas du réchauffement climatique, le défi auquel font face les militants du Nord et du Sud est encore plus grand : il s'agit de faire émerger les circonstances qui entraîneront la formation d'un mouvement de masse à l'échelle globale, capable de faire face de façon décisive à la plus grande menace de notre temps.

J'exprime ma reconnaissance à mes collègues Afas Jafri et Dale Wen pour leur aide dans la préparation de cet article. Je reste cependant seul responsable de toutes les éventuelles erreurs factuelles ou d'interprétation.

Traduit par Cédric Durand et Marie-Laure Geoffroy.

- 1 Professeur honoraire invité de Développement International à l'Université de St. Mary, Halifax, Canada. Analyste senior et ancien directeur exécutif de Focus on the Global South, Bangkok, Thaïlande.
- 2 Discours de Mohamad Mahathir, lors de la Conférence de l'ONU sur Environnement et Développement, Rio de Janeiro, 13 juin 1992.
- 3 La crise écologique en Corée est traitée longuement dans Walden Bello and Stéphanie Rosenfeld, *Dragons in Distress: Asia's Miracle Economies in Crisis* (San Francisco: Food First, 1990), p. 95-118.
- 4 *Ibid.*, p. 195-214.
- 5 *Ibid.*, p. 213.
- 6 Frieda Sinanu, « Coming of Age: Indonesia's Environmental Network Faces Dilemmas as it Turns 25 », *Inside Indonesia*, 2007; <http://insideindonesia.org/content/view/72/29/>.
- 7 Entretien avec Dale Wen, Focus on the Global South website, <http://www.focusweb.org/interview-with-dale-wen>.
- 8 *Ibid.*
- 9 Cité dans R. Ramachandran, « Coming Storms », *Frontline*, vol. 24, n° 7, avril 2007. <http://www.frontlineonline.com/fl2407/stories/2007042001609000.htm>.
- 10 Cité dans *ibid.*
- 11 Communication par e-mail, 25 sept. 2007.
- 12 Fred Bergsten et al., *China: What the World Needs to Know now about the Emerging Superpower* (Washington: Center for Strategic and International Studies and Institute for International Economics, 2006), p. 40-41.
- 13 « Increase in Environmental Unrest Causes Instability in China », *Green Clippings*, http://www.greenclippings.co.za/gc_main/article.php?story=20060906170952367.
- 14 V. Sridhar Siddharth Narrain, « A Tempered Patents Regime », *Frontline*, vol. 22, n° 8, 2005; <http://www.flonnet.com/fl2208/stories/20050422004602800.htm>.
- 15 Arundhati Roy, *The Cost of Living* London, Flamingo, 1999.
- 16 *Ibid.*
- 17 *Ibid.*
- 18 « Narmada River », *Wikipedia*; http://en.wikipedia.org/wiki/Narmada_River.
- 19 R. Ramachandran, « Himalayan Concerns », *Frontline*, vol. 24, n° 14, 2007; <http://www.flonnet.com/fl2404/stories/20070309006201000.htm>.
- 20 *Ibid.*
- 21 R. Ramachandran, « Coming Storms... ».
- 22 Dionne Busha, « Gone with the Waves », *Frontline*, Vol. 24, No. 14 (2007); <http://www.flonnet.com/fl2414/stories/20070727000206600.htm>.
- 23 Catherine Brahic, « Zero Emissions Needed to Avert "Dangerous" Warming », *New Scientist*, <http://environment.newscientist.com/article.ns?id=dn12775&print=true>.
- 24 *Thailand Human Development Report 2007: Sufficiency Economy and Human Development*, Bangkok, United Nations Development Program, 2007, p. 48-49.

Les bases possibles d'une reconstruction de la pensée développementaliste

La pensée du développement se trouve depuis quelques années à la croisée des chemins.

La doctrine néolibérale du développement a établi sa domination à partir du début des années 1980, anéantissant les modèles de développement antérieurs et rendant du même coup impensable, pour de longues années, une quelconque stratégie de long terme, à fortiori vers un objectif qui ne soit pas la reproduction du capitalisme des économies dominantes.

Or les politiques d'ajustement structurel (PAS) que cette doctrine a inspirées ne peuvent plus dissimuler leur échec. Cela oblige les institutions qui élaborent la doctrine libérale du développement, au premier chef la Banque mondiale, à adapter le « consensus de Washington ».

Cette crise contribue à ouvrir un espace nouveau à la réflexion sur ce que pourrait être une « nouvelle pensée développementaliste », à partir des acquis, mais aussi des erreurs et des contradictions des anciens modèles de développement. Une réflexion qui ne peut s'effectuer sans prendre aussi en compte les contraintes nouvelles de la phase actuelle de la mondialisation capitaliste. Une réflexion enfin à laquelle de nouvelles expériences de transformation sociale en Amérique latine confèrent une actualité renouvelée.

Un retour sur les pensées développementalistes des années 1950 à 1980 (qui sont loin

d'être unifiées) est riche d'enseignement pour la reconstruction de la pensée d'un développement « autre » : non capitaliste, non dépendant, non destructeur, vecteur d'émancipation humaine. À la fois par les leçons à tirer de leurs erreurs et limites, et par leurs enseignements propres au-delà des occultations et des falsifications symétriques opérées par le « consensus de Washington » triomphant et les « théories de la décroissance ».

Contrairement à ce que ces dernières cherchent à faire croire (Treillet 2007), la pensée du développement ne s'est pas constituée dans la continuité des théories des grands modèles de croissance. La vision « rostowienne » du développement est la vision linéaire d'étapes à franchir (Rostow 1963), sur le modèle de la Révolution industrielle au XVIII^e siècle en Europe puis du capitalisme nord-amé-

ricain. Or c'est précisément sur la base de la critique de ce modèle normatif que l'économie du développement s'est constituée dans les années 1950, dans le contexte de la décolonisation, des luttes de libération nationale et de l'affirmation politique du tiers-monde (Dockès et Rosier 1988, Treillet 2007). En France François Perroux (1981) distingue clairement le développement de la croissance : « Il est remarquable que l'analyse du concept même de croissance, tel qu'il a été défini, utilisé théoriquement et formalisé au cours des trente dernières années, révèle son insuffisance radicale pour fonder une politique économique à l'égard des pays en développement ou pratiquée par eux. L'aspect des phénomènes qu'il retient et isole par construction est, à lui seul, impropre à définir une stratégie à l'usage des pays riches et, a fortiori, des pays pauvres. La croissance "pour quoi?", "en vue de quoi?", "La croissance, bienfaitrice sous quelles conditions?", "la croissance pour qui? Pour certains membres de la communauté internationale, ou pour tous? Comment répondre pertinemment si l'on traite d'agréments supposés homogènes par construction? [...] Actuellement, personne n'ignore que la croissance peut être appauvrissante si, par exemple, elle entraîne destruction ou détérioration des ressources naturelles. On sait qu'elle ne prend pas en compte la détérioration ou la destruction éventuelle des hommes puisqu'elle ignore tout ce qu'on doit mettre sous l'expression imagée : amoncellement humain. (...) Prendre en considération le développement c'est faire comprendre le risque de la croissance sans développement. Il se réalise manifestement quand, dans les pays en développement, l'animation économique se cantonne autour des implantations de firmes étrangères ou de grands travaux sans s'irradier dans l'ensemble. Quant au développement sans croissance il est, abstraitement, contenu dans le slogan superficiel et malfaisant qui a eu un certain succès en Europe, voici quelques années : la croissance zéro ». » On voit ici un exemple de la relation dialectique qu'entretient la conception du développement qui s'élabore alors avec la question de la croissance. On peut ainsi rassembler un ensemble de propositions qui tracent une matrice théorique commune à cette philosophie hétérodoxe du développement :

- Le développement est un processus qui comporte des aspects qualitatifs (amélioration des conditions de vie de la population) et structurels (transformation globale et cumulative du fonctionnement des sociétés).
- La croissance du PIB est indispensable au développement, mais elle est loin d'être suffisante : il importe de préciser son contenu, les groupes sociaux qu'elle favorise ou défavorise.
- Les caractéristiques propres du sous-développement – désarticulation interne des systèmes productifs, domination par les économies développées, cercles vicieux de la pauvreté –, renforcent la nécessité de cette distinction dans le cas des pays « pauvres ».

- Le sous-développement n'est pas un retard de croissance : la colonisation, puis l'emprise néocoloniale, ont fait que ces sociétés ne sont pas dans une situation analogue à celle de l'Europe à la veille de la Révolution industrielle. Il existe des effets de structure et de domination qui génèrent des blocages spécifiques, internes et externes.
- Ces blocages nécessitent de la part des États des actions volontaristes et cohérentes destinées à les surmonter : les stratégies de développement. Ce socle théorique se retrouve dans les analyses structuralistes formulées à partir des années 1950 par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) sur la base de l'hypothèse de détérioration des termes de l'échange des exportations des pays en développement (Prebisch et Singer 1950). Le fait que dans cette conception le marché mondial soit le lieu d'un rapport de forces défavorable est étroitement articulé avec les déséquilibres structurels, productifs et sociaux, internes aux sociétés. Les théories de la dépendance des années 1960 et 1970 (S. Amin 1970, A. Gunder-Frank 1967, T. Dos Santos 1970), bien que se situant dans une approche critique des stratégies d'industrialisation, intègrent cette approche dans une analyse de classe : le sous-développement n'est pas un état mais un processus qui résulte du fonctionnement du capitalisme mondial, par l'interaction entre la dépendance externe multiforme à laquelle sont soumises les sociétés, et les rapports de classe par lesquelles les bourgeoisies et oligarchies nationales se font les relais de la domination impérialiste. Un processus de développement véritable ne peut donc s'opérer que dans une double rupture : rupture avec le marché mondial, transformation politique et sociale d'ampleur du pays.

Sur ces bases, les grandes stratégies d'industrialisation de 1950 à 1980 présentent des points communs :

- Elles comportent une intervention importante de l'État, qui contrôle le commerce extérieur, souvent le crédit bancaire, l'essentiel des ressources minières et parfois une grande partie de l'industrie.
- Elles orientent de façon prioritaire la production vers le marché intérieur, avec un degré de protectionnisme commercial et de contrôle des investissements des firmes multinationales plus ou moins poussé. Ce sont en Amérique latine les stratégies d'industrialisation par substitution des importations, dont on retrouve l'équivalent en Asie (Inde, Corée du Sud...) et dans une certaine mesure en Afrique, notamment au Nord (Égypte, Algérie, Maroc...).
- Elles mettent l'accent sur l'investissement dans le secteur secondaire, en particulier l'industrie lourde intensive en capital. En théorie, les débats se concentrent sur les arbitrages en matière d'investissement prioritaires en situation de pénurie de ressources, autour de deux axes :

- Quel secteur faut-il privilégier ? L'industrie ou l'agriculture, les biens d'équipement ou les biens de consommation, l'industrie lourde ou l'industrie légère ?
- Faut-il concentrer les investissements sur quelques secteurs privilégiés, ou les répartir de façon équilibrée entre un grand nombre de branches de l'activité économique, afin d'éviter les goulots d'étranglement ?

Dans la pratique, la balance va la plupart du temps pencher vers des stratégies concentrant les investissements dans quelques secteurs de l'industrie lourde. L'argument, avancé par les théories des « industries industrialisantes » de G. de Bernis pour l'Algérie, ou le modèle Feldman-Mahlanobis appliqué à la planification indienne, est que ce sont ces secteurs situés plus en amont dans la filière de production qui auront les effets d'entraînement les plus importants sur la croissance du reste de l'appareil productif. L'influence de la planification soviétique a joué aussi un grand rôle ; de fait seuls les pays les plus petits privilégient l'industrie de biens de consommation, le plus souvent par défaut.

Quel bilan de ces stratégies ?

Aujourd'hui ces stratégies sont quasi unanimement considérées comme ayant échoué, avec comme rançon la crise de la dette du début des années 1980. Malgré les points communs, les stratégies concrètes ne constituent pas un tout homogène, de nombreuses variantes existent : degré de proximité ou au contraire de rupture avec le marché mondial et avec l'économie de marché ; nature de classe du modèle social et politique. Et enfin, dans quelle mesure et jusqu'à quel degré peut-on parler d'échec sur les plans économique et social ? La réponse peut-être bien différente, pour chaque pays, selon la sous-période considérée : c'est souvent dans les dernières années du processus (fin des années 1960, années 1970) que les limites, les reculs et les contradictions les plus profondes sont apparues, jusqu'à dénaturer dans certains cas les principales caractéristiques de la stratégie mise en œuvre : ainsi c'est à partir des années 1960 que la réforme agraire au Mexique marque le pas de façon décisive. Une périodisation précise de l'évolution des économies est donc nécessaire : certaines, comme l'Inde, l'Égypte ou l'Argentine, ont commencé à appliquer des mesures de libéralisation et d'ouverture dès la fin des années 1960 ou le milieu des années 1970, donc bien avant la crise de la dette. En Amérique latine, les « régimes d'accumulation excluants », analysés par P. Salama et J. Valier (1991), et dont l'archétype est le Brésil à partir de la dictature militaire en 1964, présentent une industrialisation fondée sur les investissements étrangers, générateurs d'endettement extérieur et d'une aggravation des inégalités de revenus.

Ainsi, il ne paraît pas possible de comprendre les mécanismes des échecs ou des réussites en s'attachant uniquement aux critères quantitatifs que sont le taux de

croissance du PIB ou plus généralement les indicateurs macroéconomiques, sans prise en compte des évolutions structurelles. Selon quels critères juger en effet de l'échec ou de la réussite d'une stratégie de développement et comment arbitrer entre eux s'ils s'avèrent contradictoires ? On a pu observer dans plusieurs cas une amélioration indéniable des indicateurs de développement humain (santé, éducation, adduction d'eau), s'accompagnant de la dégradation d'indicateurs macroéconomiques (endettement, inflation, déficits extérieurs et budgétaires...). Est-ce le résultat d'une mauvaise gestion ou le prix inévitable à payer en situation de dépendance et de rareté des ressources ? À l'inverse, les institutions internationales ont parlé de « miracle économique » à propos de modèles de croissance au contenu très inégalitaire et dépendant, imposés par des régimes dictatoriaux (Brésil des années 1960, Chili des années 1980...).

Enfin, plusieurs pays ont connu une croissance industrielle et une diversification de leur appareil productif, tandis que depuis le début des années 1980, on constate (CNUCED 2003), des phénomènes massifs de désindustrialisation et de perte de cohérence des appareils productifs concomitants avec la croissance de la pauvreté, et qui ne se traduit pas par une amélioration des performances écologiques, bien au contraire, comme le montre aujourd'hui l'extension de la culture du soja transgénique en Argentine...

Une fois ces nuances essentielles posées, un débat mérite d'être mis en évidence : si échec de ces stratégies il y a eu, est-ce en raison de leurs objectifs même, ou au contraire parce qu'elles ne les ont pas poursuivis avec assez de cohérence et qu'un décalage irrémédiable s'est instauré entre les finalités affichées et les politiques effectivement suivies sur le terrain (Treillet, 2006 b) ? Par rapport à cette question, un clivage partage nettement la pensée du développement, autour de deux catégories de réponses : soit ces stratégies ont échoué parce que les bases mêmes sur lesquelles elles étaient fondées étaient erronées. Plus globalement, c'est la notion même de modèle et le volontarisme politique qui font l'objet d'une délégitimation. On retrouve là le noyau rationnel de la critique néolibérale et du « consensus de Washington ». Symétriquement, les théories de l'« antidéveloppement » et de la « décroissance » vilipendent l'objectif même de développement, en tant qu'il est assimilé par elles à la croissance illimitée du marché, certes, mais aussi en tant qu'il porte un objectif de progrès et de transformation sociale, le débat sur les moyens pour y parvenir (alternatives marché ou État, extraversion ou auto-centrage, etc.) étant considéré comme très largement secondaire. Ainsi, Serge Latouche (2001) explique : « Qu'il soit "durable", "soutenable" ou "endogène", il s'inscrit toujours, de manière plus ou moins violente, dans la logique destructrice de l'accumulation capitaliste ».

Soit au contraire ces stratégies ont buté sur des rapports de forces qui les ont conduites à s'éloigner de la cohérence des objectifs initiaux, en raison de dérives bureaucratiques, de biais technocratiques, d'absence de démocratie. C'est cette dernière interprétation qu'on reprendra ici, sans pour autant exonérer le développementisme de ses limites propres.

Pour rendre compte des échecs, un ensemble de faits stylisés sont couramment répertoriés, dont l'interprétation peut être bien différente selon la grille d'analyse retenue. On citera : l'oubli de l'agriculture et de la question paysanne ; la priorité accordée à l'industrie lourde au détriment des biens de consommation courante ; la persistance de comportements rentiers ; des politiques sociales centrées sur un salariat permanent minoritaire au détriment des activités informelles majoritaires, etc.

Ces différents constats sont interprétés par la théorie libérale en termes d'effets pervers (le « biais urbain »), d'éviction et de distorsion dans l'allocation des ressources dues notamment aux interventions de l'État, à la défense des revenus salariaux, à des politiques sociales universalistes.

Mais encore faut-il ne pas se tromper dans l'identification de ce qu'on interprète. Dans un grand nombre de cas, des régimes populistes, issus d'un processus révolutionnaire (comme au Mexique à partir de 1910-1917 ou en Bolivie après 1952) ont commencé par mettre en œuvre un processus de transformation sociale, notamment une réforme agraire (active au Mexique jusqu'aux années 1960) qui va ensuite ralentir ou s'arrêter. Par ailleurs, peut-on diagnostiquer, comme le font la Banque mondiale et le FMI, un échec des stratégies fondées sur l'intervention de l'État, dans les cas où son rôle et sa capacité d'orientation économique ont – dès les années 1960 – été subordonnés aux priorités des firmes multinationales et des intérêts privés ?

De la même façon, ce ne sont pas des stratégies fondées sur la construction d'un marché intérieur qui ont échoué dans les cas où rien (ou si peu) n'a été fait pour construire véritablement celui-ci, que ce soit par des réformes agraires ou des réformes fiscales. Nulle part ou presque une fiscalité progressive n'a permis de limiter un tant soit peu la concentration extrême des revenus et des patrimoines, à l'origine de la fuite massive des capitaux pratiquée par les classes dominantes. Le rôle joué par l'oligarchie foncière et par la persistance d'une rente dans le blocage du développement en Amérique latine peut être montré *a contrario* par la dynamique d'accumulation des économies d'Asie de l'Est (Corée du Sud, Taïwan) où les propriétaires fonciers ont cessé d'être la classe dominante après 1945 : si ces sociétés n'en présentent pas moins des inégalités sociales importantes, pour d'autres raisons, la remontée de filière industrielle et le relatif succès d'une substitution d'importation y sont au rendez-vous.

Les insuffisances de départ sont génératrices de cercles vicieux qui vont contribuer à éloigner encore davantage les stratégies des objectifs affichés. En effet, comme l'analyse F. Yachir (1993) à propos des pays arabes, « les contradictions économiques du modèle de “capitalisme d'État indépendant”, c'est-à-dire son incapacité à réduire la dépendance alimentaire et technologique, et sa tendance à entretenir un déficit extérieur et un endettement croissants, remettent en question le processus de construction de pouvoirs économiques nationaux et tendent dès lors à soumettre complètement une économie déjà insérée dans la division internationale du travail aux opérateurs étrangers ». Il note par ailleurs que cette tendance « n'est pas spécifique du monde arabe, puisqu'on peut observer la même instabilité des modèles de “capitalisme d'État autonome” en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et en Asie ». Enfin, le choix d'une industrialisation intensive en capital et en technologies a souvent, à l'opposé de ce qui était anticipé, été générateur de dépendance accrue. Comme le note B. Rosier (1983) « pour brûler les étapes, les techniques les plus modernes des pays capitalistes développés sont mises en place dans l'espoir de parvenir rapidement à une véritable indépendance économique ». Or même les plus grandes économies (Algérie, Inde, entre autres) ne sont pas parvenues à une autonomie technologique. C'est ce que B. Rosier appelle l'« échec du mimétisme technologique » qui combine :

- L'absence de prise en compte de critères qualitatifs dans l'évaluation des résultats.
- Des transferts imitatifs des technologies en provenance des pays capitalistes industrialisés, sans questionnement du modèle d'industrialisation qui leur était associé.
- Une sous-estimation de la difficulté à maîtriser nationalement et à intégrer à la planification l'ensemble du processus, une fois le transfert réalisé avec un poids prédominant des formules intégrées (usines « clés en mains »), et ce d'autant plus qu'aucune politique industrielle cohérente n'est mise en œuvre pour susciter les « effets d'entraînement ».

Dans de tels processus, le piège de la dépendance cumulative résulte du caractère de neutralité sociale attribué abusivement par les planificateurs aux technologies transférées, occultant le type de division du travail, de répartition des revenus, ou de modalités sociales de détermination des priorités qu'elles traduisent. Ce qui doit donc être mis ici en cause, c'est tant l'objectif de rattrapage industriel en tant que tel, fondé sur des critères uniquement quantitatifs, que l'absence totale ou quasi-totale de démocratie dans la construction des choix. Dans cette optique, ces stratégies peuvent être critiquées pour n'avoir pas poussé assez loin la rupture inaugurée par la théorie du développement par rapport aux théories de la croissance.

Enfin, peut-on mettre sur le même plan des tentatives réelles de développement autocentré qui ont recherché une transformation des rapports sociaux, et ont échoué du fait de la disproportion des rapports de forces qui les ont conduites à une défaite ou à une normalisation (Guatemala, Chili, Nicaragua, Burkina-Faso, Tanzanie...) et les expériences, beaucoup plus nombreuses, d'accommodement avec le système mondial capitaliste et les intérêts des bourgeoisies ou oligarchies locales ?

Conclusion

Ces limites intrinsèques du développementalisme, interprétées à l'aune des rapports de forces des années 1960 et 1970, doivent être complétées par la prise en compte des contraintes nouvelles qui sont celles de la mondialisation néolibérale comme étape du capitalisme contemporain. On pourra rapidement en dénombrer trois principales :

- La prise en compte des modalités de la mondialisation : si des sas de protection sont nécessaires à différents degrés entre économies de niveaux de revenus et de productivité différents, quelles formes doivent-ils prendre ? Comment bâtir une politique industrielle cohérente à l'heure de l'unification mondiale maximale des technologies ?
- L'urgence de la contrainte écologique : celle-ci était assez largement absente des préoccupations des grandes stratégies d'industrialisation, alors même que la distinction croissance/développement, qui impose de s'interroger sur le contenu social de la croissance, englobe potentiellement ce type d'interrogation : quels secteurs convient-il de faire croître ou de faire décroître ?
- La démocratie et les institutions : le « nouveau consensus de Washington », qui met au premier plan la « gouvernance », entendue comme une modèle universel de « bonnes institutions » susceptibles de relancer la croissance, répond à sa façon à une question longtemps négligée par les stratégies hétérodoxes (Lafaye de Micheaux et Ould-Ahmed 2007). J. Stiglitz (1998), lui aussi, apporte une réponse qui a l'apparence du bon sens : une stratégie de développement efficace ne peut faire l'économie de la construction d'une légitimité sociale dans la population, avec une démocratie la plus étendue possible dans la construction des choix. Mais une telle approche comporte une part d'idéalisme qui laisse dans l'ombre deux dimensions essentielles : l'existence d'antagonismes de classe et de processus de domination – internes et externes – qui rendent précisément nécessaire la mise en œuvre d'une stratégie de développement, stratégie qui a aujourd'hui toutes les chances de heurter de front les intérêts des classes dominantes et de l'impérialisme.

Références

- Amin, Samir, *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1970.
- CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement*, 2003.
- Dockès, Pierre et Rosier, Bernard, *L'Histoire ambiguë, croissance et développement en question*, Paris, PUF, 1998.
- Dos Santos, Teotonio, "The structure of dependance", *American Economic Review*, vol. 60, n° 2, 1970.
- Gunder-Frank, André, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, New York, Monthly Review Press, 1967.
- Lafaye de Micheaux, Elsa et Ould-Ahmed, Pepita, « Les contours d'un projet institutionnaliste en économie du développement », p. 9-37, in *Institutions et Développement*, E. Lafaye de Micheaux, E. Mulot, P. Ould-Ahmed (dir.), Rennes, PUR, 2007.
- Latouche, Serge, « Pour en finir une fois pour toutes avec le développement », *Le Monde Diplomatique*, mai 2001.
- Perroux, François, *L'Économie du xx^e siècle*, Grenoble, PUG, 1991 (1^{ère} éd. 1961) ; « Qu'est-ce que le développement ? » *Études*, janvier 1961 ; *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier, 1981.
- Prebisch, Raul, *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, New York, United Nations, 1950.
- Rosier, Bernard, « Le développement économique, processus univoque ou produit spécifique d'un système économique ? Une approche en terme de type de développement », *Économies et sociétés*, série F, n° 29, Grenoble, PUG, 1983.
- Rostow, Walt W., *Les Étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 1963.
- Salama, Pierre et Valier, Jacques, *L'Amérique latine dans la crise, l'industrialisation pervertie*, Circa, Nathan, 1991.
- Singer, Hans, « The Distribution of Trade between Investing and Borrowing Countries », *American Economic Review*, n° 40, p. 473-485, 1950.
- Stiglitz, Joseph, « Towards a New Paradigm for Development : Strategies, Policies and Processes », 9th Raul Prebisch Lecture, Palais des Nations, Genève, 19 Octobre, UNCTAD, 1998 (Chap. 2 in *The Rebel Within*, pp. 57-93).
- Treillet, Stéphanie, « Des conditions de la reconstitution d'une économie du développement hétérodoxe », *Économies et Sociétés*, Grenoble, PUG, n° 9, 1996 ; *L'Économie du développement, de Bandoeng à la mondialisation*, Paris, Circa, A. Colin, 2006 (a) ; « Les différentes dimensions de "l'échec" des stratégies de développement : une question aux enjeux contemporains », p. 167-187, in J.-M. Harribey et E. Berr (dir.), *Le Développement en question*, Bordeaux, PUB, 2006. (b) ; « L'impasse de l'antidéveloppement », p. 41-62, in E. Lafaye de Micheaux, E. Mulot, P. Ould-Ahmed, *op. cit.*, 2007.

- Yachir, Fayçal, « Le facteur transnational dans l'économie arabe contemporaine », in S. Amin, (dir.) *Mondialisation et Accumulation*, l'Harmattan, 1993.

Capitalisme, crises et développement

Jean-Marie Harribey

Économiste à l'Université Bordeaux-IV, coprésident d'Attac-France.

Que faire?

Croître et décroître?

Le programme ouvert par les Nations unies en adoptant en 1987, et en faisant adopter par tous les gouvernements du monde en 1992, le concept de développement soutenable ou durable a eu au moins deux mérites. Celui d'intégrer ensemble une préoccupation d'ordre social à travers l'impératif de satisfaire les besoins du présent et une préoccupation d'ordre écologique à travers l'impératif de ne pas compromettre la satisfaction des besoins des générations futures. Il a aussi été l'occasion pour de nombreux chercheurs et acteurs de renouveler la discussion théorique et politique autour du développement. Car, bien vite, sont apparues les ambiguïtés, les insuffisances et les contradictions du concept de développement soutenable, devenu en quelques années le paravent de l'inaction ou, pire, le moyen de travestir un développement humain durable en développement durable des bonnes affaires.

Le rapport Brundtland avait été clair: « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable. »¹ Il pariait sur la possibilité qu'offrirait perpétuellement le progrès technique de substituer du capital manufacturé aux ressources naturelles épuisées. La conception de la soutenabilité qui prévalait était, selon le terme même de ses partisans, dite faible.

Face à la régression théorique et stratégique que représente l'hypothèse de substituabilité, quelles sont les autres démarches envisageables? On peut discerner dans le débat public deux pôles qui partagent en grande partie la critique du productivisme mais qui se séparent sur les solutions: l'un regroupe les tenants de la décroissance, l'autre les partisans d'une redéfinition radicale du développement. Nous allons présenter ci-dessous quelques-unes des raisons qui nous font nous écarter de la première voie avant d'indiquer autour de quels axes la seconde pourrait constituer une amorce de dépassement des crises jumelées qui frappent le social et l'écologie avec d'autant plus de violence que le capitalisme parachève depuis trente ans la marchandisation du monde.

1. Décroître ?

Quelle est la portée de la critique énoncée par les théoriciens de la décroissance ? À première vue, on peut croire à une radicalité exemplaire. Mais elle recèle, de manière explicite ou implicite, des failles qui l'affaiblissent considérablement.

Le refus du développement

Le principal axe fédérateur du courant de la décroissance est celui de la critique radicale du développement et du progrès, allant même jusqu'à récuser définitivement ces notions. Le premier argument invoqué, notamment par François Partant, Serge Latouche et Gilbert Rist² est de constater que le développement fut, au cours de l'histoire moderne, le vecteur de la domination occidentale sur le reste du monde. Domination économique, politique, souvent militaire, et surtout culturelle. Elle s'est soldée par la désintégration des économies et des sociétés traditionnelles, sans même que les populations ainsi déstructurées et acculturées aient pu, dans leur grande majorité, accéder aux bienfaits supposés du développement.

Un deuxième argument consiste à récuser la distinction traditionnelle faite par les économistes du développement entre croissance et développement, la première étant la condition nécessaire mais non suffisante du second, celui-ci intégrant les aspects qualitatifs de l'amélioration du bien-être. Le motif est que, historiquement, on n'aurait jamais constaté l'une sans l'autre, et que les dégâts de l'une sont aussi les dégâts de l'autre. Les théoriciens de la décroissance assimilent l'ensemble de l'économie du développement au paradigme de William Rostow selon lequel le schéma des « cinq étapes de la croissance »³ conduit nécessairement au bien-être. Ils assimilent donc ainsi toutes les théories et les stratégies de développement, aussi hétérodoxes qu'elles aient prétendu être, à ce modèle linéaire dans lequel il est impossible de distinguer croissance et développement, pour le meilleur et pour le pire, le bilan étant nettement défavorable.

Il en résulte une dénonciation catégorique du développement « durable », « soutenable », « humain » ou associé à un quelconque autre qualificatif, car il s'agit, selon le mot de Latouche, d'un oxymore. Le développement ne peut être autre que ce qu'il a été, comme naguère certains parlaient du « socialisme réellement existant ». Et s'il n'y a pas d'autre développement que celui-ci, c'est parce que l'Occident a « inventé l'économie », entendue comme activité séparée du reste de la société et lui imposant sa logique de rationalisation. Autrement dit, les théoriciens de la décroissance reprennent la notion de désencastement de Karl Polanyi⁴, mais en la prolongeant de manière inattendue, tantôt en proposant de réencastrier l'économie dans le social, tantôt en pro-

posant de « sortir de l'économie » pour se défaire définitivement de l'économisme. La décroissance serait alors, selon Paul Ariès, un « mot obus »⁵, afin de « décoloniser l'imaginaire », ajoute Latouche en reprenant un concept de Cornelius Castoriadis.

La thèse décroissanciste entend donc se situer au niveau de la philosophie politique, puisque nombre de ses théoriciens remettent en cause la philosophie des Lumières qui nous a légué une conception du progrès qu'il ne suffit pas de considérer comme dépassée car elle contient en elle la domestication de la nature et un universalisme des valeurs et des droits qui fait fi de la diversité culturelle dans le monde. Ce versant relativiste est revendiqué avec plus ou moins de force à l'intérieur du courant de la décroissance ; en effet, il constitue l'un des différends en son sein et l'une des principales raisons conduisant à s'en démarquer.

Des failles de la décroissance

Les critiques adressées à la thèse de la décroissance et du refus du développement n'invalident pas celles qui sont portées contre le productivisme. Mais elles visent à poser dans toutes leurs dimensions les termes d'un débat qui n'est à ce jour qu'amorcé. Les unes relèvent du registre économique, les autres, plus complexes, relèvent de la philosophie politique.

Si ce mot d'ordre était appliqué indistinctement, et à fortiori sans limite, à tous les types de productions et à toutes les populations du monde, il omettrait deux éléments essentiels : les tendances démographiques et les besoins humains.

Selon les projections moyennes aujourd'hui réalisables, la population mondiale augmentera de moitié dans les 50 ans à venir. La croissance démographique n'est plus exponentielle puisqu'elle tendra à se stabiliser, mais la thèse de la surpopulation est tout de même, au moins implicitement, répandue parmi les partisans de la décroissance. Selon A. Naess⁶, la diminution de la population mondiale est impérative. Jusqu'où ? La question n'a pas de réponse nette : Latouche évoque le nombre de 3 milliards⁷, celui de la population en 1960, date à laquelle l'humanité aurait dépassé une empreinte écologique de 100 %. Mais personne ne se risque à dire comment y parvenir, tellement le principe même de cette proposition va au-delà du malthusianisme, remis au goût du jour par Paul Ehrlich⁸, pour rejoindre les thèses eugénistes.

Les partisans de la décroissance restent également évasifs sur le point jusqu'où il faudrait faire décroître la production. Seul Latouche avance l'idée de revenir à « une production matérielle équivalente à celle des années 1960-1970 »⁹. S'il s'agit du niveau atteint à cette date par les pays riches, cela signifie que les pays pauvres auraient le droit de les rejoindre à ce niveau ; or Latouche récuse le principe même de cette imitation, synonyme selon lui d'ac-

culturation. Sans parler du fait que c'est le productivisme débridé enclenché pendant les Trente Glorieuses dont nous payons le prix aujourd'hui.

L'opinion renvoyant l'extrême pauvreté à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur registre imaginaire, comme le dit Latouche, est-elle recevable ? Dans l'état de dénuement d'une grande partie de la population mondiale, sans eau potable, sans écoles, sans hôpitaux, il est faux d'opposer la qualité du bien-être à la quantité de biens disponibles si l'on appelle *développement* la possibilité pour tous les habitants de la terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation. En récusant le concept de développement, les théoriciens de la décroissance s'éloignent d'ailleurs de leur inspirateur Georgescu-Roegen qui ne le confondait pas avec la croissance¹⁰. De même, la déconnexion du développement de la croissance est envisagée par Hermann Daly¹¹ ou par les économistes d'Attac¹². Par ailleurs, les dégâts, en termes de dégradations et de pollution, occasionnés par le productivisme sont tels qu'ils nécessiteront des activités de réparation très importantes qui constitueront une occasion de croissance du PIB, sans qu'elle puisse être considérée comme une amélioration du bien-être par rapport à la situation précédant les dégâts, mais sans laquelle la diminution du bien-être serait indiscutable. La question des transitions pour modifier les sources énergétiques, les systèmes de transports, les modes de chauffage, l'habitat, l'urbanisme, etc., est évacuée. De plus, si la décroissance intervenait de manière globale dans les pays riches, l'impasse serait faite sur la précarisation du salariat intervenue au cours des trente dernières années et sur la recrudescence d'une pauvreté de masse.

Enfin, bien que le PIB soit critiquable en tant qu'indicateur de bien-être, il contient le produit non marchand (éducation, santé, etc.), vecteur d'une socialisation d'une partie de la richesse produite et d'une redistribution, même si elle est modeste, des revenus. En France, un quart du PIB est socialisé sous forme de services non marchands et près d'un autre quart est redistribué sous forme de transferts sociaux. La réflexion sur l'utilité sociale de la production, c'est-à-dire sur son contenu, devrait s'inscrire dans un programme de recherche visant à réhabiliter la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange¹³. Dans ce cadre, on peut envisager de déconnecter le développement de la croissance. Au contraire, sortir de l'économie monétaire, comme le laissent entendre certains partisans de la décroissance, ne pourrait déboucher que sur un recul des solidarités collectives et un refuge dans les assistances individuelles, familiales ou communautaires, pendant que les compagnies d'assurances prospéreraient sur fond de désocialisation de la richesse.

À trop répéter que l'économie a été inventée par l'Occident, on risque de confondre l'acte de production – qui est une catégorie anthropologique – et les

conditions sociales de sa réalisation – catégorie historique –, ou le « procès de travail en général » et le « procès de travail capitaliste », comme disait Marx. D'où les assimilations par certains théoriciens de la décroissance entre l'économie et le capitalisme, leur affirmation qu'avant le capitalisme il n'y avait pas d'économie, leur refus de considérer avec attention les expériences d'« *économie solidaire* » et plus généralement tout projet d'économie non capitaliste.

Le paradoxe est que le courant de la décroissance adopte une posture très critique à l'égard du capitalisme. Mais la critique de celui-ci se fait le plus souvent au nom du passé. Les communautés traditionnelles sont magnifiées alors qu'elles connaissaient pour la plupart des phénomènes de domination, notamment des hommes sur les femmes. Bien que plusieurs théoriciens de la décroissance les plus en vue, notamment les théoriciens français, ne soient aucunement liés au courant de l'écologie profonde, les thèses de celle-ci voisinent avec celles de la décroissance. Si la Terre est un être vivant ressortissant à un ordre cosmique autonome et supérieur à l'espèce humaine, elle est sacralisée et l'ordre social est biologisé. La société est un corps biologique qui se décompose sous les coups de l'occidentalisation, rongée par le cancer de la modernité. Il y aurait donc une essence humaine dont la science et la modernité nous auraient dépossédés, en même temps qu'elles nous auraient fait quitter un ordre naturel qu'il s'agit de retrouver. Critiquant ce courant, Cyril Di Méo¹⁴ avance l'hypothèse que la recherche d'un ordre supposé naturel rassurant est la transposition des angoisses devant le tragique de l'existence : le refus de la finitude de l'Homme dans un univers qui apparaît comme infini conduit à se réfugier dans des arrière-mondes religieux.

L'un des sous-courants de l'écologisme appelé « *écoféminisme* » associe la fertilité féminine à la fertilité biologique ; ainsi, les femmes sont-elles les mieux à même de respecter la nature malmenée par le système patriarcal et d'aller vers la décroissance. Cette vision naturalise la position de dominé(e) et est à l'opposé de l'idée de genre qui vise à analyser les constructions socio-culturelles des rapports entre les sexes.

La naturalisation des conditions sociales et le retour du religieux vont de pair avec la délégitimation du politique. L'espace politique comme lieu de médiation et de transformation est répudié au nom d'une radicalité libertaire ou religieuse, comme chez Bernard Charbonneau ou Jacques Ellul, et la méfiance s'installe vis-à-vis de l'État-providence et de ses institutions comme chez Ivan Illich. L'espace individuel est conçu comme le seul espace possible de transformation sociale et nourrit la dépolitisation des sociétés individualistes, c'est-à-dire la crise du politique.

Sur quoi fonder l'écologie demande Edward Goldsmith¹⁵ ? Pas sur la science mais sur la foi, répond-il. Il s'agit donc de réenchanter le monde. Alors que la

modernité avait laïcisé la société, confinant la religion à la sphère privée, le religieux est réintroduit dans l'ordre politique pour détruire celui-ci comme lieu de construction de la cohabitation entre les humains.

Pour les théoriciens de la décroissance et du refus du développement, la coupable est finalement la Raison, confondue avec la rationalité capitaliste, qui a désacralisé, « *désenchanté* » le monde. La nécessaire critique de l'instrumentalisation de la Raison tombe alors dans un relativisme qui met sur le même plan la science et la croyance. Or, s'il existe des croyances au sein de la science – l'économie en est un bel exemple –, la science possède des garde-fous – la Raison précisément et la vérification – qui lui évitent de se perdre dans la crédulité. Derrière la critique de la Raison, il y a le rejet des Lumières et de l'idée même que puissent être construits des droits universellement respectés pour tous les humains.

2. Élargir la sphère non marchande

S'il est une leçon à tirer de la discussion autour de la décroissance et des impensés de cette thèse, c'est bien de ne pas séparer la critique du productivisme de celle du capitalisme dont la dynamique pousse à toujours marchandiser davantage les activités humaines. Remettre en cause simultanément les rapports sociaux capitalistes et le productivisme signifiera donc contenir, puis faire reculer la sphère marchande et, corrélativement, élargir la sphère non marchande, c'est-à-dire la part de la richesse qui sera socialisée. Or, malheureusement, il n'existe pas de corps théorique stabilisé légitimant l'existence d'une sphère non marchande. Comment peut-on faire pour jeter les bases d'une économie politique de cette dernière ?

Au sein de la théorie économique libérale, règne la thèse du caractère parasitaire de l'activité publique non marchande financée par prélèvement sur l'activité marchande des agents privés qui, de ce fait, se voit limitée (par l'effet d'éviction et la montée des taux d'intérêt). La conséquence normative de cette approche est de verrouiller la politique monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics, obligeant les États à emprunter sur les marchés financiers.

Au sein de la théorie marxiste, la conviction du caractère improductif des travailleurs fournissant les services non marchands – quand ce n'est pas des services tout court – est solidement enracinée : ils sont financés par prélèvement sur la plus-value capitaliste. Penser dans ces conditions la démarchandisation est impossible puisque la non marchandise dépendrait de l'existence de la marchandise. Quant à l'alliance de classes entre les travailleurs des deux sphères, elle est, dans ces conditions, hautement improbable.

Le caractère productif du travail dans les services non marchands

La définition du travail productif n'a de sens que relativement aux rapports sociaux dominants. Ainsi, la distinction de Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste garde toute sa pertinence pour différencier le travail productif de valeurs d'usage et le travail productif de valeur et de plus-value pour le capital. Il est crucial également de rejeter la matérialité ou l'immatérialité du produit comme critère de définition du travail productif. Marx l'explique : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. »¹⁶ Seuls doivent entrer en ligne de compte la nature du rapport social qui est noué à l'occasion de la production des biens et des services et le caractère ou non de marchandise de ces biens et services. S'il s'agit d'un travail salarié produisant des marchandises, il est productif de capital (et, dans le même temps bien sûr, de valeur et de revenu correspondant). S'il s'agit d'un travail salarié produisant des services non marchands, il ne produit pas de capital. Produit-il le revenu qu'il perçoit ? Non, répondent à l'unisson le libéralisme, le marxisme traditionnel, de même que certains théoriciens du capitalisme cognitif¹⁷ : tous laissent en suspens la question de savoir sur quelle base non réalisée serait prélevé le revenu versé. Nous proposons de montrer que, lorsque les besoins collectifs sont anticipés, le travail qui y est consacré produit les valeurs d'usage désirées, il produit aussi leur valeur monétaire non marchande et le revenu distribué correspondant.

Au sein du mode de production capitaliste, la plupart des valeurs d'usage se présentent sous la forme monétaire, mais certaines sont marchandes et les autres ne le sont pas. Schématisons une économie de la manière suivante. Les forces productives sont partagées entre un secteur marchand capitaliste produisant des biens de production et des biens de consommation et un secteur non marchand produisant des services collectifs. La présentation habituelle selon laquelle, en termes libéraux, l'État prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives, ou, en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste, est-elle recevable ou aboutit-elle à une impasse logique ?

L'anticipation des besoins collectifs

Il y a dans toute formation sociale dominée par le capitalisme deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés – la demande dite effective qui assure un certain

niveau d'emploi – pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées de façon pérenne l'éducation, la sécurité, la justice et les tâches d'administration publique. L'anticipation de services non marchands et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers que l'on peut assimiler à un prix socialisé. En termes postkeynésiens, on dirait que de la monnaie reflue à son point de départ.

Pour appuyer ce raisonnement, effectuons un raisonnement du type « passage à la limite » : imaginons que, dans cette économie, la propriété privée des moyens de production tende à disparaître et que, en conséquence, la proportion de la propriété publique tende vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. À cette contradiction logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de produit et de revenu nouveaux.

Cependant, il faut encore distinguer, dans ce cas où la production est totalement publique, la part marchande et celle non marchande, cette dernière pouvant être considérée, selon la norme habituelle, comme financée par les surplus prélevés sur la première, l'État accumulant ainsi du capital dont une fraction serait destinée à cet emploi. Le raisonnement à la limite doit être alors appliqué à l'évolution relative des productions marchande et non marchande. Si la collectivité décide de socialiser progressivement le financement de toute la production pour lui donner le caractère non marchand, la production marchande de plus en plus réduite ne peut être tenue pour la source de celle qui n'est pas marchande. Par ailleurs, si la distinction entre production matérielle et production immatérielle était envisagée pour faire de la première la source

de la seconde, dans la mesure où l'une tend à décliner relativement à l'autre, cette considération se heurterait à la même objection que précédemment. Aussi, de manière générale, l'idée selon laquelle une part croissante de l'activité de production de valeurs d'usage est financée par une autre activité en régression relative continue est insoutenable.

Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production tout court et revenu seraient inchangés, voire, dans une perspective dynamique, diminueraient à terme si les classes pauvres dont la propension marginale à consommer est plus forte se voyaient privées d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

Une critique radicale des dits « prélèvements obligatoires » devient dès lors possible, non point pour délégitimer les services collectifs à l'instar de la doctrine libérale, mais pour critiquer celle-ci dans la mesure où l'idée même d'un prélèvement *préalable* à la production des services collectifs non marchands est une aporie, et du même coup critiquer la vision marxiste la plus couramment rencontrée.

Économiser conjointement les ressources naturelles et le travail

Au cours des deux dernières décennies, il était de bon ton de jeter aux orties les fondamentaux de la critique de l'économie capitaliste, sous prétexte de « *d'échec du marxisme* ». Or, la critique du rapport social salarial n'a pas pris une ride : la force de travail manuelle et intellectuelle est seule productrice de valeur économique, n'en déplaie aux partisans des fonds de pensions et autres fonds spéculatifs. Et cette force de travail est exploitée et aliénée, de plus en plus à l'époque du néolibéralisme, d'où l'extraordinaire enrichissement des riches, via les revenus financiers. Au lieu de cela, quel bric-à-brac idéologique nous a servi l'orthodoxie ayant gagné les rivages de la gauche ? Le travail n'est plus la source de la valeur (économique) et, sur cette base prétendument objective, sa « valeur » disparaît, entendue au sens économique et philosophique. Dans ces conditions, l'objectif du plein emploi devient une vieille lune. Les penseurs, et notamment les économistes, classés à gauche seraient-ils atteints de cécité, au point de ne pas voir la récurrence de crises financières qui traduisent toujours en fin de compte les soubresauts et les contradictions de l'accumulation du capital et d'ignorer que les bonnes affaires comme les mauvaises sont payées par le travail ? Sans doute une dose d'aveuglement et aussi une de cynisme. Car, finalement, la méconnaissance de la réalité du travail renvoie à la pusillanimité, pour ne pas dire le refus, des politiques à remettre en cause la répartition des revenus directement issue de l'ordre néolibéral. Le chômage est une question d'affectation des gains de productivité : davantage pour

les dividendes que pour la masse salariale ou l'investissement. Idem pour le financement de la protection sociale: le leitmotiv étant désormais de faire reculer la part de la richesse socialisée. Idem pour le développement de la plupart des pays émergents: priorité à l'insertion dans le jeu des multinationales qui tirent profit d'une main-d'œuvre bon marché plutôt que de répondre aux besoins des populations locales. Idem pour le financement des investissements nécessaires à la préparation d'une économie écologique: comment pourrait-il se faire si la plus grosse part du surplus social sert la rente?

La pensée de « gauche » sur le travail ressemble donc à un champ de ruines. Par où reconstruire un rapport de forces plus favorable au travail? À partir de deux entrées désormais indissociables. La première concerne la réduction des inégalités. À l'échelle nationale et européenne, il y a urgence à mettre hors concurrence les services publics et hors marché la protection sociale, qui sont les deux domaines par lesquels l'égalité peut être approchée, de même qu'il est temps d'envisager partout un salaire minimum avec des niveaux progressivement convergents. À l'échelle mondiale, les conventions de l'Organisation internationale du travail doivent au minimum être appliquées, les accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux léonins doivent être bannis et l'émergence de formes de commerce plus équitable doit être favorisée pour que les travaux effectués dans les pays pauvres soient justement rémunérés.

En second lieu, il ne faut pas céder sur la question du temps de travail qui, depuis deux siècles, est l'un des principaux enjeux de la lutte des classes pour le partage du produit du travail. Il faut accepter une modération de la productivité par tête et utiliser tout gain de gain productivité horaire pour le répartir sur tous: travailler plus n'est admissible que si cela signifie travailler tous, pour ceux qui le peuvent et le veulent, mais chacun de moins en moins. Deux écueils, miroirs l'un de l'autre, sont donc à éviter. Celui de croire (à gauche) que le travail n'est plus le centre où se nouent les rapports de classes et la socialité. Et celui de prôner (à droite et parfois à gauche) la « valorisation du travail » tout en le précarisant. L'émancipation humaine sera fonction de la distance prise par rapport au travail contraint grâce à la RTT et non d'un retour à l'esprit bourgeois fondateur du capitalisme.

On pourra alors enfin ouvrir une voie vers un modèle de développement non productiviste. C'est à partir du moment où l'on fait en sorte qu'il n'y ait plus de « surnuméraires », selon le mot de Marx, sur le bord du chemin que l'on peut sérieusement repenser les finalités du travail et de la production, et, ainsi, les finalités de l'activité humaine. Transformer les rapports de production conjointement avec la production elle-même est le nouvel horizon

d'une soutenabilité véritable et d'un dépassement du capitalisme, qui va bien au-delà de l'opposition sommaire croissance/décroissance, car il s'agit de démarchandiser le monde.¹⁸

- 1 Commission mondiale sur l'environnement et le développement [1987], Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, éd. du Fleuve, p. 23.
- 2 Partant F. [1988], *La Ligne d'horizon, Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, Cahiers Libres; Latouche S. [2006], *Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard; Rist G. [1996], *Le Développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 2^e éd. 2001.
- 3 Rostow W.W. [1960], *Les Étapes de la croissance économique, Un manifeste non communiste*, Paris, Seuil.
- 4 Polanyi K. [1944], *La Grande Transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
- 5 Ariès P. [2005], *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, éd. Golias.
- 6 Naess A. [1973], « The shallow and the deep long range ecology movement, A summary », *Inquiry*, n° 16, p. 95-100.
- 7 Latouche S., *op. cit.*, p. 144.
- 8 Ehrlich P.R. [1972], *La Bombe P*, Paris, Fayard.
- 9 Latouche S., *op. cit.*, p. 261.
- 10 Georgescu-Roegen N. [1979], *La Décroissance: Entropie-Écologie-Économie*, 2^e éd. fr., Paris, Sang de la terre, 1995, p. 104.
- 11 Daly H.E. [1992], « Il n'y a pas de croissance durable », *Transversales Science/Culture*, n° 13, janvier-février, p. 10-11.
- 12 Attac [2004], *Le développement a-t-il un avenir? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, p. 205-206.
- 13 Harribey J.-M. [2005], « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS*, n° 26, 2nd semestre, p. 349-365.
- 14 Di Méo C. [2006], *La face cachée de la décroissance, La décroissance: une réelle solution face à la crise écologique?*, Paris, L'Harmattan.
- 15 Goldsmith E. [2002], *Le Tao de l'écologie*, Monaco, éd. du Rocher.
- 16 Marx K. [1861-1865], *Matériaux pour l'économie (Théories de la plus-value)*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 393.
- 17 Pour une critique, voir J.-M. Harribey [2004], « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique? », *Actuel Marx*, n° 36, Paris, PUF, 2nd semestre, p. 151-180.
- 18 Voir J.-M. Harribey [1997], *L'Économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan; et Attac [2006], *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*.

Stéphane Lavignotte

Militant écologiste, théologien protestant,

pasteur de la Mission populaire évangélique (La Maison Verte, Paris 18^e).

Quelle politique des modes de vie? L'écologie adolescente entre contrainte et réveil du désir.

À André Gorz qui me fit penser autrement

« **Les conclusions d'un socialisme de semi-austérité chez nous**, indispensable pour venir à bout des misères des démunis, que nous serons amenés à proposer (...), nous pouvons déjà sentir qu'elle ne vont guère séduire la majorité de nos travailleurs, ni leurs représentants »¹ écrit René Dumont en 1973 dans *L'Utopie ou la mort*. Même appel à l'austérité mais vision bien différente de la réaction des travailleurs dans la bande dessinée *L'An 01*² parue l'année précédente. Gébé montre trois ouvriers – les parasit'os – qui au nez et à la barbe de leur petit chef partagent le même emploi et le salaire qui va avec : « Pendant qu'un tapine, les cinq autres, on vironne à la campagne, on cueille des pissenlits ou on glane : du maïs, des pommes, des noix... ». Même ambiance bucolique sur l'affiche des Amis de la Terre qui présentent à une législative partielle en 1973³ Brice Lalonde avec un suppléant nommé... René Dumont. On y voit dessinés des berges de la Seine transformées en Paris-Plage avant l'heure, un atelier de réparation de bicyclette de quartier, des transports en commun avec passagers souriants, des cultures de salades en pleine ville et des éoliennes sur tous les toits... Un slogan orne l'affiche : « Quand vous voulez... ». Entre 1973 et 1978, un débat se dessine ainsi entre les lignes des textes et des dessins des écologistes de la seconde génération⁴ : l'austérité comme une contrainte d'économie de guerre ou comme un retour volontairement choisi à une vie plus simple ? Mode de vie choisi ou subi ? Un débat qui esquisse les conditions et les limites d'une politique des modes de vie.

1) Deux voies pour l'écologie

Nuances sur les dangers

« Nous nous battons pour des urgences... » lance Brice Lalonde dans *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, série d'entretiens avec le leader écologiste Serge Moscovici et René Dumont que publie Jean-Paul Ribes à la veille des législatives de 1978. Mais les écologistes se battent-ils tous pour les mêmes urgences ? Le premier débat au sein de l'écologie porte sur la nature des dangers.

Tous se retrouvent sur la dénonciation du danger des armes atomiques, des pollutions, du nucléaire, de l'épuisement des ressources naturelles, de l'explosion des déchets et de la surconsommation au Nord. Le réchauffement climatique commence à être évoqué. René Dumont est celui qui insiste le plus sur l'épuisement des ressources : les minerais, le pétrole, l'eau, les potentialités agricoles. L'agronome globe-trotter le fait avec plus d'insistance que les autres écologistes car il s'inquiète des conséquences pour les pays du tiers-monde. Il dénonce avec virulence l'explosion démographique.

Ces éléments sont repris par la plupart des écologistes de l'époque. Aucun n'oublie le tiers-monde. Mais Serge Moscovici, André Gorz ou Gébé ajoutent un autre pan à la critique. Ils insistent sur la perte de sens des modes de vie dans les pays riches : perte de contact avec la nature, disparition des cultures régionales, accroissement de la solitude des personnes dans les grandes villes, isolement entre les générations, importance donnée à la consommation au détriment des relations, agitation généralisée pour éviter de se poser la question du sens. Le présent – travail à la chaîne, transports de masse, urbanisme triste, consommation standardisée, politique pompidolienne – est d'abord perçu comme ennuyeux : Gébé appelle ainsi à la « révolte ouverte contre toutes les formes d'agonies »⁶. Le futur est inquiétant. Le terme de « fin du monde » est couramment utilisé. Reprenant les termes d'Ivan Illich dans *La Convivialité*, André Gorz dénonce le « technofascisme », future gestion technocratique et policière de la rareté des ressources, inéluctable selon lui si l'on ne passe pas du capitalisme à une société écologiste égalitaire, à forte teinte socialiste.

Débat sur les responsabilités

Les divergences deviennent plus importantes entre les auteurs quand il faut identifier des acteurs et des mécanismes responsables de cette situation. Le vocabulaire, les références marxistes assumées peuvent donner à penser qu'André Gorz et René Dumont se retrouvent sur la responsabilité du système capitaliste. Mais René Dumont, au long des pages de *L'Utopie ou la mort*,

glisse de la critique de la possession privée des outils de production et de la logique de profit à la culpabilisation des « nations égoïstes abusives »⁷ incluant indifféremment toutes les populations des pays du Nord. Il rejoint ainsi René Barjavel qui, lui aussi à la veille des législatives de 1978, publie une *Lettre ouverte aux vivants qui veulent le rester*, et s'en prend à « cette humanité (...) qui se conduit comme un enfant gâté »⁸. On glisse ainsi d'une critique du système à une culpabilisation des personnes.

André Gorz s'en garde bien, rappelant que l'économie agit par des mécanismes extérieurs à la conscience des individus : l'homo-economicus « ne se pose pas de questions de qualité, d'utilité, d'agrément, de beauté, de bonheur, de liberté et de morale, mais seulement des questions de valeurs d'échange, de flux, de volume quantitatif et d'équilibre global »⁹. Pour Gorz, la plaçant ainsi explicitement dans la lignée de Marx, l'écologie remet en cause cette logique. André Gorz fait d'abord porter la responsabilité sur un système, pointant une crise de suraccumulation du capital poussant à une fuite en avant dans la production – « croître ou périr »¹⁰ – et de reproduction (le non-remplacement des ressources naturelles). Se démarquant de René Dumont qui raisonne d'abord en terme d'une production certes à rééquilibrer – baisser celle du Nord, augmenter celle du Sud – mais d'abord à rationaliser et rendre plus efficace, André Gorz utilise le terme de « décroissance » dès 1972¹¹ et s'attaque d'abord à une critique de la consommation. Par sa structure inégalitaire, elle est un moyen de gérer la rareté et d'entraîner la croissance : elle incite chacun à vouloir posséder ce qu'ont quelques uns. Un moyen illusoire car le taux de frustration augmente plus vite que le taux de croissance...

André Gorz apparaît finalement plus proche de Serge Moscovici. Certes, Serge Moscovici prend ses distances avec le marxisme, lui qui a dû fuir la Roumanie soviétisée en raison de la publication de la revue d'art et littérature d'inspiration lettriste *Da*. Moscovici passe de la critique du capitalisme à celle la civilisation occidentale moderne. Rejoignant Ivan Illich mais aussi des fondateurs de l'écologie politique comme Bertrand de Jouvenel¹² ou Jacques Ellul¹³, Moscovici défend l'écologie comme un projet de civilisation, comme un mouvement « épistémologique »¹⁴ et « anthropologique »¹⁵. Épistémologique : une critique de la logique abstraite de l'économie politique, des logiques dominantes dans la science, de la coupure selon lui arbitraire entre la nature et l'humain, invitant à une critique des sociétés du point de vue de la nature. Anthropologique : « proposer de substituer une valeur concrète à une autre valeur », interroger quelle forme d'humain est construite par nos civilisations et nos modes de vie quotidien, appeler à leur enracinement, à des vies « ensauvagées » et « réenchantées », « rompre avec l'état social, scientifique et culturel surorganisé, délocalisé, pour se reconnaître dans ce qu'on produit,

retrouver un rapport direct aux êtres et aux choses, mener une existence authentique »¹⁶. Là où Dumont réfléchit en technicien sur les ratés du système, Gorz et Moscovici assument de proposer une morale, d'entamer un débat sur le bon et le juste de la civilisation : « ce qu'on nous demande, c'est de participer à la création d'une culture différente. »¹⁷

Divergences fortes sur l'individu

La divergence semble la plus importante sur l'image de l'individu qu'ont Dumont d'un côté, Gorz et Moscovici de l'autre. Dumont voit les individus comme d'irréductibles « égoïstes » et « indisciplinés » qu'il faut contraindre. « Comment faire entendre raison aux privilégiés ? Il va falloir leur taper sur les doigts »¹⁸. Il cite, en exemple à suivre, la Chine populaire, le Vietnam ou la Corée du Nord, considérant par exemple comme « comportant une certaine sagesse »¹⁹ les politiques d'abandon des petites filles en Chine ou l'avortement systématique pratiqué au Japon avant 1869 et après 1945. La nécessité d'un « homme nouveau » revient souvent sous sa plume. Il appelle à la création d'abord au niveau national puis supranational d'une instance qui aurait « un rôle analogue à celui des ministères du blocus et du ravitaillement en temps de guerre »²⁰ – se référant explicitement et sans prudence à la France de 1939 – avant de s'interroger s'il ne faudrait pas contrebalancer le risque de bureaucratie d'une telle structure par une dose d'autogestion... De manière moins brutale, il propose une série de taxes et d'impôts sur l'eau, sur la voiture, sur les matières premières, inaugurant en France après les écologistes anglais la réflexion sur l'éco-fiscalité.

On voit bien le fossé avec André Gorz : qu'est le modèle de l'ingénieur René Dumont sinon une politique autoritaire des modes de vie qui s'apparente au mieux à une politique de culpabilisation, au pire au technofascisme – dans sa version socialiste – dénoncée par Gorz ? Dumont semble directement s'opposer à Gorz quand il moque « l'espoir d'un communisme angélique, sans contradiction ni conflit, une sorte d'Âge d'or, de paradis sur terre, d'inspiration finalement plus chrétienne que marxiste, où chacun satisferait tous ses désirs qu'il appellerait besoin. Ceux-ci n'ont pas de limite »²¹.

Gorz ou Moscovici n'ont pas cette naïveté. À la différence de Dumont qui n'accorde que peu de place à la critique de la consommation, ils savent que les besoins et les désirs sont des construits sociaux et non le fruit d'un péché originel de l'homme. Ils pensent que la critique et les pratiques sociales peuvent les déconstruire. Le militant issu de l'existentialisme – André Gorz a été un proche de Sartre – et le sociologue des minorités actives veulent faire le pari d'un humain qui prend conscience et agit sur son mode de vie. Au contraire de Dumont, André Gorz appelle ainsi à une société de moindre contrainte et fait

le pari que l'humain qui reprend le contrôle de son travail (thématique d'auto-gestion et de travail autonome et non hétéronome) peut reprendre le contrôle de sa vie, faisant passer le désir d'être avant celui de consommer : « cette utopie correspond à la forme la plus avancée, et non la plus frustrée du socialisme : à une société sans bureaucratie, où le marché dépérit, où il y a assez pour tous et les gens sont individuellement et collectivement libres de façonner leur vie, de choisir ce qu'ils veulent faire et avoir en plus du nécessaire : une société où "le libre développement de tous serait à la fois le but et la condition du libre développement de chacun". Marx dixit. »²²

C'est une toute autre politique des modes de vie qui peut alors se dessiner que celle contrainte proposée par René Dumont.

2) Une politique des et par les modes de vie

Une politique de l'imaginaire du quotidien

Alors qu'émergent sur la scène politique de multiples « fronts secondaires » – féminisme, régionalisme, mouvement homosexuel, luttes urbanistiques – les écologistes font rentrer dans la réflexion politique de nouveaux thèmes en lien avec la vie quotidienne : *Critique du capitalisme quotidien* est le premier livre écolo d'André Gorz²³. Dans l'interview qu'il donne à Jean-Paul Ribes, Serge Moscovici réfléchit aux thèmes évoqués ci-dessus, mais également aux temps de l'existence (étude, travail, retraites), à la famille, à la part respectivement consacrée au travail, à soi ou à sa communauté (quartier, voisinage, militantisme), à la qualité de l'architecture citadine, à la place des enfants dans la ville... Il cite la vulgarisation par André Gorz des travaux d'Ivan Illich : comment à partir d'un certain niveau de développement, l'automobile ou la médecine deviennent contre-efficaces pour leurs usagers même.

Moscovici – comme Gorz – s'appuie sur une critique de la qualité de vie du quotidien moins pour montrer les ratés ou les contradictions du modèle de civilisation que ses paradoxes : « on ne sort d'un paradoxe, du cercle vicieux qu'il définit, qu'en élaborant une solution qui soit vraiment neuve, inattendue et qui transforme tout le système, considéré dans son ensemble "vicieux" »²⁴. Il donne l'exemple de l'énergie où la réponse à la pénurie par l'augmentation de la production n'entraîne qu'une augmentation de la consommation, et donc une nouvelle pénurie. La solution est alors de s'interroger sur le pourquoi et le comment de cette consommation d'énergie.

Cela entraîne ces auteurs, dans l'esprit de mai 1968, à proposer des utopies, des modèles de vie bonne. Un futur désirable et pas seulement un futur de privation et de catastrophe. André Gorz propose « une utopie possible parmi

d'autres »²⁵ où le mode de production met à disposition de chacun un nombre réduit d'objets, mais des objets bon marché, réparables et personnalisables par chacun, cela permettant une réduction du temps de travail obligatoire et laissant le temps libre pour les productions ou les activités librement choisies. Dans *L'An 01*, Gédé dessine une « démobilisation générale » ayant comme slogan « on arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste ».

Pourtant, il serait faux de croire que ces utopies soient des fuites dans le futur.

Une politique de soi

Loin d'une politique de changement par le haut – parce qu'elle vise d'abord un changement de culture – cette stratégie s'adresse d'abord à chacun dans sa vie quotidienne présente. Cette utopie – peut-être à la différence de celles des socialismes utopiques du XIX^e siècle – ne propose pas un programme, elle permet au lecteur de conjurer le caractère obligatoire du monde et de commencer à penser différemment. Il ne s'agit pas seulement de penser, mais de réveiller le désir pour changer de sensibilité. Reprenant l'appel de Bertrand de Jouvenel à « redevenir sensible », *L'An 01* présente par exemple des travailleurs qui prennent conscience – « prise de conscience sensuelle »²⁶ – de l'absurdité de leur mode de vie en touchant la chaleur d'une pierre sous le soleil ou des travailleurs japonais qui découvrent que leurs doigts peuvent bouger autrement que sur un métier à tisser, etc. Un dessin de *L'An 01* voit deux CRS échanger : « Maintenant, ils disent : Faisons la révolution en nous-mêmes » ; « Merde, il va falloir taper plus fort ».

L'étape suivante est de commencer à agir différemment. Dans *La Révolution américaine recommence* – dernier texte d'*Écologie et politique* écrit en 1976 – André Gorz décrit des expérimentations de la contre-culture américaine : coopérative de consommation, de restauration, squats de logements, agriculture bio, etc. En 1970, lors d'un premier voyage aux États-Unis²⁷, il a vu les prémises de cette « subversion par le bonheur ». Depuis 1972, se développe la mobilisation du Larzac et en 1973 est posée la première pierre d'une bergerie sauvage. La même année, la grève et la tentative d'autoproduction de LIP frappe les consciences. Quand paraît en 1978 *Pourquoi les écologistes font de la politique ?*, ces expériences se sont développées, relayées par *Actuel* pour lequel Jean-Paul Ribes est journaliste. Ribes décrit comment – sortant du maoïsme – il commence à vivre différemment, d'abord les relations de genre grâce au mouvement des femmes, puis l'expérience de vie en communauté. « Nous avons repris une à une les choses du monde, nos corps d'abord, nos plaisirs ; puis les aliments, l'air, le sommeil... »²⁸. À la même période dans *Travailler deux heures par jour*²⁹, des travailleurs témoignent de leur détachement du travail et de la consommation à la suite de périodes de chômage tech-

nique. Comment vivre et travailler différemment fait penser différemment et permet de désirer continuer à changer son mode de vie...

Une stratégie collective

Pour Serge Moscovici, ces expériences ne sont pas que des aventures individuelles, elles sont la base – au sens stratégique – d’une véritable politique. Il propose à la fois de « gagner le centre » et « gagner les marges ». Gagner le centre : par l’action ou les élections obliger les instances politiques à des modifications de politiques publiques. Gagner les marges : « agir de manière constante au niveau des quartiers, des régions, occuper les espaces muets de notre société, s’y exprimer et en même temps prendre langue, nouer des alliances concrètes avec les nationalistes, les régionalistes, les femmes, les étudiants, les communautés, les paysans : laisser pénétrer leurs idées dans l’écologie et l’écologie dans leurs idées (...) En tout état de cause, c’est dans les marges que le mouvement écologiste s’enracine, c’est là que se trouvent les énergies vives. “Gagner les marges” contrebalance “gagner le centre”. Pourquoi d’ailleurs gagner le centre sinon pour l’affaiblir ? »³⁰. Fondateur de la psychologie sociale, auteur l’année suivante d’une importante *Psychologie des minorités actives*, il espère que le mouvement écologiste pourra se comporter comme une minorité active impulsant des changements, influençant la majorité par sa forte identité, ses modes de vie alternatifs, n’ayant pas peur de s’affronter à elle.

Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ? se termine par une interview de René Dumont. Contrairement à ce qu’on pouvait lire dans *L’Utopie ou la mort* cinq ans plus tôt, il n’évoque aucune stratégie de changement, laissant cela à Serge Moscovici, se contentant d’alerter sur la situation de l’environnement et du tiers-monde. Ses velléités autoritaires se sont adoucies : « on peut réduire la consommation et le gaspillage sans diminuer la liberté et le bonheur. »³¹ Le développement de l’écologie comme mouvement social depuis le début des années 1970 semble donner (provisoirement) raison à la stratégie de minorités actives, par les modes de vie et laisse peut-être espérer au vieil agronome que la survie de la planète pourra se faire sans solutions coercitives.

Postlogue en guise de conclusion : Victoire (provisoire ?) de Dumont

Mais les inquiétudes qu’exprime Serge Moscovici dans le même ouvrage vont rapidement se réaliser. Pour lui, si le mouvement écologiste veut impulser de vrais changements culturels, il doit s’appliquer les « 3 R » qu’il veut développer dans la société : ralentir, réfléchir, réorienter. Cela lui semble nécessaire pour que se constitue un « milieu interne » – métaphore biologique – suffi-

samment riche : « un milieu interne règle les échanges et les interactions avec le monde extérieur (...) Faut de cela, on risque de voir se développer une méfiance systématique, une agressivité permanente, une incommunicabilité qui ne peuvent mener qu’à la fuite en avant ou à la chefferie »³². Le « milieu interne » de l’écologie – vie communautaire, mouvement antinucléaire, mouvement régionaliste... – va connaître dans les années 1980 le même déclin que l’ensemble du militantisme radical. « les marges » ne vont plus être assez fortes pour contrebalancer l’installation au « centre » de nombreux militants écologistes à partir du succès électoral des municipales de 1989. Militants qui pour beaucoup se coupent de ce qui reste de la « marge ».

Ainsi, les militants de l’écologie, prisonniers d’une course poursuite avec la crise écologique, faute de changements volontaires des modes de vie par le bas, faute de changements volontaires de la majorité subvertie par les marges, se sont trouvés réduits à proposer des changements contraints de modes de vie par le haut. Le René Dumont de *L’Utopie ou la mort* semble finalement avoir emporté une victoire – l’admiration pour la Corée du Nord en moins – dont il se serait sans doute passé. Bien des changements de mode de vie contraints qui sont aujourd’hui proposés ou appliqués se trouvent déjà dans les écrits de René Dumont : éco-fiscalité, quotas sur les ressources naturelles, quotas de pollutions, limitation de la température des maisons, recyclage des déchets...

La bonne santé de l’agriculture biologique, le développement du mouvement de la décroissance, des éco-villages, des mobilisations antinucléaires peuvent-ils permettre un retour de balancier ? Peut-être. À condition de se constituer en « milieu interne », de se construire et de s’imaginer non seulement comme un mouvement social mais comme une minorité active. À condition que les cadres de ces mouvements ne soient pas trop intégrés au système mais pas isolés non plus, ce qui oblige à repenser les clivages réforme/contre-pouvoir/révolution. Et que l’on accepte de reprendre les débats à la base de ces divergences : Où en sont l’écologie et la gauche radicale sur la question de l’individu, sur la question de savoir ce qu’est le bonheur, une image de la vie bonne ? Où en sont ces courants sur le travail dans sa dimension qualitative (outils développant des logiques d’autonomie ou d’hétéronomie, autogestion) ? Avons-nous encore le rêve, pas seulement d’un sauvetage de la planète mais d’un changement désirable et suffisamment radical de nos modes de vie qui remette en cause le capitalisme, le productivisme, les inégalités ? Car il est permis de douter que nous sauvions la planète sans ce changement radical...

- 1 René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, Le Seuil, Point, Paris, 1973, p. 77.
- 2 Gébè, *L'An 01*, Folio, Paris, 1980. Publié pour la première fois en 1970 par *Politique Hebdo*, puis *Charlie Mensuel* et en livre en novembre 1972.
- 3 Cette affiche sera également celle des municipales de 1977 à Paris.
- 4 La première génération est pour moi celle des précurseurs Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, Bertrand de Jouvenel... Les grands ancêtres étant les géographes et naturalistes du XIX^e siècle.
- 5 Jean-Paul Ribes, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique?*, Seuil, Paris, 1978.
- 6 *Ibid.*, p. 16
- 7 *Ibid.*, p. 108.
- 8 René Barjavel, *Lettre ouverte aux vivants qui veulent le rester*, Albin Michel, Paris, 1978.
- 9 André Gorz/Michel Bosquet, *Écologie et Politique*, Point, Paris, 1978, p. 20-21.
- 10 *Ibid.*, p. 29-30-31.
- 11 Michel Bosquet, *Critique du capitalisme quotidien*, éd. Galilée, Paris, 1973, p. 300.
- 12 Bertrand de Jouvenel, *Arcadie, essais sur le mieux vivre*, éd. Gallimard, Paris, 2002, première parution en 1968.
- 13 Jacques Ellul, *Présence au monde moderne*, PBU, Genève, 1988, 1^{re} édition 1948.
- 14 *Ibid.*, p. 100.
- 15 *Ibid.*, p. 83.
- 16 *Ibid.*, p. 146.
- 17 *Ibid.*, p. 139.
- 18 *Ibid.*, p. 74.
- 19 *Ibid.*, p. 48.
- 20 *Ibid.*, p. 107.
- 21 *Ibid.*, p. 107.
- 22 *Ibid.*, p. 15-16.
- 23 Michel Bosquet, *Critique du capitalisme quotidien*, éd. Galilée, Paris, 1972.
- 24 *Op. cit.*, p. 57. C'est le cas par exemple de la plupart des paraboles de Jésus, les premiers chrétiens étant pour Moscovici l'un des premiers exemples de minorité active.
- 25 *Ibid.*, p. 53.
- 26 *Ibid.*, p. 22.
- 27 *Op. cit.*, p. 321-339.
- 28 *Ibid.*, p. 13.
- 29 Adret, *Travailler deux heures par jour*, Paris, Point, 1977.
- 30 *Ibid.*, p. 136.
- 31 *Ibid.*, p. 160.
- 32 *Ibid.*, p. 127.

Interventions



José Manuel Naredo

Docteur en sciences économiques, professeur honoraire à l'Univesidad Politécnica et à l'Universidad Complutense (Madrid).

Sur l'origine, l'usage et le contenu du terme « soutenable »*

Après la parution du rapport *Notre avenir à tous (1987-1988)*, coordonné par Gro Harlem Brundtland dans le cadre des Nations unies, le « développement soutenable » est devenu à la mode. On entendait alors par ce terme ce qui permet de « satisfaire nos nécessités actuelles sans compromettre la possibilité des générations futures de satisfaire les leurs ». En même temps que se généralisait l'importance accordée à la « soutenabilité », on soulignait implicitement le caractère insoutenable du modèle économique auquel nous avait conduits la civilisation industrielle. Ceci ne s'est cependant pas transformé en une reconsidération et une reconversion opérantes de ce modèle vers de nouveaux objectifs. Ce qui confirmait que le succès de cette nouvelle terminologie était dû, en bonne part, au halo d'ambiguïté qui l'accompagnait. Il consistait à énoncer un objectif très général, sans préciser un tant soit peu son contenu ni les moyens de le mettre en pratique.

Dans ce qui suit, nous tâcherons de retracer le contexte qui a favorisé ce succès, en essayant de comprendre pourquoi des propositions similaires, formulées antérieurement, n'ont pas connu le même sort. Ces propositions, qui vont de l'idée des économistes français du XVIII^e siècle – qu'on appelle aujourd'hui « *physiocrates* » – d'augmenter les richesses renouvelables sans détérioration des biens de base, jusqu'aux préoccupations pour la « conservation », au cours des années 1960, ou pour l'« écodéveloppement » au début des années 1970, seront abordées plus loin. On peut affirmer que ce n'est pas tant sa nouveauté, mais son degré contrôlé d'ambiguïté, qui explique la réception favorable du développement soutenable, à une époque où l'exigence s'imposait de lier la réflexion économique à l'environnement physique. L'absence de résultats inhérente à l'usage purement rhétorique de ce terme n'a que trop duré, au point de miner le succès politique qui accompagnait son application initiale. Les désaccords grandissants entre techniciens et gestionnaires, qui ont créé cette situation, ont abouti à la multiplication récente des critiques de cette ambiguïté

conceptuelle et suscitent de plus en plus la recherche de précisions susceptibles de rendre son usage effectif.

Cette contribution cherchera à répondre à cette demande d'opérativité. Pour cela, une clarification conceptuelle préalable s'impose, qui passe par l'analyse des lectures différentes et contradictoires admises au sein du consensus politique généralisé qui vise à rendre le développement durable. Aussi longtemps que l'objectif demeurera ambigu, il n'y aura pas d'action concrète efficace, quand bien même le pragmatisme régnant chercherait des raccourcis pour affiner l'instrument avant d'avoir précisé ses objectifs. C'est uniquement en précisant les objectifs que l'on pourra choisir des instruments de mesure appropriés pour déterminer si l'on s'en écarte ou non, et pour évaluer les politiques et les moyens mis en œuvre pour les réaliser. Pour mettre en pratique ce dessein, nous commencerons par analyser l'origine de la notion de développement durable, ainsi que l'utilisation que l'on est venu à en faire. Nous préciserons ensuite les implications de l'objectif de soutenabilité, en évoquant les divers systèmes de raisonnement qui lui ont été consacrés. Cette clarification conceptuelle permettra d'avancer aussi bien dans la recherche d'applications efficaces sur le terrain qui nous occupe que dans l'évaluation et la présentation du catalogue des bonnes pratiques visant à faire émerger une ville soutenable, abordées à la fin de ce document.

Sur l'origine et l'usage du terme soutenable

L'acceptation généralisée de l'objectif consistant à rendre plus soutenable le développement économique est très ambivalente. Pour une part, elle révèle une réelle préoccupation pour la cohésion des écosystèmes qui maintiennent la vie sur terre, en inscrivant cette préoccupation dans le domaine de la gestion économique. D'autre part, l'indéfinition patente avec laquelle on manipule ce terme implique que les bonnes intentions se mélangent à des gesticulations sans conséquences, qui ne contribuent en rien à refonder la société industrielle sur des bases plus soutenables. Commençons par réfléchir à l'origine de ce terme, ce qui nous permettra de nous pencher ensuite sur son contenu.

L'usage étendu du terme soutenable dans la littérature économique et environnementale témoigne de l'inflation de concepts à la mode qui affecte les sciences sociales. Leur ambiguïté montre qu'ils sont employés sur un mode incantatoire plutôt que comme concepts utiles pour trouver des solutions aux problèmes du monde réel. Comme l'avait déjà noté Malthus dans ses *Définitions en économie politique* (1827), le succès des notions nouvelles en sciences sociales est lié au rapport qu'elles entretiennent avec le *statu quo* intellectuel, institutionnel et terminologique qui a cours dans la société dont elles émergent. Le terme soutenable n'échappe pas à cette règle, surtout lors-

qu'il accompagne cet autre terme ambigu qu'est le développement, pour donner lieu au développement durable. Nous rappellerons les circonstances concrètes qui favorisèrent le succès de ce terme, et qui mirent fin à l'usage de la notion voisine d'écodéveloppement, qui commençait à être employée au début des années 1970.

Au début des années 1960, lorsque le premier rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance et d'autres publications mirent en doute la viabilité de la croissance comme objectif économique planétaire, Ignacy Sachs (qui était consultant des Nations unies pour les questions d'environnement et de développement) proposa le terme d'écodéveloppement pour concilier l'augmentation de la production, que les pays du tiers-monde exigeaient fermement, avec le respect des écosystèmes, nécessaire au maintien des conditions d'habitabilité de la terre. Ce terme commença à être utilisé dans les milieux internationaux en lien avec l'« environnement » et le « développement », et donna lieu à un événement qui allait sceller son avenir. L'événement en question fut la déclaration de Cocoyoc, élaborée dans un séminaire organisé par les Nations unies au plus haut niveau, avec la participation de Sachs, qui se déroula en 1974, dans le luxueux hôtel du même nom, près de Cuernavaca (Mexique). Le président Echeverria souscrivit à cette déclaration, et présenta à la presse les résolutions de Cocoyoc, qui intégraient le terme d'écodéveloppement.

Comme le raconte Sachs dans un entretien (Sachs, I., 1994), Henry Kissinger manifesta quelques jours plus tard, en tant que chef de la diplomatie nord-américaine, sa désapprobation par rapport à ce texte dans un télégramme envoyé au président du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUD). Il demandait la modification du vocabulaire utilisé, et plus particulièrement du terme d'écodéveloppement, auquel il opposa son veto. Cette notion fut remplacée par la suite par celle de développement soutenable, que les économistes plus conventionnels pouvaient accepter sans rechigner. Cette notion se confondait en effet avec celle de développement auto-soutenu (ou auto-entretenu) (*self sustained growth*), introduit par W.W. Rostow, et largement diffusé parmi les spécialistes du développement. Qu'il soit soutenu (*sustained*) ou soutenable (*sustainable*), il s'agissait de continuer à promouvoir le développement tel qu'il était conçu par la communauté des économistes. Peu importait que certains auteurs, comme Daly, affirment que développement soutenable, pour eux, signifiait développement sans croissance, et contredisaient l'acception commune du développement figurant dans les dictionnaires, qui lie étroitement développement et croissance.

C'est ainsi que prédomina la dimension purement rhétorique du terme de développement soutenable, sur laquelle plusieurs auteurs ont attiré l'attention (Dixon, J.A. et Fallon, L.A., 1991), et dont la large acceptation peut être

expliquée dans les termes suivants : « La soutenabilité est conçue comme un terme médiateur visant à établir un pont entre les développementalistes et les environmentalistes. La simplicité trompeuse de ce terme et sa signification en apparence claire contribuent à masquer d'un rideau de fumée son ambiguïté intrinsèque » (O'Riordan, T., 1988). Au point que ce qui contribua le plus à diffuser la nouvelle idée de la soutenabilité, ce furent les vieilles conceptions de la croissance et du développement économiques qui, après l'avalanche de critiques dont elles avaient fait l'objet dans les années 1970, avaient besoin d'être remises sur pied.

Ainsi, vingt ans après que le rapport du Club de Rome, préparé par Meadows, sur les limites de la croissance (1971) ait jeté le doute sur les notions de croissance et de développement employées en économie, nous avons assisté à des efforts renouvelés pour les rendre soutenables, et pour nous faire accepter, de manière acritique, des notions apparues en se déconnectant de l'environnement physique auquel elles étaient initialement liées. La manière dont a été rédigé et présenté, en 1992, un nouveau rapport Meadows, intitulé *Au-delà des limites* (Meadows, D.H. et D.L., 1991), est un bon exemple de la force avec laquelle soufflent les vents du conformisme conceptuel dans le discours économique. La détérioration de la planète et les perspectives de redressement de la situation sont bien pires qu'il y a vingt ans. Mais, pour éviter d'être taxés de catastrophisme, ses auteurs se sont crus obligés de se protéger derrière une distinction confuse entre croissance et développement économiques. Ils affirment ainsi qu'« il peut exister des limites à la croissance, mais il n'y a pas de raison pour qu'il y en ait au développement » (Meadows, D.H. et D.L., 1991). Ils ont également fait rédiger une préface à un économiste consacré, Tinbergen, prix Nobel d'économie, dans laquelle il est dit que l'ouvrage est utile parce qu'il « clarifie les conditions dans lesquelles la croissance soutenue, un environnement propre, et des revenus équitables peuvent être mis en place. »

En même temps que s'étendait l'utilisation banalement rhétorique du terme de développement durable, on parvint également à faire en sorte que l'idée même de soutenabilité acquière une vie propre, et que la réflexion sur la viabilité à long terme des systèmes agraires, industriels, ou urbains soit admise : notamment dans les réunions et les projets des administrations et des universités qui débouchent sur des textes – comme le nôtre – ayant la prétention de clarifier le sens et les applications de cette idée.

Réflexions sur l'usage acritique et banal du terme de développement soutenable

Face à la tendance dominante parmi les politiciens et les économistes à admettre de manière acritique l'objectif de la croissance (ou du développement) écono-

mique, on constate récemment la parution de textes critiques permettant d'avancer dans la compréhension de ce phénomène de mode qu'est le développement soutenable. Parmi eux, s'illustrent notamment le *Dictionnaire du développement*, dirigé par Wolfgang Sachs, et le livre de Richard B. Norgaard intitulé *Le Développement trahi*. Dans l'introduction du premier d'entre eux, Sachs signale que « l'idée de développement est encore debout, comme une ruine dans le paysage intellectuel... Le moment est venu de démanteler la structure intellectuelle qui la sous-tend. Les auteurs de ce livre essaient de dépasser le vieux modèle du développement, avec pour objectif de permettre l'émergence dans nos esprits d'analyses nouvelles. » (Sachs, W., 1992). De son côté, Norgaard souligne l'inconsistance du rapprochement opéré entre les notions de soutenabilité et de développement, et conclut qu'« il est impossible de définir le développement soutenable de manière opérante avec le niveau de détail et de contrôle que suppose la logique de la modernité » (Norgaard, R.B., 1994).

Au congrès international intitulé « Technology, Sustainable Development and Imbalance », qui eut lieu à Tarrasa (14-16 décembre 1995), des voix critiques se sont élevées, qui ont affirmé que l'objectif de la soutenabilité est incompatible avec le développement d'un système économique dont la globalisation suppose l'homogénéisation de la culture et la destruction de l'environnement (Norgaard, R.B., 1996). Ces voix en sont même venues à qualifier la « culture du silence » qui entoure la rhétorique du développement soutenable de véritable « corruption de notre pensée, de nos esprits et de notre langage » (M'Mwereria, G.K., 1996). C'est cette « corruption mentale » qui a empêché la clarification conceptuelle et la révision critique du *statu quo* qui permettraient des avancées significatives dans le sens de la soutenabilité globale. Pour cela, il faudrait faire descendre de son piédestal l'idée même de croissance économique, conçue comme quelque chose de globalement désirable et inévitable. Il faudrait aussi défendre l'idée que la soutenabilité n'est pas le produit de l'efficacité et du développement économiques, mais qu'elle implique avant tout des prises de position concernant l'équité dans le monde actuel et à venir. Le terme de développement soutenable sert à maintenir dans les pays industrialisés la foi en la croissance, et génère des illusions quant à la nature de la problématique écologique et des implications éthiques que cette croissance implique. Pour juger de l'ampleur du recul subi dernièrement, il est intéressant de citer les *Principes d'économie politique* (1848) de John Stuart Mill, qui furent pendant longtemps le manuel le plus utilisé pour la formation des économistes. À l'époque, l'idée était répandue que la civilisation industrielle approchait d'un « état stationnaire ». Mill affirmait alors : « Je ne peux considérer l'état stationnaire du capital et de la richesse avec le dégoût que les économistes de la vieille école manifestent pour lui. Je suis enclin à croire que cet

état serait une avancée considérable par rapport à notre situation actuelle. J'affirme mon dégoût pour l'idéal de vie que défendent ceux qui croient que l'état normal de l'humanité est une lutte incessante, et qu'écraser, jouer des coudes et marcher sur les pieds d'autrui, attitudes caractéristiques de la société actuelle, constituent le genre de vie le plus désirable pour l'espèce humaine... Je ne vois pas de raison de se féliciter du fait qu'il y ait des personnes plus riches que de raison, ou qui ont doublé leurs moyens de consommation de produits qui procurent peu ou pas de plaisir, sauf comme symboles de richesse... C'est uniquement dans les pays en retard que l'augmentation de la production est une question importante... ; dans les pays les plus avancés, ce qu'il faut du point de vue économique, c'est une meilleure distribution... Sans doute est-il plus désirable que les énergies humaines s'emploient dans la lutte pour la richesse que dans la guerre... jusqu'au moment où des intelligences plus élevées parviendront à éduquer les autres pour améliorer les choses. Aussi longtemps que les intelligences sont grossières, elles nécessitent des stimulants grossiers. Entre-temps, il faut excuser ceux d'entre nous qui n'acceptent pas cette étape primitive du perfectionnement humain comme figure définitive de l'homme, d'être sceptiques quant au genre de progrès économique qui suscite l'autosatisfaction des politiciens ordinaires, à savoir l'augmentation pure et simple de la production. »

Les efforts en vue de l'augmentation des richesses demeurent actuellement bien présents. Le problème de l'excès des déchets l'emporte cependant aujourd'hui sur celui de la pénurie des ressources qui, il y a un siècle, était conçu comme le principal facteur de nature à imposer un « état stationnaire » au système. La situation se révèle à vrai dire plus problématique, car au lieu que l'expansion du système se heurte à la limite objective du manque de ressources, elle provoque une détérioration écologique de plus en plus accentuée, que tout projet de modification ou de reconversion du système ne devrait pas seulement admettre – comme le faisait J.-S. Mill en mettant l'accent sur sa dimension positive – mais aussi promouvoir activement. C'est dire que la société doit réagir aux signaux de détérioration des conditions d'habitabilité de la terre en corrigeant le fonctionnement du système économique dans lequel elle trouve sa source.

Sur le contenu du terme soutenable

Il y a peu de volonté de mettre en place des plans de reconversion de la société actuelle sur des bases plus soutenables ou physiquement viables, bien que de nombreuses publications ou déclarations se réfèrent au concept de soutenabilité. S'il y avait une véritable volonté de réaliser cet objectif, il faudrait commencer par casser la logique du gaspillage, qui sous-tend la production de valeur,

pour juger les conséquences physiques des activités qui y contribuent. C'est ce qu'affirmaient avec peu de succès les auteurs appelés aujourd'hui « physocrates ». Il y a plus de deux siècles, ceux-ci proposaient d'augmenter la production de richesses « renaissantes » (nous dirions aujourd'hui « renouvelables ») sans porter atteinte aux biens de base ou aux stocks de richesses déjà existants. Ils ont été critiqués sur ce point par les économistes qui leur ont succédé, qui ont fait du gaspillage de la valeur le centre de la science économique, en la séparant du contexte physique et social où elle se développait. On voit donc qu'il ne s'agit nullement d'« inventer la poudre » de la soutenabilité, mais de faire un retour critique sur le chemin parcouru, en reconnectant le physique au monétaire et l'économie aux sciences de la nature. Le manque de définition actuel découle essentiellement de la volonté persistante de concilier la croissance (ou le développement) économique avec l'idée de soutenabilité, alors que chacun des deux concepts se réfère à des niveaux d'abstraction et à des systèmes basés sur des raisonnements différents. Les notions de croissance (ou de développement) économique trouvent leur définition dans les ensembles monétaires homogènes de production et leurs dérivés engendrés par l'idée usuelle de système économique, alors que la préoccupation de la soutenabilité repose sur des processus physiques singuliers et hétérogènes. En effet, l'idée de croissance (ou de développement), sur laquelle travaillent les économistes, est déliée du monde physique et n'a plus d'autre signification concrète et mesurable que la référence à l'augmentation des ensembles de rentes ou de produit national – c'est-à-dire d'ensembles monétaires qui, par définition, font abstraction de la nature physique hétérogène des processus qui les génèrent, manquant donc d'informations et de critères pour en évaluer la durabilité. Pour cela, il faudrait rompre l'homogénéité du gaspillage de la production de valeurs pécuniaires pour analyser la réalité physique sous-jacente.

Premièrement, il faut relever que cette ambiguïté conceptuelle ne saurait être levée par de simples retouches terminologiques ou par des définitions descriptives ou énumératives plus complètes du concept de soutenabilité (comme c'est le cas pour les notions de production ou de développement, qui trouvent leur définition implicite dans l'idée même de système économique). En définitive, le contenu de ce concept n'est pas le fruit de définitions explicites, mais celui du système de raisonnement appliqué pour nous en approcher. Bien entendu, si – comme c'est le cas aujourd'hui – nous n'appliquons aucun système où le terme de soutenabilité acquière une signification concrète, celui-ci en restera au niveau de généralité brumeuse où il se meut actuellement. Les brumes en question ne se dissiperont pas, malgré nos efforts, par des définitions explicites et en dépit du fait que nous tâcherons de déterminer si le terme anglais original de *sustainability* est mieux traduit par soutenabilité ou durabilité.

Une clarification de la situation exige en premier lieu d'identifier l'interprétation de l'objectif de soutenabilité d'après la notion usuelle de système économique, ainsi que les recommandations qu'il est possible de faire dans le cadre de ce raisonnement et les limites de cette proposition. Un économiste hautement qualifié en la matière, Robert M. Solow, a déjà répondu à ces questions. Cet auteur, lauréat du prix Nobel d'économie 1987 – pour ses travaux sur la croissance économique – s'est donné la peine de définir la soutenabilité « selon la perspective d'un économiste (Solow, R., 1992) ». Après avoir averti que, si nous voulons faire de la soutenabilité plus qu'un vague engagement émotionnel, nous devons préciser – remarque Solow – ce que l'on veut conserver, en concrétisant l'énoncé générique du rapport de la commission Brundtland cité plus haut. Pour Solow, ce qui doit être conservé est la valeur du stock de capital (y compris le capital naturel) dont dispose la société, et qui donnerait aux générations futures la possibilité de continuer à produire le bien-être économique dans une situation identique à celle d'aujourd'hui.

Pour Solow, le problème consiste, d'une part, à établir une évaluation adéquate complète et certaine du stock de capital et du dommage subi par celui-ci et, d'autre part, à garantir que la valeur de l'investissement – augmentant annuellement ce stock – couvre au moins la valeur annuelle des dommages subis. « L'engagement en faveur de la soutenabilité se concrétise ainsi dans celui de maintenir un montant déterminé d'investissement productif », car « le péché capital n'est pas l'extraction minière, mais la consommation des rentes extraites de la mine » (Solow, R., 1992). Le traitement du thème de la soutenabilité en termes d'investissement explique l'extension, parmi les économistes, de l'idée selon laquelle le problème de l'environnement sera plus facilement résolu lorsque la production et la rente se situeront au-dessus de certains niveaux permettant l'augmentation sensible des investissements allant vers l'amélioration de l'environnement. Cela explique aussi la recommandation aux pays pauvres de faire prévaloir la croissance économique sur les préoccupations environnementales, afin d'obtenir plus rapidement les niveaux de rente supposés leur permettre de mieux résoudre leurs problèmes environnementaux.

Comme on pouvait s'y attendre, l'interprétation de l'objectif de soutenabilité selon l'idée usuelle de système économique, se restreint forcément à la sphère monétaire. Mais, comme Solow le précise, cela ne signifie pas que le problème puisse être résolu dans l'univers isolé des valeurs pécuniaires ou de change, sur la base du fait que les économistes spécialisés découvrent de nouvelles techniques d'évaluation des ressources naturelles et environnementales et réévaluent les estimations du stock de capital, obtenant ainsi le « véritable » produit net consommable permettant de ne pas appauvrir les générations futures. Solow reconnaît que les prix ordinaires des transactions ne donnent

pas une réponse adéquate et prévient que « franchement, mon raisonnement dépend dans une grande mesure de prix de référence approximativement corrects », ce qui implique, conclut-il, que « nous dépendons d'indicateurs physiques pour juger correctement l'activité économique par rapport à l'usage des ressources environnementales. Ainsi, le cadre conceptuel proposé devrait aussi aider à clarifier la pensée en matière d'environnement ». (Solow, R., 1992) Indépendamment de la foi dans les possibilités, ouvertes par la voie que suggère Solow, de corriger les ensembles économiques habituels, nous soulignons – tout comme lui – que sa proposition ne s'oppose pas à la bonne connaissance de l'interaction des processus physiques avec l'environnement, rétablissant le lien entre l'univers isolé de la valeur (dans lequel raisonnent les économistes) et le milieu physique environnant, ou pour le dire d'une autre manière, en utilisant le gaspillage de la production de valeur pour analyser les processus physiques sous-jacents.

Il faut surtout souligner le fait que l'approche des questions environnementales (et finalement de l'idée même de soutenabilité) divise les économistes. En effet, d'une part on fait l'éloge des possibilités de l'optique proposée sans relever sa dépendance par rapport à l'information physique sur les ressources et les processus. D'autre part, une série d'auteurs – plus ou moins liés à la revue et à l'association *Ecological Economists* – estiment que le traitement des questions environnementales – et de l'idée même de soutenabilité – implique non seulement de revoir, mais d'élargir et de reformuler l'idée usuelle de système économique. La principale limite constatée par ces auteurs dans l'interprétation de la soutenabilité à partir de la notion usuelle de système économique, provient du fait que les objets composant cette version élargie du stock de capital ne sont ni homogènes, ni nécessairement remplaçables. Ils estiment que les éléments et systèmes qui composent le « capital naturel » se caractérisent plus par le fait d'être complémentaires que remplaçables par rapport au capital produit par l'être humain (Daly, H., 1990). Cette limite s'entrecroise avec une autre, qui impose l'irréversibilité propre des principaux processus de détérioration (destruction d'écosystèmes ou de sols fertiles, extinction d'espèces, épuisement des ressources minières, changements climatiques, etc.). Ehrlich estime que le flux circulaire où l'investissement corrige le dommage occasionné par le système même qui le produit n'est pas viable dans le monde physique : « C'est le simple diagramme d'une machine au mouvement perpétuel, qui ne peut exister que dans l'esprit des économistes ». (Ehrlich, P.R., 1989) Il suffit de représenter le fonctionnement d'organismes, de populations ou d'écosystèmes en termes de systèmes ouverts, c'est-à-dire qui ont besoin de consommer de l'énergie et de la matière pour rester en vie. La clé de la soutenabilité de la biosphère réside dans le fait

que cette dégradation s'articule avec l'énergie solaire reçue quotidiennement et qui, dans n'importe quel cas, va se dégrader (et non dans le fait que la biosphère soit capable de réparer cette dégradation).

L'impossibilité physique d'un système réglant à l'interne la détérioration occasionnée par son fonctionnement propre invalide aussi la possibilité d'étendre à l'échelle planétaire l'idée que la qualité du milieu ambiant s'améliorera à partir de certains niveaux de production et de rente permettant d'investir d'avantage dans des améliorations environnementales. Celles-ci peuvent certainement se produire à l'échelle locale ou régionale, mais l'exemple global offert par le monde industriel ne s'est pas révélé jusqu'ici très recommandable : en effet, il se solde par une importation croissante de matières premières et d'énergies provenant d'autres territoires et par l'exportation vers ces derniers de déchets et de processus contaminants. Cela revient à donner pour exemple la possibilité commune dans le monde physique de maintenir et même d'améliorer la qualité interne d'un système basé sur l'utilisation de ressources extérieures et l'exportation des déchets. L'autre possibilité ouverte consisterait à refondre le système pour obtenir une utilisation plus efficiente des ressources, générant par conséquent moins de pertes – sous forme de déchets ou de perte de qualité interne. Le problème, c'est qu'une différence qualitative aussi capitale n'a pas de reflet clair dans l'univers homogène de la valeur, pas plus que n'en a généralement la casuistique des processus physiques, cachée sous le voile monétaire de la production de valeur ajoutée.

Compte tenu des limites de la thématique de la soutenabilité, pratiquée par l'appareil conceptuel de l'économie standard, les auteurs regroupés autour de *Ecological Economists* essaient d'analyser directement les conditions de soutenabilité des processus et système du monde physique sur lequel repose la vie humaine. On arrive ainsi, selon Norton (Norton, B.G., 1992) à deux notions de soutenabilité correspondant à deux paradigmes différents : une soutenabilité faible (selon la rationalité propre de l'économie standard) et une soutenabilité forte (selon la rationalité de cette économie de la physique qu'est la thermodynamique, et cette économie de la nature qu'est l'écologie). Nous traiterons ensuite de cette soutenabilité forte, qui se préoccupe directement de la santé des écosystèmes dans lesquels s'insèrent la vie et l'économie des hommes, mais sans pour autant ignorer les incidences du raisonnement monétaire sur les processus du monde physique. C'est donc sur cette durabilité, au sens fort indiqué – susceptible de répondre à la soutenabilité des villes et des établissements humains, généralement – que se centre ce document.

Le second pas pour dépasser l'état d'indéfinition actuelle se centre donc sur la durabilité des processus et des systèmes physiques, indépendamment des préoccupations économiques ordinaires sur la croissance des ensembles

monétaires. Réfléchissons donc à la notion de soutenabilité forte pour en dissiper les ambiguïtés, en écartant le thème du développement. Pour cela, il faut tout d'abord identifier les systèmes dont nous prétendons juger la viabilité ou la soutenabilité, ainsi que préciser le milieu spatial (avec la disponibilité subséquente de ressources et de stockage de déchets) attribué à ces systèmes et l'horizon temporel de leur viabilité. Si nous nous référons aux systèmes physiques organisant la vie humaine (systèmes agraires, industriels... ou urbains), nous pouvons affirmer que leur viabilité dépendra de leur possibilité d'approvisionnement en ressources et de recyclage des déchets, ainsi que de leur capacité à contrôler les pertes de qualité (internes ou environnementales) qui affectent leur fonctionnement. Il est clair que ces aspects dépendent de la configuration et du comportement des systèmes sociaux qui les organisent et les maintiennent. Par conséquent, clarifier l'objectif de la soutenabilité est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour sa mise en œuvre effective. La conservation d'éléments déterminés ou de systèmes intégrant du patrimoine naturel ne doit pas être assurée seulement par la population, mais requiert des institutions qui veillent à la conservation et à la transmission de ce patrimoine aux générations futures, thème sur lequel insiste Norgaard dans les textes mentionnés ci-dessus.

L'indication du milieu spatio-temporel de référence donne précisément une amplitude majeure ou moindre à la notion de soutenabilité (forte) d'un projet ou d'un système : toute expérience de laboratoire ou tout projet urbain peut être durable à très longue échéance si l'on met à leur service toutes les ressources de la terre ; néanmoins, peu d'entre eux le seraient s'ils étaient appliqués à l'échelle planétaire. On parle alors de soutenabilité globale, en raisonnant sur l'extension planétaire des systèmes mentionnés, en prenant la terre comme échelle de référence, et de soutenabilité locale, en se référant à des systèmes ou à des processus plus partiels ou limités dans l'espace et dans le temps. De même, on parle de soutenabilité partielle, en se référant uniquement à quelques aspects, sous-systèmes ou éléments déterminés (par exemple, la gestion de l'eau ou de quelque type d'énergie ou de matière, du territoire) et non à l'ensemble du système ou du processus étudié dans toutes ses implications. Évidemment, à très long terme, soutenabilité locale et soutenabilité partielle sont appelées à converger avec la soutenabilité globale. Néanmoins, la différence entre soutenabilité locale (ou partielle) et soutenabilité globale est importante lorsque, comme souvent, on ne raisonne pas à long terme.

Le cadre analytique parcellaire appliqué à la solution des problèmes et à la recherche de rentabilité à court terme, prédominant dans la civilisation industrielle, représente une source inépuisable d'« externalités » non désirées et de

systèmes dont la généralisation territoriale se révèle à terme insoutenable, si l'on considère le cas des systèmes urbains. Les améliorations en matière de santé et de logement dans les villes – rendant possible l'énorme croissance de celles-ci – ont généralement été obtenues au prix de l'accentuation de l'exploitation et de la détérioration d'autres territoires. Le problème réside dans le fait que cette croissance se révèle non seulement insoutenable globalement, mais qu'elle met en danger les efforts accomplis en matière de salubrité et de logements, raison pour laquelle ces trois aspects doivent être traités conjointement. Le *Livre vert de l'environnement urbain* (1990), publié par l'Union européenne, dépasse les habituels points de vue partiels, en se préoccupant non seulement des conditions de vie dans les villes, mais aussi de leurs incidences sur le reste du territoire. Ce point de vue coïncide avec la soutenabilité globale mentionnée plus haut et a été maintenu dans d'autres documents ultérieurs.

Plus particulièrement, le rapport final du groupe d'experts sur l'environnement urbain de l'Union européenne, intitulé « Cités européennes durables » (1995), signale que « le défi de la soutenabilité urbaine signifie résoudre tant les problèmes expérimentés dans les villes que les problèmes causés par les villes ». Néanmoins, cinq ans après l'énoncé de cet axe de soutenabilité globale, il n'existait ni l'appareil conceptuel, ni les instruments de mesure nécessaire pour l'appliquer en toute connaissance de cause et en garantir le suivi. Ce document se lance dans une discussion sur les politiques favorables à la soutenabilité, sans même préciser le contenu de celle-ci. Il n'aborde pas non plus la problématique complexe suscitée par l'ampleur du cadre proposé, vu les multiples interconnexions observées dans les systèmes où l'être humain intervient ou qu'il trace sur la toile de fond de la biosphère (en relation avec l'hydrosphère, la lithosphère et l'atmosphère). Si nous voulons juger la soutenabilité des villes au sens global proposé, nous devons nous préoccuper non seulement des activités qui s'y déroulent, mais aussi de celles dont elles dépendent, même si ces activités s'exercent ou influent sur des territoires éloignés. Juger selon cette perspective la soutenabilité des villes nous conduit forcément à juger la soutenabilité (ou plutôt la non-soutenabilité) du noyau principal de comportement de la civilisation industrielle. C'est-à-dire inclure l'agriculture et les activités industrielles ou d'extraction qui approvisionnent les villes et les processus qui s'y déroulent. Car le problème principal réside dans le fait que la soutenabilité locale des villes repose sur une non-soutenabilité globale croissante des processus d'appropriation et de rejet dont elles dépendent.

Références

- Rapport Brundtland (1987), *Notre avenir à tous*, Oxford, Oxford University Press (disponible sur Wikilivres).
- Daly, H.E. (1990) « Toward Some Operational Principles of Sustainable Development », *Ecological Economics*, vol. 2, n°1, p. 1-6, 1990.
- Dixon, J.A. et Fallon, L.A. (1991) « El concepto de sustentabilidad: sus orígenes, alcance y utilidad en la formulación de políticas », Vidal, J. (comp.) *Desarrollo y medio ambiente*, Santiago de Chile, CIEPLAN, la version originale *Society and Natural Resources*, Vol. 2, 1989.
- Ehrlich, P.R. (1989) « The limits to substitution: Meta resource depletion and new economic-ecological paradigm » *Ecological economics*, vol. 1, n°1, p. 10.
- Guimarães, R.P. (1994) « El desarrollo sustentable: ¿propuesta alternativa o retórica neoliberal? » *Revista EURE*, Vol. 20, n° 61.
- Malthus, T.R. (1827) « Definitions in Political Economy. Preceded by an Inquiry into the Rules which Ought to Guide Political Economists in the Deviation from the Rules in their Writings », Londres.
- Naredo, J.-M. (1987) « La economía en evolución. Historia y perspectivas de las categorías básicas del pensamiento económico » Madrid, Siglo XXI.
- Meadows, D.H. y D.L. (1991) « Beyond the Limits », *El País & Aguilar*, Madrid, 1992.
- J.S. Mill (1848) « Principles of Political Economy », Nuestra referencia corresponde a la traducción del F.C.E., México, realizada sobre la 7. edición inglesa de 1871 corregida por el autor, p. 641-642.
- M'Mwereria, G.K. (1996) « Technology, Sustainable Development and Imbalance: A Southern Perspective » (International Conference on Technology, Sustainable Development and Imbalance, Tarrasa, Spain).
- Norgaard, R.B. (1994) « Development Betrayed. The end of progress and a coevolutionary revisioning of the future », Londres y Nueva York, Routledge, p. 22.
- Norgaard, R.B. (1996) « Globalization and unsustainability » (International Conference on Technology, Sustainable Development and Imbalance, Tarrasa, Spain).
- Norton, B.B. (1992) « Sustainability, Human Welfare and Ecosystem Health », *Ecological Economics*, vol. 14, n° 2, p. 113-127.
- O'Riordan, T. (1988) « The politics of sustainability » in *Sustainable Management: Principle and Practice*, Turner, R.K. (ed), Londres y Boulder, Belhaven Press y Westview Press.
- Sachs, I. (1994), Entrevista en *Science, Nature, Société*, Vol. 2, n°3, 1994.
- Sachs, W. (1992) « The Development Dictionary. A Guide to Knowledge as Power », Londres y New Jersey, Zed Books, p. 1.
- Solow, R. (1991) « Sustainability: An Economist's Perspective » Dorfman, R. y Dorfman, N.S. (eds.), *Economics of the Environment*, 3. Ed., Nueva York.
- Solow, R. (1992) « An almost Practical Step towards Sustainability », Conferencia pronunciada con motivo del 40 aniversario de Resources for the Future, 8-10-1991.

* Paru dans *Habitat y Rebelión*, et diffusé par le *Boletín informativo, Red solidaria de revistas, Correspondencia de Prensa*, Año IV - 12 novembre 2006. Traduit par Razmig Keucheyan et Hans-Peter Renk.

Sonia Dayan-Herzbrun

CSPRP. Université Paris-Diderot.

De l'autonomie des femmes en pays d'Islam.
Perspectives postcoloniales

La théorie féministe qui, depuis une trentaine d'années a introduit en sciences sociales de nouvelles interrogations, de nouveaux objets, de nouvelles méthodes de travail, rencontre aujourd'hui un certain nombre de difficultés. Élaborée dans différents pays du monde occidental, en liaison avec d'importants mouvements sociaux mais à l'intérieur d'horizons de pensée fort divers, cette théorie n'a cessé d'évoluer. Elle a été, et continue à être, un espace de discussions, voire de désaccords. Elle est aussi un espace de questionnements, sans doute plus encore dans les pays anglophones qu'en France, où les débats se sont longtemps figés autour de l'opposition entre « différentialistes » et « universalistes ». Un certain nombre de revendications sociales ou politiques du mouvement féministe ont été à peu près satisfaites. Ce sont essentiellement celles qui concernent la gestion de la sexualité et de la reproduction. Des femmes ont accédé à quelques uns de ces lieux de pouvoir (scientifiques, économiques, politiques) d'où elles semblaient à jamais exclues. Les inégalités ont changé de visage et la distance sociale entre les femmes s'est considérablement accrue. Les inégalités sociales entre les femmes ne relèvent plus, comme naguère encore, du lien aléatoire à un père ou à un mari, mais, pour ce qui est des pays du « Nord », elles séparent entre elles des femmes dont le statut juridique et économique s'est autonomisé. Cette distance, plus considérable encore quand à la relation de classe s'ajoute une relation « ethnicisée »¹, se dissimule souvent sous le discours convenu d'une commune subordination à la domination masculine. Il reste vrai que la plupart des femmes, toutes classes confondues, partagent l'expérience commune des tâches domestiques, et que toutes se voient un jour exposées à la violence, qu'elle soit physique ou symbolique. C'est sur ce vécu commun que l'on insiste souvent au détriment d'une analyse fine des divisions et des complexités.

Si les différences de classes sont brouillées dans le discours tenu dans le courant féministe dominant et institutionnel, le questionnement sur les relations qualifiées, sur le territoire national, d'interethniques, tout comme la manière dont il est fait mention des régions du monde jadis colonisées par les puissances

occidentales, a pris bien souvent l'aspect d'un discours normatif sur les rapports hommes-femmes. Ceci est particulièrement vrai pour les pays où l'islam est la religion majoritaire. La référence culturaliste à l'islam et au statut des femmes y est récurrente, sans aucune considération politique, historique ou sociale. Mais dans le même temps, les « ethnicisé-e-s » et ceux qui furent autrefois colonisés, ont également pris la parole. Les transformations sociohistoriques récentes ont fait apparaître de nouvelles façons de voir, ainsi que de nouveaux sujets connaissant, parmi lesquels les hommes et les femmes appartenant à des pays qui ont été colonisés, ou issus de la traite des esclaves. Longtemps, ils et elles ont été les objets de nombreux discours, mais n'ont que très rarement pris la parole en leur nom propre. Si elles et ils le faisaient c'était de façon mimétique, en mettant un masque blanc sur leur peau noire, pour paraphraser Frantz Fanon, seule façon de se faire un peu entendre et d'acquiescer un soupçon de légitimité. Mais cela signifiait l'intériorisation et la confirmation de la domination.

Désormais il n'en va plus de même. La prise de parole de ces anciens colonisé-e-s pose des questions majeures. Celles-ci ont été soulevées dans les années 1980 et à partir des travaux se menant conjointement en Inde et aux États-Unis, sous la forme du courant collectif des « études subalternes » (*subaltern studies*). Les historien(ne)s, les théoricien(ne)s de la littérature, les philosophes, qui se réclament de ces « études subalternes » se réfèrent explicitement à Antonio Gramsci, et à l'opposition mais aussi aux interrelations sociales et culturelles, que celui-ci établit, dans ses *Cahiers de prison*, entre l'élite, à la fois dominante et hégémonique, et les subalternes sur lesquelles s'exerce la coercition physique et la domination idéologique. Il ne s'agit pas seulement, pour les subalternes, de décrire et d'analyser les modalités de domination et d'imposition de l'hégémonie. Il convient aussi de dire les résistances, de « redonner toute leur place aux multiples groupes occultés ou oubliés dans les récits de l'histoire : les femmes, les minorités, les dépossédés, les réfugiés, les exilés, etc »². Cette démarche, qui dépasse les frontières géographiques ou disciplinaires, est à la fois épistémologique et politique.

Le développement des « subaltern studies » est contemporain d'un autre courant, avec lequel il dialogue : celui des « cultural studies », présent surtout en Grande Bretagne, puis aux États-Unis. Ce courant pense les nations occidentales d'aujourd'hui dans leur complexité ethnique et culturelle, et il soulève la question du racisme implicite dans les constructions nationales, percevant le racisme comme le non dit de la nation. Stuart Hall examine ainsi la façon dont le discours britannique dominant se réfère à des enfants nés dans des familles qui ont vécu en Grande-Bretagne depuis des générations, et dont on ne peut plus dire qu'ils sont jamaïcains. Doit-on dire que ce sont des Britanniques

noirs, ou bien des Afro-Caribéens, ou encore des immigrants des Indes occidentales ? Ces affiliations ou ces assignations qui s'insèrent aussi dans des positions de classe ou de genre ne sont pas que des faits de langage, ils ont des conséquences indéniables sur les pratiques. « Ce qui est en question, c'est le contenu effectif des discours utilisés, pour les groupes blancs et pour les groupes noirs de la population, »³. La question centrale devient alors celle du devenir sujet pour soi et pour les autres. Au-delà d'une déconstruction de l'essentialisation de l'altérité, Hall vise donc, comme les théoriciens des Subaltern studies, une théorisation de la subjectivité prise dans le jeu pratiques sociales objectives postérieures dans le temps à la colonisation et à la traite.

Ces deux courants font en effet apparaître ceux qui ont été soumis, asservis, dominés, comme des sujets de leur propre histoire. Mais ces sujets sont des sujets sexués. La prise en compte des relations hommes/femmes devient très vite chez la plupart des auteurs partie intégrante de l'analyse postcoloniale. Car la différence des sexes a été largement exploitée dans la domination coloniale et dans les rapports sociaux que l'on peut qualifier de postcoloniaux, qui ont succédé à cette période. La vision coloniale qui persiste après la décolonisation politique conçoit les femmes des pays dits du Sud comme des êtres passifs souffrant de leur soumission aux hommes de leurs groupes (familial, social, religieux, ethnique, etc.). Il faudrait donc leur porter secours contre leurs hommes. L'intervention américaine en Afghanistan est une illustration caricaturale de cette conception qui avait déjà prévalu lors de la colonisation française de l'Algérie⁴.

Un des thèmes récurrents des études postcolonial consiste ainsi à montrer comment le statut inférieur des femmes colonisées a été utilisé et continué de l'être, pour justifier la colonisation ou l'ingérence. Ce discours officiel qui a d'abord été celui des missionnaires, des administrateurs, des politiques, aujourd'hui des journalistes, mais pas seulement, présente invariablement ces femmes comme des victimes passives des traditions, quelles que soient ces « traditions » opposées à ce qui est désigné comme la « modernité occidentale ». Il n'y est jamais tenu compte des situations sociales, politiques et historiques complexes. « Les musulmanes ont-elles réellement besoin d'être sauvées ? » demandait en septembre 2002 l'anthropologue palestino-américaine Lila Abu-Lughod⁶. S'agissant ainsi de l'Afghanistan, Charles Hirschkind et Saba Mahmood ont montré que la guerre suscitée et financée par les États-Unis pour déloger l'Union soviétique avait détruit l'équilibre fragile de ce pays, l'un des plus pauvres du monde, où le taux de mortalité infantile et maternelle était particulièrement élevé. « Ces conditions n'ont pu qu'être exacerbées par l'afflux d'armes, qui exposait les gens ordinaires à la violence, à une échelle sans précédent. Comme c'est souvent le cas, la militarisation croissante de la

société afghane a soumis les femmes à la violence plus qu'elles ne l'avaient jamais été »⁷. Durant la période de la guerre civile et de famine, qui a précédé la prise de pouvoir par les Talibans, environ deux millions d'Afghans ont été tués et six millions chassés de chez eux, dont 75 % de femmes et d'enfants. Les mines placées durant cette période continuent à estropier et à tuer. Pourquoi alors, s'interrogent les deux auteurs, fait-on silence par exemple sur les viols commis par les milices d'Hekmatyar et d'autres chefs tribaux, et pourquoi se focalise-t-on sur l'interdiction faite par les Talibans aux citadines afghanes de s'habiller à la mode occidentale ? À la victimisation d'un groupe indifférencié correspond la diabolisation d'un autre, ce qui a des conséquences à la fois intellectuelles (l'affect le plus primaire remplace la pensée) et politiques. Mais à n'être que victimes, les femmes sont réduites au silence de ce qui est totalement passif.

Un regard lucide sur la situation coloniale impose une perspective différente de celle qui justifie la prise de pouvoir sous le prétexte de protection – on disait le « protectorat ». Le pur et simple transfert des critères et des catégories binaires généralement utilisées pour l'analyse des rapports hommes-femmes dans les pays du Nord, qui est déjà insuffisante en ce qu'elle néglige les rapports de classe, n'est plus jugé pertinent. L'analyse des relations de pouvoir ne saurait donc se réduire à des « opposition binaire entre masculin versus féminin, ou égalité versus différence »⁸. Les chercheuses féministes afro-américaines y intègrent avant tout la dimension de la race, outil discursif tant pour l'oppression que pour la libération. La race n'apparaît pas alors comme une essence, mais comme un ensemble d'expériences ancrées dans le social, le politique, l'historique, les productions culturelles. On peut la concevoir comme un métalangage, qui enveloppe « la construction et la représentation des autres relations sociales et de pouvoir, à savoir le genre, la classe, la sexualité »⁹. Elle n'est pas seulement un mode de domination qui se surajouterait à un autre (en particulier la domination masculine). Elle est aussi le point de départ d'une résistance qui interroge ce qui, de l'hégémonie, se donne comme donnée universelle, à savoir la domination masculine comme butée ultime de l'analyse. On cite souvent la formule de Gayatri Spivak qui, commentant l'interdiction par les Britanniques, en 1829, du rituel du *sati*, c'est à dire du sacrifice des veuves en Inde, parle ironiquement d'« hommes blancs sauvant des femmes de couleur d'hommes de couleur »¹⁰. Elle ajoute que les femmes blanches du dix-neuvième siècle n'ont « pas produit là-dessus de discours différent de celui de leurs hommes ». Que se passe-t-il, si au lieu de les traiter en victimes passives des hommes de leur groupe, on se rend attentif à ce que disent ces « subalternes », si on prend au sérieux le statut de sujet actif

de ces femmes qui semblent vouloir célébrer le deuil de leur mari en s'immolant par le feu. Il n'y a pas de réponse simple, et Gayatri Spivak fait à deux reprises un très long détour narratif pour donner un sens à cette conduite : par exemple en rappelant que, dans la doctrine hindouiste, le suicide est répréhensible, et qu'il ne s'agit donc pas là d'un rite prescrit par la « culture » ou la religion. Bien au contraire, on pourrait comprendre cette mort comme le « signifiant exceptionnel pour une femme de son propre désir, et qui excède la règle générale à laquelle une veuve doit se conformer »¹¹, et finalement comme un geste politique. L'interdiction faite par le colonisateur donne d'autant plus de prix à une transgression qui peut être assimilée au sacrifice qu'un-e combattant-e fait de sa vie en cas de guerre. Gayatri Spivak ne veut nullement défendre le *sati*, mais seulement montrer les significations complexes et multiples qu'un tel geste peut avoir pour des femmes qui, dans des situations historiques précises, sont les auteures de leurs propres actions. L'essai de Gayatri Spivak que l'on peut considérer fondateur du « féminisme postcolonial »¹² et dans lequel on trouve la formule ironique que j'ai citée plus haut « des hommes blancs voulant protéger et sauver les femmes de couleur des hommes de couleur » a pour titre provocateur « Can the Subaltern Speak ? ». Dans le monde grec ancien, que la culture occidentale place à son origine, les peuples dominés, les non-grecs étaient appelés « barbares », onomatopée qui signifiait qu'ils n'étaient capables d'émettre que des borborygmes, et non de produire un langage véritablement humain¹³. La question posée par Spivak prend alors tout son sens ? Les « subalternes », les asservis et les infériorisés, ceux qui sont soumis non seulement à la domination mais au poids de l'hégémonie, au sens de Gramsci, peuvent-ils parler en leur nom propre, c'est-à-dire échapper à l'hégémonie ? Cette parole est-elle possible, légitime, audible, susceptible d'être reconnue comme porteuse de raison ? Et que se passe-t-il quand elles ou ils se mettent à parler, à écrire, à théoriser ? Qu'est-ce qui se produit si de la décolonisation institutionnelle et politique, peut-être purement formelle et toujours problématique¹⁴, on passe à l'autonomisation intellectuelle ? Une telle mutation, quand elle se produit, affecte non seulement les débats théoriques et politiques des sociétés colonisatrices mais aussi des sociétés colonisées. De la même façon que le sexisme affecte les hommes et les femmes, de même, comme le montre Stuart Hall, l'une des valeurs principales du terme postcolonial est de nous faire comprendre que la colonisation a toujours profondément marqué les sociétés des métropoles impériales « comme elle s'est inscrite de manière indélébile dans les cultures des colonisés »¹⁵. Du fait de cette « transculturation », selon le concept de Stuart Hall, il n'y a plus, depuis très longtemps, d'opposition binaire entre un monde des colonisés et un monde des colonisateurs, pas plus qu'il n'y a de

césure temporelle entre le moment de la colonie et celui de la décolonisation. Il s'agit bien plutôt d'un processus complexe, à temporalités multiples, avec des moments de rupture, de décentrement et aussi des interconnexions.

Le premier moment de la décolonisation des discours est celui de la rupture avec les approches consensuelles encore largement en vigueur. La domination qui pèserait sur les femmes musulmanes, du fait de l'Islam, fait, par exemple, largement consensus dans les sociétés du Nord. Cependant l'anthropologue américano-pakistanaise, Saba Mahmood, qui vient de publier un ouvrage important sur l'activité des femmes dans le revivalisme musulman en Égypte en développe une thèse très différente. Elle marque clairement une de ces ruptures les plus récentes. Depuis la fin des années 1970 un grand nombre de femmes ont commencé à se réunir dans des mosquées, à apprendre ou à enseigner la doctrine musulmane, en transformant à la fois le caractère andro-centré des mosquées et de la pédagogie de l'islam, et en réfléchissant ensemble aux questions qui se posent dans leur vie, leur famille, leur travail, leur parcours scolaire ou universitaire. Ce mouvement a eu un effet considérable sur la société égyptienne elle-même. Il a suscité des changements dans la façon de s'habiller, de parler, de se conduire, de mener le débat public.

À partir d'un travail empirique considérable sur ce phénomène, Saba Mahmood pose clairement la question de l'autonomie des femmes et de leur statut de sujets de l'histoire. « Pendant des décennies, écrit-elle, les chercheurs travaillant sur le Moyen-Orient, ont dépeint les femmes arabes et musulmanes comme des personnes passives et soumises, enchaînées par les structures de l'autorité masculine »¹⁶. Elle se propose au contraire, à la suite d'autres chercheuses féministes qui ont réintroduit les voix trop absentes des femmes dans les analyses des sociétés du Moyen-Orient, de se centrer sur la capacité de ces femmes, et plus particulièrement ici des femmes du mouvement des mosquées, à agir à la fois en tant que sujets de leur propre histoire et de l'histoire collective.

Loin des clichés largement répandus, non seulement dans les médias mais aussi dans des travaux qui se disent scientifiques et se réclament d'un féminisme compassionnel, clichés qui montrent les femmes arabes et musulmanes soumises à l'oppression religieuse et patriarcale en vertu de coutumes ou de cultures ancestrales et intemporelles, elle met en évidence, dans le revivalisme piétiste, des modes de subjectivation qui ne sont pas ceux que l'on privilégie dans les pays du Nord.

Deux présupposés théoriques fondent ici l'analyse de Saba Mahmood. L'un et l'autre dérivent de sa lecture de Michel Foucault qui a nourri tout un pan de la pensée postcoloniale. Saba Mahmood pose d'une part que le sujet ne précède pas les relations de pouvoir, mais est produit à travers des relations de pou-

voir¹⁷ et des pratiques discursives inscrites dans une certaine tradition comme le fut le souci de soi dans le monde gréco-romain. D'autre part, elle conceptualise l'*agency*, « pas seulement comme un synonyme de la résistance aux rapports de domination, mais aussi comme la capacité d'agir que des relations spécifiques de subordination créent et rendent possible »¹⁸. Il y a donc plusieurs modes de conception et de mise en œuvre de l'*agency*, dont l'une passe par la soumission aux règles et aux normes, ou se manifeste plutôt comme une certaine façon d'habiter les normes. Cette subordination n'est pas le désir de soumission à l'autorité imaginé par les orientalistes. C'est une soumission à des normes qui seule rend possible l'action. De la même façon le pianiste virtuose ne peut maîtriser son instrument que s'il se soumet à une discipline rigoureuse.

Saba Mahmood montre alors comment à travers des pratiques rituelles et discursives qu'elle détaille et analyse longuement – qui forment ce que Foucault désigne comme *éthique* - les musulmanes égyptiennes du mouvement piétiste des mosquées se constituent comme sujets et même en sujets politiques, non pas en contestant des normes, mais en trouvant de nouveaux modes pour les vivre et les habiter. Son approche n'est en aucun cas culturaliste et n'invoque aucun retour au passé, ou pire encore à une soi disant tradition. « Les pratiques de ces femmes, écrit-elle, ne peuvent être lues comme la réitération de rôles traditionnels, puisque le mouvement des mosquées des femmes a reconfiguré de façon significative la pratique pédagogique de l'Islam et l'institution sociale des mosquées »¹⁹. Les femmes des mosquées du Caire s'inscrivent dans la modernité, dans le changement, dans une relation de proximité et d'imbrication réciproque avec le sécularisme libéral, en dépit d'un discours d'opposition au discours hégémonique. Elles ne sont pas assignées à une altérité irréductible et pour tout dire répugnante que connote souvent l'épithète de « fondamentaliste » qui leur est accolé²⁰. Elles témoignent d'un mode sociohistorique particulier de constitution d'une forme du sujet, et ce mode n'est pas étranger à l'histoire intellectuelle et spirituelle, passée et présente, de l'Occident. Le comportement de ces femmes devient d'autant plus intelligible si l'on rappelle, comme le fait Saba Mahmood, l'influence de la tradition aristotélicienne, en particulier de l'*Éthique à Nicomaque* sur les pratiques piétistes de l'Islam²¹, ou si l'on rapproche l'éthique du revivalisme des mosquées de celle qui a été longtemps en vigueur dans l'Église anglicane. On est donc bien ici, en tout cas au niveau de la conceptualisation et des analyses, dans l'entre-deux, le va-et-vient, l'entrelacement aussi, qui sont une des caractéristiques de l'approche postcoloniale.

Il ne saurait être question d'identifier les choix de vie des chercheuses qui prennent au sérieux ce que disent et ce que font les femmes à propos desquelles elles

écrivent, avec les pratiques qu'elles analysent et auxquelles elles donnent un sens. C'est leur démarche de connaissance qui importe. Dans sa préface de 2003 à une réédition de *l'Orientalisme*, Edward Saïd qualifiait sa démarche d'« humaniste », nonobstant le rejet de cette notion par les critiques postmodernistes auxquelles on relie parfois la théorie postcoloniale. Il y définissait l'humanisme par la volonté de « briser les chaînes de notre esprit afin d'utiliser celui-ci à une réflexion historique et raisonnée. L'humanisme est également entretenu par un sentiment de communauté avec d'autres chercheurs, d'autres sociétés et d'autres époques: il n'existe pas d'humanisme à l'écart du monde. Chaque domaine est lié à tous les autres, et rien de ce qui se passe dans le monde ne saurait rester isolé et pur de toute influence extérieure »²². Les féministes du courant postcolonial sont parties de cette aspiration humaniste qui redonne sens à l'universel, à un universel en constante réélaboration à partir de lieux et de directions multiples. Elles soulèvent aussi des questions théoriques majeures. Dans l'introduction à un ouvrage consacré aux femmes du Moyen-Orient dans la modernité, l'anthropologue Lila Abu-Lughod²³ met en lumière toute la complexité et tout l'intérêt de ce positionnement qui rompt avec les pré-supposés de l'orientalisme: « La plus grande partie de la bonne littérature récente en histoire et en anthropologie des femmes du Moyen-Orient, peut être conçue comme allant à l'encontre des discours universalisants sur le patriarcat, l'islam et l'oppression. Ces chercheur-e-s se sont efforcés de spécifier, de particulariser, et de fonder dans les pratiques, la situation, la classe et l'époque, les expériences des femmes et les dynamiques de genre. Même quand ils font des comparaisons, c'est toujours dans le plus grand respect des spécificités historiques, régionales, politiques et économiques²⁴. »

Fort peu d'études sérieuses ont été consacrées à la vie des femmes dans les sociétés musulmanes du passé. Une des meilleures a abouti à l'ouvrage de l'historienne américaine Judith Tucker consacré au fonctionnement des cours musulmanes justice, au xvii^e et au xviii^e siècle, dans la Palestine et la Syrie de l'Empire ottoman²⁵. Cet ouvrage est l'un des exemples les plus significatifs de la rupture d'avec les discours récurrents sur « les femmes et l'Islam » qui essentialisent les femmes, et décontextualisent l'Islam sans identifier des pratiques sociales et historiques. Judith Tucker a effectué la plupart de ses recherches à partir des recueils de « *fatwa* », c'est-à-dire de décisions de tribunaux, à Naplouse et à Amman. Elle a sélectionné les affaires qui mettaient en question les relations de genre et la sexualité, et où soit les hommes, soit les femmes, saisissaient les tribunaux en leur demandant de trancher un litige. Elle a donc travaillé sur l'ensemble de cette jurisprudence et sur la manière précise, dont, dans cet espace précis, la Palestine et la Syrie des xvii^e et xviii^e siècle les *qadis* (juges) et les *muftis* (jurisconsultes) des tribunaux

musulmans, en interprétant les lois de l'islam, géraient les relations de genre. Elle met en évidence les dynamiques d'interaction qui s'y déroulent et qui sont tout autant de modes de négociation avec le patriarcat. À partir de cas précis, elle montre que les autorités religieuses présentes dans les tribunaux avaient pour souci le maximum de justice pour chacun et chacune, mais aussi l'aplanissement des conflits. On peut citer un cas particulièrement significatif de reconnaissance d'une certaine autonomie pour les femmes, par ces agents du contrôle social qu'étaient les tribunaux islamiques. Il s'agit d'un cas de divorce. La question posée au tribunal est la suivante : « Il y a un homme qui a divorcé de sa femme par la procédure du *khul* (divorce à la demande de la femme) mais sans compensation financière²⁶. Maintenant il veut la reprendre, sans son accord, sans nouveau mariage et sans procédure légale. Peut-il le faire ? » La réponse est : « Le *khul* est un divorce irrévocable et il ne peut la reprendre, sauf si elle y consent. Sauf également s'il l'épouse à nouveau, en suivant toute la procédure légale. Avec ou sans compensation financière il s'agit d'un divorce irrévocable, aussi irrévocable que si le mari l'avait répudiée »²⁷. L'ensemble des décisions concernant le *khul* qui figurent dans ces jurisprudentiels, montre qu'aux yeux des tribunaux musulmans de Naplouse ou d'Amman, les femmes également, et pas seulement les hommes, étaient en droit de mettre fin à un mariage qu'elles jugeaient insatisfaisant. D'une manière plus générale l'étude de Judith Tucker montre à partir de cas très précis que les lois, même fondées sur l'autorité religieuse, sont toujours interprétées en un lieu et en un temps, qu'elles sont des phénomènes historiques, et que les femmes n'en sont pas nécessairement des jouets passifs.

Dans la perspective des études postcoloniales, les icônes de la modernité, semblables aux femmes des anciennes puissances impériales, et qui se rendent visibles dans des mouvements organisés du même type que les femmes du Nord ne sont plus les seules à être interrogées comme des sujets de leur propre histoire. Les premiers historiens des « subaltern studies » avaient montré le rôle historique de groupes négligés par l'histoire académique, par exemple les paysans de l'Inde. Il va en être de même pour les femmes « ordinaires » qui jadis ne valaient que pour ce qu'elles étaient supposées mettre en scène de traditionnel ou d'exotique. On s'aperçoit à travers des travaux récents, qu'elles aussi font preuve de capacité à agir et à infléchir la vie collective. La politologue Diane Singerman, qui a étudié la gestion au quotidien des quartiers populaires du Caire par sa population²⁸, a mis en lumière une véritable politique participative à l'intérieur d'un régime autoritaire. Cet autoritarisme bien réel ne joue qu'au niveau de ce qu'elle appelle l'« arène formelle », à travers la répression et la cooptation. Dans le vécu des petites gens, négligés par le pouvoir de l'État (mais aussi par la majorité des travaux de science politique) pour leur

malheur et leur bonheur, on peut parler au contraire d'une dynamique d'interaction où hommes et femmes gèrent leur vivre ensemble, à travers des processus politiques informels mais codés, et des stratégies à la fois individuelles et familiales. Diane Singerman montre bien que dès que l'on entre à l'intérieur des maisons, la façade extérieure et publique de la ségrégation des genres et du rôle de soumission des femmes s'effondre. On voit que les hommes et les femmes s'engagent ensemble, dans des relations de réciprocité et de gestion du groupe en relation avec l'ensemble du quartier, pour assurer la prospérité de la famille et leurs propres besoins individuels. Ce qui apparaît dans cette étude, comme dans celle de Saba Mahmood, c'est aussi une autre vision du politique qui ne relève plus de la séparation du public et du privé, qui ne se détermine plus par rapport à l'État mais dans une gestion du vivre ensemble dans laquelle les femmes sont pleinement partie prenante²⁹.

Les quelques travaux que je viens de citer dans cette trop brève esquisse conduisent à une nouvelle lecture de l'histoire, du rapport entre les sociétés, et des relations à l'intérieur de la société, y compris de la vie politique. S'agissant de l'histoire, le modèle occidental d'une modernité issue des Lumières et opposée à la tradition, ainsi que tout ce qui s'y véhicule d'idéologie du progrès et du développement y perd une bonne partie de sa légitimité³⁰. Si modernité il y a, celle-ci n'est certainement pas unidimensionnelle, et elle peut être mise en œuvre de façon plurielle. Cette pluralité n'est pas celle d'ensembles fixes, clos et séparés. Elle n'existe qu'à travers une multiplicité d'échanges et d'interactions. Ceci vaut bien entendu également pour les pays où l'islam est le référent historique et identitaire et offre un univers commun de significations. Y penser les femmes comme des sujets autonomes qui font l'expérience de la souffrance, mais celle aussi de l'agir, est indispensable si l'on veut, une fois pour toutes, sortir de la vision coloniale.

- 1 L'absence de terminologie adéquate pour désigner la relation sociale établie entre les membres du groupe national dominant et ceux qui appartiennent à un groupe national, religieux, ou racisé, dominé (c'est-à-dire stigmatisé, marginalisé, invisibilisé...), est bien signe d'un déni de réalité.
- 2 Edward W. Said, in *Selected Subaltern Studies*, Ranajit Guha and Gayatri Chakravorty Spivak eds, Oxford University Press, 1988, page 6.
- 3 Stuart Hall, « The Toad in the Garden: Thatcherism among the Theorists », in *Marxism and the Interpretation of Culture*, University of Illinois Press, 1988, page 67.

- 4 Marnia Lazreg, *The Eloquence of Silence: Algerian women in Question*, New York, routledge, 1994.
- 5 On trouve une excellente synthèse des débats théoriques autour de la notion de postcolonial dans l'essai de Stuart Hall, « Quand commence le postcolonial ? », publié dans Stuart Hall, *Identités et Cultures. Politique des Cultural Studies*, éd. Amsterdam, Paris, 2007.
- 6 Lila Abu-Lughod, « Do Muslim Women Really Need Saving? Anthropological Reflections on Cultural Relativism and its Others » (*American Anthropologist*; Sept. 2002, volume 104, n° 3).

- 7 Charles Hirschkind et Saba Mahmood, « Feminism, the Taliban, and politics of counter-insurgency », *Anthropological Quarterly*, 2002, p. 345.
- 8 Evelyn Brooks Higginbotham, « African-american Women's History and the Metalanguage of Race », *Signs*, Winter 1992, p. 251.
- 9 Evelyn Brooks Higginbotham, « African-american Women's History and the Metalanguage of Race », *Signs*, Winter 1992, p. 252.
- 10 Gayatri Chakravorty Spivak, « Can the Subaltern speak? » in *Marxism and the Interpretation of Culture*, University of Illinois Press, 1988, p. 297. Une partie de cette analyse a été reprise dans un ouvrage plus récent, Gayatri Chakravorty Spivak, *A Critique of Postcolonial Reason*, Harvard University Press, 1999.
- 11 Gayatri Chakravorty Spivak, « Can the Subaltern speak? » p. 301.
- 12 Un nombre important de textes issus de ce courant a été réuni dans *Feminist Postcolonial Theory*, Reina Lewis et Sara Mills ed., Routledge, New York, 2003.
- 13 On saisit alors toute la force du poète tragique Eschyle qui dans *Les Perses* donne la parole aux vaincus contraints à se reconnaître eux-mêmes comme « barbares », et fait entendre l'angoisse et la souffrance d'un magnifique personnage féminin, la reine Atossa, veuve de Darius et mère de Xerxès.
- 14 On peut, à titre d'exemple, lire l'article de Paula Banerjee « Femmes en Inde : législation et réalités », *Diogenes* n° 212, octobre-décembre 2005.
- 15 Stuart Hall, *Identités et Cultures. Politique des Cultural Studies*, p. 273, éd. Amsterdam, Paris, 2007.
- 16 Saba Mahmood, *Politics of Piety. The Islamic revival and the feminist subject*, Princeton University Press, 2005, p. 6.
- 17 « Ce que j'ai voulu essayer de montrer c'est comment le sujet se constituait lui-même dans telle ou telle forme déterminée... à travers un certain nombre de pratiques qui étaient des jeux de vérité, des pratiques de pouvoir, etc. » (Michel Foucault, « L'éthique du souci de soi comme pratique de la liberté », dans *Dits et écrits*, tome IV, éd. Gallimard, 1999, p. 718.
- 18 Saba Mahmood, *op. cit.*, p. 18.
- 19 Saba Mahmood, *op. cit.*, p. 15.
- 20 On peut lire à ce propos l'article de l'épistémologue Susan Harding, « Representing Fundamentalism : The Problem of the Repugnant Cultural Other », *Social Research*, 58, 2 (été 1991)
- 21 Saba Mahmood, *op. cit.*, p. 136-139.
- 22 Edward Said, *L'Orientalisme*, Éditions du Seuil, Paris 2005, p. 5.
- 23 Lila Abu-Lughod, *Remaking women. Feminism and modernity in the Middle-East*, Princeton University Press, 1998.
- 24 Lila Abu-Lughod, *op. cit.*, p. 22.
- 25 Judith Tucker, *In the House of Law. Gender and Islamic Law in Ottoman Syria and Palestine*, University of California Press, 1998.
- 26 Souvent en effet l'épouse doit verser à son mari une compensation financière au cas où elle décide de divorcer. Cette règle rend aujourd'hui souvent le divorce à la demande de l'épouse extrêmement difficile, la somme exigée étant très importante. On voit, grâce à l'étude de Judith Tucker, que cela n'a pas toujours été le cas.
- 27 Judith Tucker, *op. cit.*, p. 96.
- 28 Diane Singerman, *Avenues of Participation. Family, Politics and Networks in Urban Quarters of Cairo*, Princeton University Press, 1995.
- 29 Ces thèmes sont développés également, quoique dans un autre contexte, dans l'essai de Nancy Fraser « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante » dans *Qu'est-ce que la justice sociale?* éd. La découverte, Paris, 2005.
- 30 Cf. Leila Ahmed, *Women and Gender in Islam*, Yale University Press, 1992, et Mervat F. Hatem, « Modernization, the State and the Family in Middle East Women Studies » in *A Social History of Women and Gender in the Modern Middle-East*, Margaret L. Meriwether and Judith E. Tucker eds, Westviewpress, 1999.

Interventions

Daniel Bensaïd

Université Paris-VIII.

Politiques de Castoriadis (Castoriadis corrige Marx?)

La notion de politique chez le deuxième Castoriadis est en rapport étroit avec son rejet du marxisme dans l'article charnière de 1964, « Le marxisme : un bilan provisoire »¹. Ce bilan part d'un constat : si « le marxisme est devenu partie de l'atmosphère que l'on respire en venant au monde social et du paysage historique qui fixe le cadre de nos allées et venues », il est aussi devenu depuis quarante ans (depuis la défaite de la révolution allemande de 1923) « une idéologie au sens même que Marx donnait à ce terme : un ensemble d'idées qui se rapporte à une réalité non pas pour l'éclairer et la transformer, mais pour la voiler et la justifier dans l'imaginaire »².

Que le marxisme, codifié sous Staline en doctrine d'État, soit devenu l'idéologie de la bureaucratie, en URSS comme dans les partis communistes stalinisés, n'est guère contestable. Il n'en demeure pas moins que Castoriadis manie la catégorie du marxisme au singulier comme un gros concept fourre tout. Bien qu'il se pose la question de savoir « de quel marxisme parler », il évite d'y répondre. Pourtant, si le marxisme orthodoxe ou « soviétique » est alors largement dominant, il ne rend pas compte de la diversité et de la fécondité des recherches qui s'inspirent de la critique marxienne. En outre, contrairement à ce qu'a pu prétendre un marxisme scientiste, il n'y a pas de coupure absolue entre science et idéologie. Pas plus, donc, de science pure, que d'idéologie pure. Le marxisme « idéologisé », fustigé par Castoriadis, reste travaillé de contradictions. Il a produit des œuvres – que l'on songe à Colletti et Della Volpe en Italie, Manuel Sacristan en Espagne, Lefebvre ou Althusser en France, Karel Kosik en Tchécoslovaquie, et bien d'autres encore – qui, même quand elles épousaient les sinuosités de la politique du Kremlin, ne sauraient être réduites à un discours apologétique.

Entre marxisme et révolution

Il clair que le caractère excessif, unilatéral, parfois de mauvaise foi, de ce texte de rupture représente un règlement de compte, non seulement avec le marxisme orthodoxe du mouvement communiste international, mais un règlement de

compte – peut-être difficile et douloureux – de Castoriadis avec son propre passé militant, la vingtaine d'années consacrées à la IV^e Internationale et, à partir de 1848, au groupe *Socialisme ou Barbarie*. « Parti du marxisme révolutionnaire », le temps est alors venu pour lui d'un tournant radical : « Il fallait choisir entre rester marxiste et rester révolutionnaire. » Ou bien, ou bien : logique binaire du tiers exclu. Les termes de ce choix posent cependant au moins trois questions présupposées résolues : Que signifie, en 1964, rester marxiste ? Que signifie être révolutionnaire au moment où se prépare la contre-offensive libérale ? Et surtout : ce que *rester* veut dire ? Alors que Castoriadis, qui fut marxiste, déclare en 1964, et confirme en 1974, ne plus pouvoir le rester, Deleuze qui n'a jamais prétendu l'être, déclarera dix ans plus tard, sa volonté de le rester. Comment rester ce que jamais on ne fut ?

À quoi, il ne serait pas superflus d'ajouter une quatrième question sur ce que choisir veut dire. En tout état de cause, l'énoncé radical de l'alternative par Castoriadis suppose qu'aient été départagés, aussi rigoureusement que par la coupure épistémologique chère à Althusser, le côté de chez Marx et celui de la Révolution. Or, comme on le sait depuis Proust, le côté de chez Swann et celui de Guermantes, apparemment opposés, finissent par se rejoindre. Dans l'article de 1964, le partage n'est pas clairement établi, c'est le moins qu'on puisse dire. Les grands reproches théoriques adressés au marxisme en général portent en réalité sur son interprétation dominante, dont Castoriadis sait pourtant qu'elle est loin d'être exclusive. Ainsi, pour un auteur qui, à la différence de polémistes contemporains ferrailant contre un marxisme imaginaire, a lu Marx attentivement, les trois principaux griefs apparaissent comme autant d'énormités à la limite du contresens ou de la falsification pure et simple.

Le premier n'est autre que l'accusation banale de déterminisme historique et d'économisme mécanique, impliquant une double réduction : du social, du politique, du symbolique, à l'infrastructure économique et technique ; et de l'économie elle-même à des « lois naturelles ». Pourtant, dès la *Sainte-Famille* et *L'Idéologie allemande*, Marx et Engels ont rompu catégoriquement et sans retour avec les philosophies spéculatives de l'histoire universelle : « L'histoire ne fait rien⁴ » ! Cette rupture est confirmée dans l'introduction aux *Manuscrits de 1857-58* par les notes télégraphiques sur une nouvelle écriture de l'histoire. Elle l'est à nouveau en 1877 par la fameuse lettre de Marx à ses critiques russes, dans laquelle il leur reproche de réduire sa théorie à un « schéma supra-historique » de succession chronologique des modes de production, alors que leur généalogie, telle que la présente *Le Capital*, ne vaut que pour la genèse du capitalisme en Europe et ne préjuge pas d'autres voies de développement historique possibles. C'est ce que confirment quelques années plus tard les lettres à Vera Zassoulitch envisageant l'hypothèse d'un développement de la

Russie qui puisse faire l'économie des affres de l'accumulation capitaliste. Enfin, l'idée d'un déterminisme mécaniste ne résiste pas à la lecture des écrits politiques de Marx, notamment de la trilogie sur « les luttes des classes en France », dans lesquels, l'idéologie, la représentation, l'imaginaire théâtral, jouent un rôle de premier plan⁵. Il est décidément difficile pour un lecteur scrupuleux de reconnaître dans la théorie de Marx, par-delà telle ou telle de ses contradictions parfois réelles, une philosophie de l'histoire qui prétendrait énoncer « la vérité théorique et pratique d'une dynamique de l'histoire »⁶.

La seconde critique est tout aussi stupéfiante : « Brièvement, la théorie de Marx comme telle ignore la lutte des classes sociales ». Elle ignore « l'effet des luttes ouvrières sur la répartition du produit social » et cela dérive de la « prémisses fondamentale » selon laquelle, « dans l'économie capitaliste, les hommes sont intégralement réifiés et soumis à « l'action de lois économiques qui ne diffèrent en rien des lois naturelles »⁷. Non seulement, du *Manifeste de 1848* à la *Critique du Programme de Gotha*, en passant par *Les luttes de classes en France* ou le *Dix-huit Brumaire*, Marx s'acharne à dire le contraire, mais la lutte des classes est le fil conducteur de la critique de l'économie politique, de la théorie de la valeur, de l'histoire de l'accumulation primitive, de l'analyse des crises périodiques. Dès son premier chapitre, le Livre I du *Capital* invite le lecteur à suivre l'homme aux écus et son salarié dans les sous-sols de la production où ce dernier sera « tanné ». Le dernier chapitre inachevé du Livre III est celui sur les classes sociales. Et toute la détermination de la valeur, loin de résulter d'un quelconque déterminisme économique ou technologique, est l'expression d'une lutte quotidienne acharnée pour déterminer le partage entre temps de travail nécessaire et surtravail.

Enfin, le reproche d'un scientisme platement positiviste : « Le marxisme prétend pouvoir réduire intégralement le niveau des significations au niveau des causalités⁸. » Il ne verrait dans la logique et économique que l'action de lois en dernière instance naturelles. On peut tirer argument de tel ou tel passage de Marx où il s'enthousiasme pour les succès des sciences physiques ou chimiques de son temps. Ce serait faire peu de cas de tout ce qui l'éloigne, au contraire, du scientisme dominant : un rejet explicite et méprisant du positivisme ; la recherche d'une causalité autre que mécanique, dont « les lois tendancielles », ces lois étranges « qui se contredisent elles-mêmes », articulent le nécessaire et le contingent ; l'idée, de la thèse doctorale sur Démocrite et Épicure aux derniers textes sur la Russie, d'un « matérialisme aléatoire » ou d'un « matérialisme de la rencontre » ; la distinction enfin entre « la science allemande », en tant que logique générale du savoir, et les sciences positives anglaises⁹.

Castoriadis consent à admettre que la lutte des classes « semble » s'opposer au déterminisme économique, « mais semble seulement », dans la mesure où

Marx l'intégrerait à une chaîne causale où les classes « font ce qu'elles ont à faire » dans une histoire qui leur est « nécessairement tracée »¹⁰. Il suffit encore de lire les textes politiques, sur la France, l'Angleterre, l'Espagne, sur les guerres européennes, pour constater à quel point une telle affirmation est ridicule. Le problème qui hante la trilogie sur la France, c'est précisément que les classes ne font pas ce qu'elles seraient supposées faire, que la politique n'est pas un fidèle reflet du social, que la représentation, l'idéologie, ou « l'imaginaire », sont autant de médiations qui ont leur efficacité propre.

Pour Castoriadis, l'affaire est donc entendue. Dans le marxisme, l'idéologie de la bureaucratie l'a emporté sans restes sur l'imaginaire du prolétariat. Déterminisme historique + économie mécaniste + scientisme causal = une « Providence communiste » éliminant « le problème premier de la pratique », à savoir le fait que les hommes ont à mener leur vie aux prises avec des conditions réelles qui n'excluent ni ne garantissent l'accomplissement de leur projet. Condition politique tragique, donc, qui fait écho au Saint-Augustin du « travailler pour l'incertain », et au Pascal du pari.

Reste pourtant à démontrer, admet Castoriadis, qu'il peut y avoir une philosophie qui soit autre chose que la philosophie, et une politique qui soit autre chose que la politique. Car l'exigence « entièrement nouvelle » de leur union, non comme simple addition, mais comme véritable synthèse inaugurale d'une politique et d'une philosophie inédites, « c'est ce que le marxisme a apporté de plus profond et de plus durable »¹¹. Mais cet ambitieux projet aurait sombré dans la réduction de la praxis à la technique, et le marxisme serait devenu l'idéologie de la bureaucratie, et plus largement un rouage parmi d'autres de la culture capitaliste. D'où la nécessité de s'en détacher pour rester révolutionnaire et s'attaquer à son impensé, l'institution imaginaire.

Entre Marx et Aristote

S'il comporte encore bien des contresens quant à la lecture de Marx, l'article de 1974 « De Marx à Aristote, d'Aristote à nous », soulève un problème majeur concernant la question de l'égalité et de la justice¹². Castoriadis y reprend le problème de la commensurabilité présupposée par l'échange. Pour que l'échange de biens ou produits hétérogènes soit possible, il faut faire abstraction de leurs différences sensibles et les réduire à une essence ou substance commune. C'est ce que Marx serait censé faire en réduisant le travail concret au temps de travail abstrait ou « socialement nécessaire ». Ceci impliquerait, selon Castoriadis, que l'on sache définir et quantifier ce travail socialement nécessaire¹³. Pour en démontrer par l'absurde l'impossibilité, il envisage alors trois hypothèses : que le temps « nécessaire » corresponde au temps requis soit par l'entreprise la plus efficace, soit par l'entreprise la moins efficace, soit

encore par la moyenne des temps nécessaires dans l'ensemble des entreprises, en supposant que la concurrence ramène constamment le temps effectif de travail vers le temps moyen.

Dans « le fonctionnement réel de l'économie », dit-il, ça n'a aucun sens¹⁴. Sans doute. Mais la démonstration par l'absurde est elle-même absurde. La démarche prétendue réfutée n'est en effet en rien celle de Marx. Pour lui, le « temps de travail nécessaire » n'est pas déterminable a priori. Il n'est déterminé qu'a posteriori à travers le jeu du marché et de la concurrence, qui ne sont pas des catégories purement « économique », mais incluent et supposent les effets complexes de la lutte des classes. C'est bien là l'une des contradictions majeures et une source d'irrationalité dont les crises et le chômage sont les conséquences visibles. De plus, ce temps de travail nécessaire ne se quantifie pas directement, mais par la fameuse « transformation » de la valeur en prix qui n'est pas, contrairement à ce que suggèrent bien des controverses, la transformation d'une même substance, mais un rapport social. Valeur et prix appartiennent à deux niveaux logiques différents. Dans la mesure où le temps de travail socialement nécessaire n'est pas déterminé de manière univoque par les techniques disponibles à une époque donnée, ni même par la seule organisation du travail, mais aussi par la résistance et la lutte de la force de travail salariée, il ne cesse de varier et n'est déterminable que rétroactivement. Autrement dit, la critique marxienne de l'économie politique est une critique de la dynamique économique. Elle échappe à la logique de ce que Castoriadis, cédant lui-même au fétichisme, appelle « économie réelle », une économie dans laquelle la valeur serait fixée, mesurable, et quantifiable par le calcul économique¹⁵.

La valeur chez Marx, conclut Castoriadis, est « un fantôme sans chair ». Qu'elle ait une existence spectrale eut sans doute intéressé Jacques Derrida, qui n'ignorait pas l'efficacité propre des apparitions et des revenances du spectre. Car ce dernier, à l'instar du possible, est bel et bien une part du réel. Et le spectre de la valeur ne cesse de hanter le marché. Quand minuit sonne, il se manifeste. C'est alors la crise et le tremblement.

À travers sa critique de la théorie de la valeur travail, Castoriadis reproche en réalité à Marx de ne pas traiter spécifiquement d'une « institution sociale-historique particulière », le capitalisme, mais de lui attribuer une signification anthropologique absolue « pour autant que c'est en elle que se manifestent *enfin* les déterminations essentielles de la vie sociale et historique de l'humanité »¹⁶. De même que l'industrie est pour lui « le livre ouvert des facultés humaines », le travail matériel révélerait « les facultés qui sommeillent dès l'origine chez l'homme producteur ». Castoriadis voit là une formule de « pure coulée aristotélicienne ». C'est fermer les yeux sur ce qui distingue radicale-

ment la pensée de Marx de celle d'Aristote : sa compréhension moderne de l'historicité. Il est fréquent que Marx utilise des concepts dans un double sens : un sens large et anthropologique, et un sens spécifique, historiquement déterminé. C'est, entre autres, le cas du concept de classes, qui désigne tantôt spécifiquement les classes dans les sociétés capitalistes par opposition aux ordres, états, corporations, et tantôt les groupes sociaux antagoniques en général (comme dans la première phrase du *Manifeste communiste*). C'est aussi le cas de la notion de travail productif, qui prend un sens particulier dans le rapport salarial, distinct du travail productif au sens large, comme échange métabolique entre l'espèce humaine et ses conditions naturelles de reproduction. On pourrait multiplier les exemples.

L'aveuglement de Castoriadis sur ce point lui permet d'affirmer que l'absolutisation des catégories aboutit à ce que la critique de l'économie, en tant que sphère séparée et hypostasiée, se limiterait chez Marx à une « critique de l'économie politique », autrement dit de l'économie bourgeoise, sans remettre en cause le concept même d'économie. Marx sauverait ainsi la raison économique en général de son avatar capitaliste et il céderait lui-même aux illusions d'une « bonne économie » (ou d'un déterminisme économique), détachée des rapports politiques et de l'imaginaire symbolique. L'économie capitaliste ne ferait ainsi que révéler ce qui était caché en donnant l'apparence du même à ce qui est foncièrement hétérogène. En faisant apparaître pour la première fois le simple et l'abstrait elle perce le secret de l'identité des hommes et de leurs travaux, bref elle « révèle l'humanité à elle-même ».

Marx prétend voir ce qu'Aristote n'avait pas pu voir. En raison des préjugés de l'époque ? Non point, mais simplement parce que les rapports marchands et monétaires n'étaient pas suffisamment développés et généralisés. Marx hésiterait, selon Castoriadis, entre une conception spécifiquement moderne (instrumentale) de la rationalité, et une conception générique universelle, dérogeant à l'historicisation radicale. Pourtant, si les déterminations spécifiques à une formation sociale s'articulent à des conditions anthropologiques fondamentales, et si cette articulation s'exprime, comme nous l'avons vu, dans le double usage de certaines catégories (classes, travail, etc.), c'est en fonction de la tension entre le naturel et l'humain posée dès les *Manuscrits de 1844* : « L'homme est un être naturel, mais c'est un être naturel humain ». Cette détermination naturelle demeure tout au long de l'œuvre de Marx, qu'il s'agisse du travail au sens large (comme transformateur d'énergie ou « métabolisme » entre l'homme socialisé et la nature), ou des intuitions écologiques sur les dangers d'une agriculture intensive qui épuise les sols. La question ne peut donc être traitée aussi superficiellement que le fait Castoriadis, sans prendre la peine d'examiner sérieusement la complexité de la notion de nature chez Marx¹⁷.

Où donc cette querelle prétend-elle nous conduire ? Au fait que Marx, tributaire de l'anthropologie des Lumières, admettrait sans critique le présupposé d'une égalité de naissance entre les hommes, alors qu'Aristote, lui, ne dit pas d'eux qu'ils sont égaux, mais que les individus sont « tout autres, et non égaux ». La fonction de la politique est alors d'instituer une égalité qui n'épouse pas la nature, mais la contredit. C'est le rôle *du nomos* (de la loi ou de l'institution). Il ne peut rendre les biens commensurables, mais il peut les égaliser « suffisamment quant aux besoins et usages ». Car, « de l'indéterminé, indéterminée est la règle »¹⁸. Il n'est donc pas question d'instaurer une imposable égalité, mais de procéder pragmatiquement, en acceptant l'approximation, à une égalisation « suffisante » en rapport avec les besoins.

L'important, pour Castoriadis, c'est que le problème de l'égalité chez Aristote ne relève pas de l'économie. Il n'a donc aucunement besoin d'être excusé de ne pas avoir su ou pu voir ce qu'il n'a pas vu, de n'avoir pas été plus clair dans son analyse de la valeur : « Il ne fait pas une théorie de l'économie », mais « une recherche politique sur les fondements de la cité »¹⁹. L'économie en tant que telle ne l'intéresse pas, bien qu'il soit censé l'avoir découverte, car c'est à la politique que sont subordonnés les pouvoirs les plus précieux, et ce sont les oppositions politiques, entre loi et nature, opinion et vérité, qui importent. La question politique porte alors sur le bien humain suprême et sur les moyens de l'atteindre, donc sur la constitution politique de la cité : est juste celui qui se conforme à la loi créatrice de vertu. Et il n'y a de vertu que par l'institution qui bride la démesure. Être injuste au contraire, c'est vouloir plus que sa part. Plus que sa part, de quoi ? De ce qui est partageable : honneurs, richesses...

La justice totale, c'est alors précisément la « création du participable social et des conditions qui assurent à chacun l'accès à ce participable », distinct du partageable. Le juste est l'égal, mais l'égalité simplement arithmétique reste pour Aristote (comme pour Marx dans sa *Critique du Programme de Gotha*) inégalitaire, dans la mesure où elle attribue une part égale à des inégaux. C'est là la limite de la justice distributive, qui concerne le partage, par rapport à la justice corrective qui concerne les transactions. L'une et l'autre sont déterminées par l'idée de l'égal. Mais l'égalité effective « ne peut être qu'une égalité de proportion ». C'est bien à elle que correspond la fameuse formule correctrice du stade supérieur du communisme – « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » - distincte de la formule distributive de sa phase première - « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » - dont Marx rappelle fortement qu'elle reste inégalitaire.

Le problème sous-jacent est celui de la commensurabilité et de la mesurabilité dans les rapports sociaux. Aristote pense que toute société pose une proto-valeur (une *axia* de référence) : le partage initial est toujours déjà

donné. Il n'y a pas de commencement absolu de la cité. La règle de l'équité est indéterminée, car la nature de l'équitable consiste à corriger la loi, là où elle se montre défailante. Juger en équité, c'est faire « que le cas particulier s'insère dans la proportionnalité géométrique de la règle sociale juste », ou encore réinsérer « le cas particulier dans la totalité effective réglée ». Parce qu'elle géométrise la loi arithmétique, et la resocialise là où elle était logici-sée, cette justice est la meilleure.

La critique marxienne du formalisme égalitaire dans la *Critique du Programme de Gotha* relève d'un raisonnement analogue : la première phase du communisme est celle de l'égalité arithmétique, en réalité inégalitaire parce qu'abstraite. À la différence près que Marx historicise la correction de l'égalité par l'équité, en envisageant les conditions effectives du dépérissement de la loi de la valeur, faute de quoi l'équité ne serait pas un correctif de l'égalité, mais, comme c'est le cas dans la rhétorique libérale, un prétexte à s'en débarrasser. La véritable égalité ne peut être que géométrique (proportionnelle ou progressive). Dans la formule qui attribue à chacun selon ses besoins, chacun devient à lui-même sa propre mesure. Ce n'est possible, chez Marx, que par un recours, implicite ou explicite, au joker de l'abondance, qui lui permet d'accorder des capacités limitées à des besoins illimités. La juste mesure introuvable devient alors soluble dans l'abondance. Marx imaginerait donc pouvoir résoudre la question de la justice (celle des limites ou du partage), en faisant en sorte qu'elle ne se pose plus. Prétendant dépasser le droit bourgeois qui règle le partage, il abolirait en fait la nécessité du partage et le droit tout court.

La critique porte. Elle sous-estime toutefois l'historicité des capacités comme des besoins, qui laisse ouverte la question de leurs rapports et de leurs transformations possibles. C'est grâce à cette sous-estimation que Castoriadis peut détecter chez Marx la tentation de sauter hors de l'histoire ou de décréter une fin, non seulement de l'histoire, mais aussi de la politique, au profit d'une fiction normative – l'administration des choses. Cette difficulté irrésolue révèle cependant une « profonde antinomie [entre historicité et fixité] qui divise la pensée de Marx »²⁰. Alors que, pour Aristote, la question politique est centrale, Marx présupposerait une condition anthropologique naturelle fort énigmatique. Castoriadis lui oppose l'irréductibilité du social-historique ou de l'institution imaginaire de la société à ce qui est donné et connu. Proposer une autre institution participe alors d'une visée proprement politique – des projets et des programmes – « qui peuvent être discutés et argumentés, mais non point fondés²¹ » : les hommes ne naissent pas ceci ou cela, « nous les voulons tels ». Il faut pour cela en finir avec l'illusion de la valeur économique et rétablir le primat démocratique du politique. Mais, de la *Critique de l'économie politique* aux réflexions sur la portée historique de la Commune de Paris, Marx

visait-il autre chose que de déconstruire le discours économique et que d'en renverser les idoles ?

Politique de l'imaginaire ?

Le souci de Castoriadis de dépandre la politique, et la liberté qu'elle implique, des logiques d'une histoire universelle est tout à fait légitime. Il n'est cependant pas nouveau. En politique, l'organisation du temps se joue au présent. « C'est le présent qui domine le passé », écrivaient les auteurs *du Manifeste communiste*. Il domine aussi le futur et la bifurcation des possibles. Gramsci disait qu'on ne peut prévoir que la lutte, et non son dénouement. Et Benjamin affirmait catégoriquement : « La politique prime désormais l'histoire » : il s'agit désormais d'aborder le passé « non plus comme avant, de façon historique, mais de façon politique, avec des catégories politiques ». La politique est un art stratégique de la décision dans une histoire dont aucun Dieu, aucune science, aucun Esprit absolu ne garantit le sens. Pourquoi la politique ? « Parce que nous appartenons à cette période cosmique où le monde est laissé à son sort », répond Castoriadis.

Il entend donc par politique « l'activité collective réfléchie et lucide qui surgit à partir du moment où est posée la question de la validité du droit et des institutions ». Ou encore, « l'institution explicite globale de la société et les décisions concernant son avenir ». Mais si la politique doit « tout instituer radicalement²² », comment éviter le double écueil, du décisionisme sans critères préexistants de l'homme royal, et du relativisme pour lequel tout se vaut et s'équivaut. Comment échapper à l'antinomie du philosophe et du sophiste, du clerc et du militant (Benda/Nizan), du sociologue et du doxosophe, de la vérité et de l'opinion, qui hante la question politique, chez Badiou comme chez Bourdieu. Peut-on imaginer un sophiste non relativiste ?

Castoriadis semble résoudre le dilemme par l'invocation de l'autonomie et de l'imaginaire : « Nous appelons politique révolutionnaire une praxis qui se donne pour objet l'organisation et l'orientation de la société en vue de l'autonomie ». L'autonomie serait donc le critère du jugement politique. Mais qu'est-ce que l'autonomie ? Autonomie de qui ou de quoi ? Qui détient le pouvoir exorbitant de la définir ? L'autonomie pour l'autonomie ne saurait être qu'un formalisme de l'autonomie. Et personne ne saurait être contre le principe d'une autonomie aussi indéterminée. La question se corse précisément lorsqu'on entreprend d'en déterminer le contenu et les modalités, que ce soit dans le sens d'une intersubjectivité communicationnelle ou dans celui, fort différent, d'un conseilisme radical. Le joker de l'autonomie risque alors d'en-courir les mêmes objections que faisait John Dewey à Trotski dans leur controverse sur la morale en politique. À la différence de la plupart des lecteurs

superficiels de *Leur morale et la nôtre*, Dewey saisissait parfaitement l'interdépendance des fins et moyens chez Trotski : la fin ne suffit pas à justifier les moyens, car la fin elle-même demande à être justifiée. Mais il reprochait à Trotski de faire intervenir subrepticement un sens de l'histoire qui rompt cette interdépendance. Il lui reprochait, en somme, d'être un pragmatiste et un immanentiste inconséquent, et de rétablir une forme masquée de transcendance, un substitut de jugement dernier.

De même, soit l'autonomie est une loi immanente du développement historique, et elle ne peut constituer un critère a priori de l'action politique ; soit elle intervient comme jugement de valeur normatif, mais alors qui est le juge ? À moins qu'elle ne joue simplement le rôle d'une utopie régulatrice de la décision politique, d'un horizon sans cesse repoussé, qui aiderait à résister aux tendances lourdes des sociétés contemporaines à la bureaucratisation et la médiatisation. Ces tendances, auxquelles Castoriadis eut le mérite d'être précocement attentif, entraînent une raréfaction (ou une intermittence) de la politique et un rétrécissement de l'autonomie. Dans son essai *Devant la guerre*, il a tenté, en 1981, d'analyser la « stratocratie » soviétique comme stade suprême du totalitarisme, où l'appareil militaro-bureaucratique d'État finirait de dévorer la société. Par quel miracle pourrait alors renaître l'autonomie ? Dans un article du *Monde*, Edgar Morin avait à l'époque poussé cette logique à son extrême conséquence en opposant les dictatures militaires (dont on peut revenir) aux dictatures totalitaires (dont on ne revient pas). En pleine campagne idéologique pour l'installation en Allemagne des missiles Pershing, cette distinction s'apparentait fort à celle exposée par la représentante étatsunienne, Jane Kirkpatrick, à la tribune de l'ONU. Plus prudent, Castoriadis n'a jamais publié le deuxième tome annoncé de son essai sur la guerre, mais il ne s'est guère expliqué non plus sur cette étrange disparition.

Il n'est donc guère surprenant qu'après avoir choisi la révolution contre le marxisme, il ait alors fini par se demander : « Pourquoi voulons-nous la révolution ? », et pourquoi les hommes la voudraient-ils ? Était-elle encore « désirable », demandait Foucault à la même époque ? Face à l'énigme du stalinisme et du totalitarisme bureaucratique, qui fut le principal motif de querelle et de division des mouvements trotskystes depuis la guerre, la thématique de l'imaginaire social et de l'efficacité symbolique apportait sans aucun doute un important élément de réponse. Mais pourquoi cet imaginaire devrait-il être révolutionnaire, plutôt que conservateur ou réactionnaire ? Pourquoi devrait-il porter à l'autonomie plutôt qu'à se complaire dans l'hétéronomie ? Après tout, l'imaginaire fasciste fut aussi vigoureux que l'imaginaire stalinien.

Or, la bureaucratisation inhérente aux logiques sociales de la modernité implique, pour Castoriadis, l'intégration non seulement du marxisme, mais du

prolétariat lui-même à l'imaginaire du capital. Il n'a dès lors à lui opposer qu'un sursaut (imaginaire ?) de l'imaginaire. Peut-on sortir de la crise actuelle, interroge-t-il ? « Seulement si un nouveau réveil a lieu, une nouvelle phase de la créativité politique »²³. Mais d'où pourrait venir un tel réveil ? Quelle force pourrait le provoquer, si la classe exploitée est totalement intégrée à l'imaginaire du capital, et le marxisme à l'idéologie dominante ? Cet invocation du réveil soudain semble miser sur un sursaut hypothétique d'une volonté indéterminée, ou sur le surgissement d'un événement miraculeux. Il s'agit, dit Castoriadis, de « réinventer l'autonomie ». C'est presque un oxymore. Ou bien l'autonomie s'invente elle-même en permanence, ou elle n'est pas. Mais nul ne saurait avoir le pouvoir de l'inventer ou de la décréter. À moins de ressusciter le rôle des avant-garde que Castoriadis récusait par ailleurs.

Le problème est en réalité de savoir comment le réveil espéré s'articule au projet enraciné dans « la réalité historique effective », auquel Castoriadis ne parvient pas à renoncer quand il appelle de ses vœux « l'instauration d'une société organisée en vue de l'autonomie de tous », qui ne soit ni une utopie, ni un pari arbitraire, mais le pari conditionné et raisonné d'une « adhésion sans adhésion » (aurait dit Derrida). Pour éclairer le rapport problématique de l'institution imaginaire au jugement politique, le jugement réfléchissant kantien pourrait ouvrir une piste intéressante. À condition toutefois de ne pas rapprocher – comme on le fait trop souvent – le jugement politique du jugement réfléchissant de goût, mais du jugement réfléchissant téléologique, celui qui en appelle à une « causalité par liberté », différente du mécanisme, « à savoir, dit Kant, une cause du mode intelligente agissant selon des fins ». Les fins dont il est ici question ne sont pas des fins hétéronomes, assignées par quelque décret supérieur. La finalité est au contraire « une légalité du contingent en tant que tel » qui « peut donc être sans fin »²⁴. Plus que du jugement de goût, le jugement politique relève bien de cette téléologie. Il ne s'agit ni d'un simple constat factuel, ni d'un jugement normatif, mais d'un jugement indexé sur la « finalité sans fin » du développement historique et sur l'anticipation rationnelle du procès d'universalisation et d'autonomisation. C'est ce que nous appelons un jugement stratégique²⁵.

La politique comme stratégie, c'est précisément ce qui serait menacé de disparaître au profit d'une autonomie et d'une démocratie sans médiation ni représentation. Castoriadis déjoue le piège en invoquant une dialectique de l'instituant et de l'institué. Le risque n'en demeure pas moins qu'une politique de l'imaginaire ne finisse par se réduire à une politique imaginaire, autrement dit à une politique sans politique.

- 1 Article repris comme ouverture en 1974 de *L'institution imaginaire de la société*, où il occupe, sous le titre « Marxisme et théorie révolutionnaire », une place inaugurale dans la démarche poursuivie ensuite dans *Les Carrefours du labyrinthe*.
- 2 *L'Institution imaginaire de la Société*, Paris, Seuil, 1975, p. 16.
- 3 Isabelle Garo, « Deleuze, Marx et la révolution : ce que rester marxiste veut dire », in *Contretemps* n° 17, sept. 2006, éditions Textuel.
- 4 Engels, in *La Sainte Famille*.
- 5 *La lutte des classes en France, Le Dix-huit Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte, et La guerre civile en France*.
- 6 *L'institution imaginaire de la société*, op. cit., p. 25.
- 7 *Ibid.*, p. 23.
- 8 *Ibid.*, p. 76.
- 9 Voir, Daniel Bensaïd, *Marx l'Intempêtif*, Paris, Fayard, 1995.
- 10 *L'institution imaginaire de la société*, op. cit., p. 43.
- 11 *Ibid.*, p. 92.
- 12 *Carrefours du Labyrinthe*, tome I, Paris, Seuil, 1978.
- 13 Pour Aristote, la société présuppose donc la commensurabilité, mais celle-ci n'est pas naturelle. Elle implique un *nomos*, une institution : « la société présuppose la société ». Ainsi la réduction par Marx du travail complexe au travail simple implique que le complexe soit une simple multiplication du simple. Or, pour Aristote, l'unité qui peut tout rendre commensurable, c'est le besoin ou l'usage qui tient ensemble le rapport social. La monnaie n'en est que le substitut

symbolique. Elle égalise des choses inégales, non véritablement, mais suffisamment eu égard aux besoins. Télescopant Marx et Aristote, par delà leur lien à des formations sociales fort différentes, en raison de la présence ou de l'absence de travail esclave comme de la généralisation des rapports marchands, Castoradis s'interdit de comprendre que le travail complexe n'est pas dans le Capital une simple multiplication du travail simple.

La réduction du premier (qui inclut l'effet de la coopération et de la division du travail) au second, du travail concret au travail abstrait, est au contraire pour le capital une impossible nécessité, source de contradictions et de crises.

- 14 *Ibid.*, p. 336.
- 15 Voir Henryk Grossmann, *Marx, l'économie politique classique et le problème de la dynamique*, Paris, Champ libre.
- 16 *Carrefours du Labyrinthe*, op. cit., p. 344.
- 17 Voir Alfred Schmidt, *Le concept de nature chez Marx*, Paris, PUF, 1994.
- 18 Aristote, *Éthique à Nicomaque*, cité par Castoriadis, *Carrefours...*, p. 350.
- 19 *Ibid.*, p. 352.
- 20 *Ibid.*, p. 400.
- 21 *Ibid.*, p. 410.
- 22 *L'institution imaginaire de la société*, op. cit., p. 69.
- 23 Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*, Paris, Points Seuil, 1996, p. 148.
- 24 Kant, *Critique de la faculté de juger*, Paris, Folio Gallimard, 1985, p. 374.
- 25 Voir Daniel Bensaïd, *Qui est le Juge ?* Paris, Fayard, 1999.

Répliques et controverses



Emmanuel Barot

Maître de conférences en philosophie, Toulouse Le Mirail.

Marx « révélé » par Spinoza : l'enjeu politique d'une relecture

À propos du livre de Franck Fischbach,

La production des hommes. Marx avec Spinoza, Paris, PUF
coll. Actuel Marx Confrontation, 2005, 156 p.

Les lectures de Marx « à la lumière » de Spinoza constituent depuis Althusser, (P. Macherey, A. Tosel ou encore A. Negri un classique de la marxologie. F. Fischbach ne prétend pas confronter les deux œuvres, ou même dévoiler un spinozisme spécifique de Marx, mais il reconduit (p. 9) la posture initiale d'Althusser ou, à sa suite, de Macherey dans *Hegel ou Spinoza* (Paris, La Découverte 1990) –: « Donner au marxisme la “métaphysique” qu'il mérite » selon la formule de ce dernier. Elle consiste d'abord à faire de Spinoza un *opérateur interprétatif*, un « révéléur » (p. 10) de Marx, à partir de l'hypothèse de travail suivante: « Faisons “comme si” l'Éthique de Spinoza avait fourni à Marx son ontologie, ou “comme si” Marx avait trouvé sa philosophie première chez Spinoza, et voyons quels effets cela produit dans la lecture de Marx » (p. 30). La question peut sembler vieillie mais il semble, au vu de ses effets actuels, qu'elle n'a pas épuisé ses possibles ni ses enjeux. Il est donc nécessaire d'y revenir. L'ouvrage est en effet à deux facettes, et la seconde est étant aussi problématique que la première est instructive: l'hypothèse de départ donne lieu à des développements suggestifs, mais l'un deux reconduit en la radicalisant une profonde ligne de *fracture politique*. Au centre du problème, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, et comme depuis les années 1960: la dialectique.

I. Marx et Spinoza: l'objectivation au service de l'auto-production

Trois axes de convergence

Cette hypothèse est favorisée par trois pôles thématiques communs à Marx et à Spinoza (exposés p. 29), qu'il nous faut d'abord présenter en premier lieu.

(i) La *secondarité de la conscience de soi* (cf. ch. 6) par rapport à la conscience d'objet. C'est par la connaissance progressive des façons dont la réalité naturelle-historique les affectent dans leurs corps et leurs activités cognitives que les hommes en viennent à se forger un ensemble de représentations de ce qu'ils sont, dans et face à leur monde. Une telle connaissance est toujours une *activation (Betätigung)* concrète de soi, un « devenir-actif » toujours relationnel, et jamais isolé: toute connaissance « de soi » suppose, et n'est donc que le prolongement d'une connaissance de la nature.

(ii) Corrélativement, partagent-ils la thèse de l'*identité de la nature et de l'histoire* (cf. ch. 4). Fondée sur l'idée d'homme, exposé au ch. 2 « *Pars naturæ* », comme immédiatement *Teil der Natur* (partie de la nature) ou *Naturwesen* (être de la nature), son historicité est à réinscrire dans le déploiement spécifique d'un ensemble de rapports des humains à la nature et à eux-mêmes, dont la liberté, qui ne saurait être conçue comme un « empire dans un empire », est à reconduire aux formes de connaissance et d'appropriations des régimes de causalité qui les déterminent (comme la thèse (i) l'indique). L'énoncé concomitant est celui du caractère *idéologique* de l'affirmation d'une séparation ontologique et gnoséologique de la nature et de l'histoire, c'est-à-dire la thèse de leur extériorité mutuelle pratique et théorique. Les principes d'intelligibilité de l'histoire sont au contraire à trouver, au moins en bonne part, dans la connaissance de la nature, thèse explicitement favorisée par les *Manuscrits de 1844*, ce qui implique que tout fait de nature est alors aussi, toujours déjà, fait historique, et réciproquement.

(iii) Enfin la présence commune d'une *ontologie de l'activité productive* (cf. ch. 8 et 9). Puissance d'agir orientée vers la maximisation qualitative des conditions d'exercice et d'accomplissement de soi, le *conatus* spinoziste, loin de n'être qu'un *opérer* utilitaire, rejoint la thèse de Marx selon laquelle le processus de réalisation de l'humanité est un processus d'auto-production de chacun via les autres, dans et par l'appropriation et la transformation socialisées de la nature, et au-delà bien sûr de la forme capitaliste du travail salarié. Co-appartenance essentielle, encore une fois, de l'homme et de la nature, d'où découle la nécessité, pour son accomplissement, d'une auto- et co-*activation* de soi, c'est-à-dire d'un *dépassement de tout ce qui peut séparer* les hommes des moyens de réalisation de leur puissance d'agir.

L'auteur réinscrit de ce fait Marx, et surtout celui des *Manuscrits de 1844*, dans le changement de paradigme de l'idéalisme allemand, qui a consacré le passage de l'*être* à l'*acte*, le concept de « production » en étant alors la cristallisation la plus forte¹. Plus encore: cette continuité affirmée de Marx par rapport à l'idéalisme allemand ne tient pas seulement dans ce primat accordé à l'acte (ou, selon un autre vocable, à celui de *praxis*), mais dans le maintien de sa promotion *philosophique* chez Marx, en ce que toute son œuvre est lisible

comme la poursuite de l'analyse du procès bourgeois de subjectivation qui mutile cette activité (cf. p. 104). On verra plus bas que cette thèse, pleinement défendable au vu des textes, est aussi loin d'être transparente quant aux implications qui en sont tirées.

b. Objectivité et subjectivité

Une des premières conséquences de ce triple rapprochement, est une exposition tout à fait convaincant, instructive, en contrepoint même par rapport à certains idiomes marxisants d'aujourd'hui, des rapports entre objectivité et subjectivité. La radicalité commune à Marx et à Spinoza tient d'abord, pour l'auteur, à la déconstruction du concept de sujet fondateur. Une chose essentielle du livre est que c'est l'inversion du problème subjectivité/objectivité, qui montre que divers courants du marxisme ont pu rester tributaires de formes larvées de la thèse d'un sujet fondateur. Tout en récusant le sujet cartésien comme et/ou le sujet transcendantal kantien, ceux-ci tendent finalement à rester nostalgique à leur égard, et ne procèdent pas suffisamment à l'examen du concept de subjectivité qu'ils mobilisent dès lors qu'ils essayent de penser les formes d'une *subjectivité politique* (et notamment *révolutionnaire*).

Brièvement : c'est avant tout la *désobjectivation*, entendue comme la *séparation* de l'individu d'avec sa puissance d'agir nécessairement ancrée dans un rapport utilitaire ou vital à la nature – à l'objectivité – qui est la plus aliénante, puisque la « subjectivation » qui l'accompagne, c'est le devenir-citoyen bourgeois (ou prolétaire) séparé de cette puissance d'agir, qui n'est autre que l'envers du pouvoir croissant de la propriété privée elle-même, donc du capital (cf. tout le ch. 7 sur ce point). D'où une critique finalement cinglante de Negri (p. 116-117), puisque celui-ci ne remet absolument pas en cause le présupposé essentiel du mode de production capitaliste : l'activité subjective positive et affirmative (voir le concept de « multitude », que le travail soit matériel ou immatériel) est juste l'envers de l'activité subjective négative et subie par celui qui est devenu « sujet » du Capital. Autrement dit, paradoxalement (pour un spinoziste) Negri ne remet pas en cause la séparation (« subjectivante ») des individus d'avec leur puissance d'agir. D'où, ajouterons-nous, la dimension incantatoire, rajouterons-nous, des orientations qu'il offre depuis *Empire*, conceptuellement insuffisantes pour détruire et dépasser cette séparation structurelle.

Ces analyses enrichissent les études sur Marx et Spinoza, et aideront le lecteur à relire ses classiques d'un œil nouveau. Mais en même temps, elles s'accompagnent de tout un dispositif qu'il est indispensable de mettre à jour, puisque cette fois, ce n'est pas à une relecture innovante qu'elles ouvrent, mais à une possible *dénaturation* de l'entreprise de Marx même. Le lien entre

ces deux pans du livre nous semble *contingent* au niveau *conceptuel*. Mais il est symptomatique, culturellement parlant, pour ne pas dire historiquement, et en tout cas *politiquement* symptomatique d'un danger certain d'une – la dépolitisation de Marx –, qui se cristallise, une fois n'est pas coutume, autour de la dialectique.

II. La dialectique comme « idéologie »

a. Récusation de la dialectique et de la contradiction

« Nous ferons quant à nous l'hypothèse selon laquelle, si le rapport de Marx à Spinoza est en effet passé par Hegel, comme le dit Althusser, ce ne fut pas pour recueillir le spinozisme de Hegel lui-même, mais au contraire parce que Marx a eu besoin de Spinoza pour sortir de Hegel », énonce l'auteur (p. 28). Reprise donc d'une posture bien marquée (sauf chez A. Tosei, exception notable, chez A. Tosei). Notre objection la plus radicale à l'auteur et plus généralement à la sa posture plus généralement, c'est que si Spinoza doit être joué contre Hegel, cela ne saurait à soi seul nous « révéler » un Marx non dialecticien. Dit autrement, à moins de rigidifier hâtivement le corpus marxien, *clarifier Marx avec Spinoza ne le rend pas illisible avec Hegel*. Bref, sans s'immerger inutilement dans la querelle, l'auteur néanmoins, conformément à la stratégie (néo-)althussérienne que le *Hegel ou Spinoza* de P. Macherey a en son temps consacrée² et officialisée *par ce titre*, adresse un procès sans appel à la dialectique : c'est l'objet du ch. 5 « À propos de la contradiction ».

Il faut le dire que, c'est là la grande faiblesse conceptuelle du livre et c'est en tout cas un, voire le noyau dur où les enjeux d'ensemble de l'ouvrage se déterminent. L'argument essentiel consiste à dire que la dialectique est nécessairement *rétrospective*, à que sa fonction est *édificatrice*, et à sa tonalité *téléologique*, bref, qu'elle est, par soi, *idéologique*. De ce que la saisie de la contradiction entre travail et capital suppose un « point de vue extérieur à la formation sociale au sein de laquelle règnent ces rapports » (p. 78) – ce qui en soi est tout à fait défendable si l'on conçoit cette « extériorité » comme une conquête *théorique* spécifique, – l'auteur infère sans transition l'assertion suivante : « Comment Marx pourrait-il dire plus clairement qu'ici que la fameuse contradiction entre les forces productives et les rapports de production est le produit d'une conception imaginaire des choses, c'est-à-dire d'une conception partielle, tronquée et mutilée » (p. 78) – d'un rapport imaginaire à leurs conditions d'existence donc, *grosso modo* la définition althusserienne de l'idéologie dans « Idéologie et Appareils idéologiques d'État » (1970)³ *Sur la reproduction* (1971). Certes la contradiction « n'apparaît qu'à ceux qui viennent

plus tard » a pu dire Marx (d'une façon bien moins limpide que la formule ne le suggère) : est-ce bien le fin mot de l'histoire ? La contradiction n'est-elle, « diagnostiquée rétrospectivement », que le fruit que d'un « mécanisme imaginaire » ? L'auteur est clair : instrumentalisation stalinienne de la dialectique implicitement à l'appui, il affirme que « cette manière de prendre conscience du conflit et de le mener à son terme est idéologique », et qu'elle « est l'idéologie même d'une classe ou d'un groupe social nouvellement dominant qui légitime rétrospectivement l'action révolutionnaire qu'il a menée » (p. 80). L'argument repose donc, pour l'essentiel, sur une extrapolation conceptuelle d'un moment particulier de l'histoire : la dialectique est et n'est qu'une arme idéologique. Mais cela ne saurait conceptuellement suffire : à l'image des pourfendeurs de la dialectique, l'auteur est bien obligé de préciser dans la foulée un autre argument qui cette fois engage cette fois tout le dispositif : « La négativité ne consiste pas en une contradiction, mais en une *diminution* de la puissance d'agir, en une séparation des hommes d'avec leur propre puissance d'agir » (p. 80), séparation présentée, on l'a vu, comme processus de désobjectivation-subjectivation.

b. Trois conséquences

Ce qui montre que cette *position* sur la dialectique et la contradiction est bien le nœud de toute la lecture, que ce sont les trois prolongements qui l'*accomplissent*, le troisième engageant le plus fortement l'ensemble.

Quelle négativité ? Inorganique et pratico-inerte

D'abord, cette négativité comme diminution de puissance d'agir est résumée par le fait que « les rapports sociaux sont, de prime abord, subis » (titre du ch. 3). C'est à la p. 75 que la formulation du problème est clarifiée : « Le problème est de comprendre comment les individus peuvent subir passivement les rapports qu'ils entretiennent les uns avec les autres, comment ces rapports peuvent être des rapports de passivité, alors même qu'ils ne sont pas autre chose que la forme d'échange qui accompagne le déploiement même de leur activité ». Comprendre comment donc, les formes de réalisation de la praxis collective peuvent se retourner ou se déployer simultanément contre elle. L'auteur pointe alors la convergence entre Marx et Spinoza, déjà indiquée par la thèse de l'identité de la nature et de l'histoire, autour du concept d'*inorganique*. Le concept renvoie à l'ensemble des prolongements que l'action mutuelle de la nature sur l'homme et de l'homme sur la nature induit de façon stable sur les conditions de l'existence sociale. La nature, qui n'est pas le corps humain, en est le « corps inorganique » en ce qu'elle le prolonge et se constitue pour lui comme un ensemble de conditions non choisies. « Traiter

les conditions engendrées par la production humaine antérieure à nous comme des conditions inorganiques de notre propre existence, c'est les considérer comme des conditions que notre expérience prolonge ou qui trouvent leur prolongement en elle, et c'est donc les traiter comme quelque chose que nous avons la capacité de maîtriser » (p. 41). Cette thématique est centrale pour l'auteur, et le lieu théorique justifie à ses yeux le rejet de la contradiction. Or, lorsque Sartre, reconduisant l'entreprise marxiste, définit la première et indépassable strate de la socialité moderne comme un champ *pratico-inerte*, il entend par ce terme qu'aux prises avec la matière, l'homme est à la fois l'acteur et la proie de son action à son endroit : le pratico-inerte, c'est « le gouvernement de l'homme par la matière ouvrée [*i. e.* travaillée] rigoureusement proportionnée au gouvernement de la matière inanimée par l'homme »⁴. Quant à son *activité passive*, formule que F. Fischbach utilise à maintes reprises, Sartre la définit comme l'activité du pratico-inerte même, le résultat de l'aliénation générique, bref, l'activité de la matière ouvrée en tant qu'elle domine l'homme et de l'homme en tant qu'il est gouverné par elle⁵. Par cette conceptualité (poursuivant d'ailleurs certaines analyses de la réification telles qu'on peut les trouver chez Lukács), Sartre ne dit pas autre chose que l'auteur. Mettre en relief cette parenté est chose importante : car le concept sartrien de pratico-inerte est la réactualisation du concept d'inorganique, et, pour lui, précisément le lieu, justement, de la contradiction dialectique *objective* et *fondatrice* structurant la logique de l'agir humain. Les hommes sont le produit et sont négativement affectés *par leur propre action*, leur action productive est justement la condition première de leur aliénation, du fait que tout ce qu'ils peuvent produire peut se retourner contre eux sous formes de *contre-finalités* (ce que son le terme d'*antipraxis* désigne génériquement), et donc que le capital, le contradictoire du travail, n'existe pourtant *que par celui-là*. C'est donc en partant d'une interrogation centrale pour toute ontologie matérialiste de l'être social, ce rapport praxis-aliénation, que l'auteur récuse à peu de frais la pertinence de la dialectique, alors que c'est justement avec elle qu'il est tout aussi légitime, et croyons-nous pertinent, de tenter, encore et toujours, à la suite de Sartre en particulier, d'en défendre rigoureusement l'opérativité. Telle ou telle option est *stricto sensu* discutable, et doit être dûment justifiée : ce qui pose donc problème dans cet ouvrage, c'est l'absence de justification à la hauteur de l'importance de la thèse.

« La » philosophie contre l'idéologie ?

On vient de voir que l'auteur renvoyait la dialectique à l'idéologie, et favorisait donc une autre conceptualité, authentiquement philosophique celle-là. Il insiste avec raison, sur les trois thèses rappelées, sur la continuité des œuvres

de Marx, des *Manuscrits* de 1843-1844 aux *Grundrisse* et au *Capital*, et défend un antialthussérisme net sur ce point : il n'y a pas de coupure épistémologique entre le jeune et le mûr. Mais ce n'est pas l'argument affirmant que le « jeune » Marx pratiquerait déjà, sous une forme encore imprécise, la méthode scientifique totalisante du *Capital* qui vient à l'appui : la continuité en question est au contraire avant tout *philosophique*. Certes il est justement rappelé que la distinction philosophie/science est extrêmement délicate à manier, qu'elle est abstraite et descriptive avant tout, et avant tout donc préjudiciable. Il reste que l'auteur présente cette continuité *philosophique* comme *l'antidote au marxisme idéologique*, que la thèse de la coupure chez Althusser a justement favorisé sous la forme de son théoricisme. Il nous semble que ce qui est implicitement défendu, ou du moins, qui n'est pas explicitement récusé – derrière le rappel de l'interrogation même sur l'existence d'une *philosophie* ou d'une philosophie de Marx (p. 30) – *c'est l'idée que le registre philosophique puisse être garant par soi d'une facture non-idéologique*. Or on peut raisonnablement dire qu'une thèse majeure de Marx c'est le renvoi de toute activité théorique à un champ pratique dont elle ne saurait intégralement s'extraire ; plus précisément, c'est l'affirmation que toute pratique théorique, philosophique en particulier, *dialectique ou non*, en tant que moment spécifique des pratiques sociales, ne saurait s'immuniser contre toute forme ou toute complexion idéologique (d'où son appartenance à la « superstructure »). Or si les conditions historiques affectent nécessairement jusqu'aux formes et aux modalités de la théorisation même, on ne peut suggérer sans plus que la philosophie pourrait par soi nous sortir de l'idéologie, *à moins de reconduire une acception prémarxiste et spéculative* – « idéaliste » – *de la philosophie*. L'auteur s'en défendrait sûrement. Mais il lui faudrait alors accomplir jusqu'au bout l'analyse de la mutation radicale que Marx fait subir à l'idée même de philosophie, devenue activité transformatrice engagée dans le réel qu'elle s'efforce de retotaliser, unité de théorie et de pratique, et donc simultanément *écho et à la fois dimension directes de la lutte politique* : contre-finalité d'ampleur, l'auteur buterait alors finalement sur ses propres thèses. Et nous arrivons ici au troisième point, le point critique.

III. D'un repli « éthique » antépolitique : la révolution dénaturée

En effet, liant étiologiquement la dialectique à l'action révolutionnaire qu'elle légitime, et disqualifiant la première, *l'esprit* de l'ouvrage, à défaut de la *lettre*, tend à disqualifier aussi la seconde. Il procède du moins à une *dépolitisation* des conditions de possibilité de la lutte contre cette séparation des hommes d'avec leur puissance d'agir, dépolitisation qui va de pair avec le rôle nouvel-

lement attribué à la philosophie ainsi recadrée. La conclusion de l'ouvrage « Métaphysique et production », est instructive à deux titres. Elle convoque d'abord une confrontation instructive de Marx et Heidegger, qui montre bien, avant d'insister sur leurs différences de fond bien connues, une certaine proximité de leurs analyses des formes aliénées de rationalité de la modernité capitaliste, de leur déconstruction commune des figures du sujet fondateur, et corrélativement, de l'affirmation que cette modernité ne saurait comme telle favoriser l'émancipation. Mais indépendamment du contenu, la conclusion nous en apprend aussi par l'accentuation spéculative du propos, qui le constitue dans *ses ouvertures finales mêmes*, ce qui ne saurait être anodin dans un tel ouvrage. Cela témoigne, disons-nous, d'une forme de *dépolitisation des enjeux pourtant clairement soulevés* : mais d'une dépolitisation *incomplètement assumée*.

Précisons : dit d'un autre point de vue, ce discours qui s'oriente dans le spéculatif est *par soi extrêmement politique* au sens où une cohérence tactique, certes disséminée, émerge du propos qui n'est pas sans donner à penser sur la signification d'ensemble de l'entreprise. L'auteur insiste en effet, Marx comme et Spinoza à l'appui, sur la fonction *éthique* de la philosophie (p. 20), et sur l'idée que l'activité philosophique est le paradigme de l'activité de *connaissance* par laquelle avant tout il est pensable et possible de lutter contre la désobjectivation, contre la séparation de soi d'avec sa puissance d'agir : l'auteur affirme finalement le primat du travail *sur soi, individuel* sur les autres formes d'action. Non pas que le projet révolutionnaire collectif soit absent du propos : mais il l'est sur un mode factuel, *non conceptuel*, et s'opère sur la base d'un concept de révolution singulièrement infléchi. En effet, revenant sur le thème de Marx de l'auto-activation, « processus d'appropriation par les hommes de leur propre activité productive et des conditions de celle-ci » (p. 84), l'auteur complète en disant que « le passage à l'auto-activation consiste d'abord dans le devenir-révolutionnaire des prolétaires eux-mêmes ». Mais cette « auto-activation », « devenir-révolutionnaire des prolétaires », « consiste elle-même d'abord en l'auto-révolution des prolétaires eux-mêmes, c'est-à-dire en une pratique sur soi permettant qu'ils s'affranchissent de toute conception imaginaire d'eux-mêmes (à commencer par la conception d'eux-mêmes comme «sujets» ou comme «Sujet») » (p. 84, nous soulignons). Et si l'auteur affirme clairement qu'une telle praxis n'aura d'autre lieu que dans la sphère de la *production* même, il reste que, et c'est la conclusion du ch. 5, « À propos de la contradiction », que cette auto-activation « commence ici et maintenant par une activité sur soi, c'est-à-dire par une praxis qui est une activité révolutionnaire consistant dans le bouleversement effectif du rapport à soi, aux autres, et au monde » (p. 85), et plus clairement encore, « *cette trans-*

formation massive de soi... précède et rend possible toute transformation de la société » (p. 84, nous soulignons). La thèse est en définitive limpide.

Or s'il y a bien, de nouveau, un acquis à la fois théorique et historique du marxisme, comme des victoires et défaites du mouvement ouvrier, c'est que l'émancipation de soi (les « conditions subjectives » dans l'idiome standard) possède une temporalité extrêmement inchoative et imprévisible, et n'a jamais historiquement joué le rôle d'une *cause pleinement consciente d'elle-même de la transformation sociale* (c'est-à-dire, dans le même idiome, au niveau des conditions « objectives »), mais a toujours été, au mieux, corrélative, du point de vue *macrosocial*, de ces transformations sociales d'ampleur. Comment donc ne pas voir ici une réduction a-marxiste, voire antimarxiste du contenu politique, proprement tactico-stratégique, de l'action révolutionnaire ? La conclusion insiste à juste titre sur le rôle déterminant de « l'appropriation révolutionnaire du surtravail comme temps libre » (p. 151), de la baisse du temps de travail en l'espèce (cf. note p. 145-146). Faire de ce temps libre, en un second temps, l'arme révolutionnaire par excellence, selon l'orientation ci-dessus, implique alors logiquement de repartir de l'idée selon laquelle la ré-appropriation des moyens de sa puissance d'agir repose d'abord sur la *connaissance de la nature et des modes d'insertion en elle des hommes*. « L'individu social » en voie d'émancipation est celui qui « sait comment... prolonger en productivité industrielle ou sociale » la « nature de la productivité naturelle » (p. 153). Conséquence tirée : « C'est uniquement dans et par la connaissance, dans et par la science comme "savoir social général", que peut se réaliser la coïncidence ou l'identification de la vie matérielle et de l'auto-activation des hommes » (p. 153). Le devenir-révolutionnaire qu'est cette auto-activation, est donc d'abord travail sur soi et entreprise de connaissance, « joie » et jouissance » (p. 21, 151), en laquelle la philosophie retrouve son rôle central. *En résumé, le devenir-révolutionnaire devient une posture essentiellement éthique*⁶. Ce n'est pas étonnant : le terrain de cette inflexion de fond était préparé par la surdétermination *politique* de la déconstruction *ontologique* du concept de « sujet » collectif, qui se poursuit dans celle de la dialectique et s'accomplit, même si c'est de façon éparse et parfois en creux, dans celle du concept *politique* de révolution⁷.

Mais c'est selon nous *du point de vue de l'auteur même* que le bât blesse. Dans la mesure où, chez Spinoza comme chez Marx, tout être *immédiatement* objectif est par là *immédiatement relationnel*, comment une auto-activation de soi par soi peut-elle se passer de l'auto-activation du collectif *comme collectif* ? La non-séparation du social, de l'éthique et du politique est encore une thèse centrale de Marx. Certes l'auto-activation « de et par soi » commence « ici et maintenant », et se fait toujours en relation avec d'autres, mais ce qui

est alors défendu par l'auteur, finalement *au nom du danger politico-idéologique associé historiquement (et vraisemblablement ontologiquement, le risque est indépassable) au projet révolutionnaire*, un entre-deux de type *non politique*, « non-organisationnel » en tout cas. Or, si l'auteur récusé *de facto*, mais là encore *implicitement*, l'avant-gardisme politique associé à une théorie des intellectuels considérés peu ou prou comme des sages, et s'il ne suggère en rien une solution « spontanéiste », cette auto-activation de soi par soi sans passer par l'auto-activation du collectif risque logiquement de ne profiter qu'à ceux qui en ont matériellement et intellectuellement les moyens, *et en particulier à ceux qui ont déjà les armes pour s'approprier les conditions institutionnelles de ce « savoir social général »*.

Certes la déliquescence actuelle, encore plus flagrante depuis peu, des organisations politiques de la gauche et du mouvement ouvrier nous invite à imaginer de nouvelles stratégies et de nouvelles formes de lutte. Mais elle nous presse justement aussi de revenir à la question de la subjectivité révolutionnaire au sens *politique du terme*, exigence qu'il faut réinvestir, en entendant par là basiquement, et sans minorer l'immense difficulté théorique et pratique et les échecs historiques associés, comment pourrait se préparer, se promouvoir et s'organiser ladite « auto-activation », *ne serait-ce que parce que la violence à laquelle il faut et faudra faire face l'est déjà au plus haut point*.

Conclusion : le prix de la métaphysique

En un point absolument névralgique, faille travaillant toute la géologie du livre, pause dans la rigueur théorique, le bébé est étonnamment jeté avec l'eau du bain. Ce n'est pas le rejet comme tel de la dialectique qui pose ici problème : c'est ce qui en est inféré. Or cette inférence est conceptuellement contingente : ce qui la motive excède donc le registre argumentatif, et reste à décrypter.

C'est en tout cas sûrement la force et la prégnance de ces motifs, qui poussent B. Ollman, dans son récent *La dialectique mise en œuvre*, à rappeler que le « marxisme sans dialectique » est le plus grand adversaire du marxisme⁸. L'ouvrage de F. Fischbach, par ce rejet épistémiquement non motivé de la dialectique, l'acception sous-jacente « neutre » de la philosophie qui y sourd, et enfin la réinscription spécifique de Marx dans la tradition idéaliste allemande qui s'y articule, a donc finalement un goût très bizarre. L'ensemble, au nom d'une pratique conceptuelle reconduisant la *philosophia perennis*, conduit à re-faire de Marx un « classique de la philosophie » désactivant la teneur et la signification essentiellement politiques de son intervention : bref, un Marx « revu » et « corrigé », *digéré* par une pratique institutionnelle de la philoso-

phie. Laissons l'occasion à l'auteur le moment venu de clarifier et d'assumer ses implicites : l'ambition de donner au marxisme la métaphysique qu'il mérite, est bien certainement une des portes de sortie de ses échecs scientifiques et déterministes du xx^e siècle. Mais au prix du marxisme et de Marx lui-même, voilà une voie coûteuse et dangereuse que l'ouvrage n'interdit en rien d'emprunter.

- 1 L'ouvrage nourrit ses recherches en philosophie sociale, et prolonge ses travaux antérieurs sur l'idéalisme allemand : cf. *L'être et l'acte. Essai sur les fondements de l'ontologie moderne de l'agir*, Paris, Vrin, 2001.
- 2 À laquelle un « Hegel et Spinoza » peut légitimement, et utilement encore aujourd'hui, être opposé.
- 3 Texte issu d'un travail plus large, inédit jusqu'à sa publication par les soins de J. Bidet sous le titre *Sur la reproduction*, Paris, PUF, coll. Actuel Marx Confrontation, 1995.
- 4 *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1985, tome II « L'intelligibilité de l'histoire », p. 287.
- 5 *Ibid.*, tome I « Théorie des ensembles pratiques », p. 689.
- 6 Lecture éthique à confronter à l'étude exhaustive d'A. Tosel sur les lectures marxistes de Spinoza, en particulier « Labriola devant Spinoza : une lecture non-spéculative », qui se concentre sur le livre III de l'*Éthique* et la question des passions et de l'agir du sujet, et « Le marxisme au miroir de Spinoza », *Du matérialisme de Spinoza*. Paris, Kimé, 1994, p. 167-215.
- 7 La convergence avec la lecture de Balibar est flagrante : « L'aspect essentiel de la démocratie spinoziste est [...] la liberté de communication. [...] le parti-pris du philosophe – son "éthique" – n'est pas de préparer ou d'annoncer la révolution, mais de courir publiquement le risque de l'intelligence. Il est vrai que bien des révolutions n'en sont pas encore là », *Spinoza et la politique*, Paris, PUF (coll. Philosophies), 2005, p. 118.
- 8 B. Ollman, *La dialectique mise en œuvre. Le processus d'abstraction dans la méthode de Marx*, Paris, Syllepse (coll. Mille Marxismes), 2005, p. 15. Voir notre compte-rendu de cet ouvrage dans *Critique communiste*, « Réflexions sur la stratégie révolutionnaire », n° 179, mars 2006, p. 152-153.

Répliques et controverses

Stavros Tombazos

Université de Chypre.

Fétichisme et Réification

Critique du livre d'Antoine Artous,

Le fétichisme chez Marx. Le marxisme comme théorie critique, Éditions Syllepse, Paris, 2006.

La critique qui suit constitue la seconde partie de la critique du livre d'A. Artous. La première partie a été publiée dans le numéro précédent de ContreTemps, sous le titre « Fétichisme et forme-valeur ».

Les titres des deux premières sections de la présente critique sont choisis à partir des thèmes dans lesquels s'inscrit ma critique. La troisième section porte sur un sujet que Marx lui-même n'a pas traité : le fétichisme et la réification dans une société postcapitaliste. Comme l'argumentation d'A. Artous sur ce sujet me paraît convaincante et innovatrice, je me limite à une brève présentation de son analyse. Les chiffres entre parenthèses renvoient au livre d'A. Artous.

Réification et rationalité du calcul

Dans son troisième chapitre, intitulé « Fétichisme, réification, rationalité instrumentale », A. Artous entreprend une critique de la notion de réification chez G. Lukács, qui lui permet de mettre en évidence les divergences d'approche entre Marx et Max Weber.

La « réification » chez Lukács, développée notamment dans son livre *Histoire et conscience de classe*, est fondée sur l'indétermination de la distinction entre « travail » et « force de travail », distinction établie de manière tout à fait clairement dans l'œuvre de maturité de Marx, ainsi que sur une interprétation du travail abstrait divergente par rapport à celle de Marx. Selon A. Artous, G. Lukács « cherche » le travail abstrait dans la réalité empirique du travail dans le procès de production mécanisée. Le machinisme réduit la complexité du travail et lui soustrait la qualité. De cette manière, le travail se réduit constamment à son aspect quantitatif, de sorte que le travail est de plus en plus homogénéisé. Dans le procès de production capitaliste, le tra-

vail d'un ouvrier particulier ressemble à celui d'un autre. Dans l'industrie capitaliste développée, le travail est soumis à la discipline du balancier de la pendule (bien avant le chronomètre) et donc à « la rationalité du calcul et de la possibilité du calcul ». Cette rationalité qui détruit l'individualité du travail, en réduisant ce dernier à son aspect quantitatif, traite l'ouvrier de la même manière que les objets. Le travailleur devient un objet du procès de production.

Artous souligne, à juste titre, que le travail abstrait n'est pas une réalité empirique mais une abstraction sociale créée par les échanges marchands généralisés. De ce point de vue, le travail abstrait précède logiquement et historiquement la réduction du travail en ces éléments simples sous l'effet du machinisme. On pourrait ajouter que le règne du travail abstrait n'est pas moins réel aujourd'hui, y compris dans des domaines d'activités où on constate une certaine polyvalence du travail.

Selon Artous, Lukács tente de relier cette réification du travailleur au fétichisme de la marchandise à travers son refus d'accepter une distinction claire et nette entre travail et force de travail. Lukács traite le travailleur lui-même comme une marchandise et non seulement sa force de travail. Chez Lukács, écrit A. Artous, le « travailleur-marchandise est soumis à un double processus de quantification. Dans la sphère de circulation, il doit se “vendre par morceau”, dans la sphère de production son travail est quantifié sous l'effet du machinisme » (p. 86). Pourtant, selon A. Artous, « les mécanismes à travers lesquels les rapports sociaux se structurent en “choses sociales” ne relèvent pas d'un mouvement de quantification du social – et encore moins d'une réification du social sous l'effet du principe du calcul –, mais de procédures qui prennent d'ailleurs des formes différentes selon que l'on se situe dans la sphère de circulation ou celle de la production immédiate » (p. 94). Ainsi, dans la sphère de la circulation, « la chosification du rapport social ne se traduit pas par une réification des relations humaines [...], mais, au contraire, par une subjectivation à outrance du lien social, notamment par la construction du sujet juridique moderne et du fétichisme juridique » (p. 94).

La réification de l'ouvrier se situe donc, surtout, dans le procès de production, mais, selon A. Artous, elle ne résulte pas du calcul et de la quantification. Elle résulte de la soumission de l'ouvrier à la machine. L'ouvrier n'est pas un esclave-marchandise. Il n'est pas un objet que l'on vend et que l'on achète, seule sa force de travail est réifiée. Ainsi, conclut l'auteur, la transformation de la théorie marxienne du fétichisme en une théorie de la réification implique, soit de mettre l'accent sur le « travail rationnellement mécanisé », soit « de tirer la théorie marxienne de la valeur vers ce qui serait une version marxiste de la théorie de la valeur-travail » (p. 97). Ce faisant, G. Lukács relierait la théo-

rie du fétichisme à celle de la réification et, à travers cette dernière, à celle de l'aliénation.

La critique de Lukács par A. Artous est correcte sur deux points. D'abord, le travail abstrait n'est pas le travail concret devenu abstrait sous l'effet du machinisme, il n'est pas une catégorie descriptive. Puis, Lukács distingue mal la notion du travail de celle de la force de travail. Cependant, les conclusions que tire Artous de cette critique correcte sont à mon avis erronées. Ce qu'il dit sur le procès de circulation est fondé sur un faux problème, présent d'ailleurs aussi chez Lukács. Dans la circulation simple du capital, dans laquelle Marx « découvre » le fétichisme de la marchandise, il n'est pas question du rapport d'exploitation, mais du rapport d'échange. Nous n'avons pas devant nous un rapport d'inégalité entre les classes sociales qui n'existent pas encore à ce niveau d'abstraction, mais un rapport d'égalité entre les producteurs. N'oublions pas, *Le Capital* commence par l'analyse de la circulation simple qui constitue « un capitalisme sans capital ». ¹ L'ouvrier ne peut y figurer que, tout au plus, comme producteur de sa force de travail, au même titre que tout autre producteur. Dans la circulation simple, il n'y a ni maître ni esclave. Les individus sont égaux. Toute l'argumentation de Lukács qui y cherche l'esclave-marchandise tombe dans le vide. Mais les conclusions erronées qu'A. Artous tire de sa critique de Lukács résultent d'une erreur méthodologique similaire à celle de Lukács : tous deux cherchent dans la circulation un rapport de classes. Lukács le trouve, mais en se référant à l'œuvre de jeunesse de Marx, où la distinction entre ouvrier-marchandise et force de travail-marchandise n'était pas suffisamment établie. Artous y cherche l'ouvrier-esclave à partir du *Capital* et ne le trouve naturellement pas. Il n'y trouve que des producteurs égaux à tous les points de vue, y compris juridiquement, et donc libres. Il conclut aussitôt que la « réification » est absente de la circulation simple. L'égalité-liberté du producteur face à un autre producteur est-elle synonyme de l'absence de réification? Non, absolument pas. Dans la circulation, l'ouvrier ne devient pas l'objet du capitaliste, une sorte d'esclave moderne, mais les producteurs en général y deviennent esclaves de leur propre rapport social aliéné, qui semble posséder une volonté propre, devient une rationalité avec ses propres critères immanents, se pose face aux individus comme quelque chose d'étranger et d'hostile, comme une force violente qui manipule l'homme réduit à l'état d'un objet. ² La réification et l'aliénation sont ainsi inséparables du fétichisme de la marchandise, elles constituent deux de ses trois dimensions (la mystification du rapport social en est la troisième). La liberté du producteur face à un autre producteur et leur égalité juridique constituent une modalité nécessaire et indispensable de leur assujettissement à la rationalité inhumaine née dans leur rapport social médiatisé par la marchandise. C'est ainsi que la forme-

valeur devenue sujet-objet se perpétue et s'autoproduit. Dans la forme-valeur, l'aspect objectif et matériel est le producteur et le travail concret présent dans la valeur d'usage, alors que l'aspect subjectif, l'« âme », le « moi » de la conscience, la logique, est le travail abstrait, c'est-à-dire le travail aliéné en tant qu'objectivité sociale qui, sous sa forme-sujet, est le capital. Cet état de choses est à l'origine de la violence sociale généralisée dans le capitalisme, de la violence que la forme-valeur, pour s'éterniser, exerce sur les hommes en les instrumentalisant les uns contre les autres, une violence que J. M. Vincent a très bien analysé, afin d'interpréter le nazisme en tant que forme politique issue de la forme-valeur³. Comme dans un certain fétichisme sexuel, l'exercice de la violence implique la transformation du partenaire à un objet sans volonté propre, le fétichisme de la marchandise, qui est à l'origine de la violence sociale généralisée, transforme l'homme en objet.

La logique des échanges, comme celle de la valorisation de la valeur plus généralement, ne sont pas séparées de la logique du calcul par une muraille de Chine. Dans la circulation simple, les marchandises s'engagent dans un dialogue qui porte sur des quantités. Si la marchandise pouvait parler la langue humaine, elle aurait dit : « Moi personnellement, je me moque de ma valeur d'usage. Elle ne me concerne que d'une manière tout au plus indirecte. Ce qui m'intéresse, c'est à combien je peux me vendre ». La forme-valeur « baigne » dans le quantitatif, et c'est bien le taux de transformation du travail social en soi (le travail abstrait dépensé à la production d'une marchandise, socialement nécessaire d'un point de vue technique) en travail social en soi et pour soi (la monnaie) qui décide du sort d'une marchandise particulière et de son producteur. Ce sont donc des déterminations quantitatives, les comptes courants des marchandises dans le marché, qui réorganisent l'activité sociale globale selon l'unique critère de la reproduction de la forme-valeur. Marx est tout à fait clair sur ce point :

« Le caractère de valeur des produits du travail ne ressort en fait que lorsqu'ils se déterminent comme quantités de valeur. Ces dernières changent sans cesse, indépendamment de la volonté et des prévisions des producteurs aux yeux desquels leur propre mouvement social prend ainsi la forme d'un mouvement des choses, mouvement qui les mène, bien loin qu'ils puissent le diriger. »⁴

Nous retrouvons ici la tentative d'A. Artous pour marginaliser les déterminations quantitatives de la forme-valeur pour l'éloigner de la théorie de la valeur-travail de Ricardo. Oui, la valeur chez Marx est incompatible à celle de Ricardo, mais cela ne signifie point que la première se soit émancipée du travail et du temps de travail.

Dans la production immédiate, le calcul et la quantification jouent un rôle absolument central. Tous les développements de Marx sont centrés autour

d'une question : la question de la soumission du travail à une logique qui calcule constamment le temps de travail afin de le soumettre à la rationalité de la valorisation. En d'autres termes, « la rationalité du calcul » est elle-même soumise à la rationalité du capital, elle est « instrumentalisée » par la recherche du profit et de cette manière non seulement spécifiée mais aussi déformée. La logique du capital ne s'identifie pas à une logique de calcul en général, mais elle s'identifie à une logique de calcul particulière et, à la fois, déformée par la loi de la valeur et la recherche du profit. Cette logique du calcul traite l'ouvrier comme un objet, car ce qui compte pour elle n'est pas le temps de travail d'un ouvrier, mais l'épargne de temps de travail par rapport à une production donnée, qu'il s'agisse du travail vivant (capital variable) ou du travail mort (capital constant). L'ouvrier est traité comme un objet, parfois jeté dans la rue comme le reste des déchets industriels. Cette réification de l'ouvrier s'ajoute à celle que tous les producteurs subissent dans le cadre de la circulation. La réification de la circulation simple se reflète aussi dans le capitaliste individuel en tant que directeur de l'unité productive. Celui-ci n'y est pas l'objet du calcul, mais il est la « machine » qui calcule, car la productivité de son unité de production est une contrainte extérieure, imposée par la forme-valeur, de laquelle dépend sa survie en tant que capitaliste individuel. Il est lui-même soumis à la violence de la forme-valeur omniprésente et il transfère, sous une forme modifiée, la violence qu'il subit lui-même, en tant « fonctionnaire » et « machine calculatrice » du capital, à ses ouvriers qui se trouvent ainsi doublement réifiés.

Dans les dernières pages de son chapitre, A. Artous rappelle la critique que J. M. Vincent a adressée à l'école de Francfort et au « marxisme weberien » inspiré de Lukács. Cependant, il ne sépare pas la rationalité calculatrice de la rationalité irrationnelle de la marchandise et du capital de la même manière que J. M. Vincent. Ce dernier, à juste titre, ne considère pas la logique du capital comme une simple particularisation de la pensée instrumentale, mais aussi comme une déformation. C'est tout à fait correct car la pensée instrumentale désigne l'activité en vue d'obtenir un résultat voulu, ainsi que le choix des résultats prioritaires et des activités qui leur correspondent, à partir d'un calcul de l'effort et du résultat voulu. Or, la rationalité du capital soumet ce type de pensée en la mobilisant à un seul et unique but qui est la valorisation de la valeur. Ainsi, le travail et les moyens de production ne sont pas neutres. Ce sont des cristallisations du rapport social : les moyens techniques, au-delà de leurs utilités dans la production de la valeur d'usage, incarnent la logique du capital qui, pour se valoriser, doit assurer la soumission du travail. Le travail mort et le travail vivant sont donc les deux pôles du rapport social de production, leur combinaison n'est pas d'un ordre purement technique. Dans cette

discontinuité entre pensée instrumentale et rationalité capitaliste, il y a aussi une certaine continuité : le calcul et la quantification – dont l'objet, dans le cadre de la rationalité capitaliste, comprend la matière vivante (non pas le temps de travail d'un ouvrier, mais plutôt l'ouvrier d'un certain temps de travail) au même titre que la matière morte (moyens techniques). Puisque le but de la rationalité capitaliste n'est pas la satisfaction des besoins humains, mais la valorisation du capital, l'homme en général et l'ouvrier en particulier se transforment, dans le procès de production du capital en simple moyens, en objets sans volonté propre et sans besoins spécifiques différents de ceux des machines. Il y a donc certaines « fenêtres » de communication entre Marx et Weber. La dialectique mise en œuvre dans *Le Capital*, qui sans aucun doute doit beaucoup à Hegel et notamment à sa *Science de la logique*, se caractérise par une capacité remarquable d'intérioriser des connaissances nouvelles et parfois des analyses, sous une forme nouvelle, issues de points de vue différents de celui du *Capital*.

Fétichisme juridico-politique et étatique, subjectivation et réification

Le quatrième chapitre du livre d'A. Artous est intitulé « La production de formes d'individuation : le sujet politico-juridique et le travailleur parcellaire ».

Le point de départ de cette analyse est le rapport juridique et le droit. A. Artous démontre que Marx, dans son œuvre de maturité, dérive la forme juridique moderne du procès de circulation, c'est-à-dire du rapport social entre les échangistes, qui implique une forme particulière d'individuation. L'individu indépendant, la forme-sujet des temps modernes résulte du rapport d'égalité qui caractérise les échanges marchands. Dans le procès de circulation simple, les porteurs de marchandises sont libres et égaux. L'échangiste « isolé », c'est-à-dire en tant que monade des échanges marchands, le sujet en tant qu'atome est la base du rapport juridique qui relie les individus sur une base d'égalité et de liberté. Le droit moderne ne peut donc être véritablement inscrit dans la « superstructure », car il est enraciné dans le rapport social lui-même, il fait partie de ce rapport : les individus doivent se reconnaître réciproquement comme propriétaires privés. La dialectique du maître et de l'esclave n'a donc, pourrait-on ajouter, aucune place dans le procès de circulation et dans la forme juridique moderne.

La forme juridique ainsi dérivée de la circulation implique aussi la fixation de certaines « normes » juridiques, renvoyant ainsi à un processus de « quantification ». « Par sa nature – écrit Marx – le droit ne peut consister que dans l'emploi d'une mesure égale à tous » (p. 122). Ainsi, la « peine » – pourrait-on ajouter – ne pouvant pas être fixée à partir de l'hierarchie sociale, elle doit être fixée à partir du « crime ». La peine face au crime particulier fonctionne comme

la monnaie face à la marchandise particulière. Le droit normatif est l'aspect quantitatif de la forme juridique moderne.

Dans les rapports sociaux capitalistes, le politique et le juridique ont une fonction analogue. Si le droit est le « code » de circulation des individus libres et égaux, la vie politique des temps modernes consiste dans la circulation des idées et des opinions libres.

À partir de ces développements, A. Artous tente de définir « le fétichisme juridique » : tout se passe, écrit-il, « comme si les relations sociales et, plus généralement, la constitution du lien social résultaient de simples “rapports de volontés”, selon une formule que Marx use beaucoup » (p. 121). Bien sûr, si on lit « le lien social » sur la base des « rapports de volontés », on produit une théorie utilitariste de la société, où chaque individu ne voit qu'un instrument pour accroître son propre bonheur. Inutile d'ajouter que chaque fois que Marx se réfère à Bentham, qui symbolise l'utilitarisme, ce n'est que pour se moquer de lui. Le « fétichisme juridique » consiste donc dans la réduction du « lien social » à de simples « rapports de volontés », alors que, en réalité, il consiste dans... Dans quoi en fait ? Si on « s'installe » dans la circulation simple, il est impossible de répondre à cette question de manière satisfaisante sans faire intervenir la notion de la réification. Comme A. Artous considère cette notion inadéquate pour tout ce qui concerne la circulation (qui conduit à une « subjectivation à outrance »), il n'arrive pas à déterminer en quoi consiste le « lien social » au-delà de « simples rapports de volontés ». Si par contre on accepte de faire intervenir la notion de la réification dans l'analyse, il n'y a rien de plus facile que de répondre à cette question en deux mots : ces « rapports de volontés » et les activités économiques qui leur correspondent ne sont qu'une « danse de marionnettes » dont le rythme et les pas sont régis par la logique invisible de la forme-valeur. Si les hommes sont libres et égaux les uns face aux autres, c'est parce que leur propre rapport social aliéné s'est érigé en un pouvoir supérieur « qui les mène, bien loin qu'ils puissent le diriger » selon l'expression de Marx ci-dessus reproduite. La circulation implique à la fois « une subjectivation à outrance » des rapports entre individus et une réification du sujet réduit à l'état d'un objet du devenir social autonomisé : la « subjectivation » et la « réification » s'inscrivent dans des matrices déférentes.

La dérivation des formes politico-juridiques de la circulation simple, bien que les dernières impliquent une certaine forme d'État, ne suffit pas afin d'analyser l'État moderne. Le travailleur parcellaire dans l'usine est soumis à l'autorité du capitaliste qui personnifie le capital. Plus précisément, les travailleurs y sont soumis à un pouvoir despotique fondé sur la maîtrise du savoir, elle-même en partie intégrée dans la machine. Ils ne sont pas des esclaves du capitaliste, ils sont des rouages dans un système mécanique, qui, lui, semble

savoir ce qu'il fait. Mais le travail y est aussi soumis à une autorité parfaitement hiérarchisée : les travailleurs sont de simples soldats dans la structure hiérarchique de l'usine qui ressemble à celle d'une armée.

Ce modèle industriel a été employé par nombre d'auteurs critiques, afin d'analyser des modes de socialisation qui se situent hors du procès de production immédiat et, notamment, afin d'analyser l'État. Entre d'autres, M. Foucault et N. Poulantzas développent leurs théories du pouvoir et de l'État à partir du despotisme de l'usine et du travailleur parcellaire.

Tout d'abord, l'État intervient dans les modalités de la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire dans la consommation, au sens large, de la classe ouvrière (habitation, santé, éducation, etc.). Ainsi, l'État « est constitutif des rapports de production capitaliste » (p. 126). Cela ne signifie pas que l'État sert les intérêts immédiats des capitalistes. Il a une relative autonomie par rapport à ces derniers et il est capable de rendre compte des rapports de forces entre les classes sociales. L'État-providence en est la manifestation. Le renforcement du rôle régulateur de l'État dans une société de plus en plus complexe le fait apparaître comme le promoteur de l'intérêt général face aux intérêts particuliers, ce qui est à l'origine du « fétichisme de l'État ».

Cependant, l'État crée un autre despotisme « reproduisant dans les formes d'administration de la vie sociale la séparation existante entre les producteurs et les moyens de production, sous la forme de la séparation des moyens d'administration d'avec les administrés » (p. 127). La hiérarchie bureaucratique de l'administration publique constitue elle-même une reproduction de l'hiérarchie constatée dans l'usine.

Selon Artous, M. Foucault, à travers la catégorie de la « discipline » notamment, propose une théorie du pouvoir inspirée par le despotisme de l'usine qui néglige la forme juridique et le travailleur libre, en considérant le sujet juridique comme une fiction idéale. La « discipline », en tant que technique de domination sur les corps, consiste, pour l'essentiel, dans une majoration de leurs forces en termes d'utilité et dans une diminution de ces mêmes forces en termes de résistance politique. Malgré les différences de son analyse par rapport à celle de Foucault, N. Poulantzas, influencé par ce dernier, produit une théorie de l'État-despote. Ces approches sont selon Artous intéressantes, mais insuffisantes.

Chez Marx, lui-même, on trouve certaines réflexions très proches de ce que Foucault écrit sur la « discipline » : selon Marx, l'ouvrier libre, contrairement à l'esclave, est responsable de la marchandise qu'il fournit et il pense qu'il est uniquement déterminé par lui-même, ce qui a des répercussions sur son investissement politique. Mais le sujet juridique chez Marx est une forme sociale inhérente aux rapports sociaux. Les travailleurs sont propriétaires de

leur corps et dans le domaine politique aucune domination directe n'est possible. Le capital ne peut « capter » – selon une expression de J. M. Vincent –, que leur « pouvoir agir ». Cette « captation du pouvoir agir humain » semble pertinente à A. Artous parce qu'elle peut prendre en considération la forme juridique et, donc, parce qu'elle ne réduit pas l'ouvrier à un objet (p. 132). En effet, A. Artous a raison. Cependant, la « captation du pouvoir agir » de J. M. Vincent ne s'inscrit pas dans le cadre de la domination économique, mais dans celui de la domination politique. Puisque, dans le cadre de cette dernière, à travers notamment la forme juridique et la forme politique, les individus sont libres et égaux, la libération de l'homme du règne du capital est pensable : elle implique la constitution d'un sujet politique. La politique peut tempérer le fétichisme économique, elle peut imposer des contraintes aux forces spontanées du marché et de cette manière protéger certains aspects de la vie économique (au sens large) du fétichisme marchand et de la réification qui lui correspond. La politique, lorsqu'elle n'est pas une simple gestion, peut exprimer une véritable volonté sociale diminuant ou abolissant le règne de la marchandise. Ce n'est pas ce que l'on constate aujourd'hui : la mondialisation est la phase du fondamentalisme de la marchandise et de la réification qui lui est inhérente. En outre, si chez Marx le prolétariat révolutionnaire (constitué en sujet politique développé) incarne l'universalité, c'est parce qu'il libère l'homme en général de la réification capitaliste. D'ailleurs, nombre de phénomènes de la décadence actuelle dus aux lois du capital, tel par exemple la catastrophe environnementale, ne menacent pas seulement la classe ouvrière, mais l'homme en général.

Fétichisme et réification de l'État-plan

Dans son dernier chapitre, « Fétichisme et communisme », A. Artous met en évidence que l'« État-plan » peut être à l'origine d'un autre fétichisme et d'une autre réification. Son analyse s'inscrit dans la continuité d'une critique du « socialisme réellement existant » inaugurée par Léon Trotski. Cependant, loin de toute tentative pour traiter Trotski, Ernest Mandel ou Marx lui-même comme des « Pères de l'Église », A. Artous innove à bien des égards l'analyse critique du régime soviétique des deux premiers et n'hésite pas à questionner la pertinence de certaines conceptions du dernier portant notamment sur le rapport entre l'individuel et le collectif.

Dans le « socialisme réellement existant », le « travailleur collectif » n'est pas le capital, mais l'État-plan lui-même : celui-ci « se donne comme “volonté réelle de la coopérative” (des producteurs associés), alors qu'il se substitue à elle, de façon plus ou moins autoritaire et plus ou moins développée. Un peu à la façon dont le capital se présente comme le représentant de l'intelligence nécessaire à l'organisation du procès de travail devenu collectif » (p. 162).

Ce type de fétichisme est naturellement fort différent de celui qui règne dans le mode de production capitaliste. Les rapports sociaux de l'État-plan n'apparaissent pas comme des rapports entre des choses. La production n'y obéit pas à des lois sociales qui apparaissent comme des lois naturelles. Elle obéit à des choix politiques. C'est pourquoi d'ailleurs les luttes sociales dans les pays du « socialisme réellement existant » mettaient en cause le pouvoir politique de manière directe. Néanmoins, l'État-plan instrumentalise et chosifie le producteur direct en fonctionnant lui-même comme l'intelligence de la production sociale. Selon une analyse de L. Trotski, la bureaucratie de l'« État ouvrier » se présente comme un « cerveau universel » qui se croit capable d'enregistrer « en même temps tous les processus de la nature et de la société » afin de « construire *a priori* un plan définitif et sans aucune faute ». Cette bureaucratie cependant, toujours selon Trotski, « se trompe foncièrement dans l'évaluation de ses forces intellectuelles » (p. 163). Les forces productives qui, en principe, sont socialisées n'appartiennent pas véritablement aux producteurs immédiats, car elles sont gérées par un État bureaucratique. Ainsi, le lien social entre les « producteurs associés » n'est pas direct. Il est médiatisé par l'État-plan qui les met en tutelle. Les travailleurs y sont dominés par d'autres « abstractions réelles ».

Selon A. Artous, la notion de la « valeur-indice » développée par G. Roland constitue un précieux outil d'analyse, car elle met en évidence les modalités techniques de cette médiation étatique dans la construction du rapport social de type soviétique. La quantité des valeurs d'usage produite par l'unité productive par rapport aux exigences du plan, c'est-à-dire le degré auquel cette première satisfait l'objectif préétabli par le plan, devient le critère de l'évaluation de l'unité productive. Ainsi, le travail productif se présente sous un double aspect : valeur d'usage et valeur-indice. La valeur-indice exprime donc « un rapport de subordination de l'organisme inférieur [les producteurs immédiats, l'unité productive] à l'organisme supérieur [le cerveau universel, la bureaucratie, le plan] » (p. 159).

Le fétichisme de l'État-plan provient en fait de la dialectique entre l'individuel et le collectif, une dialectique que Marx lui-même n'a pas suffisamment développée. La prise du pouvoir par le prolétariat n'est pas synonyme d'une fusion immédiate entre les intérêts particuliers et l'intérêt général, non seulement parce que des conditions historiques particulières (sous-développement économique, pénurie, etc.) peuvent créer de fortes tendances à une confiscation du pouvoir par une couche bureaucratique, mais parce que les différences réelles à l'intérieur du prolétariat ne permettent pas une telle fusion. C'est pourquoi d'ailleurs L. Trotski et, de manière plus radicale, E. Mandel ont tant insisté sur la nécessité du multipartisme et de la démocratie dans une société postcapitaliste.

Cependant, on ne peut se contenter d'une approche qui considère le régime politique du « socialisme réellement existant » comme quelque chose d'extérieur à la « socialisation » des moyens de production. Une « révolution politique » ne suffit pas si l'on considère que celle-ci se limite à assurer un simple contrôle ouvrier sur la production. Le fétichisme du plan ne dépend pas seulement de la dictature sur le prolétariat de type stalinien, mais aussi d'une vie sociale dominée par la production elle-même, dont l'organisation et les orientations s'autonomisent par rapport au travailleur en raison de l'impossibilité d'une fusion spontanée et automatique entre l'individuel et collectif. La révolution a contesté l'autonomie de l'économie par rapport aux autres relations sociales, mais elle a fini par encastrier ces relations dans le procès de production, lui-même soumis à la « sagesse » universelle du plan. Le fétichisme du plan n'est pas indépendant de la figure dominante de l'*homo faber*. L'émancipation de l'individu ne se réduit pas à l'émancipation du travail et encore moins à la propriété commune des moyens de production. La liberté ne se situe pas dans la production, mais plutôt dans une sphère libérée du travail, qui soumet le travail immédiat à une rationalité centrée sur les besoins de l'homme, non seulement en tant que consommateur mais aussi en tant que producteur.

L'émancipation ne peut s'édifier sur un retour en arrière, sur la recomposition des tâches productives ou sur des formes de production de type artisanal, mais sur les acquêts de l'ère capitaliste. Dans ce contexte, A. Artous développe, à partir de Marx, la notion du travail en tant que « combinaison de l'activité sociale », la dialectique du temps de travail et du temps libre, l'autonomie de l'individu.

Avec le développement industriel, le travail humain se réduit tendanciellement à un travail de surveillance et de régulation de la production. Dans l'industrie développée, le travail immédiat en tant que tel ne constitue plus la base de la production. Le produit n'y est plus l'œuvre du travail isolé et direct, mais du travail en tant que « combinaison de l'activité sociale ». Cette indépendance de l'individu par rapport au travail collectif (le travail en tant que « combinaison de l'activité sociale »), dont le système des machines est la cristallisation, « permet l'émergence d'un "travailleur polyvalent" qui circule à travers le procès de production » (p. 171).

Le développement capitaliste des forces productives permet l'augmentation du temps libre et cette dernière peut changer le rapport d'opposition de l'ère capitaliste entre le temps de travail et le temps libre. Le temps libre en tant que loisir et activité supérieure transforme son possesseur en un sujet différent et c'est ce sujet nouveau qui dépensera une autre partie de son temps dans le processus de production.

Il tombe sous le sens que le droit sur lequel est fondée l'égalité de ces sujets nouveaux ne peut se limiter à l'égalité de leurs normes de consommation en fonction de leur temps de travail. A. Artous défend l'individualité moderne comme un acquis de la modernité capitaliste. Il ne faut pas « présumer que les forces de travail individuelles vont fusionner harmonieusement dans "une seule et même force de travail social" ». Le droit égal spécifie les individus « hors de toute détermination sociale ». En d'autres termes, le droit égal est une forme de socialisation liée à l'individu de manière directe et non à travers son insertion à un groupe social, à travers une autre forme de socialisation. Le droit égal en tant que forme de socialisation directe de l'individu lui permet une certaine « prise d'autonomie par rapport à la société » (p. 174).

Une fois qu'on se libère de la figure dominante de l'*homo faber* comme le « noyau » d'une société postcapitaliste, de l'idée naïve d'une « coïncidence spontanée » de l'individuel et du collectif, de l'hypothèse (démentie par les faits) d'une transparence parfaite des rapports sociaux, on est obligé de repenser la notion du droit et de l'État en régime socialiste, ainsi que les modalités d'un gouvernement démocratique. Loin de toute nostalgie romantique du passé, loin de toute orthodoxie, l'analyse d'Antoine Artous nous y invite de manière très pertinente.

À titre de conclusion, je dirais que la plupart des problèmes que soulève le livre d'A. Artous résultent de sa tentative de définir le « fétichisme » d'une manière restrictive, afin de le rendre plus proche d'une démarche « scientifique » moins inhabituelle, où les notions sont bien « distinguées » les unes des autres et apparaissent comme autonomes. Or, la « science allemande », caractérisée par la « liquidation maîtrisée » de ses notions pour se conformer à une réalité rebelle à l'immobilisme et à la fixité des notions de la « science courante », y est irréductible. La théorie du fétichisme de la marchandise et du capital constitue la théorie unique ou l'unité organique de trois « systèmes » : celui de la conscience mystifiée, celui de l'aliénation et celui de la réification des temps capitalistes modernes. Le lien, il est vrai, entre ces trois aspects de la théorie du fétichisme n'est pas encore suffisamment établi, mais il est plus difficile et moins fertile de les traiter séparément que de les traiter ensemble.

- 1 Voir R. Fausto, *Marx, logique et politique. Recherches pour une reconstitution du sens de la dialectique*, Publisud, Paris, 1986.
- 2 Avant de s'inscrire dans une logique de rapport de classes, la théorie du fétichisme est fondée sur une analyse du rapport de la forme-valeur à l'homme, pas seulement en ce qui concerne la circulation, mais aussi en ce qui concerne la production immédiate. Cela est manifeste aussi dans la lecture de Marx par J. M. Vincent, notamment dans son dernier ouvrage *Un autre Marx. Après les marxismes*, éd. Page deux, Lausanne, 2001. Le capitaliste n'y apparaît que comme un « fonctionnaire » du capital ». Le capitaliste joue envers le capital un rôle analogue à celui du prêtre catholique envers Dieu.

- 3 Voir J. M. Vincent, « Auschwitz et la suite », *Variations*, n° 2, Syllepse, 2001, Paris, pp. 179-196.
- 4 K. Marx, *Le Capital*, livre I, Œuvres de Karl Marx, Économie I, Pléiade, Gallimard, Paris, 1963, pp. 608-609.

Lu d'ailleurs



Clément Mouhot

Chercheur CNRS en mathématiques.

La dialectique peut-elle casser des briques... en mathématiques?

À propos du livre *Émergence, complexité et dialectique*, Lucien Sève (coordination Janine Guespin-Michel), 297 pages, Odile Jacob, 2005.

L'ouvrage *Émergence, complexité et dialectique*¹, coordonné par le philosophe Lucien Sève, fait suite à son précédent ouvrage *Science et dialectique de la nature*². Il s'inscrit dans une œuvre de longue haleine : tenter de recréer une culture matérialiste dialectique dans la philosophie des sciences et la pratique scientifique aujourd'hui. Ces deux livres réunissent des contributions de différents scientifiques, autour d'un article central de Lucien Sève. Ce deuxième ouvrage traite plus particulièrement de la dialectique sur l'exemple précis des « systèmes dynamiques non-linéaires » en mathématiques.

I. Qu'est-ce que le non-linéaire ?

Les immenses transformations économiques sociales des sociétés européennes au cours de la Renaissance puis des révolutions industrielles ont puisé leur source – en même temps qu'elles y contribuaient – dans l'émergence de la science moderne, une science qui se fixe comme but de dégager des lois dans l'étude de la nature. Ainsi, ces évolutions économiques sont indissociables du développement de la mécanique rationnelle et de la thermodynamique. Mais, dans ses premiers pas, cette science rationaliste s'est quasi exclusivement attachée à l'étude de lois *linéaires* pour décrire les phénomènes. Une loi linéaire est une loi reliant un effet à une cause, où l'effet est proportionnel à la cause. Même lorsque l'expérience ou le travail d'élaboration théorique cumulatif montrait manifestement le caractère *non-linéaire* des phénomènes étudiés (en théorie de l'élasticité, en mécanique des fluides, etc.), la démarche universelle consistait à revenir par simplification et approximation à une situation linéaire.

Cette situation était à la fois le produit du « sens commun » de cette époque (qui est encore en grande partie le nôtre), celui d'un monde statique et immuable, où le tout est simplement la somme des parties, mais aussi la conséquence des immenses difficultés proprement scientifiques que pose l'étude des phénomènes non-linéaires. Le développement scientifique est tout à la fois déterminé par : (1) la logique de développement propre des découvertes scientifiques ; (2) les conditions de production – dans le système actuel, les besoins d'exploitation de la nature et de la force de travail par le Capital et le niveau de technologie développé à une époque donnée pour y parvenir ; (3) la superstructure idéologique de la société. Ces trois niveaux liés de détermination sont progressivement entrés en contradiction avec la vision universellement linéaire en science au cours du XIX^e siècle et, au moins en ce qui concerne les deux premiers, au cours du XX^e siècle.

Précisons ces contradictions. Au premier niveau : l'inadéquation de plus en plus manifeste entre la science linéaire et de nombreux faits expérimentaux. Au deuxième niveau : les besoins économiques et militaires (aviation, nucléaire, informatique, etc.) et en retour les capacités grandissantes d'investigation (simulations numériques par ordinateur notamment). Le troisième niveau, celui de l'idéologie, est moins uniforme, du fait que le développement d'un sens commun « non-linéaire » rentre pour partie en contradiction avec l'idéologie de la classe dominante, qui implique la « naturalisation » statique de l'ordre dominant, des inégalités, de l'aliénation économique, etc. Mais la période révolutionnaire qui voit l'instauration du capitalisme est le creuset d'une révolution en philosophie également, avec le développement de la dialectique de Hegel puis du matérialisme dialectique de Marx et d'Engels.

Ainsi, comme le formule Lucien Sève à propos du passage de la logique classique à la logique dialectique : « Tant qu'il y a eu en gros congruence entre ce que nous savions du monde et cette logique [classique], le problème de l'indécidabilité [de l'adéquation de cette logique classique et de la nature] ne se posait guère. L'âge de la mécanique classique, où le principe de contradiction triomphe dans l'explication réductrice et la loi d'invariance, est aussi celui des métaphysiques qui tiennent pour certaine l'harmonie native entre notre raison et les choses. Mais, lorsqu'au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles on commence à pénétrer la nature du magnétisme, du chimique, du biologique, de l'historique, où la contradiction foisonne, la congruence se met à faire doute. C'est la crise de l'indécidabilité, qui correspond à l'inconnaissabilité kantienne de la chose en soi – et aussi à l'ébranlement profond des anciens régimes par les révolutions bourgeoises. Surgit alors, avec Hegel, la dialectique moderne, rationalité générale incluant la précédente comme cas simple où la pertinence de la contradiction peut être négligée. Mais cette dialectique est, comme le dit

Marx, « critique et révolutionnaire ». D'où – je schématise – son grand reflux, dont nous ne sommes pas encore complètement sortis. »³

Les modèles non-linéaires sont ainsi devenus incontournables au cours du xx^e siècle dans l'étude de la plupart des phénomènes du monde qui nous entourent : dans la formation des galaxies et des planètes, le développement d'un être vivant, les interactions entre individus ou dans les luttes qui traversent les sociétés... Prenons quelques exemples qui nous permettront d'expliquer les mécanismes principaux que l'on voit à l'œuvre dans les phénomènes non-linéaires.

Effets de seuil...

Lorsque l'on chauffe l'eau dans une casserole, celle-ci réagit « linéairement » au mécanisme de chauffage (la température de l'eau augmente), mais ceci uniquement jusqu'à un certain seuil (100 degré), au-delà duquel l'eau commence à bouillir et se change en vapeur (la température de l'eau reste alors de 100 degré jusqu'à son évaporation complète). Un autre exemple est donné par le développement d'un embryon : les cellules se multiplient d'abord de façon identique, mais au-delà d'un certain nombre de cellules celles-ci se différencient ensuite selon les différentes parties du corps. On voit ainsi apparaître des *effets de seuil*.

Chaînes de causalité et boucles de rétroaction...

Pour approfondir cette notion d'effet de seuil considérons les *chaînes de causalité*. Ce terme nomme le fait que les effets d'une cause peuvent à leur tour devenir la cause d'un effet, etc., dans un mécanisme en chaîne. Cette chaîne peut se refermer comme une boucle : après plusieurs maillons de causalité, les effets agissent en retour sur la cause qui leur a donné naissance. Il est courant d'observer de telles « boucles de rétroaction », et celles-ci peuvent agir positivement ou négativement : « Si la pression sanguine s'élève, des détecteurs situés dans le rein déclenchent cette élévation et mettent en œuvre les processus qui réduisent la pression sanguine. Si l'on produit une marchandise en plus grande quantité que ce que l'on peut vendre, les prix chutent et le surplus est vendu à bas prix, tandis que la production s'arrête ; s'il y a raréfaction de la marchandise, les prix montent, et cela stimule la production. Ou encore, si un bébé pleure, l'adulte responsable comprend que quelque chose ne va pas et il ou elle commence à agir pour remédier à la cause de l'inconfort et faire cesser les pleurs. Dans chaque cas, un état particulier du système – une forte pression sanguine, une surproduction, des pleurs – se nie lui-même en ceci que, dans le contexte du système, un accroissement de quelque chose déclenche des processus qui conduisent à sa décroissance. Ces boucles de rétroaction ont un

effet de stabilisation. Dans le cas de boucles de rétroaction positive au contraire, celles-ci tendent à déstabiliser, amplifier le phénomène en cause. Et dans les phénomènes non-linéaires, une rétroaction négative peut devenir positive au-delà d'un certain seuil : une forte pression sanguine peut endommager les structures de mesure de la pression, de sorte que la pression sanguine est sous-estimée, et les mécanismes homéostatiques augmentent eux-mêmes la pression ; la surproduction peut conduire à des licenciements, qui réduisent le pouvoir d'achat et par conséquent augmentent le surplus relatif ; les pleurs du bébé peuvent provoquer la colère, et l'enfant maltraité en pleurera davantage »⁴.

Bifurcation et émergence...

Lorsqu'un système non-linéaire franchit un seuil, de nouvelles structures peuvent émerger, les « éléments » composants le système restant pourtant les mêmes. Reprenons l'exemple de l'eau chauffée : la vapeur d'eau est composée des mêmes molécules que l'eau, mais, passé une certaine température, les liaisons entre molécules se rompent et donnent naissance à de nouvelles propriétés globales (que nous désignons globalement comme l'état gazeux). Un autre exemple est fourni par l'émergence des classes sociales. Ce changement majeur dans l'histoire de l'humanité, lié à l'apparition de l'agriculture et à la sédentarisation, se produit au cours de la révolution néolithique il y a environ 10 000 ans⁵. C'est-à-dire à une époque où le patrimoine génétique de l'homme n'était pas différent de celui d'aujourd'hui. Ce bouleversement n'est donc pas lié à une quelconque modification biologique de l'espèce humaine, mais correspond à une modification des relations sociales entre les individus. C'est le phénomène d'*émergence*.

Chaos déterministe...

Pour terminer cette introduction au contexte scientifique, présentons l'un des aspects probablement les plus médiatisés des systèmes non-linéaires, celui du « chaos ». Pour préciser ce terme, au sens commun très flou, nous appellerons ce phénomène *chaos déterministe*. Sa première observation remonte aux travaux dans les années 1960 de Edward Lorenz, ingénieur météorologue au MIT. Ce terme désigne des systèmes d'évolution non-linéaires parfaitement déterministes qui n'ont pas d'état d'équilibre (un état d'équilibre est par exemple l'état final d'une bille qui roule jusqu'à se stabiliser au fond d'un récipient) et qui exhibent deux propriétés étonnantes :

Les « trajectoires » du système (si on reprend l'image d'une bille) ne semblent montrer aucune répétition et restent proches d'un certain ensemble de trajectoires appelé « attracteur étrange » (semblable à une pelote de laine emmêlée),

elles sont violemment sensibles aux conditions initiales (ici la position et la vitesse initiales de la bille), ce que Lorenz avait résumé dans l'expression d'« effet papillon » (un battement d'aile de papillon dans l'hémisphère Sud peut être déterminant dans l'apparition ou non d'une tornade dans l'hémisphère Nord).

La météo fournit en effet un exemple de système chaotique, ce qui explique la difficulté à prédire le temps au-delà de quelques jours. L'aspect le plus surprenant des systèmes chaotiques pour le sens commun est donc leur caractère à la fois parfaitement déterministe (on sait comment calculer la trajectoire de la bille à partir de sa position et de sa vitesse) et en même temps non prédictibles (à cause de cet « effet papillon »).

II. Non-linéarité et dialectique

Nous détaillerons d'abord la contribution de Lucien Sève, qui constitue le cœur de l'ouvrage. Son point de départ est l'examen des contradictions posées à notre conception du monde par les phénomènes non-linéaires. Il s'attache à distinguer les « contradictions éliminables » (celles que l'on peut réduire à des confusions et des ambiguïtés dans les catégories utilisées par la pensée) des « contradictions irréductibles » (celles qui nécessitent un dépassement de ces mêmes catégories), pour ensuite s'attaquer à ces dernières. Présentons ces contradictions « irréductibles », qui posent des paradoxes pour le sens commun.

Le premier paradoxe concerne la relation entre tout et parties (à mettre en perspective avec les exemples donnés précédemment concernant l'ébullition ou l'apparition de classes sociales) : « Le tout ne se compose de rien d'autre que de ses parties, et pourtant il présente en tant que tout des propriétés n'appartenant à aucune des ses parties en tant que parties. [...] Tout se passe donc comme si se produisait une *génération spontanée* de propriétés du tout alors même qu'on veut le penser comme n'étant rien d'autre que tout de ses parties. C'est le *paradoxe de l'émergence*. »⁶

Le deuxième paradoxe concerne la relation entre causes et effets (à mettre en perspective avec les exemples de boucles de rétroaction donnés ci-dessus) : « Bien qu'il s'explique par définition tout entier à partir de sa cause, l'effet, dans l'ordre du non-linéaire, peut pourtant ne lui être aucunement proportionnel. [...] On peut donc dire que dans la « causalité à échos » sous-jacente aux phénomènes non-linéaires, non seulement la cause est en son fond effet de l'effet, l'effet cause de la cause, et cela sans limites, mais par suite tous les rapports conformes à la logique classique entre cause et effet, bien au-delà de leur simple proportionnalité, paraissent ici voler en éclats. C'est le *paradoxe de l'interaction*. »⁷

Le troisième paradoxe concerne la relation entre déterminisme et prédictibilité (à mettre en perspective avec l'exemple de la météo que nous avons dis-

cuté) : « bien que par définition le déterminisme soit synonyme d'entière *déductibilité* de l'état futur – ou passé – d'un système dynamique à partir d'une connaissance complète de son état présent et de ses lois, une propriété fondamentale de certains processus déterministes non-linéaires est leur *imprédictibilité*. [...] Comment penser le caractère *indissociable* dans un processus de deux contraires : ordre intégral et désordre radical ? »⁸ En fait « ce paradoxe d'ensemble en recouvre lui-même deux plus spécifiques » (dont les thèses s'opposent) : « [la] première [thèse] consiste en effet à soutenir, dans l'esprit du déterminisme laplacien, que pour une intelligence parfaitement informée de l'état présent d'un système et de ses lois, rien ne serait imprédictible de ses états futurs. Or précisément une connaissance *parfaite* par son étendue et sa précision quant à l'état d'un système physique est tout à fait *impossible* ». La deuxième thèse consiste à admettre, à l'opposé, l'objectivité de l'aléatoire. Ainsi « [le] déterminisme ne serait qu'un modèle théorique auquel le réel demeure intrinsèquement indifférent, et d'ailleurs ne se conforme jamais exactement. Enfermée par construction dans un monde de phénomènes où ne règne d'autre rationalité que celle qu'elle y introduit elle-même, notre science ne sait ni ne saura jamais rien de ce que sont les choses même. Mais comment comprendre alors ce qui la caractérise de manière si éclatante : son *efficacité* ? »¹⁰

L'article de Lucien Sève se poursuit par une introduction détaillée à la dialectique et à son développement historique en philosophie. Sa troisième partie un travail sur les catégories pour tenter de dépasser les contradictions précédentes à partir de la tradition dialectique. Elle représente à nos yeux l'apport principal de ce livre.

Rapport entre tout et parties et émergence...

Le premier paradoxe – la relation entre tout et parties et l'origine de l'émergence – nécessite d'abord le dépassement d'un rapport mécanique entre tout et parties : ceux-ci ne peuvent être pensés séparément (on ne peut être parties s'il n'y a pas de tout et inversement), ils forment une unité dialectique de contraires. Sève développe alors l'idée de *tout organique* comme forme *dialectiquement aboutie* du rapport tout/partie. Ce qui est au cœur de cette notion est le fait que le tout forme ses parties en même temps qu'il est formé par elles, à travers le processus de leur développement historique. Il est ainsi présent dans chaque parties : le passé de l'univers est présent dans chaque particule, l'individu biologique en entier est présent en chacune de ses cellules, la structure économique d'une ville se retrouve dans chacune des ses maisons individuelles. Ceci amène à penser le tout comme étant n lui-même une réalité globale émergente par rapport à la somme de ses constituants.

Sève se tourne alors vers le couple de contraires dialectiques quantité/qualité, dont l'« unité concrète est la *mesure*, entendue ici par Hegel non pas du tout comme activité subjective de mensuration mais comme modalité objective de détermination de l'être, comme "*quantum qualitativ*" – tels les poids spécifiques de fusion des substances, les proportions du système solaire ou des organismes vivants. » Ce couple éclaire alors les notions d'effet de seuil et de saut qualitatif: « Dès lors que le quantum inhérent à chaque mesure "outrepasse une certaine limite", la qualité correspondante, enfermée dans cette limite, se trouve elle aussi supprimée par un "saut à une qualité différente". En se répétant, un tel rapport configure une 'ligne nodale de relations-de-mesure", telle l'échelle des sons harmoniques ou la série ordonnée de composés chimiques. Selon cette analyse, il y a donc effet de seuil et saut qualitatif parce qu'il y a unité indissociable de ces contraires que sont qualité et quantité, de sorte qu'une qualité déterminée fait corps avec des "quantas" eux-mêmes régis par certaines limites. »¹¹

Il formule enfin une réponse à la question de savoir d'où vient l'émergence, réponse qui nous paraît incontournable du point de vue des avancées de la physique et des mathématiques au xx^e siècle: « Qu'est donc dans le tout ce quelque chose à expliquer qui n'est pas la simple addition de ses parties et qui pourtant ne saurait leur être étranger sans ressortir au *deus ex machina*? Ce quelque chose, c'est son *organisation* en tant que tout, la *connexion d'ensemble* de ses éléments et sa *logique*, dans la situation d'émergence, est justement l'effet inédit de la nouvelle mesure surgie au "point spécifiant" [...] Telle est donc en fin de compte l'affirmation dialectique à quoi nous conduit Hegel: le nouveau quelque chose ne s'explique pas plus *par ses éléments* que *sans eux*; il s'explique *par leurs rapports*, base explicative de sa qualité, qui mutent à des seuils de quantité¹². »

Causalité et déterminisme...

Les deux autres paradoxes – la non-proportionnalité entre causes et effets et leur enchevêtrement d'une part, ainsi que l'existence de situations déterministes et non prédictibles d'autre part – sont quant à eux traités de front. De même que pour le couple tout/parties, la première étape est de dégager une approche dialectique du couple cause/effet. Les découvertes scientifiques modernes suggèrent deux retours critiques: penser ce couple de contraires dialectiques dans son unité concrète d'*action réciproque*, remettre en cause le concept simplificateur à l'extrême de *causalité unilinéaire*, c'est-à-dire impliquant une cause et un effet en rapport direct et univoque.

Pour Sève, il faut « [d'abord dépasser] la dichotomie trop simple de la cause et de l'effet dans un vue synthétique de l'*action réciproque* où Hegel situait "la

vérité de la causalité", autrement dit dans une logique de l'universelle interaction, qui débouche directement sur l'"explosion combinatoire" et par là sur l'un des aspects de l'idée de complexité. Par suite et plus encore, [il faut abandonner] l'idée ici intenable de *lignes isolables* de causalité au profit d'une représentation éminemment globale de la relation, celle du *champ causal* où, comme l'écrit le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond, "l'écheveau enchevêtré des événements ne laisse plus individualiser les fils continus au long desquels pourrait se concevoir la propagation d'influences causales. [...] L'étoffe des phénomènes n'est pas un tissu tramé mais un feutre fibré" »¹³ À partir de ces éclaircissements, l'auteur s'attaque alors au cœur du problème, celui des rapports entre causalité et déterminisme. La première erreur de l'entendement classique non dialectique est de séparer et d'opposer dans la nature un schéma déterministe et un schéma probabiliste, aléatoire. En effet « nécessité et contingence forment non pas du tout un dilemme de logique formelle mais bien une unité de contraires catégoriels. D'un côté, comme nous oblige à le comprendre le concept si intimement dialectique de lois du hasard, *nul hasard n'est sans loi*: la contingence est jusqu'au cœur pénétrée de nécessité. D'un autre côté, *nulle loi ne va sans hasard*: la nécessité ne se manifeste jamais qu'au sein de la contingence – même en laboratoire. »¹⁴ Pour illustrer cet exemple, cet enchevêtrement du couple hasard-contingence/nécessité se retrouve dans toute la démarche de la physique statistique, dont les lois déterministes dégagées à chaque niveau (par exemple sur la température ou la pression d'un gaz) le sont sur la base d'hypothèses statistiques sur le « hasard » du niveau inférieur (ici sur les molécules du gaz).

La deuxième erreur est de ne pas voir que l'approche déterministe effectue une *sélection* dans le réel. Comme le souligne Sève, « [à] son origine en tout cas, le déterminisme de la science classique fait donc directement corps avec la mise entre parenthèses délibérée de l'autre dimension fondamentale du réel: le processus non répétitif, la transformation irréversible, l'*histoire*. »¹⁵ Et cette « abstraction d'entendement a fait preuve au fil des siècles d'une telle fécondité dans tous les domaines par la science classique que, chez la plupart des chercheurs et de ses penseurs, la conscience s'est quelque peu perdue de son caractère arbitraire, celui d'un *choix subjectif* parmi les déterminations du réel, ne pouvant aucunement *annuler* les dimensions qu'il y refoule. »¹⁶

Ceci conduit directement à ce qui paraît être le couple catégoriel décisif dans cette question, au-delà des oppositions qualité/quantité, irréversible/réversible, historique/invariant..., à savoir celui du *singulier* et de l'*universel*. Toute loi universelle est inséparable du singulier lorsqu'on tente de l'appliquer au réel, ne serait-ce que par ses conditions initiales. Et le paradoxe des processus dynamiques à la fois déterministes et imprédictibles apparaît alors sous-

tendu par une confusion entre l'explicabilité par des causes et la prédictibilité selon des lois, c'est-à-dire l'inattention à cette dialectique du singulier et de l'universel dans la nature et dans la science. Ainsi, le « déterminisme probabiliste – où la détermination ne porte que sur les probabilités mais n'en est pas moins strictement déterministe – est l'une des formes majeures qu'est susceptible de prendre cette unité de contraires, unité où tantôt prédomine l'universalité simple du déterminé – comme dans toute la science classique –, tantôt la singularité inépuisable du causal – comme on en trouve exemple par excellence dans le non-linéaire. [...] [Donc] la science du non-linéaire se situe aux antipodes de cette irrationalité dont on l'a si tenacement soupçonnée, elle en représente même l'exact contraire : une extension capitale de la rationalité dans le champ où prédomine la singularité des processus. »¹⁷

Pour conclure

Après ce survol de la pensée de Sève, évoquons brièvement les contributions des différents scientifiques. Le lecteur y trouvera une introduction vulgarisée aux systèmes dynamiques non-linéaires, une étude détaillée du concept d'émergence à la lumière de cette branche des mathématiques et une autre sur l'exemple des structures moléculaires, une étude des boucles de rétroaction en biologie, une étude de l'imprédictibilité s'appuyant sur les recherches en biologie cellulaire, une étude de la non-linéarité sur un modèle élémentaire informatique et enfin une étude de la non-linéarité en sémantique.

Ces contributions fournies abordent un grand nombre de questions de la recherche scientifique actuelle, même s'il y manque plus d'articles abordant plus spécialement la non-linéarité en physique et si certaines (comme celle, très intéressante, de Charlionet) auraient sans doute gagné à être plus développées. Une seule contribution nous a paru plus critiquable, celle de Gascuel concernant l'étude d'un programme informatique : le modèle élémentaire considéré est intéressant pédagogiquement pour illustrer quelques phénomènes clefs de la non-linéarité, mais nous ne suivons pas l'auteur quand il prétend lui donner une pertinence plus générale dans divers champs scientifiques. C'est l'occasion de rappeler qu'une philosophie dialectique ne saurait remplacer par elle-même l'assimilation du travail cumulatif propre à chaque champs scientifique. Elle doit au contraire s'appuyer dessus. Sa crédibilité en tant que philosophie des sciences en dépend. Et plus généralement il faut une vigilance absolue face au risque, au final parfaitement déjoué dans cet ouvrage, qui existe dans l'étude de thèmes épistémologiques « à la mode » comme ceux d'émergence ou de chaos, de céder le fond scientifique au discours spectaculaire.

Dans l'ensemble cet ouvrage, indispensable à tout scientifique et à toute personne s'intéressant aux évolutions récentes de la science et à ses impacts sur

notre façon de penser le monde, sera utile également à tout ceux qui cherchent plus particulièrement des travaux francophones renouant avec l'étude marxiste de la science tout en évitant les dogmatismes du stalinisme. Il ouvre enfin un certain nombre de débats *au sein du matérialisme* mais qui méritent d'être approfondis, par rapport aux différentes formes de réductionnisme (en particulier en biologie) ou encore d'idéalisme (sortant la science de l'histoire et de la société), qui peuvent y exister.

- 1 *Émergence, complexité et dialectique*, Odile Jacob, Paris, 2005.
- 2 *Science et dialectique de la nature*, La dispute, Paris, 1998. Voir également : Emmanuel Barot, « Dialectique de la nature : l'enjeu d'un chantier. Éléments pour un passage au concept (à partir de la recension comparative des ouvrages : E. Bitsakis, *La nature dans la pensée dialectique*, 2001, et L. Sève (éd.), *Sciences et dialectiques de la nature*, 1998 » : tr. grecque, *Utopia*, Athènes, n° 57, 11 - 12 / 2003 p. 129-152.
- 3 L. Sève, *L'illogique de la contradiction – Entretien avec Henri Atlan*, in *Science et dialectique de la nature*, op. cit., p. 277.
- 4 R. Levins, R. Lewontin, *The dialectical Biologist*, Harvard University Press, 1985, in *Science et dialectique de la nature*, p. 363-364.
- 5 Le développement des capacités techniques crée alors les bases pour l'apparition de l'agriculture, de sociétés sédentarisées et d'un surplus social qui permet de faire vivre une classe dominante libérée du travail. Mais il n'y aucune implication mécanique : ces événements sont chaque fois le produit d'une histoire particulière de crise sociale en lien avec d'autres facteurs (variation des ressources naturelles, climat, guerre, etc.). Voir par exemple Chris Harman, *Engels and the origin of human society*,

- International Socialism 65, hiver 1994, pour une étude récente d'un point de vue marxiste qui intègre les recherches scientifiques récentes. Cet exemple illustre une propriété fondamentale de la notion de *bifurcation* : lors d'un seuil de changement qualitatif, l'issue du dénouement de la crise est en général sous-déterminée par rapport aux facteurs internes préexistants à la crise. Les facteurs contingents et extérieurs deviennent alors déterminants. Dans un autre contexte, c'est ce qui fonde la possibilité d'une action stratégique pour un parti politique lors d'une crise révolutionnaire.
- 6 *Émergence, complexité et dialectique*, op. cit., p. 58-59, souligné par l'auteur.
 - 7 *Ibid.*, p. 59 et 63, souligné par l'auteur.
 - 8 *Ibid.*, p. 63-64, souligné par l'auteur.
 - 9 *Ibid.*, p. 67, souligné par l'auteur.
 - 10 *Ibid.*, p. 68, souligné par l'auteur.
 - 11 *Ibid.*, p. 144-145, *idem*.
 - 12 *Ibid.*, p. 151, *idem*.
 - 13 *Ibid.*, p. 181-182, souligné par l'auteur. La citation est tirée de J.-M. Lévy-Leblond, *Aux contraires*, Gallimard, Paris, 1996, p. 320.
 - 14 *Ibid.*, p. 186, souligné par l'auteur.
 - 15 *Émergence, complexité et dialectique*, op. cit., p. 188.
 - 16 *Ibid.*, p. 188-189.
 - 17 *Ibid.*, p. 193.

Jamila Mascat

Doctorante en philosophie.

Kant, Benjamin et la possibilité de la justice

Massimiliano, Tomba, *La « vera politic »*.

Kant e Benjamin: la possibilità della giustizia,

Macerata, Quodlibet, 2006, pp. 283

La question de la justice est-elle arithmétiquement réductible au consensus de la majorité? Le paradigme démocratique est-il suffisant pour garantir la résolution pacifique des conflits? Une majorité qualifiée a-t-elle le droit de suspendre par décret les droits de l'homme? Une telle mesure peut-elle justifier la violation de la souveraineté d'un État par d'autres nations? Voilà quelques unes des questions que pose Massimiliano Tomba dans *La vera politica* avec pour but d'approfondir la question du rapport entre *Gewalt* (violence) et justice.

Tomba part de la double constatation de la *forclusion* (à comprendre dans le sens lacanien « d'exclusion du symbolique ») de l'idée de justice au sein de la tradition de la philosophie politique moderne et de « l'impensabilité » d'une telle notion dans le cadre de la conceptualité politique contemporaine. À « l'impensabilité » de la justice, qui est aussi la raison même de son impossibilité, Tomba oppose la tentative de « pratiquer cette possibilité de l'impossible » en soulevant la question de la justice en général et de la justice dans son rapport à la *Gewalt*, entendue en fonction de l'ambiguïté de sa signification en allemand, à la fois comme *potestas* et comme *violentia*.

Afin de mettre en relief la parenté forte, bien que sous-jacente, existant entre justice et violence, l'auteur souligne combien, dans le cadre de la tradition d'une pensée politique qui a refoulé l'idée de justice, la question consistant à savoir ce qui est juste ou non est inévitablement renvoyée au domaine de la *doxa*. On en vient alors à considérer comme juste l'opinion du plus fort, ou, dans le cadre de la tradition démocratico-libérale, l'opinion de la majorité légitimée par la force du nombre. C'est ainsi que Tomba souligne que « le problème n'est pas constitué par l'implication réciproque entre justice et force, mais par le fait que la force puisse contredire la justice et s'affirmer comme juste » (p. 14). Pour l'auteur,

reproposer et rediscuter le thème de la justice est par conséquent un premier pas en vue de démasquer la rhétorique hautement mystifiante qui sous-tend le discours démocratico-libéral. Il démontre ainsi comment au sein de ce discours la logique de la force s'est affirmée au prix du refoulement de la question de la justice et a trouvé la source de sa propre légitimation au sein du droit moderne. Il s'agit donc pour Tomba de distinguer en premier lieu la pratique du droit (entendu au sens de la justice procédurale) de la pratique de la justice (entendu au sens kantien « d'idée » irréductible au paradigme procédural du droit), et ce tout en étant conscient que la question de la justice n'est pensable que par rapport à une conception différente de la temporalité historique, c'est-à-dire dans un espace théorique différent de la temporalité diachronique du droit. En effet, « l'idée » de justice est intrinsèquement liée à la nécessité d'interrompre le cours continu de l'histoire de manière à créer les conditions de possibilité du changement.

La question de la justice ne se joue en aucun cas dans la fausse alternative qui oppose le parcours politique de la modernité à une inversion régressive de ce parcours vers un modèle prémoderne. C'est le dépassement de cette alternative qu'il faut rechercher en posant une question qui soit à même d'articuler le rapport de la justice avec la transcendance. « Reposer la question de la justice comme le fit Kant en soulignant son caractère irréductible à la *doxa*, ou comme le fit Benjamin en invoquant le concept de messianisme hébraïque, c'est, pour Tomba, déconstruire la conceptualité politique moderne » (p. 20).

Kant et Benjamin sont ainsi les interlocuteurs que choisit Tomba pour entamer ce dialogue consacré à la recherche de l'espace théorico-pratique d'une « vraie politique » et, comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage, sonder « la possibilité de la justice ». En parcourant l'œuvre de Kant et Benjamin Tomba privilégie une lecture qui dépasse la vision stéréotypée du pacifisme kantien et du messianisme chez Benjamin. Il s'intéresse aux éléments radicaux de la critique fonctionnels à la désarticulation des fondements conceptuels de la pensée politique et juridique moderne qui, par le biais de ces mêmes concepts (souveraineté populaire, droit de résistance, principe de la majorité, l'institution de la représentativité, l'égalité comme valeur) occulte et préserve le système au sein duquel la *Gewalt* s'est affirmée comme seul critère du jugement. Le thème de la *Gewalt* est doublement lié à la question de la justice. D'une part, la domination de la *Gewalt* a entravé l'espace et la temporalité de la justice que la « vraie politique » est appelée à rouvrir. D'autre part, la réalité de la *Gewalt* est légitimée par le biais de justifications instrumentales. C'est ainsi que la guerre devient « juste ».

Dans le premier chapitre intitulé « Du *bellum justum* à la *just war*? Éclipse de la justice », Tomba réfléchit à la notion de guerre juste à travers laquelle la pra-

tique de la guerre a été intégrée au l'ensemble des instruments qui établissent la justesse du droit. En partant de la définition traditionnelle et classique de *bellum justum* (qui s'inscrivait cependant au sein d'un univers de références bien différent de l'actuel contexte de la *just war*), Tomba analyse la manière dont ce concept est remodelé par la modernité. Dans la pensée de Saint Augustin, la guerre juste représentait l'instrument par le biais duquel la justice était réalisée ou restaurée en fonction d'un *ordo naturalis* voulu par Dieu. Avec la naissance de l'État moderne et l'affirmation subséquente de la souveraineté de l'État-nation le concept prémoderne de guerre juste n'est plus pensable dans les mêmes termes qu'auparavant. En effet, dans le cadre de l'État moderne il n'est plus possible de concevoir un ordre supérieur à celui de la souveraineté des États. C'est par conséquent à la souveraineté nationale elle-même de décider de la conservation ou de la transformation de l'ordre établi. Dans la logique de la souveraineté et de la représentativité en fonction de laquelle les décisions du pouvoir souverain, représentant du peuple, sont légitimées par le fait même d'émaner de ce pouvoir, la question de la justice et de concert la question du jugement deviennent « forcloses », dans la mesure où « la loi étant ce que chacun veut ou a voulu, elle ne peut aucunement être considérée comme injuste » (p. 41). Si l'on considère l'inefficacité de toute forme de réglementation super-étatique des rapports interétatiques qui contredirait obligatoirement le caractère souverain de l'État-nation on peut conclure au fait que, en acceptant le principe de la souveraineté nationale des États, il est impossible d'éliminer l'éventualité de la guerre ou même de limiter l'usage d'une force qui trouverait sa justification par sa subordination à des fins soi-disant morales.

Dans le cadre des régimes politiques modernes qui légitiment dans les rapports interétatiques le recours à la loi du plus fort, Tomba souligne que « les justifications actuelles de “nouvelles guerres” ne sont en aucune façon pensables comme une régression par rapport au système du droit international moderne. Ce sont en revanche des formes totalement adéquates à la crise contemporaine de ce même système » (p. 54), une crise elle-même intrinsèquement liée à ce système.

La réflexion autour de la *just war* va au delà du thème de la guerre et jusqu'à englober les concepts fondateurs de la politique moderne et contemporaine. La guerre oblige à discuter du statut de la représentation, met en lumière le principe même de dépolitisation qu'implique le principe de l'égalité démocratique, rend problématique l'universalisme des droits de l'homme, remet en question la possibilité de la résolution pacifique des conflits dans le cadre d'un ordre construit sur le principe de la souveraineté des nations.

C'est à partir de ce point que Tomba entame son dialogue avec Kant. Le second chapitre, « Le défi de Kant : la “vraie politique” de la paix » se relie au précédent

autour de la dialectique guerre et paix. L'auteur approfondit les prémisses et les implications de la pensée kantienne par rapport à ce thème. Le philosophe de la « paix perpétuelle » a eu le grand mérite de s'efforcer de concevoir la possibilité de la paix « sans s'aventurer dans d'utopiques constructions constitutionnelles [de ce que serait] un État mondial » (p. 78). Il a cependant mené à bien cette réflexion au sein et au-delà de la configuration politique moderne.

L'apologie kantienne de la « liberté de plume » (bien différente de la critique libérale de la censure comme revendication de la liberté d'expression de l'opinion privée) acquiert tout son sens dans le cadre de l'élaboration du concept de « publicité » dans lequel Tomba voit « la spécificité philosophique de la réflexion kantienne » (p. 106). La défense de la liberté d'expression présuppose chez Kant la reconnaissance de l'espace fondamental de la raison humaine universelle (*allegemeine Menschenvernunft*) qui peut s'exprimer uniquement à travers les processus de communication propres à une sphère publique libre de discuter et de juger. C'est ainsi que la censure représenterait une sérieuse entrave à la recherche de la vérité commune (*Gemeinschaftliche Wahrheit*) et signifierait par conséquent une violation essentielle de la socialité humaine. Le terrain de la publicité est celui au sein duquel une pluralité de points de vue particuliers s'affrontent autour de l'universalité de « l'idée », une idée de la vérité et de la justice qui conserve par rapport aux points de vue particuliers un caractère transcendantal. Dans le cadre d'une raison commune le consensus se construit non pas de manière empirique mais rationnelle, c'est-à-dire par le biais d'une rationalité partagée dont personne, à la différence du schéma rawlsien, ne peut être exclu.

À partir du paradigme kantien Tomba revient aux arguments de la critique du relativisme et du concept moderne de tolérance au sein desquels se trouvent, par delà l'éloge apparent du pluralisme, le primat de l'indifférence, une indifférence qui détermine le rapport entre la dimension doxastique des opinions privées et la vérité. Dans le cadre de la pensée kantienne, la vérité commune présuppose à l'inverse une participation collective à la pratique de la raison en vertu de laquelle chacun est appelé à s'engager, rendant ainsi impossible l'indifférence des positions particulières.

Cette raison publique, investie collectivement, n'est « aucunement le lieu habermasien, précise Tomba, de l'entente discursive où, par le biais de discussions publiques, il est possible de convaincre ou d'être convaincu de la justesse d'un argument. Il s'agit du transcendantal d'un droit public en vertu duquel le droit est droit et est produit en tant que tel » (p. 162). Par le biais de l'exercice publique de la raison surgit la possibilité de repenser la question de la justice par delà les présupposés de la tradition démocratico-libérale. Là où

la logique doxastique de la majorité (cette majorité sur la base de laquelle la prise de décision est renvoyée à une somme de consensus particuliers qui n'aspirent pas nécessairement à la réalisation de la justice) ne diffère pas fondamentalement de la logique du plus fort, alors le concept kantien de publicité permet de mettre hors jeu la validité de ces mêmes modèles. La justice ne dépend plus alors du consensus empirique des individus (qui même lorsqu'il s'agit d'une majorité de nombre, ne donnerait aucune garantie quant à la supériorité de la justesse de ses raisons par rapport au jugement de la minorité) mais du consentement idéal de la raison par rapport à une loi.

Pour Tomba, une certaine lecture qui fait de Kant un démocrate paradigmatique sur la base de sa conception du consensus est totalement fallacieuse. En effet la réflexion kantienne met en crise le critère même de la majorité lorsque Kant sous-entend qu'en se fiant au consensus de la majorité on se fie à la loi du plus fort et parallèlement s'inspire d'une idée originaire du contrat en tant que fondement du vivre ensemble politique auquel gouvernants et gouvernés doivent faire appel. En construisant le projet de la république mondiale, la *Weltrepublik*, sur le consentement autonome de la raison publique par rapport à la loi, Kant sauve la pratique de la justice de sa dérive procédurale à laquelle elle est condamnée au sein de la pensée moderne. Le ressort le plus précieux de la pensée kantienne réside en ultime instance dans l'irréductibilité de son idée de justice en tant que « volonté universelle donnée a priori et qui seule détermine ce qui parmi les hommes est juste ». Par le biais de cette idée l'horizon instrumental du droit est dépassé. La référence à l'idée de justice permet à Kant de penser une sphère politique en adéquation avec les instances de la loi morale, une politique qui soit praxis authentique et non simple technique, une politique fondée sur la conception non libérale de la publicité et à l'intérieur de laquelle la paix est rendue possible comme interruption réelle de l'état de guerre permanent. C'est ainsi que s'ouvre l'espace d'une « vraie politique ».

En passant de Kant à Benjamin, auquel est consacré le troisième chapitre (« La "vraie politique", une relecture de Walter Benjamin »), la réflexion de Tomba se poursuit en mettant en lumière le sens de l'opération consistant à renverser la *Zweck-Mittel Relation* qui se trouve au cœur même de la pensée politique moderne et qui représente un trait commun aux deux philosophes. Le rapport moyen-fin déplace l'accent sur la justesse de la fin en fonction de laquelle les moyens sont à leur tour indirectement justifiés. À ce paradigme Kant oppose une théorie de la praxis entendue de manière non instrumentale. Elle se base sur le fait que « l'idée » ne doit être réalisée que dans la mesure où sa réalité est déjà implicitement présente dans la praxis et que la praxis doit trouver en son propre sein, c'est-à-dire dans la conformité avec la loi

morale, la réalité de sa propre justification. Ainsi, si les buts ultimes disparaissent, alors les moyens eux-mêmes ne seront plus à justifier.

C'est ainsi que dans la philosophie de Benjamin la possibilité révolutionnaire du changement n'existe, seulement et uniquement, qu'en tant qu'interruption du « continuum » déclenché par la *Zweck-Mittel Relation*.

Benjamin part du caractère irréductible de la sphère du droit à la réalité de la justice. Il constate comment le lexique du droit ne connaît que l'espace de la justification des moyens et non l'horizon authentique de la justice et comment par conséquent cela rend possible la justification à l'infini de la *Gewalt* en tant que moyen tendant à une fin justifiée. Le moyen doit au contraire fournir un critère immanent de sa propre justesse, tout comme la praxis ne doit être articulée par rapport à une fin extrinsèque et ultérieure (la réalisation de « l'idée ») mais doit en revanche se déterminer par rapport à elle-même, en tant que praxis conforme à « l'idée ».

Entre droit naturel et droit positif, l'auteur du bref *Zur Kritik der Gewalt (Pour une critique de la violence, 1921)* ne conçoit pas l'existence d'une césure mais bien la source d'une dangereuse circularité sur la base de laquelle « le droit naturel tend à justifier (*rechtfertigen*) les moyens par le biais de la justesse des buts et le droit positif garantit la justesse des buts à travers la conformité des moyens par rapport au droit (*Berechtigung*) ». Dans ce cas, l'usage de la violence monopolisée par l'État souverain à travers l'exercice d'un pouvoir policier ne doit pas être conçu comme un élément d'exceptionnalité. C'est ce sur quoi exception et norme fondent leur origine dans un rapport d'implication réciproque. Cette relation, qui produit la normalisation de l'état d'exception, est pour Benjamin constitutif et intrinsèquement lié à la structure même de l'appareil démocratique et non pas simplement l'expression ponctuelle d'un processus dégénératif des institutions démocratiques.

C'est dans l'exception transformée en règle que la violence du pouvoir souverain est totalement justifiée, tout comme l'ensemble des contre-violences anti-étatiques qui luttent pour entamer le monopole de la *Gewalt* par l'État. Cette spirale des violences contraires n'interrompt pas pour autant, si ce n'est en apparence, la continuité du droit qui ne peut être dépassée qu'à travers l'institution d'un autre type de violence, une violence qui soit *gewaltlos* par rapport à la *Gewalt* du droit existant. Il s'agit donc, pour reprendre le Benjamin de la *Zur Kritik der Gewalt* de trouver un « un critère capable d'agir sur la nature éthique (*sittlich*) de la *Gewalt* en tant que principe » (cité par Tomba p. 233).

Benjamin s'interroge sur la possibilité de la recomposition non violente des conflits en faisant appel à la sphère extra-juridique de la communication qu'est la langue privée de violence (langue qui à travers la parole est en rapport avec le vrai) et qui n'est pas sans rappeler l'horizon kantien de la publicité. Il ne s'a-

git pas d'une parole instrumentalisée et asservie par les exigences de la communication, elle aussi à son tour imprégnée par la *Gewalt* juridique, mais bien d'un idéal de la langue symbolique capable, encore une fois, de se poser au-delà du rapport moyen-fin en se soustrayant à la fatalité de la violence.

C'est à partir de ce point que le discours de Benjamin se situe dans la recherche d'un paradigme qui sache incarner le modèle d'une *Gewalt gewaltos*, véritable objectif de sa quête. Il se réfère à un genre de violence qui est non-violente par rapport à la violence du droit, une violence qui soit pur moyen (*reine Mittel*). Il trouve alors dans l'analyse marxienne, dans la réalité de la lutte de classes, l'incarnation du modèle d'une telle *Gewalt*. Cette *Gewalt* n'est pas non-violente dans le sens où on pourrait la qualifier de pacifique, mais elle est *gewaltlos* dans la mesure où elle soulève la question d'un autre type de violence et elle concrétise, par le biais de la lutte du prolétariat, la fin de la temporalité violente du droit existant.

Il est par conséquent nécessaire, dans la tentative de penser une « autre violence », de parvenir à l'élaboration d'une « autre temporalité historique ». Benjamin effectue cette opération en recourant au concept du messianique entendu comme moment d'interruption de l'histoire. La justice coïncide alors avec la possibilité de l'interruption temporelle apparentée chez Benjamin à la *göttliche Gewalt*, à la violence, qui en affranchissant les possibilités écrasées par le caractère limité et limitant de l'ordre établi, exerce une violence capable de détruire la continuité de la violence divine dominée par la loi du plus fort. À nouveau, comme dans le cas de « l'idée » kantienne, le rapport avec la transcendance se révèle être une vertu salvatrice. Ce qui est juste, c'est l'instant à travers lequel se libèrent toutes ces possibilités contre lesquelles injustice été faite. La *Wahre Politik* naît de la capacité à « opposer à l'état d'exception en tant que règle le véritable état d'exception qui interrompt la guerre civile permanente entre les classes » (p. 249). C'est à l'intérieur de cette pratique de l'interruption que la philosophie pense la possibilité de « l'idée de justice », « la possibilité de l'impossible ».

Massimiliano Tomba (1968), est enseignant-chercheur à l'Université de Padoue. Il a publié plusieurs essais sur Kant, Hegel et Marx et en 2002 *Crisi e critica in Bruno Bauer*, (Bibliopolis, Naples). Il a dirigé l'édition des textes de Bauer et Marx *La question juive* (Manifestolibri, Rome, 2004). Il a récemment rédigé la préface de la traduction en italien de *Marx l'intempestif* de Daniel Bensaïd (*Marx l'intempestivo. Grandezze e miserie di un'avventura critica*, Edizioni Alegre, Rome, 2007).]

Lu d'ailleurs

Jean Ducange

Historien.

Le chemin vers le bas.
Considérations d'un révolutionnaire
allemand sur une grande époque
(1900-1950),

Franz Jung, *Agone, Mémoire sociales*, 2007, 559 p.
Traduit de l'allemand par Pierre Gallissaire

Si les ouvrages et commentaires sur la République de Weimar sont légions, certaines trajectoires militantes de cette époque demeurent peu ou mal connues. D'autant qu'être communiste au début des années 1920 apparaît le plus souvent dans de nombreux ouvrages au mieux comme une erreur de parcours, au pire comme une complicité criminelle. Qui connaît aujourd'hui les communistes « de gauche » du KAPD, si ce n'est par la fameuse réponse que leur adressa Lénine dans *La maladie infantile du communisme*, les convulsions d'un courant à la postérité certes limité mais ayant regroupé à leur époque des dizaines de milliers d'allemands ?

Singulier engagement que fut celui de Franz Jung (1888-1963) dont la vie croise celle de plusieurs générations militantes. Son parcours, un combat politique qui ne se pensait pas sans révolte artistique, nous est restitué dans cet ouvrage autobiographique, reprise d'une traduction de 1993 d'un ouvrage paru initialement en allemand. L'appareil critique remarquable qui singularise cette nouvelle édition (noms, publications, organisations sans oublier l'importante et utile chronologie) permet de se repérer dans le complexe et bouillonnant premier vingtième siècle allemand.

Une des originalités de Franz Jung tient à son implication dans le KAPD, scission de gauche du parti communiste allemand en 1920 reconnue un temps par l'Internationale communiste. Ce parti dont il est un des fondateurs joua un rôle politique non négligeable pendant les premières années de la jeune République de Weimar. Le cœur du livre, qui couvre les années de l'entre-deux-guerres mêlant engagements divers, voyages en URSS, activisme poli-

tique en Allemagne indissociable d'une effervescence littéraire et artistique à laquelle Jung prend toute sa part, offre le tableau le plus accrocheur, celui d'une époque où l'espoir révolutionnaire semblait à portée de main.

La qualité de l'écriture, le style alerte et romanesque riche en descriptions de lieux et portraits de personnages s'accompagne d'une restitution singulière, parfois peut-être un peu trop anecdotique, d'épisodes très divers. On pourra objecter le ton parfois quelque peu lapidaire de certains propos. Pour autant loin d'une autobiographie justificatrice, l'auteur décrit les événements avec passion, non sans revenir, parfois avec amertume, sur des erreurs de trajectoires. Car le désenchantement, ce « chemin vers le bas » au fur et à mesure des pages est palpable. Aux premiers moments d'effervescence succèdent les « années de grisaille ». L'accession puis l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne, occasion d'une description saisissante de la lente décomposition des forces de gauche organisées, puis la résistance à Hitler s'apparente à une longue traversée du désert. Une impression d'immense désastre traverse la dernière partie de l'ouvrage, plus centrée sur l'auteur lui-même, non sans poser néanmoins quelques questions sur les responsabilités diverses de la tragédie allemande. L'itinéraire ainsi restituée à l'échelle d'un demi-siècle nous livre la description vivante d'une période sur laquelle les acteurs n'ont pas terminé de nous interroger.

Lu d'ailleurs

Sélection des livres reçus par Contretemps

- René Gallissot, *La République française et les indigènes. Algérie colonisée, Algérie algérienne (1870-1962)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006.
- Eric Hobsbawm et Terence Ranger (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Amsterdam, 2006.
- Eric Hobsbawm, *Aux armes, historiens. Deux siècles d'histoire de la Révolution française*, Paris, La Découverte, 2007 (traduction de Julien Louvrier).
- *Avant-gardes artistiques et politiques. Autour de la Première Guerre mondiale*, Dissidences, n° 3, Éditions Le bord de l'eau, 2007.
- Gilles Candar, *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Paris, PUF, 2007.
- Kevin Murphy, *Revolution And Conterrevolution. Class Struggle in a Moscow Metal Factory*, Chicago, Haymarkets books, 2007.
- Fondation G. Péri, *Le parti communiste français et l'année 1956. Actes des journées d'étude des 29 et 30 novembre 2006*, Paris, Fondation G. Péri, 2007.
- Mikes Haynes et Jim Wolfreys, *History and Revolution. Refuting Revisionism*, Londres-New York, Verso, 2007.
- Alain Faure et Jacques Rancière (dir.), *La parole ouvrière. 1830-1851*, Paris, La Fabrique, 2007 (postface de 2007 de J. Rancière).
- Léon Burnand (et alii), *Livre et militantisme. La cité éditeur 1958-1967*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2007 (postface de François Maspero).
- Alain Badiou, *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, Paris, Lignes, 2007.
- Lilian Mathieu, *La condition prostituée*, Paris, Textuel, 2007.
- Stathis Kouvelakis, *La France en révolte*, Paris, Textuel, 2007.
- Christian Biet et Olivier Neveux (éditeurs), *Une histoire du spectacle militant*, Paris, UPX Nanterre.
- Michel Surya, *Portrait de l'intermittent du spectacle en supplétif de la domination*, Paris, Lignes, 2007.
- Eleni Varikas, *Les Rebuts du monde*, Paris, Stock, 2007.
- Dominique Vidal, *Comment Israël expulsa les Palestiniens*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007.
- François Denord, *Le néolibéralisme version française*, Paris, Démopolis, 2007.
- Jacques Pelletier, *Question nationale et lutte de classe*, Montréal, Éditions Nota Bene, 2007.

- Danièle Lochak, *Face aux migrants, État de droit ou état de siège*, Paris, Textuel, 2007.
- Gilles Sainati et Ulrich Schalchli, *La décadence sécuritaire*, Paris, La Fabrique, 2007.
- Anthony Arnove, *Irak, retrait immédiat!*, Paris, Demopolis, 2007.
- Armand Mattelart, *La globalisation de la surveillance*, Paris, La Découverte, 2007.
- Mike Davis, *Petite histoire de la voiture piégée*, Paris, Zones, 2007.

Reuves

- *Lignes n° 23/24*, spécial vingtième anniversaire, Vingt années de la vie politique et intellectuelle.
- *Revue d'études palestiniennes* n° 105, automne 2007, Le Hamas à Gaza. *Contr'un*, n° 1, la revue des individus au carré (Jouffroy, Marx, Machiavel, Novalis).

Rééditions

- Philippe Corcuff, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Armand Colin.